

**1.40 F**

Algérie, 1 BA; B.M., 150 str.; Tunisie, 100 m.;  
Algerie, 1 BA; B.M., Autriche, 10 cent.; Belgique,  
12 fr.; Canada, 5 c.65; Danemark, 3 c.;  
Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,  
10 dr.; Iran, 45 kr.; Japon, 300 i.; Liban, 125 pi.;  
Lussembourg, 12 fr.; Malaisie, 3.75 m.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 250 esc.; Roumanie, 2.25 lei;  
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cent.; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 16

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75247 PARIS - CEDEX 09**  
**C.C.P. 436-31 Paris**  
**Télex Paris 6-63052**  
**Tél. - 246-77223**

# Les Palestiniens résistent à l'offensive syrienne dans la montagne libanaise

## AFRIQUE

### La controverse sur le règlement rhodésien

#### M. Smith invite un membre du cabinet de Londres à se rendre à Salisbury

Salisbury. — M. Ian Smith a invité, mardi soir 28 septembre, le secrétaire d'Etat britannique aux affaires africaines, M. Rowlands, à se rendre à Salisbury pour y débattre avec lui la controverse suscitée par le projet anglo-américain de règlement du conflit rhodésien. M. Rowlands se trouve au Botswana pour le dixième anniversaire de l'indépendance. Un porte-parole rhodésien a également exprimé sa « surprise » devant certains propos prêtés lundi à M. William Rogers, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques, et qui mettaient en cause, selon lui, le rôle de M. Smith dans le déroulement futur de la négociation.

La controverse porte sur le rôle du président européen du Conseil d'Etat et l'attribution de deux portefeuilles ministériels (la défense et l'intérieur) à des Européens dans la phase de transition, d'une durée maximale de deux ans.

De notre envoyé spécial

A Dar-Es-Salaam, M. Julius Nyerere a déclaré, mardi, à ce propos, que M. Kissinger ne lui avait jamais parlé d'offrir ces deux portefeuilles à des Européens pour rassurer les Blancs de Rhodesie. Le président tanzanien, assurant que dans ce cas il n'aurait jamais accepté, a ajouté : « J'ai pressé les Britanniques et les Américains de payer les raciales qui ne veulent pas accepter le principe du gouvernement majoritaire. Ils ne devraient pas être payés pour rester mais pour partir. Je veux qu'ils s'enfuient ».

En ce qui concerne le Conseil d'Etat, la version de M. Smith donne la préférence au président européen de cet organe paritaire sur le premier ministre africain d'un gouvernement à majorité noire. Les Africains maintiennent, de

leur côté, que le président du Conseil d'Etat ne disposera d'aucun pouvoir. Dans son communiqué de mardi, le gouvernement rhodésien déclare que Washington l'a informé, le 22 septembre, soit deux jours avant le discours de M. Smith, qu'un accord avait été obtenu sur ces points à Lusaka et à Dar-Es-Salaam. Il affirme que le texte lu par le premier ministre rhodésien lors de son allocution à Lusaka le vendredi dernier est celui sur lequel il s'était entendu avec M. Kissinger. Il demande, enfin, à M. Rowlands de se rendre à Salisbury pour que la négociation puisse avancer « sans délai ».

Salisbury proteste également contre le doute émis par M. Rogers sur une participation de M. Smith à une conférence constitutionnelle. On rappelle ici que le premier ministre a affirmé son intention de continuer à jouer un rôle « dans la destinée de la Rhodesie ».

## Les Européens entre le soulagement et l'angoisse

Les Européens ont visiblement du mal à concevoir ce qui leur a été annoncé. Avec bonne conscience ils ont lutté, pendant des années, pour conserver leur bien : leur Rhodesie, tout en redoublant de plus en plus de peur. On leur dit que les règles du jeu ont changé, et ils se sentent désemparés.

M. Ian Smith, l'homme qui avait proclamé unilatéralement l'indépendance de la colonie britannique, que, en novembre 1965, et qui symbolise depuis lors la « résistance », leur a expliqué, vendredi, qu'il fallait vivre avec son temps. Réunis, dimanche, à Lusaka, cinq chefs d'Etat africains ont été encore plus précis sur la nature de l'enjeu : c'est la fin des privilèges et le démantèlement d'un

système de gouvernement. Ces deux messages, apparemment peu rassurants pour les deux cent cinquante mille Blancs rhodésiens, ont suscité, chez eux, des réflexes contradictoires et une bonne dose de confusion.

« Je devais émigrer en Amérique la semaine prochaine, mais s'il y a un règlement, c'est une autre affaire », dit une jeune secrétaire européenne. Son mari et elle ont décidé de rester leur pays de départ, pour « voir venir ». Les dernières statistiques officielles, portant sur le mois d'août, indiquent la plus forte hémorragie d'Européens en dix ans : six cent onze arrivées contre mille cinq cent vingt départs.

A Salisbury, dès samedi, les agents immobiliers ont reçu des appels téléphoniques de clients leur demandant de retirer leurs résidences des listes de vente. Le communiqué de Lusaka, présenté ici comme un rejet de l'offre de M. Smith, n'a pas provoqué un renversement de cette tendance. Prématurément, sans doute, des hommes d'affaires annoncent une reprise du tourisme, un boom hôtelier et l'arrivée d'une cohorte d'investisseurs occidentaux. Même la Bourse locale a réagi favorablement et le ministre des Finances a dû intervenir pour arrêter la spéculation sur le dollar rhodésien.

Toutes les réactions ne sont pas si favorables, tant s'en faut. « Je ne recommanderais pas d'investir en Rhodesie, sauf à la rigueur dans le secteur minier où les entreprises sont solides », note un expert financier, qui envisage déjà une éventuelle désorganisation de la production dans les secteurs agricole et industriel. Le public européen n'imagine pas encore, en effet, le climat de la « transition » annoncée : revendications de salaires, débat politique, élections, déstabilisation de la situation, etc. Le ministre des Finances, qui assiste aux cérémonies de l'indépendance de Botswana, n'a pas nié qu'il cherchait à rassurer les membres des différentes délégations arrivées à Gaborone. « Je ne ferai que servir la main à l'échec », a-t-il ajouté.

Pour M. Nkomo, M. Smith a dit son dernier mot vendredi dernier. « C'est le gouvernement britannique qui a imposé la situation de la Rhodesie, qui doit à présent en assumer les conséquences. Celle-ci élaborera la future Constitution, fixera le jour de l'indépendance. Ce jour pourra venir dans huit mois ou dans douze... » Pourquoi deux ans ? », s'est-il exclamé.

Le président de l'ANC international estime que la guerre menée par les nationalistes en Rhodesie s'arrêtera « au moment de la création du gouvernement intérimaire, pas avant. On n'élimine pas les effets avant les causes ». M. Nkomo rejette l'appellation « troisième force » pour désigner la ZIPA (Armée du peuple de Zimbabwe). « On serait la première et la seconde ? La ZIPA est fille de l'ANC ».

Il a d'autre part annoncé qu'il avait chargé M. Jason Moyo, deuxième vice-président de son mouvement, d'examiner les possibilités d'un rapprochement avec la ZANU réformée (Union nationale du peuple de Zimbabwe).

M. Henry Kissinger a estimé, mardi 28 septembre à Washington, que la négociation sur l'avenir de la Rhodesie était « sur les rails ». Le président Ford a déclaré, pour sa part : « Nous sommes encore loin d'un règlement définitif, mais nous avons déjà fait des progrès substantiels. » (A.F.P.)

un danger plus insidieux, l'abandon du sens de la responsabilité sociale et l'appel de prétendus intérêts personnels ». En d'autres termes, si les Européens ne réagissent pas bruyamment, c'est qu'ils sont las de tenir tête depuis si longtemps à tout le monde et, si les choses tournent mal, chacun sera tenté de penser avant tout à lui-même.

#### « Pas question de faire marche arrière »

Entre-temps, la vie publique conserve certains aspects pour le moins déconcertants. Le conseil municipal de Salisbury vient d'être le théâtre d'un débat serré sur une demande de permis de résidence dans un quartier européen dépeuplé par un couple « mixte » (un Européen et une Africaine), lequel a d'ailleurs quitté le pays, voilà trois mois, faute de pouvoir se loger dans l'habitat noir. Le conseiller Jack Whiting s'est écrié : « Ces couples comprennent-ils les souffrances qu'ils imposent à leurs enfants ? »

La Rhodesie Herald demandait, mardi, à propos de cette affaire : « Serait-il sage de se séparer de la Rhodesie aux couples mixtes de permis de résidence renouvelables chaque année dans des secteurs réservés aux Européens ? »

## Les dirigeants nationalistes ébauchent un rapprochement

De notre envoyée spéciale

Gaborone. — « Le discours de M. Smith de vendredi comportait de nombreuses lacunes. En revanche, les propositions des présidents africains réunis le week-end dernier ont été très acceptables. Je suis tout à fait d'accord avec elles », a déclaré mardi après-midi 28 septembre M. Joshua Nkomo, président de la ZIPA (Armée du peuple de Zimbabwe), qui assiste aux cérémonies de l'indépendance de Botswana, n'a pas nié qu'il cherchait à rassurer les membres des différentes délégations arrivées à Gaborone. « Je ne ferai que servir la main à l'échec », a-t-il ajouté.

Pour M. Nkomo, M. Smith a dit son dernier mot vendredi dernier. « C'est le gouvernement britannique qui a imposé la situation de la Rhodesie, qui doit à présent en assumer les conséquences. Celle-ci élaborera la future Constitution, fixera le jour de l'indépendance. Ce jour pourra venir dans huit mois ou dans douze... » Pourquoi deux ans ? », s'est-il exclamé.

Le président de l'ANC international estime que la guerre menée par les nationalistes en Rhodesie s'arrêtera « au moment de la création du gouvernement intérimaire, pas avant. On n'élimine pas les effets avant les causes ». M. Nkomo rejette l'appellation « troisième force » pour désigner la ZIPA (Armée du peuple de Zimbabwe). « On serait la première et la seconde ? La ZIPA est fille de l'ANC ».

Il a d'autre part annoncé qu'il avait chargé M. Jason Moyo, deuxième vice-président de son mouvement, d'examiner les possibilités d'un rapprochement avec la ZANU réformée (Union nationale du peuple de Zimbabwe).

M. Henry Kissinger a estimé, mardi 28 septembre à Washington, que la négociation sur l'avenir de la Rhodesie était « sur les rails ». Le président Ford a déclaré, pour sa part : « Nous sommes encore loin d'un règlement définitif, mais nous avons déjà fait des progrès substantiels. » (A.F.P.)

## ASIE

### Japon

Après un examen minutieux des experts

#### Le Mig-25 serait restitué à l'Union soviétique

M. Gromyko a eu, le 28 septembre à New-York, avec M. Kosaka, ministre japonais des affaires étrangères, un entretien au cours duquel il a évoqué l'affaire du Mig-25 dont le pilote a demandé l'asile politique aux Etats-Unis après avoir posé son appareil au Japon.

Selon le bureau de l'agence France-Presse à Tokyo, un responsable du ministère japonais des affaires étrangères a déclaré que son pays était prêt à restituer le Mig-25 à l'U.R.S.S. quand les spécialistes japonais qui l'examinent auront terminé leur travail.

De notre correspondant

Moscou. — L'affaire du Mig-25 continue de préoccuper fortement les dirigeants soviétiques. Deux événements continuent de l'inquiéter : le risque d'envenimer les relations soviéto-japonaises : la publication, mardi 28 septembre, d'une nouvelle déclaration du gouvernement soviétique au gouvernement japonais et l'organisation par le ministère des affaires étrangères d'une conférence de presse de la mère et de la femme du pilote Victor Belenko.

La note du gouvernement soviétique reprend, pour l'essentiel, la thèse officielle selon laquelle Belenko, après un atterrissage forcé, aurait été drogué et emmené de force aux Etats-Unis. Rappelant que les Japonais sont en train de démonter le Mig-25 avec l'aide d'experts de la C.I.A., elle accuse d'autre part le gouvernement de Tokyo d'avoir choisi « la voie du durcissement volontaire des rapports avec l'Union soviétique ». (...) « Le gouvernement japonais, ajoute la note, assume l'entière responsabilité de l'arbitraire et de la transgression de la loi à l'égard du pilote soviétique et de son avion. Ces gestes inamicaux tirent forcément à conséquence pour le présent et l'avenir des rapports soviéto-japonais ».

La conférence de presse de la femme et de la mère de Belenko n'a apporté aucune révélation sensationnelle. Les deux femmes, qui avaient dit mal à l'égard de leurs maris et qui avaient un texte, ont, bien sûr, confirmé la thèse soviétique mais en évitant d'entrer dans les détails. Pour la mère de Belenko, « il est arrivé un malheur à Victor qui a toujours été un patriote » ; son atterrissage au Japon est le résultat d'un « malentendu » et « on l'empêche maintenant de rentrer dans son pays ». Pour la femme du pilote, « Victor a toujours été

et restera un Soviétique » et il a été également victime d'un « malheur ». Les deux femmes ont annoncé qu'elles avaient écrit au président Ford pour le prier de rendre Belenko à sa famille, car, a dit l'une d'elles, « nous ne croyons pas que nous aurons jamais qu'il se trouve à l'étranger de son propre gré ».

Dans la mesure où il est exclu que la mère et la femme de Belenko aient pris une telle initiative d'elles-mêmes, l'envoi de cette lettre est une façon de mettre indirectement en cause les Etats-Unis et de les accuser de « kidnapping ». Mais alors comment concilier cette thèse avec la promesse faite mardi à Belenko d'être pardonné s'il revient en U.R.S.S. ? Cette promesse est contenue dans la lettre adressée par sa femme au pilote et dans laquelle on peut lire notamment : « Nous l'attendons à la maison, reviens le plus vite possible. On m'a assuré au plus haut niveau que tu seras pardonné même si tu as commis une faute ».

Répondant aux questions des correspondants, la femme de Belenko a démenti d'autre part toutes les informations déjà publiées en Occident au sujet de son mari. Selon elle, le pilote n'aurait jamais fait l'objet de punition dans l'armée, n'aurait jamais eu de contacts avec l'étranger et n'aurait pas, en particulier, participé à un colloque scientifique en Arménie, où, selon des informations publiées en Allemagne de l'Ouest, il aurait été contacté par un ingénieur soviétique travaillant pour la C.I.A. Mme Ludmila Belenko a d'autre part affirmé qu'aucun problème n'existerait entre elle et son mari et que c'était un mensonge que de prétendre qu'ils envisageaient de se séparer.

J. A.

### En Inde

#### La France propose d'installer une usine de montage du Mirage F-1

New-Delhi (A.F.P.). — La France a proposé au gouvernement indien d'installer en Inde une usine de montage du Mirage F-1. Le ministre indien de l'Industrie, mardi 28 septembre à New-Delhi, au cours d'une conférence de presse, M. Jagannath Moorthy, chef du service de presse du Gouvernement, a annoncé que le montage des Mirage F-1 en Inde était une priorité nationale et que la France était prête à coopérer avec l'Inde dans le domaine de la production de missiles et d'appareils civils.

M. Moorthy séjourne en Inde avec deux autres membres du GIPAS, dont le général Raymond Guillon, chef du service export.

tation de cette société. Les membres de la délégation ont eu des entretiens avec des représentants des ministères indiens de la défense et de l'aviation civile.

L'an dernier, les autorités indiennes avaient fait savoir qu'elles envisageaient l'achat de cinquante avions de combat du type Mirage.

L'objectif de l'Inde serait de construire à Miraj le F-1 sous licence dans le plus court délai possible. L'Inde possède, à Miraj, une usine de montage de pièces détachées. Au départ, a précisé M. Moorthy, l'Inde posséderait deux usines de montage d'appareils. Une deuxième usine, les Indiens pourraient fabriquer les équipements de cet avion. Le Mirage est en concurrence sur le marché indien avec le Vignette, le Mirage français, et les avions soviétiques. La France, a affirmé M. Moorthy, n'a pas l'intention d'imposer une usine de montage de Mirage au Pakistan.

« L'Inde cherche depuis plusieurs années à se doter d'un avion de pénetration lointaine et d'attaque au sol. Des considérations financières ont jusqu'à maintenant retardé son choix ; sa balance des comptes s'est cependant nettement améliorée depuis un an ».

La concurrence occidentale mais aussi soviétique étant très vive, le GIPAS ne semble pas avoir beaucoup d'espoir de remporter le marché indien. Mais en proposant d'installer une usine de montage, il tente de répondre finalement au souhait des Indiens, qui veulent fabriquer eux-mêmes les avions sur leur territoire. L'Inde possède, à Miraj, une usine de montage de pièces détachées. Au départ, a précisé M. Moorthy, l'Inde posséderait deux usines de montage d'appareils. Une deuxième usine, les Indiens pourraient fabriquer les équipements de cet avion. Le Mirage est en concurrence sur le marché indien avec le Vignette, le Mirage français, et les avions soviétiques. La France, a affirmé M. Moorthy, n'a pas l'intention d'imposer une usine de montage de Mirage au Pakistan.

### Namibie

#### LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU A ENTENDU LE PRÉSIDENT DE LA SWAPO

(De notre correspondant)

New-York. — Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni, mardi 28 septembre, pour examiner la question de la Namibie. On a remarqué la modération de tous les orateurs, y compris celle de M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui ne voulait, bien sûr, pas hypothéquer l'entretien qu'il doit avoir jeudi 30 septembre avec M. Kissinger. Il a réaffirmé que son organisation, seule représentative du peuple namibien aux yeux de l'ONU, était prête à s'entretenir directement avec le régime « illégal » qui occupe la Namibie afin de mettre au point les modalités du transfert du pouvoir au peuple namibien sous la direction de la SWAPO.

M. Nujoma a insisté sur le fait que les négociations devront se dérouler sous les auspices des Nations unies et être précédées de la libération de tous les prisonniers politiques. La SWAPO exige que l'Afrique du Sud s'engage à retirer ses forces armées du territoire.

Il a demandé au Conseil de prendre les mesures prévues par l'article 7 de la charte, et notamment d'imposer des sanctions contre le régime sud-africain. Le ministre des affaires étrangères du Bénin, M. Michel Alladaye, a rappelé les conditions qui devront être remplies pour amorcer un retour à la paix en Afrique australe.

L'ambassadeur de Zambie, M. Kamana, président du Conseil des Nations unies pour la Namibie, a souligné que cet organe « ne peut plus tolérer la situation actuelle ».

Le Conseil de sécurité se réunira de nouveau vendredi 1<sup>er</sup> octobre. Ses délibérations seront déterminées par le contenu du plan que M. Kissinger aura entre les mains, présenté à M. Nujoma et par la réaction de ce dernier. — L. W.

### Sahara occidental

#### LA FEN ET L'AUTODÉTERMINATION DES SAHRAOIS

Dans l'article consacré à la prochaine libération par le Front Polisario de deux enseignants français (le Monde du 25 septembre), il était écrit qu'au printemps de 1976 un projet d'accord avec la FEN capota. « Les Sahraouis exigent que le texte du communiqué mentionné le droit à l'autodétermination ». Il s'agissait bien entendu d'une exigence adressée au gouvernement français et non à la FEN, qui s'est dite à plusieurs reprises « favorable à l'autodétermination de tous les peuples, y compris le peuple sahraoui ».

### CORRESPONDANCE

#### Problème racial et régime politique

Après la publication, dans le Monde du 15 septembre d'un article sur la Guinée faisant référence aux déclarations du président Sekou Touré sur « le Racialisme peuhl », M. Habib Dewro, un de nos lecteurs guinéens, nous écrit : « Le référendum du 28 septembre 1968 a donné en Guinée : 1 134 324 « non » et 56 961 « oui ».

« Dire, face à ces chiffres, que « les Peuhls du Fouta-Djallon furent parmi les rares Guinéens à voter pour l'entrée de leur pays au sein de la Communauté », c'est s'avancer trop vite. Ces « rares Guinéens » se retrouvaient aussi bien chez les Peuhls que chez les Soussous, les Malinkés, les Tamas. Les bureaux de vote étaient dirigés par des étudiants ou intellectuels guinéens largement acquis à l'idée de l'indépendance. Plus que Sekou Touré, qui, en fait, prit un train en marche. Ce sont ces étudiants et intellectuels qui assurèrent le succès du « non » en « arrangeant » les votes, comme chacun sait. Il y a beaucoup de Peuhls qui ne croient pas à l'unité nationale, qui n'aiment pas les Peuhls. Nous avons là un exemple précoce de la démocratie que nourrit le P.D.G. (Parti démocratique guinéen). Il n'y a pas en Guinée un problème racial, il y a un problème de régime politique. »

### FARFISA

Orgues électroniques avec accompagnement et rythmes automatiques 10 modèles à partir de 3.995 F

#### Tous renseignements et démonstrations :

- PAUL BEUSCHER - 77, bd Beaumarchais, 75004 Paris ..... 276-03-03
- CENTRAL ORGUES - 17, av. Trudaine, 75009 Paris ..... 276-72-23
- CLAVIERAMA - 69 bis, rue de Beaumour, 75002 Paris ..... 276-38-77
- CRISIO - 54, rue René-Boulanger, 75010 Paris ..... 697-04-95
- DISQUES MASSENA - 260, Centre Commercial Massena, 75013 Paris ..... 294-21-61
- LAFAYETTE ELECTRONIC - 230 r. La Fayette, 75010 Paris ..... 298-61-37
- GILBERT LEROY - 10, rue Laugier - 75017 Paris ..... 22-55-47
- PIANO HALL - 172, rue de Courcelles, 75017 Paris ..... 227-06-86
- PIANO RAMM - 133, rue de Beaumour, 75006 Paris ..... 294-35-65
- MUSIC SHOP - COMODELEC - pl. Malin, 75004 Paris ..... 294-41-92
- ELECTRONIC PIANO CENTER - 122, avenue de Paris ..... 297-63-33
- MOY 93190, Livry-Gargan ..... 227-29-47
- GRAMMONT ORGUES - 1, rue du Chevet-de-l'Eglise, 93110, Rosny-sous-Bois ..... 276-25-03
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Crétail, 94000 Créteil ..... 698-12-79
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Belle-Ecluse, 94811, Bonneuil-en-France ..... 698-76-12
- INSTRUMENTAL MUSIC - 14 bis, rue Saint-Nicolas, 75004 Paris ..... 698-48-92
- CLINIC INSTRUMENTALE - 15, boulevard Maréchal-Juin, 75014 Paris ..... 692-03-48
- MUSIC GALLERY - Centre Commercial d'Art de Vigne, 75020 Paris ..... 276-78-89
- MUSIC GALLERY - Centre Commercial Val-de-Mar, 75116 Paris ..... 276-78-89
- PIANORCAN - 14 bis, rue Saint-Nicolas, 75004 Paris ..... 698-48-92
- YVES LINES MUSIQUE - Centre Commercial de la Châtelleraie, 75170, La Celle-Saint-Cloud ..... 698-02-93

150



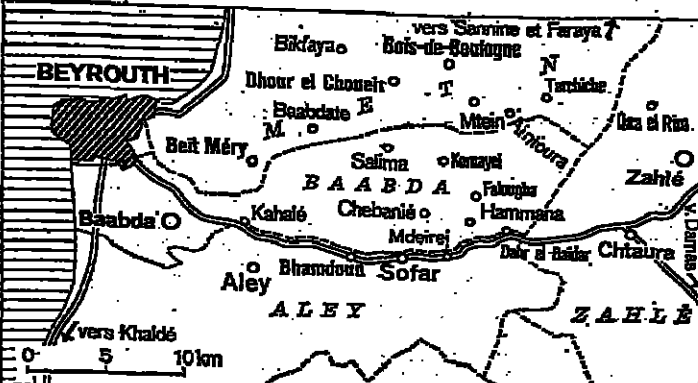
Japon  
il restituera l'Union

1976

# PROCHE-ORIENT

## LA SITUATION AU LIBAN

### Les Palestiniens résistent à l'offensive syrienne



AU P.C. PALESTINIEN D'ALEY

#### « L'offensive sera brisée »

Aley (A.P.F.). — Dans cette bourgade de la montagne, qui est le fief du leader progressiste Kamal Joumblatt, comme dans les villages alentour, les rues bordées de maisons en pierre blanche sont pratiquement désertes, et, depuis mardi matin, personne ne prend le frais sous les tonnelles de bougainvillées. Dans le poste de commandement palestinien d'Aley, Abou Jihad, chef militaire du Fatah et responsable du front de la montagne, déclare calmement : « Les Syriens sont en train de concentrer d'importantes forces en vue de l'offensive générale. Leur action est appuyée par deux unités, l'une de blindés, l'autre de chars. Notre résistance à la « poussée » syrienne est très forte. » Il affirme que vingt-trois chars syriens ont été détruits depuis le matin, l'offensive ayant débuté à 6 heures (heure locale), après deux heures de préparation d'artillerie. Il assure également que le village de Qasr-Rim, tombé des mains des Palestiniens, a été repris dans l'après-midi par les palestino-progressistes. Selon le chef militaire du Fatah, l'offensive se déroule le long d'une ligne formée par les villages de Qasr-Rim, Tarabiche et Ain-Toura, qui forme l'extrémité nord-est de la poche, tenue par les forces de gauche, à environ 30 kilomètres à l'est de Beyrouth. Une seconde poussée syrienne a lieu en direction de Hammama, nœud routier stratégique pour le ravitaillement des palestino-progressistes, qui, mardi après-midi, était menacé d'encerclement.

### Le président Sadate : nous ne permettrons jamais que la résistance palestinienne soit tuée

Le Caire (A.P.F.). — Le président Sadate a affirmé mardi 28 septembre, que l'objectif de la Syrie est d'essayer de liquidier entièrement la résistance palestinienne ainsi que le mouvement national libanais dirigé par Kamal Joumblatt. Dans un discours radiodiffusé prononcé à l'occasion du sixième anniversaire de la mort de Gamal Abdel Nasser, le président égyptien a déclaré que « l'histoire jugera et condamnera les actes de la Syrie au Liban ». « La Syrie, a-t-il dit, tente de ruiner les efforts déployés par les pays arabes en vue de chroniquer le conflit libanais, qui demeure un point noir dans notre histoire tout entière, et non seulement dans l'histoire du Liban et de la Syrie. » Après s'être demandé si l'opération contre l'hôtel Sémaintra à Damas était ou non une « tentative », le chef de l'Etat égyptien a constaté que « la Syrie a pris ce prétexte pour lancer son attaque contre la résistance palestinienne et contre le mouvement national libanais ». « Quels que soient les résultats que la Syrie puisse obtenir, a poursuivi le président Sadate, elle sera perdue en fin de compte. Le Liban égyptien sera perdu. La nation arabe tout entière sera aussi perdue, et le seul et unique pays gagnant sera Israël. » Le président égyptien a ensuite réaffirmé la position de son pays à l'égard du Liban, en disant que « l'Egypte acceptera jamais de compromettre ses principes et ne demeurera jamais silencieuse sur ce qui se déroule au Liban. Aucune solution autre que libanaise ne pourra régler la crise libanaise. Nous ne permettrons jamais que la résistance palestinienne soit tuée ». Le chef de l'Etat a alors proclamé sa « confiance dans les bonnes intentions du nouveau président libanais élu, M. Elias Sarrif », et a souligné que l'Egypte était « prête à lui accorder tout son soutien ». Il a critiqué, d'autre part, tous ceux qui, de Tripoli, à Damas, en passant par Moscou, affichent sans vergogne leur fidélité au

(Suite de la première page.) Mais si les militaires syriens suspendent leur offensive après avoir entamé les positions des Palestiniens progressistes et coupé leurs voies de communication, on ne peut exclure que les milices de la droite chrétienne prennent le relais dans des conditions plus avantageuses pour elles qu'avant l'offensive syrienne. Des habitants de la montagne vers Beyrouth-Ouest. C'est l'image classique de l'offense, avec un matelas sur le toit de la voiture, et le canari en cage émergeant d'un amoncellement de vêtements, d'enfants et de chiens. Mais ces réfugiés trouveront-ils des endroits plus calmes ? Bien que Beyrouth soit relativement paisible, ceux-ci ne risquent certainement pas dans la capitale qu'ils pourront oublier la guerre civile.

Le président Sarrif pour sa part s'est retranché dans le silence hier. Le Mouvement national l'a même sommé de choisir entre « être le président de tous les Libanais ou le camp syro-israelien ».

LUCIEN GEORGE.

Plusieurs organisations, dont le Mouvement de la paix, ont lancé, mardi 28 septembre, un appel à tous les Français de France, de l'étranger, de participer au bateau de la paix pour le Liban, qui sera le message de la solidarité du peuple français. Les organisations palestiniennes, les organisations qui désirent signer cet appel ont pris le nom de « Bateau de la paix pour le Liban ». 26, rue de Clichy, Paris 75009. Tél. : 874-35-86. Les fonds sont à adresser à l'une ou l'autre des organisations signataires.

À l'issue de sa réunion, mardi 28 septembre, avec les dirigeants de la gauche libanaise, M. Arafat a adressé des messages aux chefs d'Etat arabes, leur demandant d'intervenir auprès de la Syrie pour qu'elle arrête son offensive au Liban.

### M. de Guiringaud prend la parole devant l'Assemblée générale

M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a principalement consacré son discours du mardi 28 septembre devant l'Assemblée des Nations unies, au thème général de la paix et du désarmement. Il a déposé deux mémoires : l'un reprend la proposition soviétique, déjà ancienne, d'une conférence mondiale sur le désarmement ; l'autre porte sur un projet de traité universel sur le non-recours à la force dans les relations internationales. L'un d'eux, M. Gromyko avait déjà évoqué cette idée : il en a parlé à plusieurs reprises, notamment avec son ancien collègue français, M. Sauvagnargues. M. Brejnev en avait également parlé le 24 février dernier, devant le congrès du P.C. soviétique, mais l'O.R.S.S. n'avait pas encore déposé de texte.

Le projet risque de faire double emploi avec la charte des Nations unies, dont l'article 3 interdit aux membres de l'Organisation « de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de tout autre manière incompatible avec les buts des Nations unies ».

L'Assemblée devait entendre ce mercredi M. de Guiringaud. Le nouveau ministre français des affaires étrangères avait l'intention de s'étendre particulièrement sur les problèmes du Proche-Orient et d'assurer que Paris demeure disponible pour favoriser toute recherche de réconciliation. Le ministre français affirmait l'attachement de la France aux résolutions antérieures du Conseil de sécurité pour un règlement du conflit israélo-arabe. Il insistait toutefois sur le fait qu'aucune solution n'est possible si le « droit légitime » du peuple palestinien à l'expression de son identité nationale ne s'inscrit pas dans les faits. Le gouvernement français estimait que l'exercice de ce droit ne se conçoit pas sans une « base territoriale » dotée, le moment venu, « de structures étatiques ».

De notre correspondant

Stoel, a attiré l'attention de l'Assemblée sur les dangers que court l'organisation « si elle vient à perdre l'appui, qui lui est indispensable, de certains pays ». « Ce sont les nations faibles et démunies, plutôt que les Etats forts et puissants, qui ont surtout besoin de l'ONU », a-t-il dit. Le ministre néerlandais a déclaré que les questions de paix et de désarmement devraient avoir la priorité, et a estimé, en ce qui concerne la détente en Europe, que la déclaration finale de la conférence d'Helsinki a été un pas dans la bonne direction. Cependant, a-t-il déclaré, la question des droits de l'homme dans les pays d'Europe mérite d'être étudiée attentivement. « Il a estimé qu'un nouveau dialogue constructif » entre pays industrialisés et pays en développement a commencé lors de la septième session spéciale de l'Assemblée générale. Il a reconnu que les résultats de la conférence Nord-Sud et de la quatrième CNUCED ont été limités. Les parties ont senti la nécessité de poursuivre le dialogue dans l'intérêt de tous », a-t-il cependant ajouté.

M. VAN DER STOEL (Pays-Bas) : poursuivre le dialogue Nord-Sud.

Le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, président en exercice du conseil de la Communauté européenne, M. Van Der

Stoel, a attiré l'attention de l'Assemblée sur les dangers que court l'organisation « si elle vient à perdre l'appui, qui lui est indispensable, de certains pays ». « Ce sont les nations faibles et démunies, plutôt que les Etats forts et puissants, qui ont surtout besoin de l'ONU », a-t-il dit. Le ministre néerlandais a déclaré que les questions de paix et de désarmement devraient avoir la priorité, et a estimé, en ce qui concerne la détente en Europe, que la déclaration finale de la conférence d'Helsinki a été un pas dans la bonne direction. Cependant, a-t-il déclaré, la question des droits de l'homme dans les pays d'Europe mérite d'être étudiée attentivement. « Il a estimé qu'un nouveau dialogue constructif » entre pays industrialisés et pays en développement a commencé lors de la septième session spéciale de l'Assemblée générale. Il a reconnu que les résultats de la conférence Nord-Sud et de la quatrième CNUCED ont été limités. Les parties ont senti la nécessité de poursuivre le dialogue dans l'intérêt de tous », a-t-il cependant ajouté.

De notre correspondant

Stoel, a attiré l'attention de l'Assemblée sur les dangers que court l'organisation « si elle vient à perdre l'appui, qui lui est indispensable, de certains pays ». « Ce sont les nations faibles et démunies, plutôt que les Etats forts et puissants, qui ont surtout besoin de l'ONU », a-t-il dit. Le ministre néerlandais a déclaré que les questions de paix et de désarmement devraient avoir la priorité, et a estimé, en ce qui concerne la détente en Europe, que la déclaration finale de la conférence d'Helsinki a été un pas dans la bonne direction. Cependant, a-t-il déclaré, la question des droits de l'homme dans les pays d'Europe mérite d'être étudiée attentivement. « Il a estimé qu'un nouveau dialogue constructif » entre pays industrialisés et pays en développement a commencé lors de la septième session spéciale de l'Assemblée générale. Il a reconnu que les résultats de la conférence Nord-Sud et de la quatrième CNUCED ont été limités. Les parties ont senti la nécessité de poursuivre le dialogue dans l'intérêt de tous », a-t-il cependant ajouté.

M. VAN DER STOEL (Pays-Bas) : poursuivre le dialogue Nord-Sud.

Le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, président en exercice du conseil de la Communauté européenne, M. Van Der

# DIPLOMATIE

## A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RIO

### Plusieurs délégués redoutent la « politisation » de l'agence internationale de l'énergie atomique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se réunira mardi 29 septembre à Rio de Janeiro, pour sa vingtième assemblée générale, à Rio, sur une constatation mélanconique : alors qu'elle avait gardé jusqu'à présent un caractère technique, elle a servi cette fois de forum politique à plusieurs pays du tiers-monde. Une fois de plus, ce sont les problèmes palestiniens, et surtout sud-africains, qui ont divisé les cent neuf nations représentées. Plusieurs délégués de pays développés ont confessé en coulisses qu'une telle politisation est une dérive inévitable, mais qu'ils en redoutent les conséquences : si elle s'enfonçait dans les querelles politiques, l'Agence risque de perdre une autorité et une crédibilité qui, jamais nécessaires devant les dangers de prolifération des armes nucléaires.

Ce risque est apparu clairement au cours des débats. De nombreux pays appartenant aux deux blocs non-alignés ont demandé l'expulsion de l'Agence du Sud de l'Afrique. Ils fondent leur demande sur deux considérations : le régime de Pretoria n'est pas représentatif de la population sud-africaine ; en se dotant de centrales nucléaires, le gouvernement de M. Vorster entend acquiescer à un armement atomique et constitue une menace pour l'Afrique.

Trois quarts d'une telle position est vite apparue : l'exclusion de l'Agence, l'Afrique du Sud serait alors plus libre de développer une bombe atomique grâce à la technologie acquise à la France. En revanche, ses voisins peuvent se sentir plus menacés si elle se soumet au système de garanties prévu par l'Organisation pour la paix, comme c'est le cas, aujourd'hui, le cas, puisque Paris et Pretoria ont fait entendre leur accord par le conseil des gouvernements. Les non-alignés ont tenté d'abandonner leur position extrême et la conférence s'est terminée sur un match nul. Les délégués sud-africains n'ont pas été exclus de l'assemblée et ses adversaires ont renoncé à demander son expulsion de l'Agence. Ils ont également renoncé à l'expulsion du conseil des gouvernements, organe exécutif de l'Agence. Ils ont simplement demandé que Pretoria ne soit plus membre permanent du conseil « pour la région de l'Afrique », poste qui lui avait sa qualité de pays « le plus avancé » du continent dans le domaine nucléaire.

CHARLES VANHECKE.

## M. GISCARD D'ESTAING AURA TROIS ENTRETIENS EN TÊTE-À-TÊTE AVEC LE CHAH D'IRAN

De notre correspondant

Le porte-parole de l'Elysée a rendu public mardi 28 septembre le programme des entretiens que M. et Mme Giscard d'Estaing effectueront en Iran du 4 au 7 octobre. Arrivant le lundi 4 en début d'après-midi, à bord de Concorde, le président de la République et son épouse seront les hôtes des souverains d'Iran au cours d'un dîner qui réunira au palais de Nyavaran cent dix chefs d'Etat et de gouvernement. Ils prononceront des allocutions.

Mardi 5, un premier entretien en tête-à-tête sera suivi d'un déjeuner offert par le premier ministre iranien, M. Hoveyda. Dans l'après-midi, M. et Mme Giscard d'Estaing recevront, à la résidence de l'ambassadeur de France, les trois mille membres de la colonie française. Dans la soirée, ils offriront un dîner au palais du Golestan, en l'honneur du chah et de l'impératrice. La journée du mercredi 6, qui sera de « caractère privé », sera marquée, en fin d'après-midi, par un concert de concert avec les autres puissances la réduction, sur la base de la réciprocité, « des activités militaires des Etats non alignés ». Le ministre soviétique a fait valoir, cependant, qu'on ne doit pas créer d'obstacles à la liberté de navigation ni aux recherches scientifiques dans l'océan Indien. Si l'approche soviétique est acceptée, l'O.R.S.S. « pourra prendre part aux consultations » relatives aux préparatifs d'une conférence internationale sur l'océan Indien.

Le ministre des affaires étrangères soviétique s'est aussi prononcé « pour un transfert sans aucune réserve de toute la plénitude, du pouvoir au peuple de Zimbabwe (Rhodésie) et pour le départ immédiat de l'Afrique du Sud de Namibie. Jamais personne ne verra l'Union soviétique renoncer à des prises de position contre les tentatives de prolonger le joug colonial et raciste sous quelque enseigne que ce soit ».

L. W.

● M. Habib Chatti, ministre libanais des affaires étrangères, a annoncé dans la nuit du mardi 28 septembre, que le gouvernement libanais avait versé 2 000 dollars et des bijoux dans son appartement à l'hôtel Waldorf Astoria, à New-York. (A.P.F.)

## M. GROMYKO (U. R. S. S.) : pour un traité universel de non-recours à la force.

De notre correspondant

M. A. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères de l'Union soviétique, a présenté à l'Assemblée un projet de traité universel sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Soulignant l'importance du désarmement, il a noté que la négociation sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires avait été retardée de « façon injustifiable ».

Il a souligné le danger que présentent les échanges internationaux de matières fissiles. M. Gromyko a demandé à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour universaliser le traité de non-prolifération nucléaire. Il a également lancé un appel pour l'interdiction et la destruction des armes chimiques et l'interdiction de la mise au point de nouvelles armes de destruction massive.

M. Gromyko a déclaré que le désir de certains pays d'Asie et d'Afrique de faire de l'océan Indien une zone de paix est « raisonnable ». « L'Union soviétique n'a jamais eu et n'a pas l'intention de construire des bases militaires dans l'océan indien », a dit M. Gromyko. Si la question des bases étrangères est réglée, a-t-il noté, l'O.R.S.S. sera disposée à rechercher de concert avec les autres puissances la réduction, sur la base de la réciprocité, « des activités militaires des Etats non alignés ». Le ministre soviétique a fait valoir, cependant, qu'on ne doit pas créer d'obstacles à la liberté de navigation ni aux recherches scientifiques dans l'océan Indien. Si l'approche soviétique est acceptée, l'O.R.S.S. « pourra prendre part aux consultations » relatives aux préparatifs d'une conférence internationale sur l'océan Indien.

Le ministre des affaires étrangères soviétique s'est aussi prononcé « pour un transfert sans aucune réserve de toute la plénitude, du pouvoir au peuple de Zimbabwe (Rhodésie) et pour le départ immédiat de l'Afrique du Sud de Namibie. Jamais personne ne verra l'Union soviétique renoncer à des prises de position contre les tentatives de prolonger le joug colonial et raciste sous quelque enseigne que ce soit ».

L. W.

● M. Habib Chatti, ministre libanais des affaires étrangères, a annoncé dans la nuit du mardi 28 septembre, que le gouvernement libanais avait versé 2 000 dollars et des bijoux dans son appartement à l'hôtel Waldorf Astoria, à New-York. (A.P.F.)

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### Le Sénat lève son opposition à la vente de missiles «Maverick» à l'Arabie Saoudite

De notre correspondant

Washington. — La commission des affaires étrangères du Sénat a décidé, mardi 28 septembre, de surseoir à sa précédente décision d'interdire la vente à l'Arabie Saoudite de six cent cinquante missiles air-sol «Maverick». La commission s'était prononcée vendredi 24 septembre par 8 voix contre 6 contre ce marché, qui représente 130 millions de dollars. Aucun vote n'est intervenu mardi, mais la commission, qui semblait partagée à égalité, a prêté ne pas prendre en considération le projet de résolution présenté par le sénateur Case visant à empêcher cette vente.

L'alerte a été chaude pour le gouvernement, très soucieux de préserver ses bonnes relations avec Ryad, et qui a dû faire intervenir ses plus importants représentants. M. Rockefeller avait fait valoir que le gouvernement était «gravement préoccupé» par ce projet, étant donné l'énorme influence exercée par l'Arabie Saoudite en matière de pétrole.

#### Contre le boycottage d'Israël

M. Kissinger a insisté, pour sa part, devant la commission sur l'importance de ce marché dont, déclare-t-il, «le rejet aurait des conséquences sérieuses sur notre politique étrangère, sans proportion aucune avec les problèmes techniques et militaires soulevés.» (...) «Nos relations fondamentales avec l'Arabie Saoudite sont en jeu», ajoute M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat a néanmoins confirmé la mise au point du ministre saoudien des affaires étrangères, selon lequel son gouvernement n'envisageait pas d'imposer un nouvel embargo pétrolier en représailles d'un éventuel refus américain. M. Kissinger a fait également état du rapport préparé par ses services à l'intention de la commission des forces armées et concluant qu'il n'était pas possible aux diverses nations de s'entendre sur une restriction générale des exportations d'armes. «Les grands producteurs d'armes n'ont pas d'intérêt commun en ce domaine», a déclaré M. Kissinger, qui voit dans la recherche d'accords régionaux une méthode plus fructueuse que «l'établissement de ventes contrôlées à l'échelle mondiale».

Ce débat a coïncidé avec la discussion d'une loi visant à interdire

aux sociétés américaines de tenir compte des mesures de boycottage d'Israël décidées par les Etats arabes. Certaines dispositions envisagées avaient été vigoureusement dénoncées par les Saoudiens. Pour Ryad, elles vont à l'encontre des lois saoudiennes, et auraient pour effet d'empêcher l'achat de pétrole par les compagnies américaines. M. Parsky, secrétaire adjoint au Trésor, a précisé que, dans l'hypothèse où cette législation anti-boycottage serait adoptée, ces compagnies ne pourraient plus donner à l'Arabie Saoudite l'assurance que ce pétrole n'irait pas en Israël. Les représentants du «lobby» pétrolier, mais aussi la chambre de commerce américaine, les grandes organisations patronales et le gouvernement Ford s'opposent à ce projet de loi.

Selon les milieux officiels, le gouvernement de Ryad n'envisage qu'un tout dernier ressort de recourir à l'arme suprême de l'embargo pétrolier. Mais la simple menace par l'Arabie Saoudite d'une suspension ou même d'un ralentissement de ses relations commerciales avec les Etats-Unis et d'un abandon de sa position modérée au sein de l'OPEP doit assurément faire réfléchir les parlementaires américains.

Il n'est pas sûr que le projet de loi, malgré les efforts du «lobby» israélien, soit approuvé par la «conférence» des deux Chambres. Le président Ford envisage de toute façon, si la loi était approuvée, d'exercer son droit de veto.

HENRI PIERRE.

Congès II y a huit ans par la société américaine Hughes le missile Maverick peut être tiré d'avion contre des chars ou des colonnes motorisées. Il est guidé par télévision. Outre l'armée de l'air américaine, plusieurs clients étrangers, comme l'Iran, l'ont déjà acquis, et il a été utilisé par Israël au cours de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973.

Un artillerier a été tué mardi 28 septembre à Quincy (Illinois) en tentant de désamorcer une bombe qui avait été découverte dans une usine de compresseurs de cette ville. M. Robert Dole, candidat républicain à la vice-présidence des Etats-Unis s'était rendu lundi 27 septembre à Quincy mais dans un lieu très éloigné de l'usine. Quatre bombes avaient explosé lundi à une distance également importante de l'endroit où se trouvait M. Dole. — (U.P.I.)

### Argentine

#### DES PARLEMENTAIRES AMÉRICAINS SE PRÉOCCUPENT DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

La sous-commission des organisations internationales de la Chambre des représentants américaine a commencé, mardi 28 septembre, une série d'auditions sur les violations des droits de l'homme en Argentine. Son président, M. Donald Fraser, a affirmé que «le niveau effroyable de violence existant actuellement en Argentine» avait rendu nécessaire une telle enquête. «Il y a des indices sérieux», a-t-il ajouté, «selon lesquels des éléments gouvernementaux ont soit participé directement à des actes de violence, soit, connaissant les auteurs, n'ont pas cherché à les empêcher d'agir ou à les punir.» La sous-commission a entendu deux témoins. Le Père James Weeks, récemment expulsé d'Argentine, a fait le récit des tortures qu'il a subies après avoir été arrêté à Cordoba. M. Burton Levinson, président de la commission des problèmes latino-américains d'une ligne israélienne, a dénoncé, de son côté, la campagne antisémite qui s'est développée dans le pays ces derniers mois.

De nouvelles manifestations de violence politique ont, d'autre part, été enregistrées en Argentine. Dans un communiqué publié le 28 septembre, le parti communiste a dénoncé l'assassinat, à son domicile, la semaine dernière, d'un de ses membres, M. Eber Grillo, et l'enlèvement d'une douzaine d'autres à Cordoba. Le P.C. conteste la version des forces armées selon laquelle M. Grillo aurait été abattu «par erreur» lors d'un affrontement entre forces de l'ordre et extrémistes de gauche.

Quatre guérilleros ont été tués, aux environs de Buenos-Aires, par les forces de sécurité. Ces derniers ont annoncé, d'autre part, avoir déjoué un plan de l'organisation péroniste de gauche, les Montoneros, visant à obtenir des matériels permettant de fabriquer dix mille grenades. — (A.F.P., A.P., Reuters)

**Pacer**



American Motors  
Jean-Charles  
28, rue d'Alsace PARIS 12<sup>e</sup> Tél. 288-22-46

## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### AU CONGRÈS DE BLACKPOOL

#### M. Callaghan a administré aux militants travaillistes une leçon d'économie politique

De notre envoyé spécial

Le premier ministre a constaté que, pour être bien géré, l'industrie doit pouvoir faire des bénéfices. Ce serait là «un fait élémentaire de la vie». Cette affirmation n'a suscité que quelques applaudissements polis.

Le seul passage du discours qui a été accueilli avec un peu plus d'enthousiasme a été la dénonciation du «racisme». Encore les congressistes ont-ils applaudi tout autant lorsque M. Callaghan a poursuivi en indiquant qu'il existe une limite au nombre des immigrants susceptibles d'être reçus en Grande-Bretagne.

#### Le problème rhodésien

En principe, le premier ministre défendait devant le congrès l'action du groupe parlementaire travailliste à Westminster, ce qui aurait justifié le plus vaste des tours d'horizon. En fait, son objectif essentiel était manifestement de donner une leçon d'économie politique. Il a bien tenté de tirer quelques avantages du problème rhodésien. Tout en rendant hommage à M. Kissinger, il a mis en vedette sa propre action en soulignant que pour la Grande-Bretagne l'essentiel serait

l'établissement très rapide d'un gouvernement intérimaire à Salisbury. «Après quoi, dit-il, il y aura plus de retour en arrière pour le régime Smith.»

Mais les questions de l'Afrique australe n'étaient certainement pas au premier plan de l'esprit des congressistes. Pas plus d'ailleurs que la détente Est-Ouest, dont M. Callaghan a défendu le principe, tout en laissant entendre que les Soviétiques ne respectaient pas suffisamment l'esprit d'Helsinki en ce qui concerne les «rapports humains».

Certains ont été frappés par l'absence de toute allusion à la Communauté européenne, si ce n'est à propos des barrières que celle-ci pourrait éventuellement établir en vue de limiter les importations japonaises. Il s'agit là d'un sujet délicat pour un congrès travailliste. Chacun prévoit que le congrès va condamner le principe des élections directes au Parlement européen. Le premier ministre n'avait donc aucune raison d'insister encore plus les militants en abordant la politique européenne. D'autant que, par la voix du secrétaire au Foreign Office, M. Crosland, le gouvernement a déjà fait savoir que dans cette affaire il se tiendra rigoureusement à l'écart des résolutions du congrès.

JEAN WETZ.

### Irlande du Nord

#### Augmentation des appels téléphoniques sur la «ligne confidentielle» installée pour enregistrer les dénonciations

De notre correspondant

Belfast. — L'état-major de l'IRA provisoire est entouré, par le volume d'informations, par ses activités et par ses membres que la police nord-irlandaise et l'armée britannique repoussent chaque jour. Une nette augmentation d'appels sur la «ligne confidentielle» a été enregistrée depuis le début du mois d'août dernier, date à laquelle le mouvement des femmes pour la paix est né. D'ailleurs, les procès ont déclaré dans un communiqué qu'ils avaient constaté une recrudescence de fouilles et d'arrestations dans les quartiers catholiques. D'où leur menace : «Si un de nos volontaires est tué ou emprisonné à la suite de coopération entre les troupes britanniques et un membre du Mouvement pour la paix, celui-ci devra en payer les conséquences.»

Ce que Liam O'Flaherty a immortalisé dans son célèbre roman, porté à l'écran, le Mouvement, a toujours été la hantise des organisations républicaines irlandaises. De tout temps, ils ont été traités, et leur seule riposte est l'insurrection. Dès le début des «troubles» en Irlande du Nord en 1969, le gouvernement d'alors avait offert la coquette somme de 50 000 livres à quiconque offrirait des renseignements sur les attentats. Personne n'avait succombé à cet appel. Aussi, en août 1972, Londres, qui avait pris en charge l'administration de l'Ulster en mars, eut l'idée de créer une «ligne téléphonique confidentielle».

Quand une personne l'utilise, l'appel est reçu par un enregistreur automatique. Il n'y a aucun contact avec la police et l'annonceur du correspondant est ainsi préservé. Devant le succès de cette opération, le Royal Ulster Constabulary a installé depuis ces lignes spéciales dans dix-huit commissariats répartis dans toute la province. La bande est découpée, après chaque communication, par un personnel sélectionné. Si les renseignements sont jugés intéressants et que la police est certaine qu'il s'agit là d'un appel authentique, une fouille est effectuée, les forces de sécurité ne se précipitent pas cependant après chaque coup de téléphone. Celui-ci peut être un piège ou simplement l'œuvre d'un mail ou d'un amant jaloux qui veut éliminer son rival.

Les «mauchards» des deux sexes et des deux communautés alignent qui a piégé ou fabriqué une bombe, indiquent une cache d'armes, l'auteur d'un assassinat ou d'un hold-up...

Le système fonctionne parfaitement, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec une discrétion qui a conquis un public assez restreint. En quatre ans, plus de quinze mille appels ont été enregistrés. De ce moment, ils peuvent s'élever à une centaine par jour. Le téléphone confidentiel est entré dans les mœurs des Nord-Irlandais. Les numéros sont affichés partout.

Réalisant le danger de cette délation officialisée, les activistes des deux camps ont entrepris de saboter les cabines téléphoniques de la capitale et des villages. Dans les quartiers pauvres, il y a peu de téléphones et il n'est guère commode d'aller dénoncer son voisin de droite chez son voisin de gauche. Mais on se débrouille furtivement dans l'arrière-salle d'un pub ou chez le curé : de toute façon ces «traîtres» ou ces citoyens courageux ne touchent aucune récompense. Au contraire, il leur faut même payer la communication !

RICHARD DEUTSCH.

#### Ce que le monde devrait entendre

Certes, M. Callaghan a tout d'abord flâché ses auditeurs en vantant le «nouveau esprit» dans l'industrie. Jamais depuis 1967, a-t-il remarqué, le nombre des jours perdus par fait de grève n'a été aussi insignifiant que durant les douze derniers mois. A l'adresse des spéculateurs sur le marché des changes, il a ajouté : «Voilà ce que le monde devrait entendre à propos de la Grande-Bretagne.» Puis il a changé de registre. Il s'agit de remettre l'industrie britannique sur pied : la marche sera «longue et dure». Dans un silence qui traduisait une gêne manifeste, les représentants du Labour se sont entendus dire que depuis trop longtemps le pays a vécu «à l'écart de l'argent au-dehors». M. Callaghan voit même dans cette attitude la cause fondamentale du chômage.

Poursuivant sa critique des illusions et des «faux remèdes»,

#### LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sévres  
5 rue du Couvre  
81 rue St-Lazare  
33 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures, et six largeurs, de 35 au 48.

Catalogue gratuit : SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6<sup>e</sup>.

Et maintenant, si vous pensiez un peu à vous ?



Pochette en chevreau 590 F

**LANCEL**  
le savoir-choisir

Opéra (parking Paramount) • Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)  
C.I.P. Porte Maillot • Parly 2 • Vélizy 2 • Créteil • Lyon Part-Dieu et rue de la République • Nice

**VOITURES D'EXPORTATION T.T.**

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •

Toutes marques étrangères

• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •

• Toutes possibilités de crédit-leasing •

EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 18 H

DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer, 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +

Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.



## EUROPE

### Finlande

#### M. Miettunen a constitué un gouvernement minoritaire avec les représentants des partis centristes

De notre correspondant

Helsinki. — Le nouveau gouvernement finlandais constitué par M. Martti Miettunen est composé des trois partis centristes (parti du centre, parti national libéral et parti national suédois). Il est minoritaire, puisqu'il ne dispose que de cinquante-huit sièges au Parlement sur deux cents.

Les personnalités principales des partis de la coalition figurent dans cette équipe. Le parti du centre est représenté notamment par son président, M. Virolainen, ses deux vice-présidents, Mme Väyrynen et M. Väyrynen, le président du groupe parlementaire, M. Uusitalo et l'homme fort du parti, M. Karjalainen. Sur les quinze portefeuilles il s'en est attribué huit, auxquels il faut ajouter celui des affaires étrangères, confié à M. Keijo Korpunen, professeur d'histoire à l'université d'Helsinki.

Un ministère a été créé, celui de l'économie et du commerce, attribué à M. Karjalainen. Celui-ci n'avait pas caché sa déception de ne pas avoir été nommé premier ministre. Il avait même déclaré qu'il ne voulait pas rentrer au gouvernement par la petite porte. Il lui a été proposé d'ajouter à la direction de la chancellerie du gouvernement la responsabilité de l'économie, et il s'est laissé convaincre. Membre du conseil de direction de la Banque de Finlande, M. Karjalainen a, naturellement, des idées sur la politique économique.

Le précédent gouvernement était tombé à propos du budget. M. Esko Rekola, indépendant, qui avait préparé ce budget, conserve ses attributions et devient premier ministre des finances. Au total, cinq personnalités du précédent gouvernement, à commencer par le premier ministre, qui conserve son poste, appartiennent à la nouvelle équipe. M. Väyrynen passe de l'éducation au travail. M. Gestrin (Parti national

suédois), reste à la justice. Quant à M. Louhivuori, il reçoit le portefeuille de second ministre des finances.

GILLES GERMAIN.

#### COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Premier ministre : M. Martti Miettunen (centre) ;  
Ministre des affaires étrangères : M. Keijo Korpunen ;  
Ministre de la justice : M. Esko Rekola (part. suédois) ;  
Ministre des finances : M. Esko Rekola (indépendant) ;  
Second ministre des finances : M. Jouko Louhivuori (centre) ;  
Ministre de l'intérieur : M. Eino Uusitalo (centre) ;  
Ministre du commerce et de l'industrie : M. Aarne Berner (libéral) ;  
Ministre du commerce extérieur : M. Carl-Göran Aminoff (part. suédois) ;  
Ministre de la défense : M. Seppo Westerlund (libéral) ;  
Ministre de l'éducation : M. Matti Järvelin (centre) ;  
Ministre de l'agriculture : M. Johannes Virolainen (centre) ;  
Ministre des transports : M. Raimo Grönqvist (part. suédois) ;  
Ministre du travail : M. Paavo Vayrynen (centre) ;  
Ministre des affaires sociales : M. Irma Toivonen (libéral) ;  
Second ministre des affaires sociales : M. Oskari Kangas (centre) ;  
Ministre de l'économie et de la chancellerie : M. Ahti Karjalainen (centre).

### Italie

#### Le directeur de «l'Unità» reproche à M. Jacoviello d'utiliser d'autres journaux pour exprimer son point de vue

De notre correspondant

Rome. — M. Alberto Jacoviello, qui s'exprime à deux reprises dans nos colonnes à propos de la Chine (le Monde des 12-13 et 18 septembre) fait à nouveau parler de lui, mais cette fois dans son propre journal, l'Unità. L'organon officiel du parti communiste italien publie en effet, ce mercredi 28 septembre, deux articles côte à côte : l'un de l'éditorialiste, qui précise et développe ses thèses ; l'autre, du directeur du quotidien, M. Luca Pavolini, qui lui répond. Prenant prétexte d'une mauvaise interprétation de ses propos par un hebdomadaire italien, M. Jacoviello s'explique à nouveau. Selon lui, le P.C.I. doit affirmer son autonomie à l'égard de l'U.R.S.S. et chercher des contacts avec le parti communiste chinois, sans rompre pour autant avec Moscou ni accepter les thèses de Pékin. L'éditorialiste de politique étrangère de l'Unità développe ensuite deux idées : le P.C. chinois a été à l'abri de « la déformation stalinienne du marxisme » ; il considère que « se reproduisent en son sein les contradictions mêmes de la société ».

Le directeur du journal ne répond pas à ces affirmations. Sur un ton ferme mais courtois il se contente de rappeler la position de son parti et de critiquer les communistes italiens qui éprouvent le besoin d'utiliser d'autres journaux que les leurs pour exprimer des opinions. « Le lien, écrit-il, qui unit les journalistes de l'Unità est de réporter quel point de vue très différent du fait purement « contractuel » : c'est un lien politique. »

« Pour cela, nous pensons qu'il existe des normes non écrites auxquelles il est juste et nécessaire de s'en tenir de manière responsable. Surtout quand existent dans ce journal de larges possibilités de discussions internes et de discussions publiques, que Jacoviello le sait bien, et quand nous sommes en train de le démontrer. »

En fait, le dernier article de M. Jacoviello sur la Chine que l'Unità ait publié remonte à janvier 1971. L'ancien chef du service de politique étrangère s'exprimait depuis cinq ans sur la plupart des sujets, excepté celui-ci.

ROBERT SOLÉ.

#### M. PAJETTA ESTIME QUE LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN AURAIT DU RENDRE PUBLIC EN 1956 LE RAPPORT SECRET DE KROUCHTCHEV

De notre correspondant

Rome. — M. Gian-Carlo Pajetta, responsable des affaires extérieures du parti communiste italien, évoque dans le dernier numéro de l'Espresso la « longue et douloureuse » année 1956, et notamment l'intervention soviétique en Hongrie.

« Dans les années des massacres et des faits jugés révoltés par Krouchtchev », affirme M. Pajetta, « j'étais en prison et quand, en 1956, je suis ce qui était arrivé, je fus touché par le fait qu'un certain nombre de dirigeants politiques ou des conspirateurs, mais aussi des cadres politiques qui étaient considérés comme des traîtres hérétiques... Nous sommes, pendant beaucoup d'années, le pouvoir en U.R.S.S. avait été cruel, aveugle et fou. Nous comprenons aussi que des méthodes intolérables de lutte politique avaient été utilisées bien avant que nous puissions le reconnaître. » Il estime que son parti aurait dû rendre public lui-même, en 1956, le rapport secret de

Krouchtchev et à appeler les choses par leur nom. Puis M. Pajetta reconnaît que la réaction du P.C.I. fut bien plus timide en 1956 que douze ans plus tard, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il distingue néanmoins les deux événements.

« En 1956 étaient à l'œuvre aussi des contre-révolutionnaires ; en 1968, à Prague, il n'y avait pas selon nous des symptômes de danger, mais des preuves de la vitalité du socialisme. Du reste, la meilleure preuve de la justesse de nos arguments est ce qui est arrivé après : en Hongrie les résultats ont été en peu de temps étonnamment positifs. »

Est-ce à dire que chaque fois que la « contre-révolution » met en péril un gouvernement communiste des communistes, il est juste que l'Union soviétique intervienne ? « Non », répond M. Pajetta. « Je ne peux admettre cette intervention que dans le cas de l'intervention des autres puissances étrangères. » — R. S.

### Pologne

#### DES INTELLECTUELS CONSTITUENT UN « COMITÉ DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS VICTIMES DE LA RÉPRESSION »

Des intellectuels polonais ont constitué en Pologne un Comité de soutien aux travailleurs victimes de la répression après les manifestations de juin dernier. Dans un appel à la population et aux autorités, ils dénoncent « les mesures de répression extrêmement brutales » qui ont frappé « une masse de manifestants » et les licenciements. Ils ajoutent : « Pour la première fois depuis plusieurs années, on a usé de violence physique durant les interventions. Les victimes de la répression actuelle ne peuvent compter en aucune manière sur l'aide des organes qui devraient les défendre, tels les syndicats, dont l'activité est presque inexistante. Les institutions sociales leur refusent, elles aussi, tout appui. Il incombe donc à la population elle-même de jouer ce rôle. »

Le comité, « en accord avec la résolution de la conférence épiscopale du 9 septembre, exige l'amnistie pour tous ceux qui ont été condamnés et arrêtés ». L'appel est signé par MM. Jerzy Andrzejewski, Stanisław Baranowski, Ludwik Cohn, Jacek Kuron, Edward Lipiński, Jan Józef Lipski, Antoni Maciejewicz, Piotr Natalski, Antoni Pajdak, Józef Rybicki.

### Union soviétique

#### VINGT-CINQ PERSONNALITÉS DEMANDENT À M. GISCARD D'ÉTAING D'INTERVENIR EN FAVEUR DE L'ÉCRIVAIN SOVIÉTIQUE BOUKOVSKI.

Vingt-cinq personnalités françaises ont signé un appel adressé à M. Valéry Giscard d'Estaing, lui demandant d'intervenir en faveur de l'écrivain soviétique dissident Vladimir Boukovski, détenu en U.R.S.S. depuis 1972, annonce le poète soviétique établi en France, Vadim Delaunay, dans un communiqué : « Le respect traditionnel des Français pour la liberté de penser et de s'exprimer ainsi que l'accueil que la France réserve à tous les hommes contraints de quitter leur pays au nom de cette liberté, sont célébrés dans le monde entier. Vladimir Boukovski qui a déjà passé onze ans de sa vie en détention, ne peut lui-même demander ce droit d'asile. C'est pourquoi nous nous prions d'intervenir, avec les moyens dont vous disposez, auprès des autorités soviétiques pour demander sa libération et lui donner la possibilité de venir en France ». Indique l'appel signé notamment par MM. Jacques Dominati, secrétaire général des Républicains indépendants, Dominique Buisson, président du Mouvement des jeunes giscardiens, Eugène Ionesco, Jean-Marie Domenach, Léopoldine Ringuelet, Pierre Dailly et Vercooren.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Espagne

• M. CARLOS GONZALEZ MARTINEZ, étudiant âgé de vingt et un ans, qui avait été blessé par balle lundi 27 septembre à Madrid au cours d'une manifestation, est mort mardi à l'hôpital. Selon la police, ses agresseurs seraient des extrémistes de droite. — (A.P.)

• MM. ANDRÉS MARTÍN MOYA ET JERÓNIMO LORENTE, considérés par la police comme les dirigeants de la grève des postiers qui dure depuis neuf jours à Madrid et qui s'est étendue à plusieurs autres villes espagnoles, ont été inculpés mardi 28 septembre de « sédition ». Ils avaient été arrêtés la semaine dernière.

#### Madagascar

• M. DIDIER RATSIRAKA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE MALGACHE, a ouvert mardi 28 septembre à Antananarivo (ex-Tananarive) un séminaire consacré à l'étude des « idées du Djihadisme », fondement de l'idéologie nord-coréenne, dont entend s'inspi-

#### Thaïlande

• LE MARÉCHAL THANOM, l'ancien dictateur revenant en Thaïlande et qui s'est fait bouze (le Monde du 22 septembre), a refusé, mardi 27 septembre, de quitter le pays pour s'exiler en Inde, comme le lui avaient demandé les autorités de Bangkok. — (A.P.)

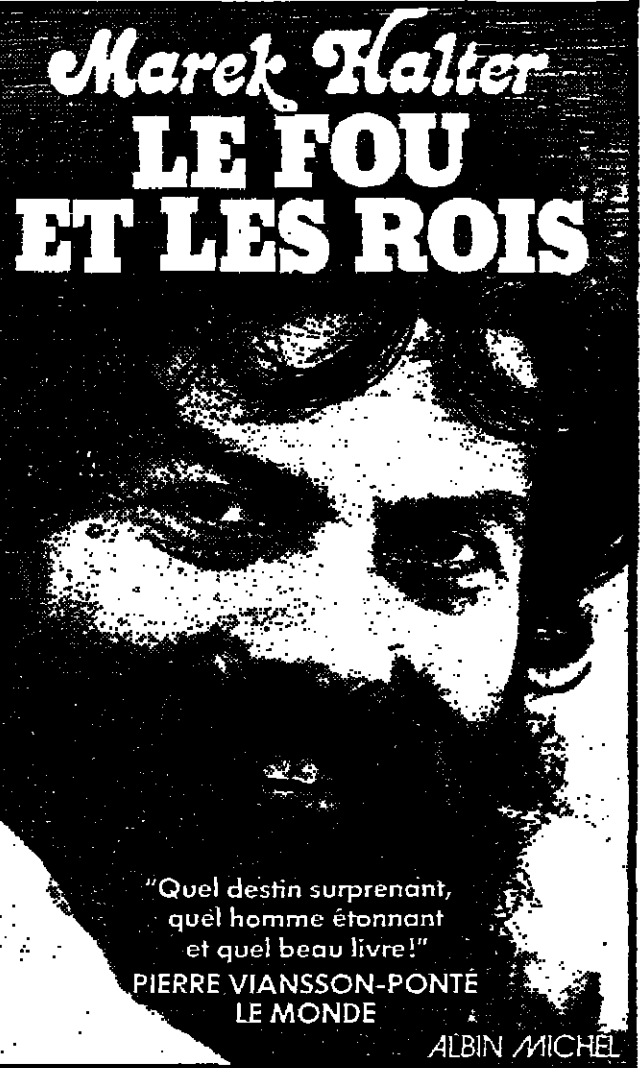
#### LIVRES

#### POLONAIS et sur la Pologne

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île (4<sup>e</sup>)

Tél. : 226-01-00



**Marek Halter**  
**LE FOU ET LES ROIS**  
"Quel destin surprenant, quel homme étonnant et quel beau livre!"  
PIERRE VIANSSON-PONTÉ  
LE MONDE  
ALBIN MICHEL

**Ne cherchez plus L'AVENTURE**  
MENSUEL D'INFORMATIONS INTERNATIONALES ET DE VOYAGE  
**lisez-le**  
Le numéro 7 est en vente dans votre kiosque  
TRANSES VAUDOU AU DAHOMEY  
PAGE 64  
SUR LES PENTES DE L'HIMALAYA  
PAGE 24  
LA ROCHELLE EN FICHE PRATIQUE  
PAGE 80

LE NUMÉRO 7  
MERcredi  
29 SEPTEMBRE  
3,50F

## Vivre hebdoguide

- Mieux Vivre à Paris : les 28 mesures réclamées par les femmes de la région parisienne. ENQUÊTE EXCLUSIVE
- Avortement : la loi Veil mal appliquée à Paris et dans la région parisienne.
- La révolte anti-drague.

**Vivre. Le 1<sup>er</sup> hebdomadaire qui facilite la vie des femmes à Paris et dans la région parisienne.**

## Paris Montréal Toronto.

**Avec Air Canada,  
vous pouvez  
vraiment choisir  
votre destination  
au Canada.**

En effet, Air Canada est la seule compagnie à desservir autant de villes au Canada : 31 exactement. Avec Air Canada, vous pouvez partir à 11 h 15 de Paris-Charles-de-Gaulle; Montréal; et être à 14 h 45 à Toronto. A pied-d'œuvre pour vos rendez-vous d'affaires.

Et si vous partez pour l'ouest du Canada (Winnipeg, Vancouver, Calgary, Edmonton), vous pouvez profiter du service Western Arrow et gagner jusqu'à 4 h de voyage : il vous suffit de prendre un vol direct via Londres (par exemple : départ à 15 h de Charles-de-Gaulle; arrivée à Londres à 15 h, escale et arrivée à Vancouver à 17 h 55).

Et n'oubliez pas que ce réseau de 31 destinations est ouvert au fret.

Avec Air Canada, vous rattrapez le temps qui passe.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



**AIR CANADA**

Paris-9°: 24, bd des Capucines-Tél. 273.84.00  
Lyon-2°: 63, rue du Pt-E-Herriot-Tél. 42.43.17

## Encore (mais seulement) 15 appartements à Censier 33.

**Du 2 au 5 pièces, en cours d'achèvement.**

Au cœur du 5<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas des lycées et des facultés, du Jardin des Plantes, du marché de la rue Mouffetard, des restaurants de la Contrescarpe...  
Visite sur place 33 rue Censier. Prix fermes et non révisables.

SEFRICIME 538 52 52

Tour Maine-Montparnasse Paris

## EUROPE

AVANT LES ÉLECTIONS DU 3 OCTOBRE

### Le futur gouvernement devra combattre le chômage structurel

De notre correspondant

Bonn. — « Votez pour la reprise ! » Le parti social-démocrate doit aujourd'hui regretter d'avoir épuisé prématurément ce slogan l'an dernier au cours de la campagne électorale en Rhénanie-Westphalie, car les élections du 3 octobre vont avoir lieu, elles, dans un climat de relance économique. Il n'est pas exclu que les diverses mesures prises par le gouvernement fédéral au cours des deux dernières années aient été en priorité cet objectif. Quoi qu'il en soit, les statistiques témoignent d'une reprise très nette de la croissance.

Au cours du premier semestre de 1976, le produit national brut a augmenté de 6 % en valeur réelle par rapport à la période correspondante de 1975. Certes, la progression, commencée au cours de l'été 1975, s'est légèrement ralentie pendant les derniers mois, mais les prévisions des experts qui comptaient sur une augmentation de 4 % à 5 % du P.N.B. devront être révisées en hausse.

Un des principaux facteurs d'entraînement de l'activité économique est, selon la Bundesbank, la demande étrangère. Depuis le printemps de 1975, celle-ci est en progression constante. Au deuxième trimestre de 1976, les exportations ont augmenté de 23 % en volume et de 13 % en valeur (par rapport au deuxième trimestre de 1975). De janvier à juillet de cette année, la R.F.A. a exporté pour 144,6 milliards de deutschemarks et importé pour 125,8 milliards de deutschemarks de marchandises. L'excédent de la balance commerciale, pour les sept premiers mois, est donc de 18,8 milliards de deutschemarks.

De plus, les exportations de la R.F.A. ont progressé plus vite que le commerce international, ce qui signifie que la capacité compétitive de l'économie allemande sur le marché mondial se maintient, si elle ne s'améliore pas. Avec une hausse des prix industriels de 4 % seulement, en août 1976 par rapport à août 1975, cette bonne position concurrentielle n'est pas pour étonner.

La consommation privée des ménages augmente aussi, mais à un rythme beaucoup plus lent. Malgré les résultats bien modestes des négociations salariales au début de cette année, le revenu des ménages a progressé légèrement en raison de l'amélioration de la situation de l'emploi. Au deuxième trimestre, on a même enregistré une légère hausse au niveau de vie. Le taux d'épargne a, en revanche, diminué de 7 % à 14,5 %.

Alors qu'au premier trimestre de 1976 les revenus des ménages n'ont progressé que de 6,3 %, les revenus des entreprises ont dépassé toutes les prévisions en augmentant de 30 % (revenu national brut : + 10 %). Cette hausse en des conséquences sur les investissements, dont la croissance a été plus rapide que les résultats enregistrés par les industries de biens d'équipement pourraient le laisser supposer.

Dans l'ensemble, les investissements ont augmenté de 12 % au premier semestre de cette année par rapport au premier semestre de 1975. Il s'agit encore, note la Bundesbank, d'un effet de la prime versée par l'Etat fédéral jusqu'à la fin juin 1975 pour les investissements amorcés avant cette date. Quand les conséquences de la prime auront disparu, il conviendra, écrit encore la Bundesbank, que la situation de la demande soit telle qu'elle incite les industriels à investir. Sinon, la reprise aurait fait long feu.

La Banque centrale s'inquiète, conformément à son rôle, d'une croissance des crédits à l'économie qu'elle juge trop rapide et d'une hausse pour la stabilité des prix. Cette croissance est favorisée par une tendance à la baisse des taux d'intérêt. Le taux de l'escompte est actuellement de 3,5 %. Dans l'ensemble, la Bundesbank démolit cependant d'un optimisme raisonné. Après une hausse du coût de la vie de 4,6 % au mois

d'août dernier par rapport à août 1975, elle prévoit une hausse annuelle d'environ 4 % pour l'année prochaine.

Le point noir reste la situation de l'emploi. Dans un premier temps, les entreprises ont utilisé le personnel existant, soit en supprimant le chômage partiel, soit même en demandant des heures supplémentaires ; mais le nombre des chômeurs totaux n'a diminué que très lentement. Il était encore de neuf cent quarante-cinq mille le mois dernier, et il a même légèrement augmenté dans le secteur tertiaire. Les syndicats ouvriers sont en principe opposés aux heures supplémentaires. Ils réclament l'embauche de nouvelles forces de travail, mais les curiers eux-mêmes, échauffés par la crise, préfèrent s'assurer un revenu immédiat.

Selon la Bundesbank, les facteurs conjoncturels vont dans le sens d'une diminution du chômage, mais les facteurs structurels contrarient cette évolution. Ainsi, les mesures de stimulation de la demande ne constitueraient pas un moyen approprié pour réduire le chômage, explique-t-elle, alors que des mesures d'intervention spécifiques sur le marché de l'emploi pourraient sans doute être plus utiles. La chancellerie semble avoir suivi ce conseil puisqu'elle a préparé, en cas de victoire de la coalition libérale socialiste aux élections du 3 octobre prochain, des mesures se proposant de combattre les causes structurelles du chômage.

DANIEL VERNET.

### Les dirigeants soviétiques souhaitent ouvertement le succès de la coalition socialiste libérale

De notre correspondant

Moscou. — Si les dirigeants soviétiques ont évité jusqu'à présent de prendre position dans les élections allemandes, il n'en va pas de même en ce qui concerne la campagne électorale ouest-allemande : l'Union soviétique souhaite très clairement la victoire de la coalition social-démocrate libérale actuellement au pouvoir. Bien qu'on prenne soin de ne pas confondre à Moscou des hommes comme M. Kohl (qui ne remet pas fondamentalement en cause l'Ostpolitik) et M. Strauss (qui, par antisoviétisme, courtoisie Pékino), il est clair qu'un succès de l'opposition aux élections de dimanche prochain serait considéré ici avec une profonde inquiétude et serait jugé comme une menace de rupture de la politique « réaliste » inaugurée par l'ancien chancelier Brandt.

M. Schmidt, certes, ne jouit pas à Moscou du même prestige et du même respect que M. Willy Brandt. L'actuel chancelier,

comme certains de ses collaborateurs, n'est pas au-dessus de tout soupçon, et on le lui a fait savoir à plusieurs reprises, notamment en ce qui concerne la politique de défense de la R.F.A. et le statut de Berlin. La presse soviétique, cependant, n'a depuis pas mal de temps une sourdine à ses reproches et présente surtout à ses lecteurs les côtés positifs de la diplomatie ouest-allemande.

On en a un nouvel exemple, mardi 29 septembre, grâce à un grand article de la *Pravda*, qui prenait très fortement le parti de la coalition en place. Après avoir exposé les arguments des deux camps en présence, le journal poussait la fausse naïveté jusqu'à écrire : « Dans ces conditions, il ne devrait pas être difficile à l'électeur de faire un choix en faveur de la politique de paix ou de coopération » défendue par le chancelier Schmidt. Le quotidien du parti, après avoir rappelé l'indécision des sondages, regrette, brièvement, il est vrai, que les sociaux-démocrates aient trop souvent cédé aux pressions de la réaction et qu'ils pratiquent encore « l'anticommunisme en politique intérieure » ; l'affaire des interventions professionnelles n'était cependant pas mentionnée.

La presse n'est pas seule à manifester aussi clairement ses préférences. M. Brejnev a fait de même, d'une manière on ne peut plus nette, en faisant annoncer quelques jours avant le scrutin son prochain voyage en République fédérale, qui devrait avoir lieu au mois de décembre, si tout se passe comme prévu. Bien qu'on s'en défende mollement à Moscou, ce parti sur l'avenir constitue une prise de position en faveur du chancelier Schmidt.

Le projet de voyage de M. Brejnev, qui serait, selon l'agence Tass, « au centre de l'attention de l'opinion mondiale », est d'ailleurs régulièrement commenté en première page de la *Pravda*. Ce mercredi, le quotidien du parti publie encore en bonne place les déclarations de M.M. Schmidt et Brandt consacrées à ce sujet, et insiste une nouvelle fois sur la volonté de l'U.R.S.S. de développer davantage ses échanges économiques avec la R.F.A. L'Allemagne de l'Ouest est le premier partenaire commercial occidental de l'U.R.S.S. et, en cette période de crise économique, on tient à ce que les électeurs ouest-allemands qui hésiteraient encore s'en souviennent.

JACQUES AMALRIC.

### M. Franz-Josef Strauss veut rétablir l'ordre naturel des choses

La circonscription de M. Franz-Josef Strauss, c'est la Bavière des cortès portales avec ses forêts et ses pâturages, ses églises à bulbes et ses maisons aux balcons en bois couverts de fleurs. Depuis la création de la République fédérale en 1949, le président de l'Union chrétienne-sociale (C.S.U.), représentée au Bundestag la même région, qui s'étend du sud de Munich à la frontière autrichienne. Cette année encore, il n'a aucun souci pour sa réélection, mais malgré la centaine de réunions qu'il assure dans toute l'Allemagne — il énumère le nom des grandes villes pour impressionner un auditoire composé de paysans et de touristes, — il a tenu à visiter sa circonscription. Ainsi, le lundi 27 septembre, il ne s'est pas rendu dans moins de onze localités, faisant chaque fois un long discours au mépris de son horaire, et ses administrateurs sont prêts à patienter plus d'une heure pour pouvoir entendre et voir l'enfant du pays.

De notre envoyé spécial

Garmisch-Partenkirchen. — L'apothéose de la journée a lieu devant trois mille curistes assés dans le parc de Garmisch-Partenkirchen. Selon la tradition, M. Strauss est accueilli aux accents de la Marche bavaroise. Puis, sans aucune note, il commence à parler. Il n'a pas de discours construit mais brode au gré de son inspiration sur deux ou trois thèmes. Très économe de ses gestes, il joue surtout sur les inflexions de sa voix. La tête rentrée dans les épaules, prêt à bondir sur le maitre qui agit la main rouge, il mérite plus qu'jamais le surnom de « taureau de Bavière ».

Il propose une seule chose si la démocratie chrétienne gagne les élections : « Nous rétablirons l'ordre naturel des choses. » C'est plus qu'un programme. A partir de ce principe, tout devient clair : « Les sociologues, pédagogues, psychologues, politologues, futurologues », qui prêchent l'égalité des hommes, seront chassés des universités. « L'égalité s'oppose à la liberté », proclame-t-il. Or, la liberté est un bien accordé par Dieu que la société ne peut ni concéder ni reprendre.

Les enfants seront rendus à leurs parents, alors qu'aujourd'hui des professeurs rouges essaient de les transformer en agents de la lutte des classes. On mettra un terme au « faux libéralisme » envers les criminels pour redonner la priorité à « la vie, la santé, la liberté de nos concitoyens, notamment des policiers ». L'unification européenne

redeviendra l'objectif principal de la politique étrangère à la place de la fraternisation avec les communistes. M. Strauss distingue trois périodes dans l'histoire de la R.F.A. La reconstruction menée par la C.D.U.-C.S.U., puis le temps des rêves, de l'utopie, des « socialistes de l'âge de pierre », incarnés par Willy Brandt, ce nouveau Messie, ce prophète, ce James Bond de la politique qui, en vérité, a toujours été un marxiste convaincu. Emporté par sa verve, il oublie de caractériser la troisième période pour passer à un autre sujet.

« On se demande, dit-il, comment Hitler a pu arriver au pouvoir, pourquoi l'on n'a pas réagi plus tôt. Alors que les dirigeants étrangers treussent des couronnes au dictateur, comment l'Allemagne aurait-elle pu prévenir, lui, ce qui allait se passer ? Mais, aujourd'hui, nous appelons à la résistance avant qu'il ne soit trop tard. »

Pour le dirigeant bavarois, une triple menace pèse sur l'Europe : la marche en avant des marxistes dans la S.F.D., les Fronts populaires en France et en Italie et la course aux armements pratiquée par l'Union soviétique. « Si nous n'y prenons pas garde, d'ici à vingt ans, nous serons tous marxistes », conclut-il.

C'est pourquoi les élections du 3 octobre ont une importance capitale : non seulement pour la République mais aussi pour l'Allemagne — qui est plus grande que la R.F.A., puisque c'est notre patrie, précise-t-il, et pour l'Europe tout entière. »

Aut cours d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants du parti socialiste néerlandais, mardi après-midi 28 septembre, M. Mitterrand a déclaré : « Personnellement, en lisant les sondages et en pensant à l'acquit du parti social-démocrate allemand, je crois qu'il doit l'emporter. »

M. Mitterrand a ajouté qu'il n'y avait pas lieu de constater une perte de vitesse du socialisme en Europe, puisqu'on observe parallèlement un virage à gauche en Italie et l'établissement de régimes fascistes et dictatoriaux en Espagne et au Portugal. M. Mitterrand, pour qui « les régimes qui restent longtemps au pouvoir perdent un peu leur magie », a donné sa recette de la longévité politique : « C'est la capacité de se transformer soi-même. »

Au cours de son séjour à La Haye, M. Mitterrand s'est longuement entretenu avec une délégation du parti socialiste néerlandais. Il a également rendu une visite « de courtoisie » au premier ministre M. Den Uyl.

● Huit militants d'extrême gauche ouest-allemands ont été condamnés, mardi 28 septembre, à des peines de prison de deux à sept ans par la chambre de sécurité de l'Etat de Hambourg.

Ils ont tous été reconnus coupables d'appartenir à une organisation criminelle, d'avoir possédé illégalement des armes et d'avoir falsifié des documents. Christa Enkes (vingt-six ans), qui a par ailleurs été reconnue coupable d'avoir participé à l'attaque d'une banque, a été condamnée à sept ans de prison ; Eberhard Becker (trente-huit ans) à quatre ans et demi ; Holmuth Polth (trente-deux ans) à cinq ans ; Margrit Schiller (vingt-huit ans) à quatre ans et cinq mois ; Ekkehard Blenk (trente-trois ans) à trois ans ; Ilse Stachowiak (vingt-deux ans) et Wolfgang Beer (vingt-deux ans), qui étaient mineurs à l'époque de leur arrestation, ont été condamnés à quatre ans et demi de détention pour mineurs. — (A.F.P.)

Encom



## EUROPE

### EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

# Encombrante Allemagne

## III. - Au pied du mur

De notre envoyé spécial  
J.-C. GUILLEBAUD

En sept années de pouvoir, la coalition social-libérale a entrepris de très nombreuses réformes mais qui, pour la plupart, n'ont pas été menées à terme. L'unité gauche du S.P.D. et les syndicats témoignent donc de leur déception tandis que l'opposition accuse M. Helmut Schmidt d'avoir installé le désordre - en Allemagne fédérale - le Monde - des 28 et 29 septembre).

Bonn. — Il existe aujourd'hui plusieurs millions de familles allemandes chez qui l'on peut entendre s'asseoir et engager aussitôt les plus passionnantes conversations qui soient. Depuis 1972, en effet, grâce à l'Ostpolitik et à l'accord quadripartite sur Berlin, neuf millions d'Allemands de l'Ouest ont pu rendre en R.D.A. pour revoir leurs parents, tandis qu'un million trois cent mille Allemands de l'Est (retraités pour la plupart) venaient découvrir la République fédérale. Ainsi des millions de fois en quelques années, des gens qui parlent la même langue, portent souvent le même nom, mais entre lesquels l'histoire avait abaissé le rideau de fer, ont pu se rencontrer. Au sens fort du terme.

### Les « résistances » bureaucratiques

En amorçant dès 1969 l'ouverture à l'Est dans une atmosphère de fièvre agressive et d'enthousiasme mêlés, M. Willy Brandt faisait prendre à l'Allemagne fédérale son plus brutal virage de l'après-guerre. La R.F.A. rompait avec vingt-cinq années de guerre froide, de manichisme, et, apparemment du moins, avec le rêve de réunification prochaine de l'ancien Reich. L'Est cessait officiellement d'être la « zone » pour devenir la République démocratique allemande. Les différents traités qui, entre 1970 et 1972, concrétisèrent cette politique, ont souvent été analysés. Rappelons cependant les principaux : 1) traité germano-soviétique du 12 août 1970 portant notamment reconnaissance de la ligne Oder-Neisse (frontière polonoise) par Bonn et renonciation par l'U.R.S.S. aux « droits d'intervention » contre l'Allemagne (art. 53 et 107 de la Charte des Nations unies) ; 2) traité germano-polonois du 7 décembre 1970 et accords sur le « regroupement des familles » ; 3) traité germano-tchécoslovaque du 11 décembre 1973 ; 4) accord quadripartite sur Berlin entré en vigueur le 3 juin 1972 et portant notamment sur le problème de la libre circulation entre les deux Allemagnes. Cet ensemble d'accords a rendu possible la conférence d'Helsinki (C.S.C.E.) de juillet 1975.

Six ans après, en Allemagne — au moins parmi la classe politique — la vague d'enthousiasme soulevée par l'Ostpolitik paraît nettement retombée. Les succès, pourtant, sont nombreux : la R.D.A. — toujours obsédée par l'« *Abgrenzung* » (séparation) — rendent, il est vrai, problème l'application des accords. Dans les faits, par le jeu des « résistances » bureaucratiques et des restrictions tarifaires, la libre circulation entre l'Est et l'Ouest est encore très limitée. Périodiquement, des incidents sur la frontière ou sur les voies d'accès à Berlin viennent — comme ont été — agiter l'opinion allemande et en France. On ne peut donc pas dire que la « crainte latente » de la R.F.A. de se rendre à l'Est. Bref, l'Ostpolitik n'a sûrement pas permis — contrairement au rêve de certains en 1970 — de consacrer les grandes retrouvailles entre les deux Allemagnes. Au propre et au figuré, le mur est toujours debout.

L'opposition chrétienne-démocrate ne manque donc pas une

### Voyages à l'Est

Plus significatives encore sont les conversations que l'on peut avoir avec les Allemands qui ont de la famille en R.D.A. et qui, depuis 1972, font régulièrement « le voyage ». Quelques exemples. Evi et Wolfgang, un jeune couple de la région de Düsseldorf, lui est professeur de géographie, elle bibliothécaire. Politiquement, tous deux penchent plutôt vers la C.D.U. En juin dernier, pour la première fois, ils sont allés voir leurs cousins « communistes » installés près de Leipzig. Ils racontent leur séjour avec une absence de passion partisane, une précision attentive qui surprennent.

« Honnêtement, dit-il, je dois dire que j'ai été déçu par ce que j'ai vu, même si certaines réalisations de la R.D.A. sont spectaculaires. Nos cousins ont voulu nous recevoir le mieux possible, et ils avaient fait trois jours de queue dans les magasins pour que nous ayons de la viande au petit déjeuner. C'était un peu gênant pour nous. On a beaucoup discuté. J'ai l'impression qu'ils ont cru très sincèrement au socialisme et qu'aujourd'hui ils sont déçus eux aussi par l'opportunistisme des militants qui savent qu'on

Des citoyens anonymes des deux États qui passent chacun pour le « meilleur élève » de son camp se sont parés longuement et se parlent encore chaque jour. En soulignant leurs bonheurs respectifs ; en mesurant au même étalon leur peine et leur « bénéfice » ; en évaluant comment les mérites et les péchés quotidiens des deux grands systèmes antagonistes qui se partagent le monde.

On peut s'étonner. Quoi ? L'Europe serait-elle frappée de « bêtise » ? L'évidence est-elle trop proche de Paris ou trop considérable pour avoir été clairement enregistrée ? Et examinée ? On sont les témoignages, les interrogations, les enquêtes, les grands débats, les dossiers que mèneraient — en ces temps de crise idéologique — cet extraordinaire et unique « point de contact » entre l'Est et l'Ouest ? Ce singulier silence est-il le fait d'une incertitude paraisseuse ou, hypothèse plus probable, de cette espèce de gêne pénée des idéologues — de droite ou de gauche — devant les témoignages de la vie coupables de déranter la symétrie des catéchismes ?

occasion de dénoncer efficacement l'« abdication » de Bonn, devant les « dictats » et les « pressions » soviétiques. Elle s'indigne du poids financier des « contrats » avec l'Est, qui, selon elle, permettent à la R.D.A. de bénéficier « cyniquement » de la prospérité occidentale (alors qu'en fait le commerce avec l'Est profite aussi largement à la R.F.A.). Les orateurs de la C.D.U. présentent volontiers ces six premières années de « politique à l'Est » comme un marché de dupes dans lequel au bout du compte toutes les concessions se retrouvent d'un côté et tout le bénéfice de l'autre. Le chancelier Schmidt répond inlassablement en citant les derniers statistiques concernant les voyages inter-allemands et en insistant sur le « bénéfice » incontestable offert aux familles séparées. En réalité, toute cette rhétorique est largement formelle et participe surtout d'un « scénario » électoral.

Il faut peu de temps en Allemagne pour se rendre compte que l'important est sans doute ailleurs : dans la réalité beaucoup plus souterraine et plus discrète des « rencontres » individuelles, des mille et une habitudes qui peu à peu s'installent, et qui au-delà des injures politiques rituelles tendent à recréer lentement une « connivence » de fait entre les deux États.

Tout Berlin-Est regarde la télévision occidentale et, à l'Ouest, les journaux donnent dans la rubrique page et sans distinction typographique les programmes des deux « côtés ». Des intellectuels, est-allemands ont pu participer à des débats politiques télévisés tandis qu'à Berlin-Ouest une excellente émission, « *Kennzeichen D* », examine désormais très normalement chaque quinzaine les mérites respectifs des deux « systèmes allemands ». Les grands journaux de la République fédérale ont maintenant des correspondants à Berlin-Est. Ceux-ci bénéficient, dit-on, d'un traitement de faveur par rapport à leurs confrères européens ou américains ! Tout au long de 800 kilomètres de frontière, par-dessus les barbelés et les « vopos » (1), une multitude de micro-échanges ont lieu qui vont des plus officielles (rapprochement commun de paiements de l'ignite — sur plus obscurs : l'échange de services entre deux villages. Petits signes... Poussières... Qui pourrait affirmer qu'elles sont sans importance ?

doit être au parti pour réussir. Remarques négatives, certes, mais incroyablement paisibles. On sent les grandes émotions anticomunistes d'hier, où est la « R.D.A. épouvantée », grand berceau vague soviétique où survivaient des « frères » prisonniers ? Près de Brême, un jeune universitaire socialiste, qui, lui aussi, a des parents à Berlin-Est, raconte la récente de la R.D.A. : « J'ai trouvé beaucoup de points positifs : la santé, l'éducation, la participation des travailleurs dans certaines — je dis bien certaines — usines. Mais on doit dire que, même et les « vopos » se les sentent plus sûrement comme étant. Ils souffrent toujours du manque de

liberté. Avec mes cousins, nos conversations politiques sont très ambiguës. Ils ne sont plus fascinés par l'Ouest comme autrefois, mais ils font, en même temps un complexe d'infériorité. Il y a quelque chose de paradoxal, que, dans le jeu de la discussion, ce soit moi qui prenne la défense de leur propre système tandis qu'eux me vantent certains mérites du capitalisme ».

Hambourg, un journaliste du Spiegel, originaire d'un petit village de Prusse-Orientale, insiste sur un aspect souvent évoqué par les voyageurs qui reviennent de l'Est. Le charme « rétro » des campagnes est-allemandes. Le relatif retard économique de la R.D.A. et le sous-équipement des villages — comparé à ceux de l'Ouest — suscitent chez les visiteurs occidentaux d'étranges tendresses nostalgiques pour une Allemagne « d'autrefois ».

On peut multiplier ces témoignages. Tous sont intéressants. Pour-on en tirer quelques leçons générales ? La R.D.A. perdure l'image de la R.D.A. perdue à l'Ouest continue d'être globalement négative et pèse lourd sur la politique intérieure d'Allemagne fédérale. On serait même tenté de dire qu'elle pèse d'autant plus lourd qu'elle est plus précise, moins émotionnelle, plus concrète. Les militants d'extrême gauche de Berlin n'en font pas mystère. « Ici, dit l'un d'eux, quand on parle de socialisme, on ne peut décemment pas citer en exemple la R.D.A. à des gens qui savent ce que c'est parce qu'ils y sont. On doit leur expliquer que notre modèle de socialisme c'est autre chose. Pas facile ».

En revanche, les Allemands de l'Ouest, surtout les jeunes, acceptent désormais sans trop de problème de considérer la R.D.A. non plus comme un « camp d'ennemi » mais comme un véritable État dont le système est différent du leur, n'est tout de même pas imposé par la seule « terreur répressive » dont parle sans arrêt la C.D.U.-C.S.U. Ils saluent même volontiers certaines réussites de leurs « frères » allemands qui, privés de plan Marshall et pressurés par l'U.R.S.S., ont réussi à leur propre place à l'intérieur du camp socialiste. Qui oserait affirmer qu'ils n'en tirent pas un secret orgueil « national » ? A tous ces jeunes, nés avec la division de l'Allemagne, le romantisme « patriotique » des réfugiés de l'Est, qui régulièrement organisent commémorations et fêtes, entretiennent le culte de la Poméranie ou de la Silésie perdues (2), paraît anachronique.

Mais les Allemands savent aussi que la « politique à l'Est » et la multiplication des échanges ont entraîné des conséquences d'un tout autre ordre : à l'intérieur même de la R.D.A. Les visiteurs qui vont à l'Est sont visiblement très attentifs à tous les petits symptômes d'évolution revendicatrice qui, allant de pair avec un certain « embourgeoisement », leur paraissent pleins de promesses (3). « Les Allemands de l'Est ont des idées plus « *européennes* » que nous », dit un Berlinois. De plus en plus souvent ils réclament ouvertement et réclament davantage de liberté. La R.D.A. comment à suivre, elle aussi, des problèmes sérieux avec ses propres intellectuels contestataires ».

C'est dans cette optique que les plus lucides interprètent les railleries périodiques de la R.D.A. dont le système peut s'acquiescer à bon droit des germes subversifs quotidiennement introduits à l'intérieur de l'Est socialiste depuis 1970. Que se passent-ils aujourd'hui par les plus impatients, le dossier de l'Ostpolitik paraît décidément très plaidable devant les électeurs.

(1) Gardes-frontières est-allemandes.

(2) Leur influence politique sur la scène ouest-allemande semble d'ailleurs décroître chaque année.

(3) Le suicide par le feu, en août dernier, d'un pasteur protestant en faveur de plusieurs intellectuels connus, les pétitions de soixante-dix-neuf Allemands de l'Est réclamant publiquement le respect des droits de l'homme (et dont cinq avaient été arrêtés) ; sont tous des signes d'un « climat » contestataire sans précédent en R.D.A. (selon « *Die Welt* » du 22 septembre). Des milliers de la 1<sup>re</sup> division blindée, systématiquement « saucés » durant le « *Weekend* » (R.D.A.) dans un but d'intimidation.

Prochain article :

LE « HAW » A GRANDI.

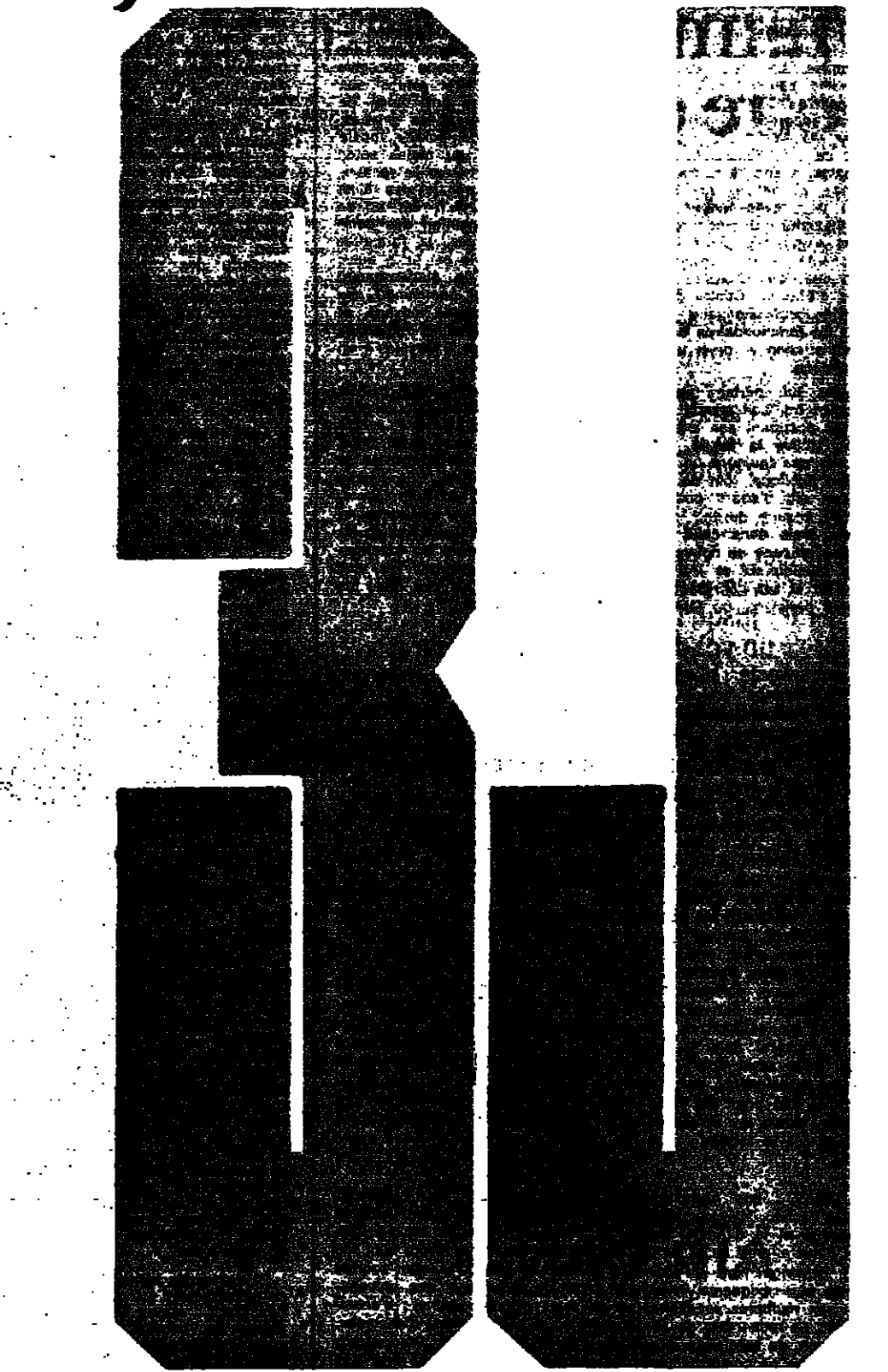
### SC. PO.

Pour les cycles de préparation. Entrée en année préparatoire. Admission en 2<sup>e</sup> année. Prêts de l'ad. et Enseignants I.E.P. Résultats performants. Groupes de 15 étudiants maximum. Nombre limité de places. Préparation par correspondance. Possibilité d'inscription conditionnelle.

I.P.E.C. 46 Bd St-Michel 693 81 23 - 693 35 67

# aux Galeries Lafayette

## 30 sept. 1<sup>er</sup>, 2 octobre



3 jours pas comme les autres  
des prix à vous couper le souffle!  
Reportage permanent  
sur Europe 1, 1647 m, G.O.  
animé par Robert Willar

# Galeries Lafayette

HAUSSMANN, BELLE EPINE  
MONT-PARNASSE  
ET ENTREPOT ILE ST DENIS

## POLITIQUE

DEVANT ÊTRE REMIS A M. GISCARD D'ESTAING ET PUBLIÉ FIN OCTOBRE

# Le rapport de la commission Guichard veut apporter une réponse globale aux difficultés des collectivités locales

La commission de développement des responsabilités locales, créée le 26 novembre 1975 et présidée par M. Olivier Guichard, remettra son rapport au président de la République peu après le 20 octobre. A cette occasion, les dix membres de la commission et son rapporteur, M. Jean-Philippe Lecat, seront reçus à l'Élysée et auront un entretien

avec M. Giscard d'Estaing. Le texte du rapport sera alors rendu public dans un délai très bref. Différée à deux reprises — on l'avait annoncée pour juillet puis pour septembre — la date de la remise du rapport de la commission a été fixée de telle sorte qu'elle ne précède pas celle de la publi-

cation du livre de M. Giscard d'Estaing sur la société libérale avancée, le 11 octobre.

Le texte du rapport, après une dernière réunion de mise au point le 2 septembre, à La Baule, ville dont est maire M. Olivier Guichard, est désormais prêt.

## Libres opinions

### La démocratie locale : un marché

par FRANÇOIS-XAVIER AUBRY et DIDIER WOLF (\*)

L'ENJEU : plus de cinq cent mille conseillers généraux, maires, conseillers municipaux, c'est une immense administration — la seule où ceux qui « fonctionnent » ne reçoivent que des indemnités. La seule où l'une des révolutions de cette décennie n'a point pénétré : la formation permanente. L'Etat refuse aux responsables bénévoles des collectivités publiques territoriales ce qu'il a accordé aux travailleurs salariés des entreprises privées. Former les élus locaux, pourquoi ? Parce que la démocratie locale est à la fois le socle et le miroir de l'Etat. L'Etat s'appuie sur les élus locaux, quand l'Etat transfère aux communes de nouvelles responsabilités, quand le juge admet la responsabilité pénale des élus, quand le citoyen attend toujours plus de ceux qu'il élut et de la collectivité qu'il reçoit sa contribution, quand la gestion des communes exige des choix de plus en plus techniques, la formation permanente de leurs responsables est de raison. Elle est juste aussi quand les fonctionnaires municipaux reçoivent d'un établissement public d'Etat (le Centre de formation du personnel communal) une éducation professionnelle adaptée, mobilisant d'énormes moyens, et quand les fonctionnaires de l'Etat formés dans les instituts régionaux d'administration et dans les écoles spécialisées sont « recyclés » en permanence.

L'élui, lui, partagé entre ses activités professionnelles parfois menacées par son mandat, une vie de famille sacrifiée, des responsabilités occupant ses loisirs, n'a ni le droit ni les moyens, même s'il en trouve le temps, d'acquiescer son savoir et son savoir-faire. Ce n'est pas toujours un notable, un enseignant, un retraité de la fonction publique, loin de là : c'est souvent un homme, une femme que l'on élut d'abord pour lui-même ou pour ce qu'il représente, qui doit ensuite devenir compétent, dans l'intérêt de sa commune d'abord, mais dans celui de la démocratie locale aussi, sinon le dialogue efficace se nouera au-dessus de sa tête, entre les fonctionnaires municipaux et les agents de l'Etat. Lui resteraient les vins d'honneur et les « chrysanthèmes ». Est-ce ce que l'on veut dans les cabinets parisiens, où tant de projets se sont perdus ?

L'EXPERIENCE : combien d'expériences, en effet, ne rencontrant que l'indifférence des milieux administratifs centraux... ceux qui décident ! Sans parler de celles des républicains indépendants et du parti communiste français qui vivent et se développent, ni de celles d'autres partis qui forment des militants aptes à prendre le pouvoir local plus que des responsables capables de conduire une mairie, on peut évoquer les expériences qui ont pour but, en dispensant une formation objective et non partisane, de permettre la maîtrise des affaires locales dans l'intérêt collectif. L'expérience des universités en fait partie. Pourquoi l'université ? Parce qu'il n'est pas déraisonnable d'envisager que des spécialistes du droit des collectivités locales, de l'aménagement, de l'urbanisme, de la planification notamment, ajoutant de plus en plus à leurs connaissances théoriques l'exercice de responsabilités concrètes sur le plan local ou administratif, mettent leur savoir et leur temps à la disposition de ceux qui n'ont pas eu la chance, ou seulement l'occasion, d'apprendre avant d'exercer ; parce qu'il n'est pas interdit d'accueillir dans les locaux universitaires un petit nombre d'adultes à l'heure où les étudiants ne salariés n'y sont plus ; parce qu'il est vrai que la loi d'orientation de l'enseignement supérieur incite les universités à s'insérer dans le milieu local et régional pour y prendre corps, mais aussi pour donner ; parce qu'il est bon pour elle et pour ses enseignants de confronter le savoir avec la réalité quotidienne et bon pour les élus de trouver un cadre aussi neutre que possible pour la synthèse des connaissances kaléidoscopiques acquises sur le terrain.

L'ECHEC : une belle expérience est pourtant, pour l'instant, vouée à l'échec. N'évoquons pas la pauvreté des crédits dont dispose l'université ni la difficulté qu'elle a, avant de s'occuper des autres, de se gérer elle-même et de dispenser, avec les moyens qui sont les siens, l'enseignement qu'elle attend d'elle un public et une société toujours plus exigeants. N'évoquons pas la surcharge des universitaires aux multiples vocations (ce qui fera sourire certains) : d'enseignement, de recherche, de responsabilités administratives, d'examen, d'échanges, de médiation, etc. Mais évitons d'oublier que les universitaires ne comportent pas les mêmes besoins nécessaires, s'il n'est pas possible de régulariser les heures complémentaires correspondant à une prestation « informelle », si les services administratifs regardent, comme à l'accoutumée, les opérations pilotes comme des opérations suicides, alors il n'est pas même besoin de continuer à faire survivre cet artisanat — c'est la conclusion que commençait à en tirer ceux qui, à la force du poignet, ont tenté l'impossible.

Comment ne pas regretter la mort d'un enthousiasme réciproque (celui des enseignants et des élus) étant par des considérations réglementaires, voire politiques chez les défenseurs de l'analphabétisme civique et municipal que sont nos technocrates ? Il est vrai que ces derniers y trouvent une raison d'être et l'occasion de donner encore. Cette situation est dangereuse. Elle permet à une officine privée d'offrir — pour 50 F huit heures de formation, trois cocktails, un repas, de hauts patronages, la présence de nombreux fonctionnaires départementaux. C'est un début. Bientôt, la démocratie locale, c'est-à-dire la gestion libre et compétente des affaires locales par des conseils élus et aptes, sera un marché ouvert. Ouvert à qui ? A ceux qui ont de l'argent pour faire de la formation ou en obtiennent pour garantir le pouvoir de celui qui la dispense. Il y a une autre possibilité : que le Centre de formation pour le personnel communal (C.F.P.C.), en plus de ses attributions limitatives, étendrait à l'ensemble des élus locaux, forme, en tant qu'établissement public de l'Etat, les responsables des collectivités décentralisées.

Ces deux solutions ne sont ni justes ni raisonnables. Que l'Etat subventionne les budgets communaux sur un poste affecté à la formation que seuls pourraient dispenser des organismes agréés de par leurs qualités de neutralité et de pédagogie (associations, universités, unions locales), ou qu'il subventionne directement ces organismes afin de diminuer, voire d'annuler, le coût de la formation pour tous les élus (car sinon seules les communes riches en auraient les moyens), voilà qui semble une solution au moins provisoire. Mais à qui la proposer ? On pense que la commission de réforme des collectivités locales, présidée par M. Olivier Guichard, que le secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, que le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, que certaines associations d'élus toutes-puissantes et présidées par de hauts personnalités de l'Etat, ne sauraient rester insensibles à cet appel. Souvent lancé déjà, il n'a pas pour l'instant été entendu du pouvoir politique.

(\*) Maître assistant et assistant de droit public à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

Il s'agit d'un ensemble de 550 pages dont une quarantaine consistent en le « projet » proprement dit. Celui-ci résume, sous ce titre, l'ensemble des propositions concrètes formulées par la commission, chacune d'elles soutenue par les quelques grandes idées qui ont conduit à son adoption, mais toutes dépourvues de leur « argumentaire » détaillé. L'inventaire des besoins et des solutions possibles et des avantages et inconvénients présentés par ces dernières, figure dans le reste du rapport.

La commission — au sein de laquelle ne séjournent que de hauts fonctionnaires et des élus locaux membres de la majorité ou proches de celle-ci (1) — s'est efforcée de travailler vite et discrètement. Ces deux objectifs ont été atteints, puisque aucune indication précise n'a filtré sur le contenu des propositions avancées, et que, d'autre part, un grand nombre de questions importantes ont été abordées en six mois par les commissaires, qui ne manquaient pourtant pas d'autres charges. La méthode de travail adoptée, estimée aujourd'hui, a parfaitement répondu au souci d'efficacité manifesté à l'origine.

La commission s'est réunie tantôt une journée, tantôt une demi-journée par semaine, le mercredi ou le jeudi. M. Jean-Philippe Lecat (nommé rapporteur en décembre 1975) a constitué autour de lui une équipe de jeunes hauts fonctionnaires, dont la plupart avaient déjà eu l'expérience de la préparation des dossiers d'appareil à celle-ci de qualité ni ne représentaient son administration auprès de la commission.

### Un schéma vertical ou horizontal ?

Pour chacune des grandes questions examinées, une « problématique » a été élaborée. M. Jean-Philippe Lecat a préparé une note synthétique faisant état des différentes difficultés et des solutions possibles. Les « sages » de la commission ont fait leur choix, et le rapporteur a rédigé une version définitive, avec quelques ajustements près — du chapitre du rapport qui venait d'être ainsi examiné. Le président, le rapporteur et les membres de la commission se sont entourés de nombreux avis officieux, mais aucune personnalité n'a été officiellement entendue, toujours pour répondre au même double souci de rapidité et de discrétion.

Si certaines oppositions ont pu se manifester, au cours des délibérations, entre les différents points de vue des membres de la commission, ceux-ci ont été résolus, et l'ensemble ainsi élaboré conserve une grande cohérence, grâce à la communauté de vues (voire, selon le mot de l'un d'eux, au « véritable esprit de corps ») qui s'est dégagée au fil des semaines, s'agissant de l'essentiel.

Il est vrai que M. Olivier Guichard avait souhaité, dès le commencement des travaux, que ceux-ci aboutissent non pas à un catalogue de mesures partielles, mais à un projet global de réforme des collectivités locales. Le maire de La Baule trouve que les tentatives précédentes, dans ce domaine, relevaient plutôt d'un « bricolage » ou, en termes plus nobles, d'une « approche trop sectorielle des problèmes » et qu'il convenait de proposer au président de la République, face à la mauvaise humeur croissante des élus locaux, autre chose que de simples mesures financières ou même institutionnelles : une nouvelle vision globale des relations entre les administrés, les collectivités locales et l'Etat. Ce dernier, en particulier, ne peut, dans la pensée du président de la commission, demeurer absent d'une réforme des collectivités puisqu'il en constitue à la fois l'interlocuteur principal, l'autorité de tutelle et au moins partiellement, et maître de fonds.

Cette volonté d'aborder la question dans son ensemble s'est heurtée, dès la mise en place du mécanisme de travail de la commission, à la difficulté habituelle

des études sur l'administration ou sur les collectivités locales : les structures devaient-elles être examinées — et redessinées, éventuellement — selon un schéma vertical ou horizontal ? Autrement dit, devait-on s'intéresser à la commune, puis au département, voire à la région (qui n'est qu'un établissement public) et enfin à l'Etat, ou bien considérer les problèmes « verticalement », c'est-à-dire examiner, pour chacun de ces niveaux, l'exercice de la tutelle, celui du pouvoir politique, les finances, l'équipement, les relations extérieures, le personnel, etc. ?

C'est plutôt la première méthode qui a prévalu, étant entendu que, pour chaque « tranche », on a tenté de proposer des solutions à l'ensemble des difficultés rencontrées par les élus et leurs administrés. M. Guichard et ses collaborateurs souhaitent surtout, si leur rapport est suivi d'effets, instaurer un nouveau type de relations entre les collectivités et le pouvoir central, créer un état d'esprit qui permette d'en finir avec l'image traditionnelle du maire ou du conseiller général, éternel « tireur de sonnettes » des administrations parisiennes ou départementales, dispensatrices des crédits. Le ministre d'Etat souligne cependant que les moyens nouveaux qui seraient confiés aux élus ne sauraient aller sans responsabilités supplémentaires. « Surmonter ce vieux conflit intellectuel entre la province et l'administration de la capitale, précise un de ses collaborateurs, c'est aussi mettre à bas

un mythe consensuel : celui de l'Etat qui refuse tout. Il est vrai que, dans leurs différentes manifestations récentes de mécontentement, les associations d'élus locaux n'ont pas demandé autre chose.

Une importante partie du rapport est consacrée à l'échelon communal. C'est à ce niveau de gestion que les difficultés sont les plus criantes. Pour les résoudre, la commission proposera au président de la République, en dehors de certains transferts budgétaires (en ressources et en dépenses), de mettre sur pied un système de coopération intercommunale très étendu. Ce système serait cependant fondé sur le seul volontariat des communes, étant entendu qu'il fonctionnerait d'autant mieux que son ressort géographique serait plus important. La Fédération nationale des maires de France et d'autres élus se sont émus de certaines indécisions attribuées à la commission l'intention de préconiser la mise en place de véritables « super-communes », déposant de nombreux petits maires ruraux de leurs attributions autres qu'honorifiques. M. Guichard et Lecat ont tenté, à deux reprises, de les rassurer à cet égard, en soulignant que le schéma retenu est différent : il s'agit en fait, plutôt que de créer un échelon nouveau (qui risquerait d'ailleurs de devenir un écran supplémentaire entre les administrés et l'administration), de favoriser et d'institutionnaliser l'entraide en incitant les villes et villages à mettre en commun certaines ressources et certaines compétences, pour surmonter des dif-

ficultés matérielles dont la solution dépasse de beaucoup leurs possibilités. La question d'un échelon intermédiaire entre la commune et le département a cependant été évoquée. Le canton — ou l'arrondissement — pouvait-il devenir ou retrouver le cadre de cette coopération intercommunale, espérée, voire une collectivité territoriale de plein exercice ? A ces créations administratives aux limites précises, donc contraignantes, a été finalement préférée une formule associative plus souple, rappelant sur le plan de la gestion municipale ce que sont en matière d'équipement régional les « comités de pays », d'ailleurs lancés par M. Guichard lorsqu'il était ministre chargé de l'aménagement du territoire. C'est donc plutôt autour d'une ville moyenne que seront incitées à se regrouper les communes qui se sentent avec celle-ci certaines affinités.

Pour l'amélioration du fonctionnement de la démocratie locale et de la participation des citoyens à la vie de leur commune, les solutions proposées sont également plus indicatives que contraignantes. La commission a voulu éviter d'institutionnaliser dans les communes, voire les arrondissements des grandes villes ou les quartiers, un véritable contre-pouvoir qui, lui, ne serait ni élu ni responsable et dont les composantes (comités, associations diverses, conseils de citoyens ou d'usagers, etc.) risqueraient de se comporter en véritables groupes de pression, éventuellement opposés les uns aux autres. M. Guichard estime à ce propos que la participation des citoyens aux affaires locales s'améliorera d'elle-même si les intéressés constatent que les institutions répondent désormais aux besoins, et que leurs élus ont, à la fois, de vraies responsabilités et les moyens d'y faire face.

### L'approche des municipales

Le département et la région font également l'objet de longs développements dans le rapport. Ses auteurs font valoir que, si l'on est fondé à attendre de la commission un certain nombre de propositions sur la réforme des finances locales et la coopération intercommunale, la publication du texte ramène à M. Giscard d'Estaing pourrait aussi réserver « quelques surprises » dans d'autres domaines, voire donner à la gauche des raisons de se réjouir. En faisant du département un véritable conseil régional, les propositions émises sont plus modestes : elles visent à améliorer le fonctionnement du système créé par la loi du 5 juillet 1972, mais non pas à instaurer une nouvelle réforme. Il serait notamment demandé que le préfet de région cesse de cumuler cette fonction avec celle de préfet du principal département et que les établissements publics régionaux puissent se doter de quelques moyens de fonctionnement. Il n'est toujours question, en revanche, ni d'élection du conseil régional au suffrage universel direct ni d'extension significative de ses pouvoirs.

M. Guichard ni les membres de la commission ne peuvent naturellement préjuger du sort qui sera réservé au fruit de leurs réflexions. Ils observent cependant que le président de la République avait souhaité, dans sa lettre au maire de La Baule en novembre 1975, que le projet de réforme « fasse l'objet, à l'initiative du gouvernement, d'un débat national ». Depuis, le rapporteur de la commission — devenu porte-parole de l'Élysée — a fait savoir à son président — nommé ministre d'Etat — que M. Giscard d'Estaing est favorable à la publication quasi immédiate du rapport, une fois qu'il aura officiellement reçu. Il ne semble donc pas que le débat annoncé doive être escamoté ni le rapport « enterré » après tant d'autres.

Cependant, la proximité des élections municipales paraît exhorter que l'application d'une réforme qui se veut globale et hardie puisse être entreprise avant ce scrutin. Tout au plus certains arguments échangés au cours de la campagne qui le précède s'inspirent-ils sans doute des remarques de la commission, d'autant plus que les élus de 1977 auront, eux, à vivre avec cette réforme. Autant, du moins, qu'en auront décidé le gouvernement, pour les dispositions nouvelles qui relèvent du pouvoir réglementaire, mais aussi le Parlement pour les différents textes législatifs dont l'adoption est nécessaire à l'application de la réforme.

BERNARD BRIGOULEUX.

Collection « Développement et Civilisations »  
(Economie et Humanisme)

Henri DESROCHE

## LE PROJET COOPÉRATIF

Non pas un socialisme doctrinaire  
mais un socialisme volontaire.

Un volume de 464 pages ..... 90

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sarrasin-Roselle - 75621 PARIS Cedex 13

## LE TEMPS EFFACE-T-IL LES CRIMES DE GUERRE ? CEUX QUI ONT SOUFFERT PARDONNENT-ILS A LEURS BOURREAUX ?

Le pardon oui, mais pas l'oubli !  
explique l'historien C. Manceron.

cette semaine dans

**Télérama**

Un hebdomadaire d'opinions  
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30

(1) M. Jacques Carat, sénateur socialiste du Val-de-Marne et maire de Garges-lès-Gonesse, a été nommé à la présidence de la commission le 11 décembre 1975.

JP 1162 150



150

## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

#### SAINT-ÉTIENNE : une troisième liste est en cours de constitution

De notre correspondant

Saint-Étienne. — Le soutien apporté par l'U.D.R. au maire de Saint-Étienne, M. Michel Durafour (radical), ministre délégué chargé de l'économie et des finances (le Monde du 21 septembre), a suscité de vives réactions chez les jeunes socialistes de l'U.J.F., ce qui laisse supposer de leur part la mise en place d'une troisième liste s'ajoutant à celle du maire et à celle que négocient les partis de gauche. M. Bernard Fournier, membre du secrétariat national de l'U.J.F., vient en effet d'annoncer que son mouvement « souhaite à Saint-Étienne la constitution d'une troisième liste conduite par l'U.J.F. et le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert lors des élections de mars prochain ».

M. Bernard Fournier, président départemental de l'U.J.F., avant d'être élu député régional Rhône-Alpes en juin 1975, avait été candidat de la majorité lors des élections législatives de mars 1973, dans la première circonscription de la Loire, contre le député sortant, M. Durafour. Il avait obtenu 12,8 % des suffrages exprimés. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1974, il avait prôné, avec sa fédération, la liberté de vote, après avoir très ardemment soutenu la

candidature de M. Jacques Chaban-Delmas au premier tour. M. Fournier refuse de soutenir la majorité « giscardienne », sans pour autant rejoindre l'opposition de gauche.

#### M. Galy-Dejean (jobertiste) pose sa candidature à la mairie de Paris

La bataille pour la mairie de Paris a été officiellement lancée le mardi 28 septembre par M. René Galy-Dejean, conseiller de Paris, membre du Mouvement des démocrates, animé par M. Michel Jobert. L'ancien directeur de cabinet du président de la République Georges Pompidou a déclaré en effet qu'il était candidat

au poste de maire après les élections municipales de mars 1977.

« Je me présenterai, a-t-il dit, aux suffrages des Parisiens à la tête d'une liste de cent vingt personnes réparties entre les dix-huit secteurs électoraux de la ville. » Dans son manifeste municipal le Mouvement des démocrates de la capitale affirme notamment : « La gestion d'une ville doit être l'affaire des habitants. A cet égard, le nouveau statut de Paris représente un faux progrès par rapport à l'ancien, le pouvoir restant hypercentralisé. Les futures commissions consultatives d'arrondissement, sans pouvoir, non représentatives de la population, ne sont que faux semblants. Il faut créer des municipalités d'arrondissement élues au suffrage universel. »

Le manifeste propose aux Parisiens « de ne plus s'en remettre massivement à une administration et à des élus qui ne rendent des comptes que tous les six ans, mais d'intervenir dans les affaires qui les concernent ». M. Galy-Dejean a conclu sur ce point : « Seule une équipe nouvelle, unitaire, compétente, ayant pour seul souci la gestion des affaires parisiennes, et non les prochaines élections législatives, pourra venir à bout des problèmes posés. »

M. Bertrand de Maigret, président du groupe des républicains

indépendants à l'Hôtel de Ville, a commenté dès mardi 28 septembre les propos de M. Galy-Dejean : « Le programme de gestion municipale présenté par M. Jobert et Galy-Dejean est ambigu. Ses objectifs avoués, en effet, voudraient se situer exclusivement par rapport aux Parisiens, alors que les motivations et les critiques visent l'ensemble de l'action du président de la République. » M. de Maigret affirme, en outre : « Cette action s'est traduite par la mise en place prochaine du maire élu, l'abandon des projets de la voix cressée rive gauche et des Halles et une nouvelle politique d'urbanisme fondée sur les espaces verts. Voilà ce que M. Jobert et Galy-Dejean ont fait quand ils étaient au pouvoir. »

M. Pierre-Christian Taittinger (R.I.), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a évoqué également, mardi 28 septembre, la polémique ouverte ces dernières semaines au sein de la majorité présidentielle. Il a notamment déclaré : « Il est temps de faire preuve d'une volonté d'union et d'un esprit de cohésion. Les ambitions et les rivalités personnelles doivent disparaître. Les républicains indépendants, l'U.D.R., le C.D.S., les radicaux et le C.N.J. doivent se rassembler pour mettre au point l'équipe et le contrat municipal qu'ils proposeront aux Parisiens. »

#### M. BARROT : les centristes et les socialistes indépendants ont des objectifs communs.

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, a estimé mardi 28 septembre, que les succès de la majorité dans les deux élections cantonales partielles de l'Aisne et du Maine-et-Loire et dans l'élection municipale du Puy (le Monde du 28 septembre) « sont dus à des centristes et progressistes qui ont fait leurs preuves sur le terrain ».

M. Barrot ajoute : « La démonstration est faite de la permanence et du développement d'un courant réformiste républicain capable de rallier les Français aspirant au changement et à la réduction des inégalités. »

Constatant que « cette permanence et ce développement rejoignent l'effort courageux (...) conduit par les socialistes humanistes qui, sans rien perdre de leur idéal socialiste entendent le servir sans s'inféoder au parti communiste », le secrétaire général du C.D.S. souligne : « Notre parti s'associe à toute initiative permettant de coordonner ses efforts avec ceux des socialistes indépendants pour atteindre les objectifs communs qu'ils poursuivent. »

M. Jacques Chirac, qui va solliciter un nouveau mandat de député dans la troisième circonscription de la Corée, prononcera le discours d'ouverture de sa campagne électorale le 3 octobre, à Egletons.

#### LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "desquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accoutumance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

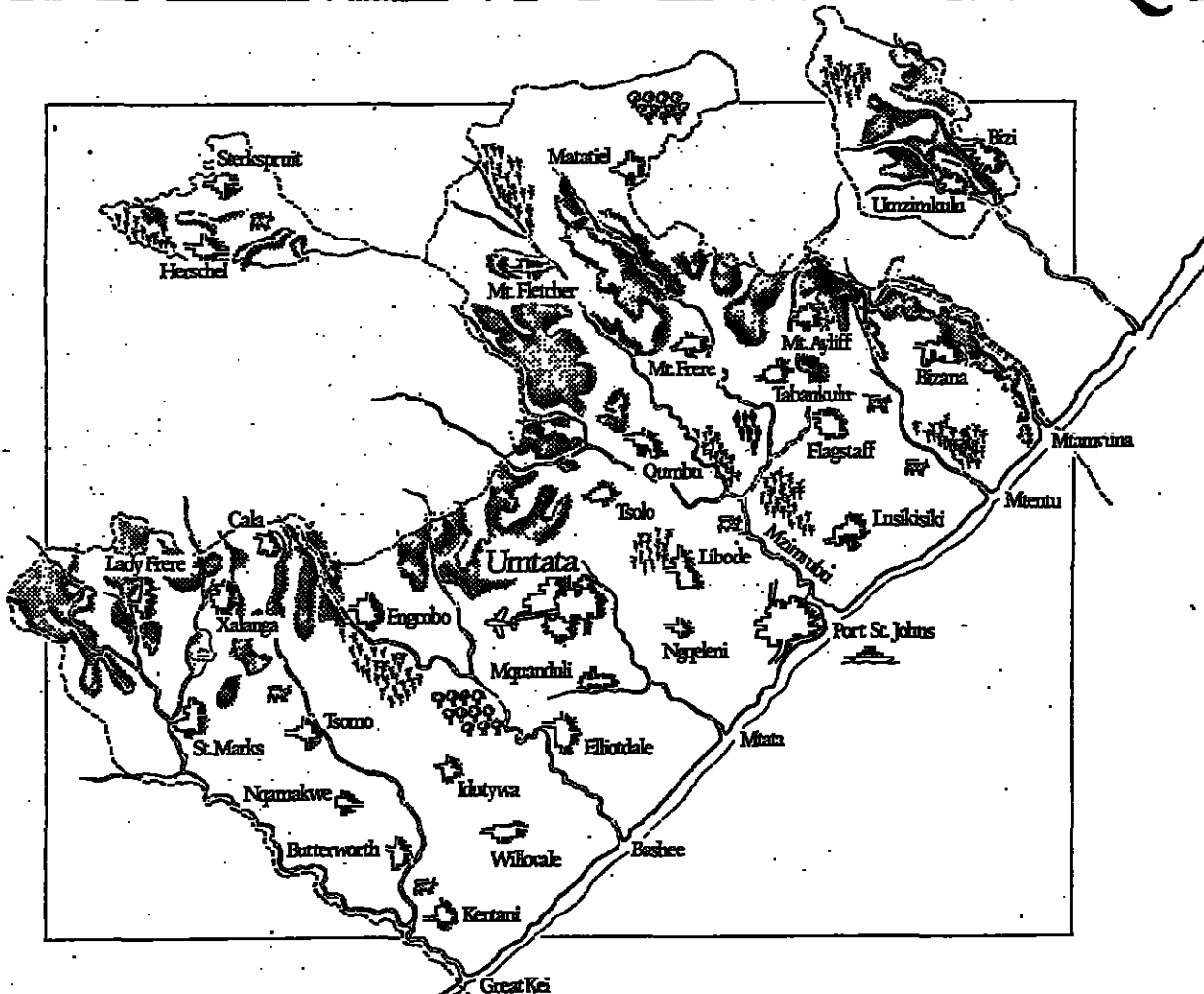


YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

Consultez

## UN PEUPLE PAISIBLE, 300 ANS D'HISTOIRE, UN PARLEMENT DEMOCRATIQUE~

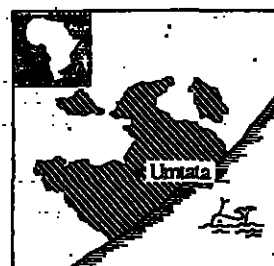


## ET VOICI UN ETAT INDEPENDANT UNIQUE EN AFRIQUE.

Nous souhaitons avoir la joie de vous accueillir dans la République du Transkei. Le 26 octobre, nous - la nation Xhosa - célébrerons notre accession pacifique à l'indépendance totale vis-à-vis de L'Afrique du Sud.

Nous aurons notre propre système judiciaire, notre administration, notre armée, notre police, une économie indépendante et une société libre. Nous aurons aussi la consécration de notre langue, de notre culture et de nos traditions dans ce pays où nous vivons depuis plus de trois siècles - le Transkei, terre africaine d'une étendue à peu près égale à celle de la Suisse.

Pour de plus amples informations sur l'un des pays présentant les perspectives économiques les plus encourageantes en Afrique à l'heure actuelle, ainsi que sur des possibilités d'investissement particulièrement attrayantes, veuillez écrire à l'adresse suivante: Transkei Development Corporation, P.O. Box 103, Umtata, Republic of Transkei.



REPUBLIQUE DU TRANSKEI  
L'INDEPENDANCE PAISIBLE EN AFRIQUE

## POLITIQUE

Avant les journées parlementaires des R.I.

### M. Poniatowski souhaite que les giscardiens soient des « créateurs de solidarité »

A l'avant-veille des journées parlementaires que les élus républicains indépendants réunissent jeudi 30 septembre et vendredi 1<sup>er</sup> octobre à Paris, M. Michel Poniatowski est sorti de la réserve dans laquelle il se tenait depuis plusieurs mois. Si le ministre d'Etat fait à nouveau entendre sa voix de « politique », c'est sans doute qu'il souhaite un peu laisser M. Chirac occuper seul le devant de la scène. En dénonçant les « faux apôtres qui vont étrangler » notre liberté, il montre qu'il n'entend pas laisser à l'ancien premier ministre le monopole de la lutte contre ce que ce dernier nomme « l'aventure et les contraintes du collectivisme ».

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a accordé, mardi 28 septembre, à l'Agence France Presse une interview à l'occasion de laquelle il lance un appel à ceux qui soutiennent M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Poniatowski estime que le mot d'ordre des giscardiens doit être « Rassembler, expliquer, proposer ». Il développe ainsi chacun de ces thèmes :

● **RASSEMBLER.** — « La contrepartie et la garantie de la liberté individuelle c'est la solidarité. Nous sommes dans une période de notre histoire où il nous faut réinventer cette notion. Les giscardiens, partout où ils s'expriment et travaillent, doivent être des créateurs de solidarité. »

● **EXPLIQUER.** — « La société que nous proposons est fondée sur

la liberté. Il appartient à ceux qui la défendent réellement d'expliquer ce qui la menace et de démasquer les faux apôtres qui vont étrangler les giscardiens devant être les pédagogues de la liberté. »

● **PROPOSER.** — « Il faut que notre pays retrouve ce goût de l'avenir dont parlait Valéry Giscard d'Estaing dès 1968. Pour cela, il faut imaginer et proposer. Nous croyons, nous libéraux, que ce n'est pas seulement le rôle de l'Etat. C'est le rôle de chacun dans sa cellule de réflexion et d'action. Les mouvements giscardiens doivent continuer d'être des forces de proposition (...). Les réformes ne sont pas entreprises pour le plaisir du changement, mais tiennent aux nécessités de notre temps. Les refus ou les ignorer, c'est engager notre pays sur des pentes révolutionnaires. »

### M. GUICHARD : les vrais problèmes étaient un peu laissés en déshérence par le précédent gouvernement.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, ministre de la Justice, a déclaré mercredi 29 septembre à la Nouvelle République du Centre-Ouest :

« Je ne crois pas qu'une majorité de Français souhaite la venue au pouvoir d'une coalition socialo-communiste. Je crois qu'une majorité de Français est actuellement désorientée et en attente. Je ne vois pas que la majorité, toutes tendances confondues, ait fait obstacle aux réformes qui lui ont été proposées par le précédent gouvernement. J'ai plutôt l'impression que le fléchissement dans l'opinion venait du fait que stimulément les vrais problèmes étaient un peu laissés en déshérence. Gouverner, c'est réformer. Mais réformer, cela ne dispense pas de gouverner. »

### NOMINATIONS DE SOUS-PRÉFETS

Le Journal officiel du 29 septembre a publié la liste de nominations de sous-préfets suivantes :

— M. Charles Gherard, sous-préfet de Sarthe et placé en position de service détaché ;

— M. Jacques Josquin, administrateur en chef des affaires d'outre-mer, est nommé sous-préfet de Clamecy et placé en position de service détaché ;

— M. Geoffroy Chancellerie de Roquancourt Keravel, sous-préfet hors cadre, est nommé sous-préfet de Vendôme ;

— M. Daniel Vincent, directeur du cabinet du préfet de l'Aube, est nommé sous-préfet de Châteauneuf ;

— M. François Jannin, directeur du cabinet du préfet des Alpes-de-Haute-Provence, est nommé sous-préfet de Florac ;

— M. Emile Caralp, directeur du cabinet du préfet de l'Ariège, est nommé sous-préfet d'Argelès-Gazost et placé en position de service détaché ;

— M. André Revel, administrateur en chef des affaires d'outre-mer, est nommé sous-préfet de Castellane et placé en position de service détaché.

Le Journal officiel indique, d'autre part, que le décret du 10 juin dernier, portant nomination de M. Paul Langstein, sous-préfet de Bonneville, comme sous-préfet de Florac est rapporté.

### M. Marchais : nous proposons un débat national sur l'information

M. Georges Marchais est revenu mardi 28 septembre, au cours d'une conférence de presse, sur la session du comité central de son parti au cours de laquelle, la veille, ont été étudiées les problèmes de l'information. Le secrétaire général du P.C.F. a notamment déclaré : « Il y a une chose que nous aimerions voir finir, c'est l'exclusion faite contre les journalistes communistes. »

« Tous les journalistes ont des opinions politiques, un grand nombre appartiennent à des partis politiques, certains le cachent. »

« Je ne vois pas pourquoi le journaliste serait un citoyen dénué ne disposant pas du droit

d'appartenir à la formation politique de son choix. »

« Nous avons préparé ce comité central par de nombreuses réflexions, des discussions avec les journalistes. Nous pensons qu'il est de notre devoir de donner l'état de nos réflexions. Nous sommes prêts à ouvrir un débat national sur ce sujet. C'est une proposition. »

Interrogé sur la préparation des élections municipales, M. Georges Marchais a répondu : « C'est à nous de proposer des réformes dans toutes les communes entre les formations de gauche. »

« Là où il y aura pas d'accord nous n'en porterons pas la responsabilité. »

« Notre position est claire, tout faire, sur la base des engagements pris en commun, pour appliquer l'accord. Il n'y a donc pas de difficultés pour nous. Il est possible qu'un parti socialiste la situation soit différente. Je m'y attendais, c'est une épreuve pour le parti socialiste. Il s'agit pour lui de rompre les alliances conclues avec la droite en 1971 dans un grand nombre de communes. Il s'agit pour nous d'appliquer avec hardiesse la politique unitaire qui est la nôtre. »

« Le parti communiste indique qu'un bilan encore partiel effectué à ce jour permet d'envisager plus de mille cinq cents adhésions réalisées, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés. »

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

Un débat sur l'avenir du département français d'outre-mer, samedi, dimanche et lundi, au cours d'une série d'actions des militants communistes contre le plan Barre, dans les entreprises et sur les marchés.

A R.T.L.

### LE COMTE DE PARIS : être candidat à l'Élysée a pu effleurer mon esprit.

Le comte de Paris a déclaré, mardi soir 28 septembre, au cours d'un entretien diffusé par R.T.L. : « Mes rapports avec la République sont excellents et tout à fait normaux. J'ai toujours voulu avoir avec tout le personnel exécutif les gouvernements de la France, quels qu'ils soient, les meilleurs rapports. (...) Je connais très bien M. Giscard d'Estaing avant qu'il ne fût président, quand il était ministre, et plus jeune naturellement. Je garde pour lui l'amitié que je lui ai toujours portée. »

Interrogé sur l'intention qu'il aurait que « à un certain moment » de poser sa candidature à l'élection présidentielle, le comte de Paris a répondu : « Ce n'est pas à effleurer l'esprit de certains hommes politiques (...) et le mien sans doute. Je ne vois pas le moment et l'utilité d'en parler aujourd'hui. (...) Les choses ont évolué, la vie politique a changé, voilà tout. »

« La Constitution de 1958 n'a pas repris les dispositions de l'article 44 de celle de 1946 qui stipulait que les membres des familles ayant régné sur la France étaient inéligibles à la présidence de la République. »

En 1962, au moment du référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, le comte de Paris avait publiquement approuvé « le principe d'une légitimité qui ne serait pas forcément issue de la naissance, mais du peuple ». Certains commentateurs lui avaient alors prêté l'intention de briguer la succession du général de Gaulle à celui-ci, ce qui représentait pas en 1962, date à laquelle il devait finalement succéder à la présidence incarnée par l'homme du 18 juin. »

## RELIGION

### LOTUS ET PAGODE

### Rambouillet à l'heure du taoïsme

Poïtasse chinoise ? La pagode qui vient d'être inaugurée à Rambouillet est invisible de la rue où elle s'élève. Octogonale, comme le veut la tradition, et toute en bois, elle n'a que 11 mètres de haut et se cache dans un jardin derrière la maison bourgeoise qu'habite une charmante et talentueuse artiste chinoise, peintre, musicienne, compositrice et professeur de danse, Mme Tchonghwa, présidente de l'association Tradition Tao antique.

On a peine à croire que le permis de construire ait été si difficile à obtenir et qu'il ait fallu l'intervention du député (radical de gauche) et maire de Rambouillet, Mme Thome-Patenôtre, pour faire avancer la procédure. Tel est pourtant le cas. La pièce, la poésie et l'exotisme seraient-ils indésirables dans cette petite ville de province dont le château n'est prestigieux que par son utilisation ?

Un lotus géant de cuivre repoussé viendra bientôt se poser gracieusement sur le toit de la pagode à deux étages tandis que les seize angles des toits seront garnis d'arabesques courbes faîtes en Asie et hérissées de chimères et de dragons.

### Le non-être

En fait, cette modeste pagode — en quelque sorte familiale — servira à Mme Tchonghwa d'atelier de travail, de salle de méditation, de concerts, de danse. Des cours de peinture et d'écriture chinoises y seront donnés. La première séance de méditation taoïste est fixée au 18 octobre.

L'association Tradition Tao antique (3, rue Pasteur, 78-Rambouillet) a été créée en 1973. Elle regroupe les personnes s'intéressant aux sources de

la civilisation chinoise plus spécialement dans les expériences artistiques et philosophiques, y compris les techniques vestimentaires et culinaires. L'association organise des spectacles, des rencontres et des voyages ; elle comprend trois sections : recherche, réalisation, loisirs.

Le taoïsme est spécifiquement chinois. Il n'est pas facile à circonscrire. Ce n'est pas une religion à proprement parler, plutôt une mystique ou une philosophie. Le Tao est le principe régulateur de l'univers et, par extension, le système absolu de la perfection. C'était un sujet de méditation commun à tous les penseurs chinois et non l'apanage exclusif des mystiques auxquels, par la suite, on a donné le nom de taoïstes. L'origine du Tao est très ancienne : quelque trois mille ans. La philosophie Lao-tseu (sixième siècle avant Jésus-Christ), et qui est l'ainé de Confucius, en est considéré comme le fondateur, ou du moins le vulgarisateur. Le Zen est un sens le produit du Tchan, lui-même symbiose du bouddhisme et du taoïsme.

Voici trois maximes qui donnent un aperçu de la tournure d'esprit du taoïsme :

« Je ne suis pas une rose rose, mais une seule couleur rose. »

« Je ne suis pas une goutte de rosée qui fait déborder le vase déjà plein. Remplir et contenir ce qui va déborder, mieux vaut y renoncer. Lorsque l'œuvre est réussie, mieux vaut se retirer. Voici le Tao du ciel. »

« Une maison est percée de portes et de fenêtres, mais c'est leur vide qui la rend habitable. Ainsi, l'être introduit un avantage, mais c'est le non-être qui le rend profitable. »

HENRI FESQUET.

## DÉFENSE

Dans l'est de la France

### PREMIÈRE MANŒUVRE « EN TERRAIN LIBRE » DE L'ARMÉE DE TERRE

L'armée de terre prépare une grande manœuvre dite « en terrain libre », qui aura lieu prochainement dans l'est de la France. C'est la première opération du genre, et elle a d'ores et déjà reçu le nom de code de Vendémiaire.

Appuyant les exercices terrestres à grande échelle avaient pour cadre les camps de manœuvre. La manœuvre en terrain libre — avec l'acceptation préalable des communes ou des propriétaires particuliers des terrains sur lesquels les exercices auront lieu — est souvent pratiquée par les armées étrangères, notamment par la Bundeswehr en République fédérale d'Allemagne. Elle exige que soient prévus d'importantes moyens financiers pour indemniser les propriétaires en cas de déprédations.

De telles pratiques n'existent pas, du reste, que les armées étrangères, qui ont l'habitude de se livrer à des manœuvres en terrain libre, organisent d'autres exercices dans des camps, comme c'est le cas pour les forces occidentales, britanniques, américaines, ou américaines, qui tiennent les installations de la France.

Présentement, le ministère de la Défense négocie, avec les divers propriétaires et communes intéressées dans l'est, des droits de libre parcours sur le terrain.

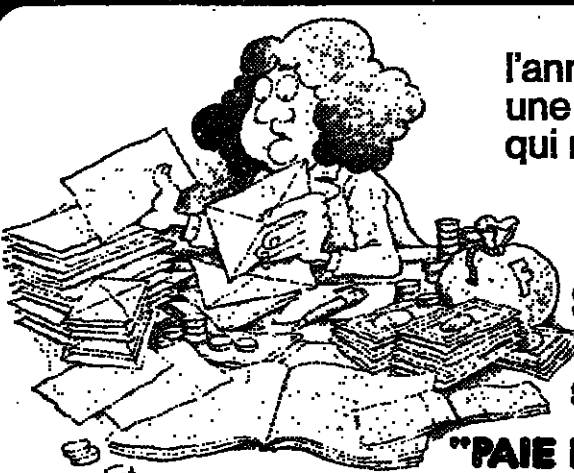
## PISTAL LE 1<sup>ER</sup> INSECTICIDE 100% NON TOXIQUE!

CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE!\*

Finis les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL: les exterminer radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage vraiment domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T. ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants !). PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon. Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre diététicien habituels, ou écrivez à : Laboratoires ALIO SPRAY 5, rue Nicolas-Chuquet - 75017 PARIS

\*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 5.07.76, après 3 mois d'essais sur divers animaux à sang chaud.

Pistal



l'année prochaine une paie et une comptabilité qui marchent...

**SLIGOS** vous propose ses services "PAIE ET COMPTABILITE PME"

en Service Bureau ou en Télégestion

Pour la paie et la comptabilité des PME, SLIGOS propose le choix entre deux modes de traitement : le Service Bureau, un service de traitement à façon standard mais personnalisé, ou la Télégestion, un service complet de gestion, qui vous donne la maîtrise totale de vos traitements grâce à un terminal installé chez vous et relié à nos ordinateurs.

avec des délais assurés

Pour assurer ses délais SLIGOS a conçu une organisation qui, en facilitant le contact entre les services utilisateurs et les techniciens, supprime les erreurs d'incompréhension, source de nombreux retards dans les traitements. De plus SLIGOS a réparti ses Centres de traitement sur Paris et la Province afin de rapprocher les ordinateurs des clients.

et un service personnalisé... et compétitif

SLIGOS vous offre un service personnalisé grâce à l'adaptabilité de ses programmes qui permettent de bien répondre aux besoins propres de chaque entreprise, et un service compétitif grâce à son expérience des problèmes de paie et de comptabilité qui lui vaut d'être aujourd'hui l'une des premières sociétés françaises de services informatiques auprès des PME.



91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX - Tél. 776-42-42  
Conseil, assistance et réalisations, produits informatiques, services de gestion

A retourner à A. OLIVIER - 91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX

Monsieur : ..... Fonction : .....  
Société : ..... Tél : .....  
Adresse : .....  
Activité de la Société : .....  
Souhaite ☐ recevoir une documentation sur les services "Paie et Comptabilité PME"  
☐ avoir la visite d'un spécialiste SLIGOS.

**autofocus prestinnox...**  
**un projecteur universel**

Projecteur Prestinnox 624 AFT  
Le modèle le plus prestigieux, le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, etc. "Autofocus" comme le 624 AF, il possède une télécommande pour la marche avant et arrière et il est équipé pour le fondu enchaîné. D'autres caractéristiques en font un appareil très complet : touches éclairées lumineuses à effleurlement pour la commande de la marche avant et arrière du magasin — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues à votre place. Témoins lumineux de fonctionnement du dispositif "Autofocus". Enfin, et c'est très important, son groupe condensateur à très haut rendement lumineux lui permet des projections de vues 24x36 sur des écrans allant jusqu'à 2 m de large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré tout cela, le modèle de son prix vous étonnera.

Prix relevé à Paris en septembre 1975 : 750 F. TVA incluse.  
Bon à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demandez à adresser à Prestinnox B.P. 5, route de Tremblay - 93420 VILLEPITRE  
nom .....  
adresse .....

501



Journal de 1970

## ÉDUCATION

### UNE ASSURANCE CONTRE L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE

Sous le titre « L'école buissonnière n'est pas garantie », le Centre de documentation et d'information de l'assurance rappelle, dans un dossier publié à l'occasion de la rentrée, que l'assurance scolaire souscrite par les parents ne couvre pas tous les aléas de la vie scolaire. Les auteurs de la note ont cependant tout prévu, puisque, après avoir lancé cette alerte mise en garde, ils conseillent aux parents ayant quelques doutes sur l'efficacité de leur assurance de souscrire une garantie extra-scolaire jouant vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Ce dossier peut être obtenu au Centre de documentation et d'information de l'assurance (1). Il apporte d'utiles précisions sur la responsabilité civile du chef de famille. Plusieurs pages sont consacrées aux dangers du transport scolaire. Les étudiants qui louent une chambre à un particulier sont invités, de leur côté, à souscrire une assurance contre les dégâts qu'ils pourraient provoquer chez les voisins.

(1) 1, rue de la Chapelle d'Antin, 75009 Paris, tél. : 824-06-12.

### LA « DÉSECTORISATION » DIVISE LES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À la veille de la rentrée universitaire, la Fédération nationale des étudiants universitaires de l'enseignement supérieur, estimant qu'il faut tirer la leçon de l'agitation de l'an dernier, propose que deux types de mesures soient prises : d'une part, la mise en place de mesures de sécurité, ainsi que dans les villes où la même discipline est enseignée dans plusieurs universités, la liberté pour l'étudiant de choisir son université ; d'autre part, l'indépendance des U.E.R. où l'on travaille vis-à-vis d'universités dirigées par des responsables.

La Fédération nationale des étudiants universitaires de l'enseignement supérieur, qui a déjà demandé, depuis longtemps, l'administration centrale d'attribuer enfin aux multiples gaspillages que sont les universités, certains nombres de responsables dans les universités et qui sont la conséquence des structures mises en place par la loi d'orientation. Mais elle demande que, une fois ces réformes effectuées, les moyens pour l'enseignement et la recherche soient accrus partout où l'on travaille sérieusement et où il y a un réel enseignement par rapport au nombre d'étudiants.

De son côté le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) estime notamment, à propos de l'affaire de l'U.E.R. de droit de Nanterre et de la « déssectorisation » :

« L'examen du nombre d'étudiants inscrits fait apparaître d'ores et déjà que les activités, à tous les niveaux, justifient, contrairement à des prédictions intéressées, le maintien dans l'université des enseignants et de l'ensemble des enseignants. Il faut porter un coup d'arrêt aux mesures de « déssectorisation », aux manœuvres occupées du secrétariat d'État aux universités, qui prétendent qu'il y a excès sur les universités : le désordre qui en résulte ne peut que nuire à l'université et à des centaines d'étudiants qui, depuis trois mois, sont dans l'incertitude. »

## RAPATRIÉS

Différentes organisations de rapatriés se réuniront samedi 2 octobre à Montpellier, l'initiative de leur comité régional d'action, de défense et d'union du Languedoc-Roussillon, afin de « mettre au point une action commune (...) pour le cas où le gouvernement ne résoudrait pas dans des délais très brefs les problèmes majeurs des rapatriés, problèmes de souffrance depuis près de quinze ans. »

### INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

175, boulevard Saint-Germain - Paris (6<sup>e</sup>) - 548-58-53

Établissement d'enseignement supérieur, l'Institut donne une formation spécialisée de haut niveau aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

### CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université. Le diplôme est admis en équivalence de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de Licence en Droit et peut donner accès aux doctorats d'université.

Recrutement sur titre - Statut étudiant.

### APRÈS LE P.C. ET LE P.S.

### Les radicaux de gauche proposent un plan pour réformer le système éducatif

Le Mouvement des radicaux de gauche a présenté, ce mercredi 29 septembre, une première ébauche de son plan pour l'éducation. Après le parti communiste et le parti socialiste (« le Monde » du 14 septembre), le M.R.G. rassemble à son tour ses idées sur l'enseignement et la formation dans un document intitulé : « Réflexions pour un système éducatif et sur la formation des maîtres ».

C'est à la demande de M. Robert Fabre que les radicaux de gauche avaient décidé, en décembre 1975, lors du congrès de Paris, de créer une commission nationale chargée d'élaborer un projet éducatif. Le document sera envoyé dans les fédérations pour y être discuté et développé, avant d'être soumis au comité directeur. Le projet définitif devrait être prêt au début de l'année 1977.

La commission Education a résumé l'essentiel de son projet en une formule : le système éducatif « est fait pour durer toute la vie, dans le cadre d'une véritable éducation permanente basée à la fois sur une formation initiale (...) et sur une formation permanente prolongée et diversifiée, celle instituée par la loi de 1971 ».

En fait, le plan ne reprend pas les étapes successives de l'enseignement et ne donne pratiquement aucune indication sur les « cursus » scolaires. L'initiative se limite souvent à une suite de « principes » : création d'un grand ministère de la formation et de la culture (qui regrouperait aussi les universités, la jeunesse et les sports et devrait avoir un rôle « décentralisateur » ; « réduction des inégalités » ; « répartition des effectifs entre vingt-cinq et trente élèves par classe, ou encore la « vocation » d'une éducation globale (civique, politique, culturelle, technique, corporelle).

Plus précis est le souhait d'une prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à dix-sept ans : « une connaissance préalable du monde professionnel » est acquise en classes de seconde et de première, dans le cadre d'un enseignement en alternance (stages de longue durée en entreprise). La terminale, en revanche, échappe à l'enseignement secon-

### « De l'enfance au dernier jour »

Les radicaux de gauche estiment, selon M. Michel Crépeau, vice-président du M.R.G., « ne pas avoir cherché à produire un plan supplémentaire pour le gauche ». « Il s'agit, explique-t-il, de produire un grand projet pour notre époque. Si le radicalisme a marqué notre société comme il l'a fait, c'est bien d'abord dans le domaine de l'éducation. »

Se tenant « résolument hors des cadres actuels », le plan des radicaux de gauche n'est pas une réponse à la réforme Haby, ni la solution radicale à la crise de l'université. Une vive méfiance à l'égard des enjeux politiques dans ce secteur social — « Il y a beaucoup de citadines à abattre dans l'éducation nationale » — et un goût ancestral pour l'individualisme ont, en effet, conduit les amis de M. Robert Fabre à imaginer un projet « humaniste » de formation, « de l'enfance au dernier jour de la vie ». L'école ne doit pas être au service de la société, comme le pensent les socialistes, mais à celui de l'enfant.

Une telle attitude néglige, cependant, les contingences actuelles de l'enseignement et certains points du projet (la prolongation de la scolarité jusqu'à dix-sept ans, la suppression du baccalauréat en terminale, l'acceptation de la sélection) ne manquent pas de surprendre certains parlementaires, politiques des radicaux de gauche.

Il n'est pas sûr non plus que la démarche du M.R.G. soit bien accueillie par les enseignants. Soucieux d'éviter les « pesanteurs syndicales », la commission éducatrice n'a pas associé les syndicats à l'élaboration de la partie du document consacrée à la formation des maîtres. Les radicaux de gauche s'en expliquent volontiers : aucune réforme ne peut se concevoir sans la participation des enseignants, estime M. Dominique Vastel, vice-président de la fédération des Yvelines, et président de la commission. Mais, par son plan, le Mouvement des radicaux de gauche se risque à toucher « l'individu dans la profession ».

PHILIPPE BOGGIO.

### L'enseignement catholique précise ses critiques contre le projet socialiste

Les responsables de l'enseignement catholique ont réaffirmé, mardi 28 septembre, devant la presse, leur hostilité à « aux grandes lignes du plan pour l'éducation », récemment diffusé par le parti socialiste (le Monde du 14 septembre).

L'enseignement catholique avait, aussitôt après la parution de ce plan, reproché au P.S. de vouloir « relancer la guerre scolaire » (le Monde du 21 septembre). « Le projet socialiste, a précisé l'abbé Gérard Poirer, secrétaire général de l'enseignement catholique, est hypothéqué par le projet qui apporte au politique plutôt qu'à l'enfant et au jeune. »

« Nous ne pouvons souscrire au projet de nationalisation », a ajouté l'abbé Poirer, qui estime que le plan socialiste comporte de nombreuses erreurs : affirmation selon laquelle les subventions de l'État nuisent au caractère de cet enseignement privé ; accusation portant sur les privilèges financiers, critique d'un pouvoir détenu par des « notables conservateurs » et « malades de l'urgence » de l'enseignement catholique.

À ces critiques fondamentales s'ajoute celle des perspectives pédagogiques ouvertes par le plan du P.S. Tout en ne rejetant pas certains principes contenus dans le projet, le Père Paul Aubert, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, estime que le plan est dans l'ensemble « décevant », « préoccupe par ses doctrines et ses attitudes ».

Il accuse en particulier le plan de rejeter la laïcité neutre, de promouvoir une « école militante fondée sur la religion », et souligne « une totale absence de respect et de reconnaissance des organisations syndicales ».

Renouant au plan son attachement aux questions délicates du baccalauréat, des différences de rythme d'admission des élèves, des examens selon les élèves, de l'orientation et de la sélection, le Père Aubert affirme : « Le socialisme pour nous a été la dévotion de projet n'a pas le visage humain. Il nous semble qu'il donne la contrainte, y compris sur le plan de l'éducation. »

Faisant stagner toutes ces critiques, M. Henri Lefebvre, président de l'Union nationale des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), a, d'autre part, souligné le rôle que constitue, pour beaucoup de parents d'élèves, catholiques qui pensent au « projet », du moins en son état actuel.

### MOUVEMENTS REVENDICATIFS DANS PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES

Des grèves d'enseignants et de protestations d'élèves et de parents sont signalées dans divers établissements.

● Au lycée (Vallée-Marne), enseignants et agents administratifs du C.E.S. Desnos sont en grève depuis le lundi 27 septembre pour obtenir la réintégration du maître-auxiliaire d'éducation physique qui remplacait depuis la rentrée le professeur titulaire. Les cours doivent reprendre le jeudi 30.

● Au lycée Camille-Vernet de Valenciennes (Drôme), qui compte 3 000 élèves, les enseignants et les associations de parents d'élèves sont en grève depuis lundi pour obtenir la création de postes supplémentaires.

● Au C.E.S. Paul-Verlaine des Mureaux (Yvelines), les enseignants qui s'étaient mis en grève le 23 septembre pour protester contre l'insuffisance des postes et la surcharge des classes, ont repris le travail mardi 28.

● Au lycée Marguerite-De-Vallée, à Angoulême (Charente), les enseignants syndiqués au S.N.E.S. et au S.G.E.N. ont fait grève le mardi 28 septembre pour demander le doublement d'une classe de seconde C.

**Le Monde**  
REALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
révisée aux lectures  
résident à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

### CORRESPONDANCE

#### A l'U.E.R. de sciences de Saint-Quentin

Après l'article consacré à la transformation de deux unités d'enseignement et de recherche de l'université de Picardie, dans le Monde du 21 septembre, M. Pierre-Camille Lacaze, directeur de l'U.E.R. de sciences de Saint-Quentin, nous apporte les précisions suivantes :

Tout d'abord, il est certain que la création d'enseignements à finalité professionnelle de haut niveau nous permettra d'envisager certaines aides financières d'origine industrielle telles que la taxe d'apprentissage ou la taxe de formation continue, nous nous devons de préciser que le budget de fonctionnement de notre U.E.R. a toujours été largement couvert par les entreprises, mais par des subventions accordées par la municipalité saint-quentinoise, et plus récemment par le conseil général du département de l'Aisne.

Le deuxième point concerne le mouvement de grève étudiant du printemps dernier. Si le mouvement de l'U.E.R. n'en est pas moins organisé et soutenu une grève des cours qui a duré plus de quatre semaines. Toutefois, la bonne entente entre eux et les

enseignants a permis la mise en place de cours de rattrapage après la grève, et en conséquence la réalisation à 100 % du programme pédagogique prévu et le déroulement normal des épreuves d'examen à la fin de l'année universitaire.

La situation présente ne correspond donc en aucun cas à une volonté « de sauver les bons éléments » contre les enseignants (ou, prétendent-ils, qui ont appuyé les grèves d'étudiants du printemps dernier) ni d'échapper à la tutelle de l'université d'Amiens, mais au souci de permettre une innovation pédagogique d'un caractère très particulier reposant sur une expérience déjà, dans le cadre de l'université de Picardie à laquelle nous appartenons. C'est dans cet esprit que notre projet de second cycle de sciences appliquées a été adressé pour étude par le conseil de gestion de l'U.E.R. de Saint-Quentin au conseil de l'université de Picardie en juin dernier.

### Médecine

PHARMACIE

- Encadrement annuel de soutien scolaire à la Fac. Par C.E.U.
- Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B.

4 CENTRES Maillet - Saint-Pierre Station - Gréville

### CEPES

Groupe de professeurs 57, rue Charbonnet, Neuilly

222-94-94 ou 745-05-19

Entrez dans le monde merveilleux de la chevalerie  
et apprenez à lire le langage des armoiries



### avec la réimpression du rare livre héraldique LE BLASON DES ARMOIRIES de Hiérome de Bara (Imprimé à Lyon par Barthélémy Vincent en 1581).

Il y a longtemps que le réavis d'imprimer cet ouvrage sans rien modifier, en le reproduisant, afin de mettre ce livre rare et artistique à la portée de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'art, posséder un ouvrage imprimé voici 400 ans.

Fidèlement, j'ai tout reconstitué dans les moindres détails. J'ai respecté les proportions, et même les légères défauts auxquels se reconnaît une édition originale. J'ai même laissé les « puces » ou « pétouilles » qui apparaissent de temps en temps dans la typographie, car j'ai pensé qu'il était étonnant de conserver la trace des défaillances d'autrefois qui font tout le charme des ouvrages anciens.

J'ai reproduit des centaines de gravures sur bois (très exactement 569), exécutées par de véritables artistes graveurs sur bois du XVI<sup>e</sup> siècle, représentant les armoiries de tous les pays, et des plus grandes familles.

Quel rare plaisir de reconnaître et de connaître, avec clarté et précision, les règles particulières des couleurs, métaux, fourrures, et différents symboles qui entrent dans la construction des armoiries, de suivre l'ordre et les termes usités dans la science héraldique. En un mot, d'appréhender, en lisant simplement, les légendes sous les armoiries : la belle langue du blason.

De tout temps, les hommes braves ont eu des signes de distinction pour se faire connaître. L'homme noble portait sur lui le droit de se faire reconnaître pour son pays, pour Dieu, et le blason était son drapeau personnel. Autrefois, on

connaissait la vie d'un homme, la grandeur de sa famille, l'ancienneté d'une race, en déchiffrant les éléments de son blason. Cela paraît même aux yeux de ceux qui ne savent pas lire.

Pour éditer ce livre, j'ai reconstitué la reliure de l'époque en lui donnant la souplesse et la force, que seule une reliure manuelle permet d'obtenir. J'ai reconstitué les fers anciens dont la gravure à la main ne peut être effectuée que par le plus qualifié des spécialistes. J'ai confié au meilleur doreur le soin de couvrir le dos du livre, à la feuille d'or titrant 22 carats, des blasons d'époque. Dans la famille du compagnon qui relie l'ouvrage, on est relier de père en fils. Il a travaillé des années, seulement pour apprendre à plier le papier, couvrir les cahiers, passer la colle, rabattre les coins avec le marteau et monter les gardes sans les faire tailler. J'ai reconstitué sur forme ronde le vergé chiffon filigrané « aux canons », à quoi se reconnaissent toutes mes éditions.

Si vous chez vous sans rien payer ! Vous pourrez disposer de ce somptueux volume pour l'examiner à loisir, admirer sa splendide reliure et même le lire ou le relire sans déboursier un centime.

Après huit jours, vous pourrez me le retourner dans son emballage d'origine, à mes frais. Ou bien, conquis, vous le garderez et réglerez le prix spécial de 73,30 Francs + 4,60 Francs de participation aux frais d'expédition.

### GARANTIE DE RACHAT

Il vous suffit d'envoyer ce livre mais les objets sont perdus. Les livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et donc à l'ensemble de la collection. Les objets sont perdus. Les livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et donc à l'ensemble de la collection.

ATTENTION : Ce livre sera tiré à un petit nombre d'exemplaires, afin de lui donner cette inimitable qualité qui le rend rare.

### Je suis curieux de voir (sans engagement) le

« Blason des Armoiries ».

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Signature (signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

Envoyez ce bon à Jean de Bonnot, 2, rue Saint-Nicolas 75002 Paris, Cedex 06.

## MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

### Vacances à l'étranger et poliomyélite

#### Une vaccination indispensable

● M. O., soixante-cinq ans, non vacciné contre la poliomyélite, fait un bref séjour au Maroc et se baigne dans la piscine d'un hôtel. Il développe une poliomyélite grave, sans récupération possible, et se trouve totalement paralysé à jamais.

● M. L., quarante ans, qui, lui non plus, n'a jamais été vacciné contre la poliomyélite, passe ses vacances de Noël au Cameroun. Il est atteint d'une forme extensive de poliomyélite et meurt, au quatrième mois de sa maladie, dans un poumon d'acier.

● Mme M., non vaccinée, contracte à trente-trois ans, au Congo, une forme respiratoire de poliomyélite. Repatriée sous réanimation, elle reste définitivement soumise à un respirateur artificiel; elle est paralysée des quatre membres.

L'équipe de l'hôpital Claude-Bernard à Paris (docteurs Verchon, La Bigot, Hart et le professeur Vic-Dupont, qui vient de mourir) présente une douzaine de cas aussi dramatiques que ceux qui précèdent.

Il s'agit toujours d'adultes non vaccinés, âgés de plus de vingt ans, non préservés par une immunité quelconque puisque le virus poliomyélique a, grâce au vaccin, presque disparu de nos pays, et qui contractent la maladie à l'étranger, dans une contrée où elle sévit encore à l'état endémique.

En Afrique du Nord, en Afrique noire, au Proche-Orient ou en Extrême-Orient, en Amérique centrale et en Amérique du Sud, la poliomyélite reste endémique et le réservoir de virus est omniprésent; le risque encouru par le touriste non vacciné qui se rend dans ces régions est, dans ces conditions, considérable. Et cela d'autant plus qu'il n'existe toujours aucune prévention possible de la poliomyélite autre que la vaccination, et que le traitement de cette terrible maladie reste inexistant.

Les résultats spectaculaires obtenus grâce à la vaccination systématique (obligatoire en France depuis 1965 chez l'enfant) ont conduit les pays indus-

trialisés à l'oubli de cette maladie, la plus grave de toutes les affections à virus.

De près de deux mille cas par an avant la vaccination, la France est tombée à une cinquantaine de cas (vingt-neuf en 1975), tous, sans exception, observés chez des adultes non vaccinés.

Or la vaccination contre la poliomyélite est à la fois l'une des plus efficaces et l'une des mieux tolérées qui existent. Elle se prend par la bouche, et ne nécessite que l'absorption de quelques gouttes de liquide sur un morceau de sucre. Il suffit ensuite de renouveler ce geste tous les cinq ans, ou avant tout départ vers les pays où la poliomyélite règne à l'état endémique.

#### Des tropiques au poumon d'acier

Chacun devrait songer à l'absurdité d'une paralysie définitive ou d'un destin tributaire du poumon d'acier qu'un geste aussi simple permettrait d'éviter.

Les cas observés à l'hôpital Claude-Bernard, que la contamination ait eu lieu en métropole ou outre-mer, avaient tous une gravité particulière. Si le vaccin, découvert en 1954, a permis de vaincre le virus, l'expérience de ce centre hautement spécialisé montre qu'une fois la maladie installée le médecin est tout aussi désarmé que jadis, le pronostic aussi désespéré, et les suites paralytiques aussi définitives et gravement invalidantes.

C'est par un appel aux médecins de famille que se termine l'intervention du groupe de Claude-Bernard. Mais ne serait-ce pas le devoir d'une éducation sanitaire bien comprise de dénoncer cette situation et d'informer le public lui-même?

Et les transporteurs maritimes ou aériens ne devraient-ils pas, au même titre que les agences de voyage, assumer une responsabilité de type de responsabilité nouvelle, de service public intelligent et désintéressé, en conseillant leurs clients? — Dr E.-L.

**MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES**

NOUS VOUS HABILLONS EN PRIET-A-PORTER

CHERISES - PULLS  
PANTALONS - JEANS  
SPORTSWEAR  
COSTUMES - REMPERS  
PARDESSUS

**berdy**

79, av. des Ternes - 75017 Paris  
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

## Tumeurs et contraception

Aucun signe alarmant mais une surveillance médicale rigoureuse s'impose

Il n'y a pas d'éléments significatifs qui permettent d'affirmer aujourd'hui que les pilules contraceptives ou certaines d'entre elles peuvent être cancérogènes. Il n'y en pas davantage qui permettent de les acquiescer absolument. Après l'observation minutieuse des femmes qui ont pris pen-

dant des années des contraceptifs oraux dont le dosage a d'ailleurs varié dans le temps, il n'y a pas de raisons particulières de s'inquiéter. Et si l'impression peut être donnée qu'un lien existe entre tumeurs, bégnignes ou malignes, de divers organes, il s'agit de cas extrêmement rares

et suffisamment exceptionnels dans la littérature mondiale, par rapport aux dizaines de millions de femmes qui utilisent la pilule contraceptive, pour que le risque soit considéré comme presque nul. D'autre part, le fait qu'une femme sous contraception soit plus surveillée médicalement qu'une autre vient à l'appui du dépitage du cancer, qui peut être fait plus précocement.

Telles sont, en bref, les conclusions auxquelles sont parvenus les médecins qui, à l'initiative du mensuel médical *Contraception, fertilité, sexualité* (1), ont passé en revue toutes les enquêtes et les publications parues sur le thème « Tumeurs et contraception ». Les communications aux Entretiens de Bichat sur le même sujet ont abouti aux mêmes conclusions. « Il ne peut être en aucune façon question d'alarmer le public », a dit le docteur Jean Cohen aux journalistes, le 28 septembre lors de la présentation de ce numéro spécial. Mais il n'est pas davantage question de se voiler la face et de dire, sans examiner les quelques cas douteux, que le problème n'existe pas, et il est de l'honnêteté du médecin de chercher le faisceau de preuves qui attacherait totalement ou incriminerait dans certains cas tel ou tel contraceptif, tel ou tel dosage.

D'autant que le risque, si minime soit-il, de voir apparaître un cancer représente un des facteurs de résistance à la contraception des couples autant que du corps médical. « Il paraît aujourd'hui démontré », écrit le docteur Cohen dans son éditorial, qu'il faut plusieurs événements indépendants les uns des autres pour qu'apparaisse un cancer. « Si les oestro-progestatifs (oestrogènes et progestatifs) sont les deux types d'hormones qui entrent dans la composition des différentes pilules, semblent incapables de provoquer à eux seuls un cancer, le problème est de savoir s'ils peuvent en constituer l'un des événements favorisants. C'est là que se pose la question de la recherche systématique et le dépistage des facteurs de risque doivent toujours précéder toute prescription contraceptive ».

● **POUR LE CANCER DU SEIN.** aucune statistique ne permet actuellement de dire que les pilules augmentent le nombre des cancers du sein. Il semble bien, d'autre part, qu'elles diminuent le nombre des tumeurs bénignes mammaires. Toutefois, il a été avancé que les oestrogènes (qui entrent dans la composition des pilules) peuvent être cancérogènes à forte dose. Il est donc souhaitable de prescrire, notamment chez les femmes à la veille de la ménopause, « des pilules à climat progestatif dominant, voire des progestatifs purs ». Il faut, surtout, insister sur le dépistage des femmes à haut risque de cancer: sur la nécessité impérieuse d'examiner les seins des femmes avant et pendant la surveillance d'une contraception; de recourir, au moindre doute, aux investigations complémentaires (mammographies et thermographies).

Prescrite avec ces précautions, la contraception devient alors un atout permettant la détection, à leur début, des tumeurs du sein.

● **LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS:** aucune action cancérogène ne peut être mise sur le compte de la pilule. Aucune preuve certaine de relation entre les stéroïdes contraceptifs et le cancer du col utérin ne peut être, à ce jour, mise en évidence.

● **LE CANCER DE L'ENDOMETRE** (tunique muqueuse qui tapisse la cavité de l'utérus): la constitution de cancer de l'endomètre au cours de la contraception

orale n'a pas été discutée et à plusieurs reprises, au contraire, il avait été souligné que l'effet progestatif pouvait avoir un effet protecteur. Depuis quelques mois, des tumeurs cancéreuses rarissimes ont été décrites (moins de cinquante dans le monde entier, pour plus de cinquante millions de femmes). Ces lésions sont probablement en relation avec la prise successive d'oestrogènes (pilules de plus en plus abandonnées). La stérilité, pour sa part, n'entraîne aucune modification dérogatoire sur l'endomètre.

Enfin, l'ère exceptionnelle, puisqu'il s'agit de quelques cas dans le monde, des tumeurs bénignes du foie et des tumeurs de l'hypophyse ont été observées chez des femmes prenant la pilule, sans que l'on puisse affirmer absolument qu'il y ait un lien.

En conclusion, les divers médecins qui se sont penchés avec minutie sur ce problème estiment qu'il faut continuer activement à chercher par tous les moyens si les contraceptifs peuvent représenter un des événements dont la conjonction peut favoriser l'apparition d'un cancer. Dans l'attente de cette réponse, ils souhaitent que soient entrepris systématiquement la recherche et le dépistage des facteurs de risque, qui devraient toujours précéder toute prescription contraceptive.

Tout médecin prescrivant la pilule doit, selon ces différents spécialistes: examiner les femmes sur le plan cytologique, faire un frottis de cytodétection; palper les seins, et demander une mammographie; exclure de la contraception orale les femmes à risque (jeunes filles ayant des troubles sévères des règles, antécédents familiaux de cancer du sein, maladies bénignes du sein, aspects anormaux du col de l'utérus) et, à la quarantaine, préférer les pilules minidosées (2).

« La pratique de la contraception, ont-ils ajouté, favorise le dépistage et le traitement des lésions suspectes et précancéreuses. On peut espérer que la « démocratisation » de la contraception et son intégration dans les services de soins permettront un dépistage plus efficace et peut-être l'éradication de la néoplasie étendue ».

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

## SCIENCES

**M. ROBERT MALLET EST ÉLU A LA PRÉSIDENCE DU MURS**

Le comité directeur mondial du Mouvement universel de responsabilité scientifique (MURS), qui s'est réuni le 27 septembre à Paris, a constitué son comité exécutif et élu le président Robert Mallet comme président provisoire.

M. Robert Mallet, indique un communiqué du mouvement, aura notamment pour tâche de promouvoir la création du plus grand nombre possible de branches nationales du MURS et d'organiser un premier colloque mondial sur le thème: « Science et information, ou la rencontre de deux responsabilités ».

\* 173, boulevard Saint-Germain, 75272 Paris Cedex 06. Tél. 545-55-50.

## CORRESPONDANCE

**Une lettre de M. Haroun Tazieff**

Cité dans notre article consacré à la Soufrière et à la situation à la Guadeloupe (le Monde du 25 septembre), M. Haroun Tazieff nous prie de publier la mise au point suivante:

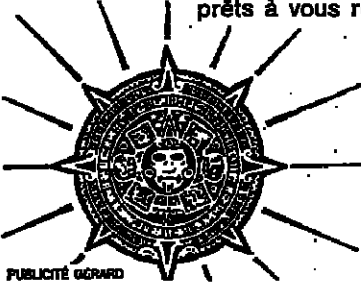
L'on m'oppose comme un « baroudeur » à des « savants barbus de diplômes », ce qui sous-entend que je ne suis ni diplômé ni scientifique. Qu'il me soit donc permis de préciser que je suis titulaire de trois diplômes de grandes écoles: ingénieur agronome, ingénieur des mines, ingénieur géologue. Que je suis directeur de recherche au C.N.R.S., directeur du Service volcanologique de l'Institut de physique du globe de Paris, directeur de la recherche coopérative sur programme « mécanismes éruptifs » du C.N.R.S. et du C.R.A., président du conseil scientifique de l'Institut international de volcanologie, membre du conseil scientifique du programme géodynamique du Consiglio nazionale delle ricerche d'Italie, docteur honoris causa de l'université de Bradford.

## MEXIQUE

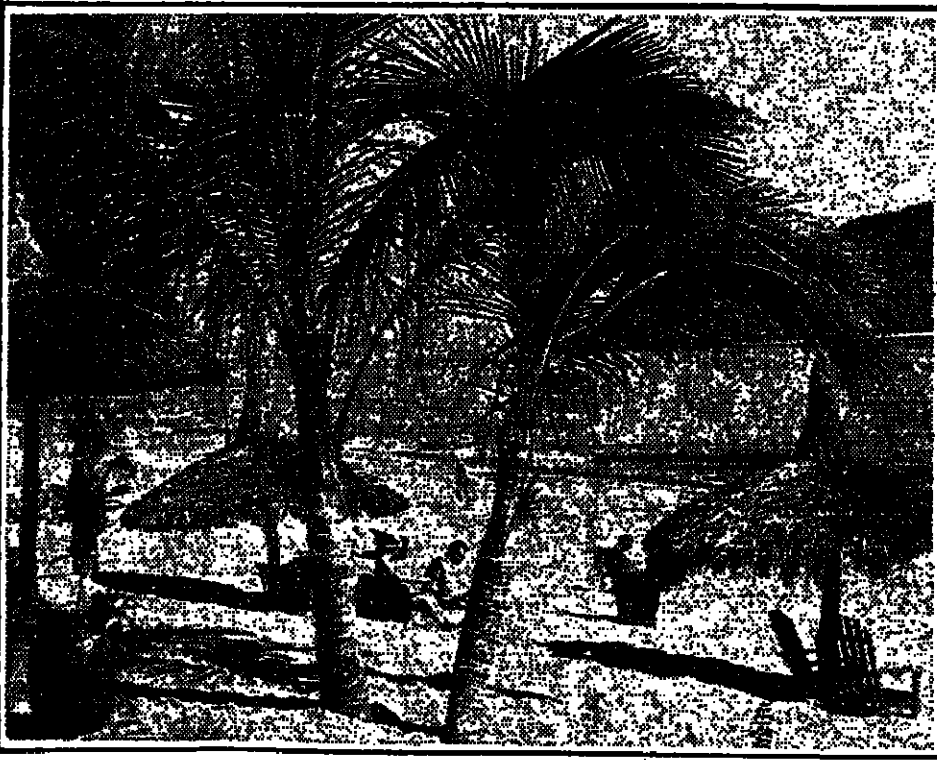
pour rompre avec le quotidien

Vous aimez le soleil et la mer; il y a au Mexique des plages à l'infini pour tous les goûts, pour tous les sports. Leurs noms font rêver: Acapulco, Puerto Vallarta, Mazatlan, La Paz, Cozumel et Cancun la dernière née. Le Mexique c'est aussi le rendez-vous des civilisations Mayas et Zapotèques avec les palais de Chichen Itza, Uxmal et Monte Alban. Vous découvrirez temples et pyramides dans toute leur beauté. Pour votre confort, des hôtels de toutes catégories sont prêts à vous recevoir. Vous savourerez les spécialités mexicaines et les mets internationaux.

Le Mexique est moins cher que vous ne le pensez. De nombreux vols quotidiens relient l'Europe au Mexique. Consultez votre Agent de Voyages.



CONSEJO NACIONAL DE TURISMO - SECRETARÍA DE TURISMO - MÉXICO D.F.  
DÉLÉGATION GÉNÉRALE POUR L'EUROPE, 34, AV. GEORGES V, 75008 PARIS  
BUREAU D'INFORMATION, 34, AV. GEORGES V, 75008 PARIS. Tél. 726.68.15



150 64 30 11



# Des livres scolaires chez Gallimard

Jacques Bersani précise ici les grands principes qui inspirent la création de la collection « Folio F » (voir page unel chez Gallimard).

● Folio F est-elle bien une collection scolaire ?

— Disons plutôt pédagogique. Si « Folio-Thème » et « Folio-Guide I » sont faits pour être utilisés dans les classes sous la direction d'un professeur, « Folio-Guide II » peut introduire n'importe qui à la lecture de l'œuvre choisie. Nous poursuivons un double but, apprendre aux enfants à s'exprimer (« Folio-Thèmes ») et à tout le monde à lire un texte long dans son intégralité (« Folio-Guide II »). Plus de « morceaux choisis ». Plus de « morceaux choisis ». Plus de « morceaux choisis ». Plus de « morceaux choisis ».

● Mais dans la présentation de l'œuvre de Kessel, par exemple (« Folio-Guide I ») vous donnez des extraits.

— Oui, deux ou trois, mais longs, et qui forment à chaque fois un tout. Le premier extrait, notamment, qu'on demande à l'enfant de lire d'abord, en se laissant porter par l'histoire, puis de relire, en prêtant attention à la façon dont cette histoire est racontée. Et on lui propose des « plates » : examiner comment les personnages entrent en scène, comment l'auteur les désigne, quels mots reviennent avec une fréquence particulière, etc. Apparaissant, on l'aure fait rêver, le plus souvent par quelques images ou slogans, sur le sujet du livre (« Les Frétilles »). Par les extraits, on l'amène au livre entier, puis on l'invite à aller au-delà, on l'informe sur le réel dont l'œuvre s'inspire (« Les Contes »).

● Dans « Folio-Guide II », aucun extrait, mais aucun discours suivi non plus. Nous proposons non pas un essai sur l'œuvre, mais des clés pour y pénétrer, classées alphabétiquement, reliées entre elles par des renvois et qui se réfèrent aux différentes lectures possibles du texte, formaliste, sociologique et politique, thématique. Nous composons ainsi, autour de chaque œuvre une petite encyclopédie dont les entrées varient. La diversité de celles auxquelles donne lieu Du côté de chez Swann me ravit : Apprentissage, Champs, Combats, Côté, Dialogue, la Madeleine, Métaphore et Métonymie, Monocles, Rêves, Salons, Snobisme, Sonate.

● Et vous ne craignez pas d'égarer et de décourager le lecteur par cet assemblage hétéroclite ?

— Du moins nous évitons de substituer, à la littérature, un discours dogmatique sur la littérature. Ce qui est trop souvent le cas aujourd'hui. Nous fournissons au lecteur des instruments pour mieux lire.

● Qu'est-ce que mieux lire ?

— C'est arriver à « voir » le texte que l'on lit, à comprendre ce dont et comment il est fait. C'est lire au niveau du langage, de l'organisation du récit, et non plus seulement au niveau de

l'histoire pour s'identifier au héros. Nous ne manquons pas de sciences-fiction, ou d'identification va bon train. Mais quand il s'agit d'A la recherche du temps perdu, cette attitude ne suffit pas. Ici un héros qui est en même temps le narrateur se remémore son passé avec tout un jeu de miroirs et de perspectives déformantes. Si l'on ne perçoit pas ce jeu, ce n'est pas vraiment Proust que l'on lit.

● D'où tirez-vous ces instruments pour une meilleure lecture ?

— Ils ne sont pas neufs. Aristote et la vieille rhétorique doivent posséder déjà. Nous les avions oubliés à force d'humanités gréco-latines. Mais la part la plus sérieuse, la plus opératoire de la critique moderne, les retrouve et les perfectionne.

● Il n'y a plus aujourd'hui de critique « nouvelle », quelles que soient les directions où elle s'engage qui ne passe d'abord par la description minutieuse, l'arpentage du texte, à partir de notions empruntées plus ou moins directement à la linguistique : code, connotation, syntagme, paradigme.

● Ce sont des mots bien savants !

— Chaque fois que nous y avons recours, nous les définissons. Notre encyclopédie se complète ainsi d'un lexique. Et tous deux dépendent très étroitement du caractère de l'œuvre étudiée.

● Et quelles œuvres avez-vous choisis de commenter ?

— Dans « Folio-Guide I », nous essayons nos méthodes sur des livres dont nous savons qu'ils plaisent aux enfants : les *Robinsons* extraordinaires de Poe, la *Guerre des boutons* de Petit Nicolas, mais aussi *Perceval* de Chrétien de Troyes, et pour le théâtre : *Knock* et la *Carte blanche* de Molière. Dans « Folio-Guide II », le *Paysan de Paris* d'Aragon, la *Vie d'Henri Brulard*, *Le Roi se meurt* de Ionesco, mais aussi des œuvres étrangères : les *Neiges du Kilimandjaro* d'Eliot, *Le Gai Savant* de Nietzsche, dans le domaine de la poésie, un recueil de Desnos.

● Le fait que vous soyez liés au catalogue de « Folio », et des collections de poche de Gallimard ou vous imposez des limites. Vous ne pouvez pas présenter une œuvre de Robbe-Grillet, par exemple.

— Nos lecteurs pourraient toujours patienter en s'imaginant à Nathalie Sarraute. Mais la vraie question n'est pas là. Apprendre à lire une œuvre même aussi classique que le *Lion de Kessel*, en portant attention à la technique du récit, rend capable de lire d'autres œuvres comme celles des nouveaux romanciers ou de réels sursurveys ou *Salter*. Nous voulons former des lecteurs à la fois actifs et critiques.

● Car cette pédagogie de la lecture s'accompagne, ne l'oublions pas, d'une pédagogie de l'écriture, développée dans « Folio-Thèmes ». Là, à l'inverse de la plupart des collections thématiques qui prolifèrent, il ne s'agit pas de thèmes littéraires ou pseudo-philosophiques comme l'amour, le

voyage, le temps... On part d'une expérience précise, concrète, de la vie d'aujourd'hui ou, pour le second niveau, d'un fait de société (les *Patrons*). Des objets et des hommes) et l'on passe en revue les différents types de « langages » qui peuvent en rendre compte. Cela va de la traduction graphique de l'événement : carte routière, photographie, tableau, caricature, aux textes non littéraires comme affiches publicitaires, articles de presse, etc., jusqu'aux extraits d'œuvres qui s'y rapportent.

● Ah ! Des morceaux choisis quand même !

— Des morceaux tout courts, mais, pour la première fois, ils n'appartiennent pas seulement à des ouvrages littéraires. Les deux séries sont complémentaires. L'une part de l'œuvre pour conduire au monde. L'autre part du monde pour mener à la littérature. Une troisième série « Folio-Formes » viendra compléter plus tard (septembre 1977). En suivant le développement historique des formes d'expression, poésie, roman, etc., elle recomposera ce qu'ont été les textes et de thèmes émettent.

● La forme souvent interrogative ou incitative que prennent les commentaires de « Folio-F » leur donne un peu l'air d'un livre de maître.

— Oui, mais ici, c'est l'enfant qui est au centre, et le maître, son propre maître.

Propos recueillis par JACQUELINE PIATIER.

## UNE AFFAIRE DE FAMILLE

### Berger-Levrault fête son tricentenaire

A l'occasion de leur tricentenaire, les éditions Berger-Levrault ont offert, le mardi 28 septembre, à la salle des gens d'armes de la Conciergerie, une réception à laquelle étaient invitées plus de quatre mille personnes.

Un film consacré à l'histoire de la maison rappelait qu'elle fut fondée en 1676 par le descendant d'un compagnon de Johannes Gensfleisch, alias Gutenberg, et retraçait la progression d'une entreprise qui, dirigée de père en fils, ou en gendre, au cours de six générations d'imprimeurs, emploie aujourd'hui huit cent cinquante personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs.

A côté des techniques publiées par Berger-Levrault — Paul Guich et Alain Decaux, Constantin de Gramont et François Pietri — la présence de nombreux officiers des trois armes rappelait que la maison, dont une imprimerie de campagne suivit la Grande Armée pendant toutes les guerres napoléoniennes, a édité beaucoup d'ouvrages militaires : *Annuaire de l'armée*, *Conférences du maréchal Foch*, à l'École de guerre, premiers livres du général de Gaulle (*Vers l'armée de métier*, le *Fil de l'épée* et la *Discorde chez l'ennemi*).

Un ouvrage luxueusement imprimé et illustré, rédigé par M. Jean Mitter, de l'Académie française, montre tout l'intérêt que Berger-Levrault attache aux publications administratives, dont

le populaire Dictionnaire des communes de France, qui en est à sa trente-troisième édition, et aux questions internationales, notamment avec l'encyclopédie politique et constitutionnelle et l'Annuaire du tiers-monde, un des derniers-nés de la maison.

A la nouvelle bibliothèque municipale de Strasbourg sera inaugurée le 29 octobre prochain une exposition consacrée à l'histoire de la maison racontée à travers ses archives. En janvier 1977, cette exposition sera présentée à Paris, au Cercle de la librairie.

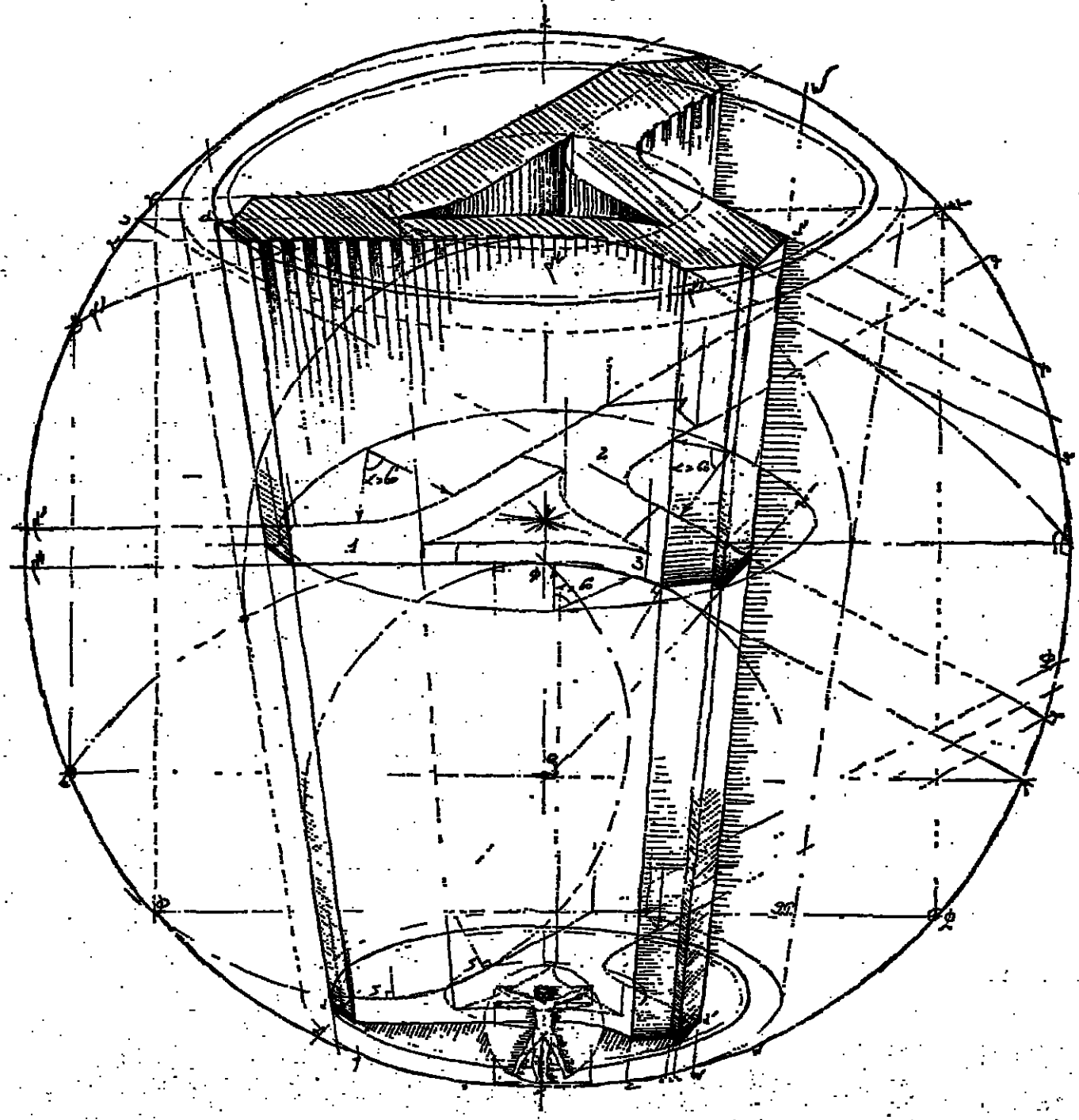
Ph. D.

Le Monde  
de l'éducation

numéro  
d'octobre

L'UNIVERSITÉ  
ABANDONNÉE

# L'espace parfait.



## JEUNESSE

### LA FONDATION DE FRANCE DÉCERNE UN « PRÊT D'HONNEUR » A TRENTE LAURÉATS

Philippe Saint-Martin est né en 1948. Frappé par une terrible maladie à l'âge de dix-sept ans, il ne peut plus se déplacer ni écrire. Il prépare un doctorat d'Etat sur l'insertion des handicapés dans le monde du travail. Bertin Loqueville a dix-neuf ans. Second d'une famille de neuf enfants, il rêve de participer à Médecins sans frontières pour soulager la souffrance humaine. Ils sont ainsi trente, Français ou étrangers, lauréats 1976 de la Fondation de France au titre des prêts d'honneur aux jeunes. Lors de la remise des « diplômes », par le professeur Jean Bernard, de l'Académie française, au Théâtre d'Orsay, le 28 septembre, à Paris, M. Roger Seydoux, président de la Fondation, a rappelé que ces prêts avaient été « créés pour aider des jeunes en difficulté à poursuivre dans la voie de leur choix, malgré des handicaps physiques, financiers ou sociaux ».

Depuis l'année dernière, une bourse de 15 000 francs est remise à chaque lauréat choisi dans des domaines différents : recherche scientifique, qualité de la vie, aide au tiers-monde, développement culturel et assistance humanitaire. Ces prêts ne sont pas obligatoirement remboursables, mais les bénéficiaires sont invités à verser un don équivalent à la Fondation si la réussite professionnelle ultérieure le leur permet.

Sur les quatre cents dossiers, trente ont été retenus, au prix d'une sélection établie par un jury de spécialistes.

\* Fondation de France, 67, rue de Lille, 75001 Paris. Tél. 548-77-17 et 544-64-58.

C onçu en forme de triptyque, Gallieni II offre des plateaux de 1200 m<sup>2</sup> dressés sur 21 étages. Cette conception originale conduit à trois avantages indéniables :

M<sup>2</sup> de bureau loués — m<sup>2</sup> plein jour. Grâce à une architecture originale de l'intermédiaire, les bureaux de Gallieni II ont tous une profondeur de 5 m et sont tous en pleine lumière du jour. C'est l'utilisation maximale de l'espace loué sans avoir nécessairement recours au système des bureaux pavillonnaires.

M<sup>2</sup> de bureau loués — m<sup>2</sup> fonctionnel. Contrairement à l'architecture rectangulaire des tours de bureaux, la conception en étoile de Gallieni II permet d'éviter le gaspillage des m<sup>2</sup> loués. La trame de façade (0,90 m) permet de créer des bureaux individuels à partir de 9 m<sup>2</sup>. A Gallieni II, un plateau de 1076 m<sup>2</sup> accueille 112 personnes dans le plus grand confort en pleine lumière du jour.

M<sup>2</sup> de bureau loués — m<sup>2</sup> indépendant. Chacun des plateaux de Gallieni II est divisé en 3 lots totalement indépendants de 326, 354, 396 m<sup>2</sup>. Chaque lot dispose d'accès, de circulation et de blocs sanitaires entièrement privés.

A Gallieni II, chaque m<sup>2</sup> loué est un m<sup>2</sup> utilisé. Loyer de base : 317 F HT le m<sup>2</sup>. A Gallieni II, le loyer de base commence à 317 F HT le m<sup>2</sup>.

En outre, le montant des charges qui s'ajoute au loyer permet d'obtenir un coût final qui est à ce jour parmi les plus compétitifs du marché parisien. Cette compétitivité n'est pas artificielle, c'est la parti architectural profondément original de Gallieni II qui la rend possible.

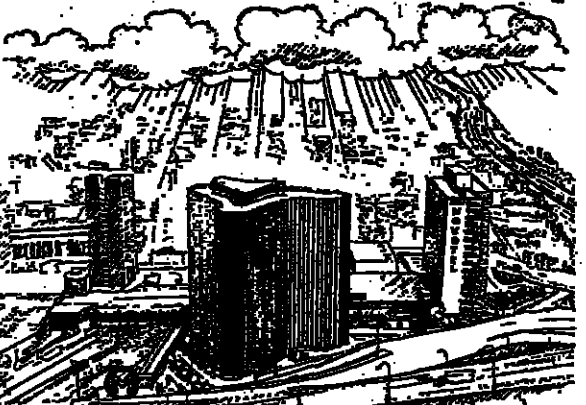
Des équipements de haute qualité. Gallieni II bénéficie d'équipements complets de qualité : Air conditionné, auto-commutateur téléphonique à sélection directe, restaurant d'entreprise, parking, groupe électrogène. Ces équipements ont été sélectionnés en fonction de leur efficacité et du faible coût de leur entretien.

Accès immédiat au métro et périphérique. Gallieni II est à la porte de Bagneux, le métro Gallieni est à ses pieds (ligne n° 9 en liaison directe avec St-Lazare). L'accès immédiat au périphérique met les séjours de Roissy et d'Orly à moins de vingt minutes, sans feux rouges, ni croisements.

Gallieni II est juste à côté du centre commercial de la Porte de Bagneux et de sa galerie marchande. Le Novotel est à 50 mètres. Opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> août 1976, Gallieni II est déjà occupé à 25 % et fonctionne parfaitement.

Pour tous renseignements sur Gallieni II, téléphones à : GIM : 260.31.03. 1 et 3, rue des Pyramides - 75001 Paris.

\* Voir les pages 1 et 2 du 1<sup>er</sup> décembre 1976.



Gallieni II est situé Porte de Bagneux à 20 mètres du métro Gallieni et à 50 mètres du Novotel.

Gallieni II, l'espace parfait de vos nouveaux bureaux. 260.31.03.

## JUSTICE

### A Cannes

## L'agression contre le compositeur Francis Lopez et son épouse comporte beaucoup de points à élucider pour les enquêteurs

Les policiers n'ont retrouvé aucune trace de l'ami du couple enlevé par les malfaiteurs

Cannes. — La police judiciaire de Nice n'avait découvert, ce mercredi 29 septembre, aucune trace de M. François Férrel, l'homme d'affaires enlevé par quatre bandits masqués, pendant la nuit du samedi 25 au dimanche 26 septembre, dans la villa Gipsy du compositeur Francis Lopez. Les ravisseurs s'étaient emparés d'un lot d'argent, de bijoux et de valeurs estimés à 1 million de francs, après avoir séquestré leurs victimes pendant près de quatre heures (nos dernières éditions). Une

information judiciaire a été ouverte par M. Louis Bois, juge d'instruction à Grasse, pour vol, séquestration et enlèvement. Cette affaire, qui avait été entourée de la plus grande discrétion jusqu'à mardi, tant par M. Francis Lopez que par ses avocats, M<sup>rs</sup> Hervé de Fontmichel, maire de Grasse, et Albensour et par la police, reste mystérieuse sur beaucoup de points. Plusieurs éléments indiquent cependant que les époux Lopez ont identifié leurs agresseurs.

### De notre correspondant régional

hommes. M. Lopez a précisé que les inconnus avaient fait signer à M. Férrel de nombreux chèques d'une valeur totale de 2 à 3 millions de francs, une partie à l'ordre du compositeur, l'autre sans nom de bénéficiaire.

M. Lopez aurait été invité à encaisser les chèques rédigés à son nom, mais il aurait refusé, en tentant de convaincre ses interlocuteurs des difficultés qu'il rencontrerait à le faire. Les inconnus auraient alors décidé d'emmener M. Férrel. Il lui aurait fait absorber de force quatre comprimés de gardénil, puis, après l'avoir enveloppé dans un peignoir appartenant à M. Lopez, et ficelé à l'aide de cordelettes, ils l'auraient transporté dans l'une de

Toujours selon M. Lopez, les agresseurs ont découvert le coffret de la villa dans le « dressing », et le compositeur a dû, sous la menace, en remettre les clés. « Ils l'ont entièrement vidé de ce qu'il contenait », a déclaré M. Lopez, argent liquide, bijoux, valeurs, l'ensemble représentant plusieurs dizaines de millions d'anciens francs. « Nous allons maintenant nous occuper de ton ami », auraient alors dit les agresseurs au compositeur. Celui-ci, ainsi que son épouse, auraient été ensuite enfermés pendant près de deux heures dans la salle de bain, sous la surveillance d'un des

### UN HOMME D'AFFAIRES

M. François Férrel, l'homme qui a été enlevé dans la villa du compositeur Francis Lopez, est âgé de soixante ans. Il possède un domicile à Genève et un autre à Cannes. Il avait dirigé le Crédit de la Bourne, 2 rue du 4-Septembre à Paris (2<sup>e</sup>), un établissement spécialisé dans le commerce de l'or et la numismatique, mais il avait cédé les intérêts qu'il y détenait il y a quelques mois. Ami des époux Lopez, M. Férrel avait participé au financement de plusieurs spectacles, notamment « Fiesta » l'an dernier et « Volga » qui sera présenté à la fin du mois d'octobre à la réouverture du Châtelet.

leurs deux voitures en stationnement près de la villa. « Lorsqu'ils ont pris la fuite », a précisé M. Lopez, il était 4 h. 30 du matin. L'un de nos agresseurs avait auparavant menacé, si je prévenais la police, de s'en prendre à ma femme et à mon fils Rodrigo, onze ans, qui dormait dans une chambre de la villa et pour lesquels j'ai eu très peur. »

### Crainte de représailles

C'est par crainte de représailles à l'égard de sa famille, a expliqué le compositeur, qu'il n'a pas prévenu la police. Celle-ci aurait été alertée par des voisins de la villa Gipsy, qui auraient été témoins de la fuite des ravisseurs avec leur otage dans le jardin éclairé. Cette version, aussi bien que celle émise précédemment du dépôt d'une lettre anonyme au tribunal de Grasse dans la matinée de dimanche, ne paraît pas toutefois vraiment plausible et jette un premier doute sur l'affaire.

M. Lopez s'est d'ailleurs jusqu'ici abstenue de déposer plainte et s'il peut invoquer la même raison de prudence en sachant les siens menacés, il est difficile de croire qu'il n'ait pas mesuré les risques encourus par M. Férrel. A-t-il pensé qu'il pourrait récupérer l'affaire à l'insu de la police ? Il a, en effet, immédiatement fait appel à l'un de ses amis, M. Henri Léani, auquel on a prêté des relations avec certains milieux de la Côte et qui aurait pu servir d'intermédiaire avec les ravisseurs. M. Lopez a indiqué que M. Henri Léani était un de ses « copains d'enfance ». « Nous avons joué ensemble au rugby à Saint-Jean-de-Luz, a-t-il ajouté, puis la vie nous a séparés ; nous nous sommes retrouvés à Cannes, il a considéré que cette affaire était vraiment scandaleuse et s'est mis à ma disposition. »

Le compositeur et son épouse ont-ils identifié certains des inconnus qui les ont agressés ? « J'ai effectivement une hypothèse sur cette affaire, a-t-il déclaré. J'ai pris la précaution de la déposer chez mon notaire au cas où un malheur surviendrait à ma famille ou à moi-même. » Divers recoupements permettant, en effet, de penser que les malfaiteurs n'ont pas improvisé leur coup, qu'ils connaissaient bien leurs victimes ainsi que les relations qu'elles avaient entre elles. Leur plan était bien apparemment, après avoir cambriolé la villa des époux Lopez,

### Mme FRANÇOISE D'EAUBONNE RÉVÈLE QU'ELLE A ÉPOUSÉ UN DÉTENU DE FRESNES

Le quotidien Libération publie dans son édition du 29 septembre une lettre de Mme Françoise d'Eaubonne qui écrit notamment : « Le 6 septembre 1976, en dépit d'un tollé général de l'entouragement (social, familial, professionnel, « mondain »), moi, Françoise d'Eaubonne, écrivain, cinquantenaire, j'ai épousé le détenu Pierre Simon, matricule 645 513, à Fresnes, trente ans, condamné à vingt ans de prison pour un meurtre qu'il n'a pas commis. »

« Il se trouve, ajoute Mme d'Eaubonne, que j'ai ce que l'on appelle un « nom », comme si les autres n'en avaient pas. En réalité, c'est la classe dont je suis issue, je veux tourner contre elle les armes qu'elle me donne et détourner les institutions qu'elle fait servir à l'oppression de classe et de sexe. J'épouse Pierreot parce qu'il n'a jamais baissé la tête, pour ses graves de la faim qui ont obtenu sans résultat sa santé, pour avoir déchiré le fil des tendons des galeries de Fresnes en s'y jetant avec un couteau ; pour avoir refusé d'être détruit en cherchant à grignoter et emmener ce qui était commun, la dimension politique de sa situation. Parce qu'il m'a éclairée. »

● Suicide d'un détenu dans le Nord. — Un détenu de la maison d'arrêt de Cambrai, Léon Jospin, cinquante-cinq ans, chauffeur-livreur, incarcéré pour vol depuis le 11 août dernier, s'est pendu dans sa cellule mardi 27 septembre. Léon Jospin avait refusé la promenade du matin. Les gardiens l'ont retrouvé mort peu après ; selon ces derniers, il se trouvait dans un état dépressif après avoir appris le décès de sa mère et la perte de son emploi.

GUY PORTE.

## POLICE

### UN DÉBAT TÉLÉVISÉ

## Des policiers heureux pour des téléspectateurs satisfaits

A la dernière image. Un film, film servant d'introduction aux « Dossiers de l'écran », sort des convocations. C'est la « bavure » : le commissaire Alain Delon abat un traître de drogue sans armes qui sortait, pour son malheur, la main de sa poche au moment de son arrestation. Nous sommes en pleine actualité, et le débat va s'annoncer en prise directe sur des réalités inquiétantes. Mais non. Un rapide glissement sur les « incompréhensions » et les représentants policiers sacrifient aux amabilités habituelles. M<sup>rs</sup> Henri Lacroix croit alors bon de faire savoir que les « bavures » ne sont pas forcément des accidents, mais peut-être le résultat d'une politique.

Mai lui en prend. « Je ne vous suivrai pas sur le terrain politique. Le risque d'erreur est inhérent à la fonction », lui lance M. Honoré Gévaudan, directeur adjoint de la police judiciaire. La preuve : il arrive bien à Bocuse de faire brûler un gigot ou à un aiguilleur du ciel de laisser tomber un avion. Conclusion : « Il faut savoir ce que l'on veut », dit-on laisser répondre à la violence par la violence ou se mettre hors la loi pour combattre les hors-la-loi. Tant pis si, après, on se débarrasse difficilement des mauvaises habitudes.

Avant-dernière question. Tiens, une iniquité : le policier serait-il un citoyen au-dessus des autres ? Non, M. Gévaudan nous rassure : il est bon père et bon époux, fier d'assurer la sécurité de ses semblables. Ceux-ci le lui rendent bien si l'on en croit « les téléspectateurs appelant S.V.P. ». Alors, les responsabilités du ministre de l'Intérieur et du directeur

général de la police nationale, dont les consignes peuvent incliner aux excès, sans oublier une méthode d'instruction qui flirte volontiers avec le tir instinctif et une certaine conception de la torture (1). Il faut avoir le matras esprit de M<sup>rs</sup> Lacroix pour oser les évoquer. La police se trouve bien dans son état — quelques représentants de la « base » auraient pu nuancer de tels propos, mais on ne les avait pas invités. — et la population est satisfait de sa police. Tout le reste n'est que machiavélisme politique...

JAMES SARAZIN.

(1) M<sup>rs</sup> Lacroix a lu un extrait du manuel judiciaire en usage dans les écoles de police, qui rappelle l'interdiction de la torture, n'en précise pas moins que certaines « contraintes » (isolement, interrogatoires prolongés, privation de nourriture) peuvent être utilisées pour obtenir des aveux.

● Protestation du Syndicat autonome des inspecteurs. — Dans une lettre à Armand Jamot, producteur des Dossiers de l'écran, le Syndicat national autonome des policiers en civils (S.N.A.P.C.) demandait « les raisons pour lesquelles il s'opposait à la participation d'un représentant des organisations syndicales majoritaires de la police nationale au débat organisé mardi ». Le S.N.A.P.C., qui n'a reçu aucune réponse, « regrette que M. Jamot n'ait pas cru devoir recueillir, pour une meilleure information du public, le point de vue des professionnels regroupés dans un syndicat qui représente 80 % d'entre eux ».

## CANNES:

### LOCAL COMMERCIAL EXCEPTIONNEL à vendre ou à louer

Boulevard Carnot, artère principale du centre-ville, dans un immeuble neuf de grand standing "CENTRAL PARK": 800 m2 en rez-de-chaussée (3,80 m sous plafond) + 750 m2 de surface extérieure utilisable en bordure du bd Carnot soit au total 1550 m2 de surface privative (éventuellement divisible) Convient pour toute activité commerciale, bureaux, succursale, restauration, etc... Plus appartements sur place.

A vendre ou louer, Livraison Pâques 77

Se renseigner auprès de: A. DEVISCH S.A. 114, bd Carnot LE CANNET Tél. (93) 45.59.00

## le Jardin des Gobelins.



Le Jardin des Gobelins, c'est vivre à Paris dans une rue calme d'un quartier agréable et vivant.

Le Jardin des Gobelins, c'est vivre à Paris tout près des 3 hectares d'espaces verts du square Le Gall, sans avoir à traverser de rue.

Le Jardin des Gobelins, immeuble au confort tout électrique offre un grand choix de studios et d'appartements du 2 au 4 pièces.

Prix fermes et définitifs à la réservation. Livraisons 1<sup>er</sup> trimestre 77.

Visite de l'appartement témoin sur place, 19, rue des Cordeliers, 75013 Paris (métro Les Gobelins), les lundi, mardi, vendredi de 14 à 19 h, samedi et dimanche de 10 h à 19 h ou GEFIC ALM. 98-98.

REUNION SEPIOLA HEIN GEFIC ALM 98-98

VIENT PARAIT 20 seulement

170 pay 228 pag 82 cart 360 tabl



Je m'en vais

EDITION HORS-SERIE

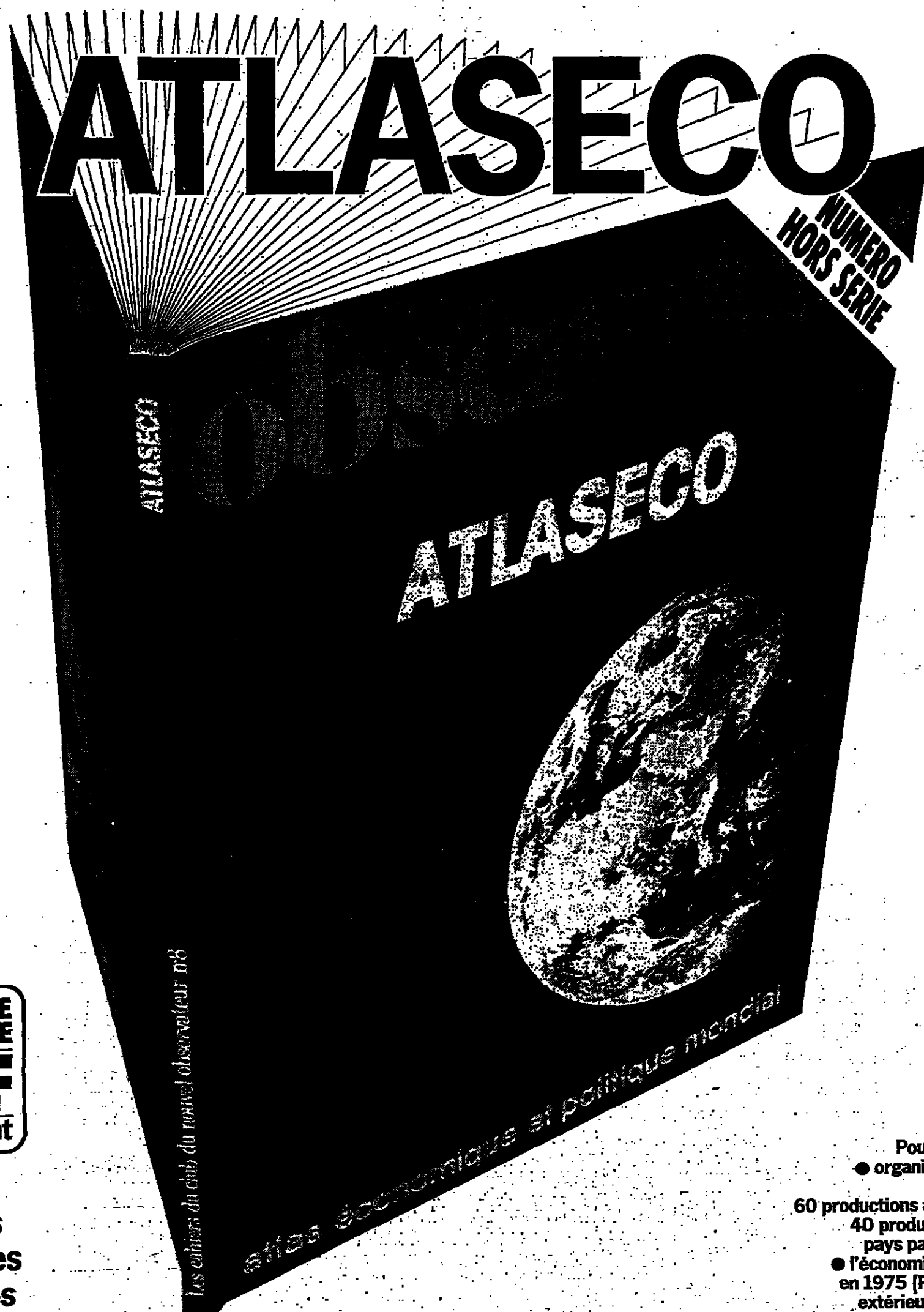
# LE NOUVEL observateur

VIENT  
DE PARAITRE

Pour la première fois toutes les informations politiques,  
économiques, géographiques, pays par pays, dans

## ATLASECO

NUMERO  
HORS SERIE



VIENT DE  
PARAITRE  
**20 F**  
seulement

170 pays  
228 pages  
82 cartes  
360 tableaux

en vente chez tous les marchands de journaux

Pour chaque pays :  
● organisation politique  
● tableau des  
60 productions agricoles et des  
40 productions minières  
pays par pays en 1975  
● l'économie des 170 pays  
en 1975 (PNB, Commerce  
extérieur, taux inflation,  
chômage, aide reçue ou donnée...)

# SPORTS

## VOLLEY-BALL

De Clamart à Coubertin

### DILETTANTES ET CHAMPIONS OLYMPIQUES

Abandonné par les « cigales » qui transforment leur sport en diversifient de plage, les volleyeurs retrouvent avec l'automne leurs vertus de sportifs. Avec le dix-huitième Tournoi de Clamart, disputé les 25 et 26 septembre, et le deuxième Tournoi de Paris, organisé au stade Pierre-de-Coubertin du 1<sup>er</sup> au 3 octobre, le volley-ball offre en une semaine deux visages très différents, mais tout aussi méritoires et intéressants.

Il faut avoir vécu la transformation d'un stade de banlieue en véritable fourmilière par l'aménagement de cinquante-sept terrains et la présence de deux cent soixante-dix-neuf équipes, soit près de deux mille joueurs, pour constater la bonne santé de ce sport souvent méconnu. Si le Tournoi

de Clamart connaît chaque année un tel succès, c'est sans doute avant tout parce qu'il répond au besoin qu'éprouvent les volleyeurs de se retrouver presque en famille et de se tester, après le long intermède estival et avant la reprise des compétitions, le 9 octobre prochain.

Par sa formule qui garantit six matches à disputer par chaque équipe, ce tournoi permet aux entraîneurs de tenter des expériences et aux joueurs de mieux faire connaissance avec leurs nouveaux partenaires. Mais, s'il est utile aux équipes engagées, le tournoi est surtout indispensable au C.S.M. Clamart pour demeurer l'un des clubs de volley-ball les plus actifs de la région parisienne. En fréquentant deux jours durant les buvettes ou les états-général de sandwiches ou de saucisses, les deux mille joueurs, leurs accompagnateurs et le public, admis gratuitement sur le stade, contribuent pour près de 35 % au budget annuel du club organisateur.

Si le Tournoi de Clamart donne une assez bonne idée du volley-ball « à la française », où les bonnes volontés et la débrouillardise suppléent souvent le manque de moyens, le Tournoi de Paris devrait présenter au public les meilleurs volleyeurs et volleyeuses du monde.

De Clamart à Coubertin, on pourra mesurer l'écart qui sépare désormais des dilettantes et des champions olympiques. Les télespectateurs n'ont sans doute pas oublié les formidables exploitations qui permirent aux Polonais d'obtenir la médaille d'or après deux succès arrachés par 3 sets à 2 au Japon en demi-finale et à l'Union soviétique en finale. Même privés très probablement de Skorek, leur capitaine et meilleur attaquant, qui opère désormais en Italie, les Polonais seront les grands favoris de ce Tournoi de Paris, où ils recevront la réplique des champions d'Europe en 1975, des Espagnols et des Français.

Profitant, d'autre part, d'une tournée en Europe des Japonais, la Fédération française de volley-ball a eu l'heureuse initiative de présenter, dimanche 3 octobre en lever de rideau du tournoi, les triomphatrices du tournoi olympique, où elles n'ont pas perdu un set, opposées pour cette circonstance à leurs rivales les plus redoutables : leurs propres réserves. Les Jeux de Montréal sont encore trop présents dans toutes les mémoires pour que le deuxième Tournoi de Paris ne soit pas assuré d'un joli succès.

GÉRARD ALBOUY.

## Voile

### UN NOUVEAU MENSUEL : « RÉGATES - INTERNATIONAL »

Malgré le nombre des publications déjà consacrées au sujet, trois passionnés de voile, Daniel Chabrolle, Guy Fecquiereux et Renaud de Saint-Mars, viennent de créer une nouvelle revue nautique, Régates-International.

Une seule idée semble réunir les fondateurs de ce nouveau journal : la compétition. Mais s'ils aiment aussi le creux des rochers, la balade et la vie à bord, leur premier numéro (1) rend compte des principales compétitions de l'été : Jeux olympiques à Kingston, Three Quarter Ton Cup, One Ton Cup, Mini Ton Cup, Championnats de France, Course de l'Aurore, Course du GAN et Championnats d'Europe des 505.

Pour qu'il n'y ait pas de bon classement sans un bon rating, une excellente tactique et de sérieuses connaissances météorologiques, des rubriques illustrées sont consacrées à ces thèmes. Un long article traite ainsi du sujet « Hérmétique » et aux débuts de la jauge IOR (International Offshore Rule, cette règle qui permet que des compétitions entre bateaux de différents constructeurs soient équitables).

La précision et la multiplication des informations techniques, la clarté d'expression, réjouiront les fervents de la course et intéresseront les autres, tant il est vrai qu'en mer plaisir et compétence ont bien des points communs.

(1) Régates, n° 1, octobre 1976, 9 francs.

# PRESSE

RÉDACTEUR EN CHEF DEPUIS 1968

## M. Jean-Paul Déron quitte « Paris - Normandie »

M. Jean-Paul Déron, rédacteur en chef de Paris-Normandie, quitte ce quotidien le 30 septembre. Sans que l'on puisse parler de clause de conscience, puisque ce départ d'un collaborateur entré en 1949 est conclu par un accord amiable, il manifeste une rupture due essentiellement à l'orientation prise par le journal depuis qu'il est contrôlé par M. Robert Hersant. Déjà M. Pierre Joly, rédacteur en chef adjoint, était parti au cours de l'été, refusant avec d'autres collaborateurs de travailler pour l'organe de presse commun aux journaux contrôlés par M. Hersant. Le 30 septembre également, M. Jean Verdier, secrétaire général de la rédaction, son adjoint, M. Gabriel Héricher, M. Jean Vavasseur, chef du service photographique, et plusieurs de leurs confrères ont pris, sur proposition de la direction de Paris-Normandie, leur retraite anticipée. Enfin, M. Daniel Fleury, chef des enquêtes et reportages régionaux et ancien chef des éditions rouennaises s'en va également.

### Une rédaction décapitée

La rédaction de Paris-Normandie se trouve ainsi décapitée. En effet, de tous les chefs de service choisis par Pierre-René Wolf, deux seulement restent en place. Mais d'autres départs sont attendus.

Au total, depuis la prise du contrôle du quotidien par M. Robert Hersant en 1972, sur une rédaction de cent vingt personnes, plus d'un tiers ont quitté à des titres divers la société éditrice de Paris-Normandie. Les principaux chefs de service de la rédaction avaient adressé au mois d'avril dernier au fils de Pierre-René Wolf, M. Bernard Wolf, maintenant l'un des dirigeants du groupe Hersant, une lettre dénonçant la lente désagrégation de

l'entreprise. Elle n'a pas eu d'effet.

Pour sa part, dans un communiqué, la section normande du S.N.J. déclare : « Le départ du rédacteur en chef et des principaux chefs de service de la rédaction de Paris - Normandie est une conséquence flagrante du processus entamé par Robert Hersant pour dénaturer le quotidien rouennais au profit exclusif des intérêts de son groupe. Il est surtout la preuve que l'équipe dirigée par Pierre-René Wolf n'était plus à même d'assurer ses fonctions et d'assurer ses responsabilités, tant il est vrai que l'emprise du groupe s'est révélée toujours plus pesante depuis juin 1972. Pesante, car le budget de l'entreprise qui a dû supporter l'acquisition de nombreux hebdomadaires, tous déficitaires, et la création de filiales. La section normande du S.N.J. a toujours estimé qu'un examen approfondi des comptes révélerait bien des surprises. Les récentes décisions du groupe, à savoir la cession des informations générales à une filiale (I.A.G.P.I.) ou la vente des éditions de Mantas et de Poissy pour 10 000 F, confirment l'analyse du S.N.J. qui, depuis l'entrée de Robert Hersant à Paris - Normandie, redoutait l'éclatement d'une entreprise rentable en de multiples filiales. Le syndicat exprime également ses plus vives inquiétudes pour l'avenir de l'Eure, qui pourrait, à court terme, elle aussi être séparée de Paris-Normandie. »

Les anciennes éditions de Mantas et de Poissy du quotidien normand doivent donner naissance, en octobre, à Paris-Île-de-France, quotidien dirigé par M. Michel Hersant, imprimé à Mantas, ce journal doit être diffusé sur tout le département des Yvelines. Ses annonces publicitaires seraient complétées avec celles du Figaro.

## MOHAMED ALI CONSERVE SON TITRE FACE A NORTON

Au Yankee Stadium de New-York, devant trente mille spectateurs et par une fraîche soirée de l'été indien, Mohamed Ali a conservé, mardi 28 septembre, son titre mondial des poids lourds en battant aux points, d'extrême justesse, son compatriote noir Ken Norton. Au terme des quinze rounds, il comptait l'avantage d'une reprise après des deux juges (huit contre sept) et de deux reprises après des Fichtes (huit contre six et un nul). Si Norton n'a pas réussi pour la deuxième fois à mettre knock-out Ali — il lui avait cassé la mâchoire à San-Diego en mars 1973, — il n'a pas non plus tenu le combat dans un état de fraîcheur remarquable et les traits de son visage de jeune premier de cinéma — assuré pour une somme rondelette par le producteur italien Dino de Laurentiis — pen marqués.

Mohamed Ali a touché 6 millions de dollars pour cette victoire, qui prolonge la valeur de son image de marque à quatre-vingt ans, pour le plus grand plaisir des promoteurs américains. L'inconnue de la catégorie des poids lourds n'en demeure pas moins le géant George Foreman, lequel avait envahi dans la semaine en moins de cinq minutes le même Norton, à Caracas, en avril 1974, et que Mohamed Ali ne paraît guère pressé de rencontrer, préférant rester sur le succès consécutif de sa victoire inespérée de Kinshasa, il y a deux ans.

## Football

### CORRESPONDANCE

#### Pas de retransmission... pas de présence au stade

A l'annonce de la non-retransmission à la télévision du match de football Saint-Etienne-Sofia, M. Pierre Ottman, de l'agence L'Express, nous fait part de sa réaction. L'écriture de celle-ci est la suivante :

Avec quelques-uns de mes amis, nous réagissons à une non-retransmission par une non-assistance au prochain match de l'équipe professionnelle la plus proche de notre domicile, le F.C. Metz. C'est ainsi que, suite à l'ignorance dont a fait preuve la télévision à l'égard de la phase finale de la Coupe d'Europe des nations, en juin dernier, nous n'avons assisté à aucun match du F.C. Metz à domicile depuis le début du saison 1976-1977. Il me semble que si un grand nombre de spectateurs adoptaient la même attitude, la position du groupement pourrait être remise en question et que quiconque les retransmissions... »

## DORÉNAVANT VENDUE DANS LES KIOSQUES

### « La Vie » succède à « la Vie catholique »

Trente ans après sa création par Georges Bourdin, la Vie catholique (trois cent vingt mille abonnements se renouvelant à 10 F, aux prix de gros) cesse d'être un journal exemplaire, rempli de ses paroisses) change son titre et ses méthodes de diffusion.

Constatant, d'une part, que le nombre des magazines écoulés dans les églises diminue et, d'autre part, aller au devant d'une clientèle potentielle jusqu'à présent non atteinte, la direction a décidé de faire appel aux kiosques. Paris raisonnable, dont on saura bientôt s'il est sage.

C'est bien dans la vocation de ce journal que de chercher à élargir ses frontières. Ce magazine catholique a toujours voulu être un journal d'information générale. Les sujets les plus divers y sont abordés, la religion ne constituant qu'un thème parmi d'autres.

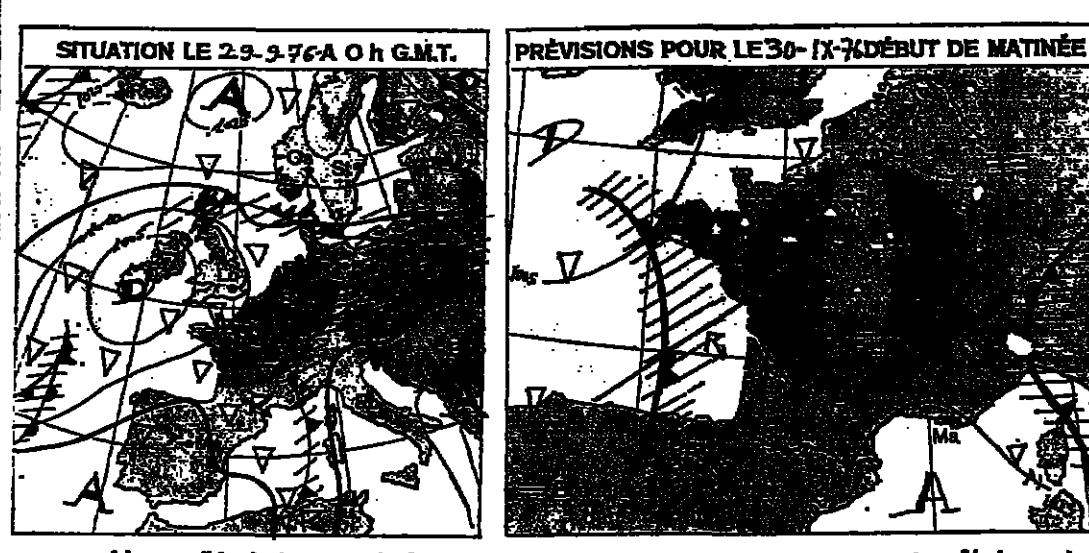
A l'aube de sa nouvelle carrière, la Vie catholique a décidé, en accord avec la majorité de ses lecteurs, de s'appeler la Vie tout court. En sous-titre, il est précisé : Hebdomadaire chrétien d'actualité.

Ce changement rappelle celui de la Croix qui résolvait de supprimer le crucifix de sa manchette malgré diverses remontrances. La rédaction de la Vie précise clairement qu'il ne s'agit pas, quant à elle, de « mettre son drapeau dans sa poche », que le contenu du journal ne sera pas modifié — la part religieuse sera même étendue — et qu'il n'est même pas question de céder à la mode d'un certain communisme des lecteurs plus éloignés de l'Eglise ? Pour signifier qu'aujourd'hui on peut être catholique sans tomber dans les filets d'une institution.

Quoi qu'il en soit, la Vie sera jugée aux résultats. Il est de plus en plus évident que les besoins religieux accrus de nos contemporains se situent en dehors des frontières ecclésiastiques. La religion

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 septembre à 0 heure et le jeudi 30 septembre à 24 heures :

Un régime perturbé de sud-ouest persistera sur la France en bordure des basses pressions du sud-ouest des Britanniques. Une nouvelle zone pluvio-orageuse, prise dans ce courant, a brouillera l'ouest de la France jeudi matin et pénétrera ensuite par l'ouest sur notre pays.

Jeudi, le temps restera doux pour la saison sur la France. Des résidus pluvio-orageux des perturbations précédentes persisteront encore le matin sur l'extrême Sud-Est et la Corse, puis ils s'éloigneront vers l'Italie pour faire place à des éclaircies.

Sur le reste de la France, le matin, on notera un temps nuageux, mais aussi assez souvent brumeux. Une nouvelle zone pluvio-orageuse abordera l'extrême ouest du pays. Elle progressera ensuite vers l'est, pour atteindre le soir les régions s'étendant de la Manche occidentale aux Pyrénées et au golfe du Lion. Elle sera suivie par un temps plus variable de la Bretagne à l'Atlantique. Les précipitations, assez discontinues, seront plus marquées sur le sud du pays.

Les vents, de secteur sud-ouest, seront faibles à modérés, mais de fortes rafales auront lieu sous les orages.

Mardi 29 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1012,2 millibars, soit 758,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 septembre, le second, le minimum de la nuit du 28 au 29) : Ajaccio, 29 et 18 degrés ;

Blanc, 25 et 15 ; Bordeaux, 24 et 13 ; Brétigny, 18 et 13 ; Caen, 22 et 12 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 17 et 11 ; Dijon, 20 et 14 ; Grenoble, 20 et 13 ; Lille, 20 et 11 ; Lyon, 20 et 16 ; Marseille, 23 et 19 ; Nancy, 20 et 14 ; Nantes, 23 et 13 ; Nice, 23 et 19 ; Paris-Le Bourget, 24 et 11 ; Pau, 24 et 12 ; Perpignan, 26 et 17 ; Rennes, 21 et 13 ; Strasbourg, 18 et 14 ; Tours, 22 et 12 ; Toulouse, 24 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés ; Amsterdam, 21 et 10 ; Athènes, 26 et 17 ; Berlin, 19 et 15 ; Bonn, 21 et 12 ; Bruxelles, 21 et 13 ; Les Canaries, 26 et 22 ; Copenhague, 14 et 11 ; Gênes, 18 et 15 ; Lisbonne, 24 et 14 ; Londres, 20 et 14 ; Madrid, 29 et 9 ; Moscou, 4 et 1 ; New-York, 10 et 8 ; Palma-de-Majorque, 23 et 18 ; Rome, 27 et 1 ; Stockholm, 10 et 2 ; Téhéran, 30 et 18.

## Visites et conférences

JEUDI 30 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES

« Hôtels de Brinville, Sévigné, Lamoignon, Sully » (M. de la Roche), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« Le couvent et le jardin des Carmes » (Paris et son histoire), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« Les sous-sols de la tour Eiffel » (Tourisme culturel), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« L'île de la Cité » (Histoire et légende), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« L'île de la Cité » (Histoire et légende), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« L'île de la Cité » (Histoire et légende), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

Chamond, « Histoire et Archéologie », 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« Hôtels de Brinville, Sévigné, Lamoignon, Sully » (M. de la Roche), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« Le couvent et le jardin des Carmes » (Paris et son histoire), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« Les sous-sols de la tour Eiffel » (Tourisme culturel), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

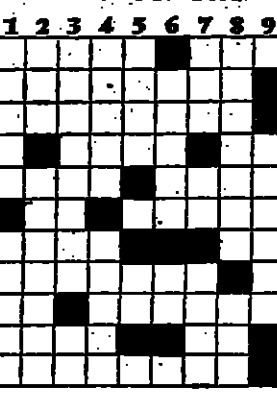
« L'île de la Cité » (Histoire et légende), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« L'île de la Cité » (Histoire et légende), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« L'île de la Cité » (Histoire et légende), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 1574



### HORIZONTALEMENT

I. Table pour camping ; En Suisse. — II. Ressortie à une substance osseuse. — III. Accomplissement habituellement les nouilles. — IV. Grave, avec majesté ; Rémouvement. — V. Changement soudain de nom lors d'un changement de régime ; Sans conséquence. — VI. Abréviation ; Premier dessein. — VII. Une invention romaine ; Morceau de sucre. — VIII. Souffrance ; de lourdes charges. — IX. Un qui n'est jamais pressé ; Plante. — X. Circonstance biblique ; Lieu de Chaldée. — XI. Parvenant à bouffer des indices.

### VERTICALEMENT

I. Nul n'est jamais parvenu à réchauffer son cœur ; Ennemi. — 2. Ne fut pas longue à devenir le charme des entreprises audacieuses.

### Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 29 septembre 1976 :

### UN ARRÊTÉ

Fixant la date de l'élection du conseil d'administration d'une entreprise artisanale d'assurance vieillesse.

Émis par le S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Favet.

Imprimerie : S.A. des Indes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tout extrait, sans accord avec l'Administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

« Les grands arrêts de la jurisprudence criminelle », tel est le titre d'un ouvrage dont vient de paraître le premier tome : L'égalité de la répression, droit pénal général. Son auteur, M. Marc Puch, agrégé des facultés de droit, est professeur à l'université de Strasbourg et à l'université d'Abidjan. Le livre comporte un index alphabétique des arrêts analysés ainsi qu'un index analytique des matières traitées.

★ Editions Cujas, 528 pages, 80 F.

### Solution du problème n° 1573

Horizontalement  
I. Atome ; Cru. — II. Boues ; Ho ! — III. Au ; Trame. — IV. Crinées. — V. Au ; Ma. — VI. Bétel. — VII. Trénée. — VIII. Courantes. — IX. Agreste. — X. Ré ; Tel. — XI. Messagère.

Verticalement  
I. Abaca ; Ica. — 2. Tourte ; Ogre. — 3. Ou ; IBS ; Ures. — 4. Ma ; Tires. — 5. D'une certaine forme. — 6. Récent. — 7. Char ; Entêt. — 8. Rome ; Lee ; Zr. — 9. Est ; Esule.

GUY BROUTY.

## Le Monde

Service des Abonnements

7527 PARIS - CEDEX 08

C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

60 F. 120 F. 180 F. 240 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

125 F. 250 F. 375 F. 500 F.

ÉTRANGER

(par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

115 F. 230 F. 345 F. 460 F.

II. - TUNISIE

125 F. 250 F. 375 F. 500 F.

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse

difficile ou provisoire (deux mandats ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

150



# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

Un entretien avec Robert Redford

### Rien n'est terrible comme de ne pas marcher sur la terre ferme

ROBERT Redford est venu à Paris présenter les Hommes du président (le monde du 23 septembre), son film, puis, il en est le producteur et qu'il a monté l'affaire avec un acharnement, une persévérance à rendre jaloux Woodward et Bernstein eux-mêmes, les reporters du Washington Post, les « paladins » du Watergate.

Le film détaille avec le même pointillisme l'évolution d'une enquête, l'évolution de comportements. Bernstein-Dustin Hoffman, le malin, le rapide, celui qui fait les coups et sait en tirer le maximum, apparemment le moins scrupuleux, se révèle plus conscient, plus vulnérable, que Woodward-Redford, le débiteur gauche, assez proche d'abord du Redford des Trois Jours du Condor — sincère dans sa prise de conscience morale. Il prend bientôt un autre chemin. Son obstination tourne à l'idée fixe.

Il ne s'agit plus de conscience morale ni professionnelle, mais du but à atteindre, coûte que coûte. Quand « Wood-Ford » reçoit des menaces de mort, quand il a peur, il semble qu'il pourrait tuer son père et mère.

« Si vous le voyez, c'est un homme tellement soigné, poli, gentil. En réalité, c'est un requin », dit Robert Redford, qui est tellement ouvert, chaleureux, charmant. Capable, bien entendu, en grand comédien, de donner les arrière-plans dangereux d'un personnage dur. Incapable, c'est certain, de se montrer en quoi que ce soit un requin. Interviewer, une star est une entreprise périlleuse. C'est pour l'acteur-star qu'on va au cinéma. Pour ne trouver seule dans le noir avec son regard, sa manière de bouger, de sourire. On connaît son visage sur grand écran. On a lu ce que les autres ont écrit à son sujet. Que peut-on encore découvrir ? On se méfie du mythe et de soi d'une tendance « fan » à être comme on a l'habitude de croire à ses aventures cinématographiques.

#### L'utilité d'un temps mort

Et voilà Robert Redford, star new-look, à mille lieux de l'idole narcissique. Narcissique, peut-être (qui, et surtout quel comédien, ne l'est pas ?), mais lucide, intelligent, les deux pieds sur terre et la tête sur les épaules. Il ne cherche pas à se réfugier derrière sa célébrité. Il constate — sans ingratitude, ça le ferait plutôt rire, il trouve ça injustifié — qu'elle déforme les contacts et « ne peut pas s'échanger contre une affection réelle ».

Quand il vivait à Paris, jeune étudiant en peinture inconnu, il aurait donné n'importe quel pour se faire remarquer. « J'étais le même, j'étais moi », affirme-t-il, comme pour dire « Je suis resté ». Il n'a probablement pas l'habitude de se pencher sur son passé, sauf pour apprécier la différence : « A cette époque, j'ai rencontré une femme plus âgée que moi. Elle me demandait :

« Pourquoi marchez-vous la tête baissée ? » Qu'est-ce qu'il y a de si important en bas ? Regardez autour de vous, à votre hauteur. » J'ai réalisé qu'effectivement je me tenais la tête dans les épaules, les yeux sur mes chaussures. Une mauvaise habitude d'habitude : « J'ai beaucoup frappé. A partir de là, j'ai associé Paris à l'idée d'éveil. »

Paris l'attire comme New-York attire les Européens. Il en reçoit une impression d'incroyable vitalité : « Ici, les mouvements sont rapides, très sûrs ; tout concourt à petits coups, mais vite et juste. New-York est pesant. » Il rit en entendant que New-York peut donner une terrible impression d'énergie : « La peur existe, et la suspension, et c'est lourd. C'est comme le cinéma. Les cinéastes européens me paraissent plus près de la réalité que le nôtre, parce qu'ils ont filmé les temps morts. Le monde de Jules et Jim aux Etats-Unis vient de là : la respiration, la subtilité et la liberté des comportements. Chez nous, on a peur d'arrêter l'action. La télévision est encore pire, elle traite le spectateur en punching-ball. On ne vit pas à ce rythme. Qu'est-ce qui se passe quand je réfléchis pour répondre ? L'utilité d'un temps mort. »

Le modèle hollywoodien, les schémas qui « permettent de laisser aller ce qu'on a en soi », qui conduisent sans faiblesse une histoire de son début à sa fin, il en connaît les possibilités et les limites. Il a besoin de sortir du cinéma, de regarder, de scruter, il a besoin de capter les comportements. Une sorte d'étude dramaturgique empirique. Il traduit plus que tout de se faire manipuler, de se duper lui-même. La célébrité, ça va, ça vient. Quel qu'il arrive, il ne supporte pas l'idée de perdre.

Fils de petits-bourgeois californiens, mauvais élève parce qu'il s'ennuie en classe, il aime sa famille, mais rêve de s'en aller : ailleurs est forcément plus « haut ». Il choisit la peinture. Paris : « Après un an, j'ai dû revenir, je n'avais plus d'argent. Je voulais gagner de quoi retourner en Europe. Je suis entré dans une école d'art dramatique où il y avait un atelier de peinture. Je pensais me prendre en charge en faisant des décors. Et puis le métier d'acteur m'intéressait de plus en plus. Je réussissais mieux, j'avais plus de succès. Jouer et peindre représentent deux manières différentes d'exprimer les mêmes sentiments. »

Encore ce besoin d'affirmer : « Je suis moi, je suis le même. » Lui, Robert Redford, image claire du rêve américain, parti Nixon, son image adobe : « Nixon vient d'une famille pauvre, personne ne le connaissait. Il n'a aucune sensibilité, il est extraordinairement acharné. Il voulait être président. Peu d'hommes auraient osé l'essayer. »

Robert Redford est démocrate... contre l'image de Nixon. Ce rejet même sa conscience politique. Il veut croire à un monde généreux. Il n'est pas tendre pour Woodward et Bernstein : « Leurs méthodes ne

sont pas différentes de celles qu'ils ont dénoncées. Mais le résultat est positif et les dépasse. S'ils n'avaient pas réussi, personne n'aurait parlé de la C.I.A. ou de la Lockheed. » Américain, donc pragmatique : il accepte le cliché, ça ne l'ennuie pas, au contraire :

« Avant, on se sentait en sécurité : un pays fondé sur de bons principes, une Constitution solide, la certitude d'être fort parce qu'on a raison. Et puis, il y a eu l'assassinat de Kennedy, le choc. On continuait sur les mêmes rails sans plus savoir où était la vérité. Le Vietnam... On ne savait plus si on avait raison, si on avait jamais eu raison. On se posait des questions sur la Corée... Rien n'est terrible comme de ne pas marcher sur la terre ferme. Les bases mêmes de notre culture vacillaient. Ce qu'on a appelé chez nous la révolution culturelle était une révolte sans suite à laquelle on ne pouvait s'identifier. Depuis la mort de Kennedy on ne peut plus s'identifier à personne, chacun cherche sa voie, dans le malaise, un malaise national. Tout est tellement trouble, du temps passera avant que se dégage une nouvelle formule. Le rêve américain est devenu cauchemar. Sous une autre forme il reviendra, il est inhérent au pays. Nous sommes un pays jeune et peut-être cherchons-nous un père... Je ne suis pas un homme exceptionnel. Prenez quelqu'un, agrandissez son image vingt fois, projetez-la partout et soudain, vous fabriquez une star. »

#### L'enfance au fond de sa poche

Il ne conteste pas le « star system ». Il y participe loyalement, même si cet aspect du cinéma le gêne.

Il n'apprécie moins du statut préalable de la gloire que de ce phénomène étrange né de lui et qui pourtant lui échappe. Le matraquage publicitaire n'a jamais suffi à faire une star. Le talent non plus, bien qu'il soit nécessaire. Robert Redford est autre chose qu'un comédien qui sait choisir ses rôles et ses films. Il porte en lui autre chose que « l'image du rêve américain ». Elle lui permet, cette image, d'atteindre le public. Ouvert, chaleureux, charmant... ses angoisses, Robert Redford s'acharne, sans affectation, sans faux tourments d'artiste, à les ramener au concret à les résoudre par l'action, par l'humour, par la comédie. Sa séduction est là, dans une fragilité orgueilleuse, dans des films dévotement dans un appel assoupli à l'enfance — temps du jeu tout-puissant, du despotisme innocent. « L'enfance au fond de sa poche » : la formule est de Jean Renoir, elle a marqué Robert Redford.

L'enfance le passionne, il s'ennuie : « Je hais la manière dont on la montre dans le cinéma américain... » On ne saura jamais pourquoi, en quel. Son emploi du temps était rigoureusement organisé. D'autres journalistes attendaient.

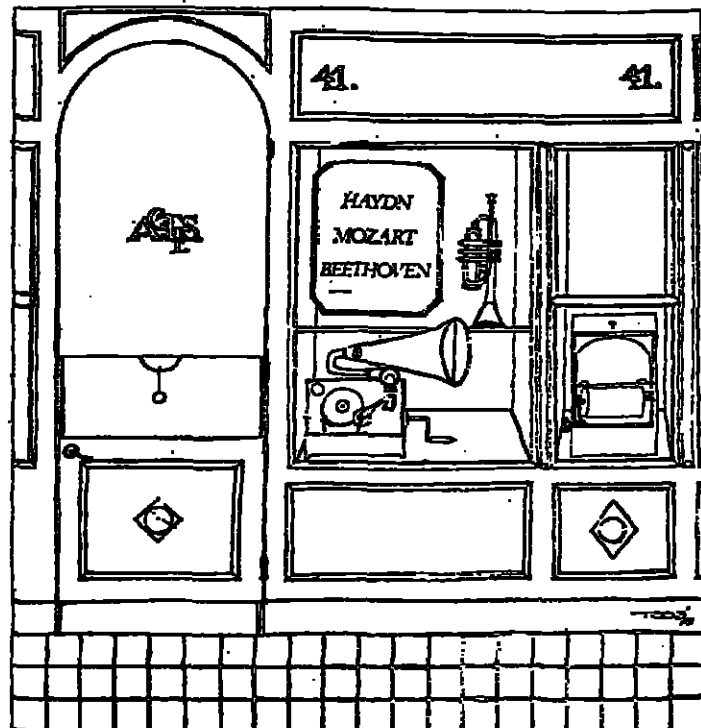
COLETTE GODARD.

\* Les Hommes du président : Voir « les expositions ».

\* Portrait Robert Redford : Action-Lafayette.

### Mozart et le pianoforte

#### Au rayon des pastiches



L'HISTOIRE des « concertos pastiches », c'est celle du petit Mozart visitant l'Angleterre, qui rencontre le grand Chréti-Bach... Ce Bach de Londres, qui n'était pas un mauvais diable, prit le jeune garçon en affection, lui montrant, à l'occasion, quelques tours de sa façon ; rentré à Salzbourg, Wolfgang reprit quelques sonates de son père pour les transformer en concertos. Il fait cela trois fois — et fort convenablement assure les musicologues, — puis, jugeant la leçon suffisante, décide de se fier à son génie. Etonné sans doute du résultat (il ignorait à cette époque qu'il deviendrait « divin »), eût-il pensé comme Olivier Messiaen, que « pour un coup d'essai, c'était un coup de maître » ? Il n'existe à ce sujet aucune certitude, tout comme on ignore, si, quelque épris de culture française, Jean-Christophe Bach a pu se faire la même réflexion : il dut se consoler plus simplement en relisant les Évangiles (non erat ille lux...), songeant peut-être à se faire appeler Jean-Baptiste.

Excellente idée donc — l'autre semaine aux Billettes — qu'à l'occasion d'un concert Mozart avec le sonnet de J.-C. Bach (en sol majeur, op. V n° 3), qui a servi au concerto pastiche K 107 n° 2, avant d'entendre l'« arrangement ». Au pianoforte — un Neupert nouvelle façon dans le sens de l'authenticité — Hans Govers, qu'on a si souvent l'occasion d'entendre, et notamment avec l'orchestre de chambre Bernard Thomas, qu'on oublie le caractère rare de chacune de ses prestations. Plus connu comme claveciniste, il adopte pour le pianoforte un toucher différent bien sûr, mais « qui se souvient », comme c'était vraisemblablement le cas pour les interprètes en cette seconde moitié du dix-huitième siècle. De même pour la phrase tenant compte des exigences du « nouveau style ». Hans Govers n'oublie pas pour autant les traditions très fortes qui subsistent jusqu'au début du dix-neuvième siècle. Du souvenir des notes lentes au rubato mozartien (main gauche régulière, tendre que la

droite semble libérée de toute contrainte), il existe, sans parler des broderies et des ornements fugitifs, un large éventail de possibilités qui, à en juger par ce qu'on entend ailleurs dans les mêmes œuvres, n'intéresse qu'un nombre assez limité d'interprètes.

Pour s'accorder à la sonorité tragique du pianoforte, Bernard Thomas a sensiblement réduit l'effectif de son orchestre, mais le style du soliste impose, en outre, de revoir les musiques, les coups d'archet et le phrasé. A en juger par le résultat, l'expérience n'est pas un simple divertissement, concession aux puristes, qui, de toute façon, exigent aussi, et à juste titre, un ensemble d'instruments anciens, c'est plus qu'un premier pas : le début d'une conquête qu'on souhaiterait délimitative.

Au concerto pastiche succédait le Cinquième en ré majeur, premier « vrai » ; la cadence finale, due à H. Govers, n'y était pas indigne de celles laissées par le compositeur pour les autres mouvements. Au début de la seconde partie, qui réservait, en particulier avec l'andante du Concerto en fa (n° 11), le plus beau moment de la soirée, tout en retenue, établissant un accord idéal entre l'orchestre et le soliste, Bernard Thomas a proposé d'écouter un Neupert nouvelle façon dans le sens de l'authenticité — Hans Govers, qu'on a si souvent l'occasion d'entendre, et notamment avec l'orchestre de chambre Bernard Thomas, qu'on oublie le caractère rare de chacune de ses prestations. Plus connu comme claveciniste, il adopte pour le pianoforte un toucher différent bien sûr, mais « qui se souvient », comme c'était vraisemblablement le cas pour les interprètes en cette seconde moitié du dix-huitième siècle. De même pour la phrase tenant compte des exigences du « nouveau style ». Hans Govers n'oublie pas pour autant les traditions très fortes qui subsistent jusqu'au début du dix-neuvième siècle. Du souvenir des notes lentes au rubato mozartien (main gauche régulière, tendre que la

Il faut que le cérémoniel actuel du concert soit devenu bien étroit pour qu'une chose si naturelle paraisse singulière. Si l'on applique, dans le domaine classique, la pratique des « vedettes américaines », on ne sortirait jamais d'une salle sans avoir au moins l'occasion de faire une découverte, et les résultats donnés par des inconnus dans l'indifférence du public et des critiques qu'ils espèrent conquérir disparaîtraient sans faire d'autres victimes que les philanthropes fous de salutes...

GERARD CONDÉ.

### CÉRAMIQUES AU MUSÉE DE SÈVRES

#### LES AMÉRICAINS CHIMU, NAZCA, COLIMA, TOTONAQUE...

PARMI les « Instruments indiens et musées des sauvages » dont certains amateurs du XVIII<sup>e</sup> siècle eurent le goût, bon nombre de céramiques précolombiennes débarquèrent en France — au Jardin des plantes par exemple — comme curiosités errantes. Recueillies et accueillies, on le sait, par retour du naturel. D'autres pays d'Europe commencent plus tôt leur collection, et l'on peut s'étonner avec le colonel Reyniers, auteur du catalogue qui sert d'introduction à l'actuelle exposition du musée de Sèvres, « Collections de céramiques américaines du pré-colombien au XIX<sup>e</sup> siècle », que la campagne du Mexique, « comme dans un pays vide de souvenirs anciens », n'ait été l'occasion d'aucune arrivée.

C'est en 1927 qu'entra à Sèvres le premier vase-évier chimu. Les dons se multiplièrent sous le règne de Brongniart, ami d'explorateurs comme d'Orbigny et d'amateurs comme Dupetit-Thouars. La collection comporte quatre cent cinquante pièces fort peu connues du public. Elle a des lacunes riches : la poterie chimu, et celles de l'île des Sacrifices, qui totalisent environ deux cents objets. Les voyageurs de la fin du siècle dernier n'ont pas pris de risques : ils ont rapporté les classiques d'alors (mopichica et chimu). Production indigène originale, difficile à dater (Guyana, Antilles, Pueblo), parfois très intéressante.

On a complété le panorama céramique du continent dans la dernière salle par une brillante vitrine de faïences mexicaines inspirées à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle par les beaux bleus espagnols sur blanc de Talavera.

Enfin, les semi-fleurs de Lenox (New Jersey) terminent une longue promenade très variée sur un fond déjà industriel.

Bien entendu, c'est dans les deux premières salles que la céramique américaine

se révèle le mode privilégié d'expression plastique dont la richesse et la complexité surprennent toujours. A ce point de vue, il faut souligner l'apport de la très abondante collection Dumanoir, trésor de cette section au musée de Sèvres, entièrement relevé dans l'île des Sacrifices, très petit territoire, peut-être lieu de pèlerinage ou large de Vero-Cruz que l'on a comparé à Delphes en raison de la diversité des cultures représentées là par les potes (fouilles 1841, 1844 et 1943).

#### Une sorte de Delphes

Sans livrer des œuvres spectaculaires, l'île des Sacrifices propose, mélangés à de la poterie commune brune, des vases dits « plumbate », dont la pâte contient du fer qu'on ne ressemblerait à rien d'autre au XII<sup>e</sup> siècle, pour disparaître définitivement par la suite. Surtout, beaucoup de leurs bandes aux enlacements décoratifs compliqués ne ressemblent à rien d'autres au monde : fumées, flammes, variations étranges sur des têtes stylisées d'oiseaux ou de serpents. C'est une manière bien originale d'animer ce qui ailleurs n'est que lignes rigides : d'ovales ou de signes géométriques figurant dans le Larousse. Aux décors peints ou gravés de ces frises mouvantes, il faut ajouter souvent travail en relief qui évoque tantôt l'orfèvrerie dans tel vase à offrande orné d'une tête de divinité (Totonaque), tantôt la sculpture sur pierre (tête d'écorché, masques de victimes portées accolées, têtes d'animaux dépassant au flanc des vases ou même petites statuettes d'usage rituel). Des finitions lisses et soignées volent avec des morceaux d'une rare violence expressive comme tel fragment de vase souvent publié, sans doute Totonaque, où une tête humaine est représentée au fond d'un gosier de reptile. Comparées à ces puissantes réalisations, les petites têtes et figures

totonaques de la collection Pinot paraissent simplement charmantes.

Après l'ère mésoaméricaine, la région dite Circumcaribéenne paraît plus faiblement représentée, malgré l'importante collection qui, due au docteur Menard de Saint-Maurice, médecin de la Compagnie française de Panama. On trouvera là les trois styles : le style polsone avec la phase tripode à longues jambes ; la phase tptou, avec l'animal mis à plat, membres écartelés sur le vase, et la phase alligator, avec l'animal schématisé autant que dessiné. Un excellent exercice de lecture du décor en rapport avec la forme, où il faut savoir que des rondelles figurent les yeux du totou et deux minuscules saillies sur la panse d'un vase figurent la tête et la queue. Les frises, souvent rehaussées de rouges et de noir avec leurs séquences de parts de triangles et de courbes, ne sont pas voisines, mais tout redonne accessible avec les cultures mochica et chimu.

La céramique, après avoir étonné comme véhicule valable d'une autre mesure d'un autre monde, en vient à la description, à l'anecdote, au « sujet ». C'est le vase-portrait, le vase-évier, le vase rempli d'eau qui siffle dans la série dite hydraulique (donations Orbigny et Fabre). On en arrive le plus souvent, de façon répétitive, à l'agencement adroit et à la verve.

Avec tout de même parfois un inimitable accent de l'imagination : ici une spirale étrangement fermée et dure (chimu), une orne en forme de serpent à tête humaine désespérément resignée, pièce mochica très rare.

Et ce vase hydraulique où le visage a des orbites si creusées. Il émet un son funèbre qui imite très parfaitement le rôle d'un mourant.

PAULE-MARIE GRAND.

\* Musée de Sèvres.

Du 30 Septembre au 30 Octobre 1976

## ARNALDO POMODORO

Sculptures, Reliefs, Objets



### ARTCURIAL

9 avenue Matignon Paris 8  
du mardi au samedi, de 11 h à 20 h

## EN BREF

### Sartre, Brecht et Strindberg à Lyon

Robert Girones, directeur du Théâtre de la Reprise à Lyon, a rendu publics les programmes pour la saison 1976-1977. Il créera trois spectacles : *Sartre*, montage de Gérard Guillemaut et Jeannette Colomba, en coproduction avec le T.N.P. ; *Dialogues d'adultes*, de Bertolt Brecht, et *la Reine Christine*, de Strindberg. Parmi les spectacles invités, on retiendra *le Roi Lear*, de Shakespeare, par la Comédie de Saint-Etienne ; *les Enfants*, de Gorki, par la Comédie de Casen, et *le Misanthrope*, dans une mise en scène de Jean-Pierre Vincent. La danse sera représentée par le Nikolaïa Danca Theatre de New-York, les ballets Félix Blaska, Carolyn Carlson, etc. En outre, une série de concerts de jazz comprendra notamment : Archie Shepp, l'intercommunal Free Dance Orchestra.

\* Lire page 21 le tableau des prévisions des théâtres subventionnés.

### La saison de la musique

La saison des concerts publics de « Prestige de la musique », diffusés par Radio-France, débutera le 21 octobre par un concert Charpentier, Haendel, Bach, dirigé par Michel Corboz. Sviatoslav Richter interprétera avec l'Orchestre national de France le Concerto n° 1 pour piano, de Tchaïkovski (le 4 février). On retiendra également Tannhäuser, de Richard Wagner, par l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, sous la direction de Rolf Reuter (le 25 février).

\* Bains, salle Pleyel, 221, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 75008. A 21 heures.

### Stockhausen à Metz

Les cinquièmes Rencontres internationales de musique contemporaine auront lieu à Metz, du 18 au 22 novembre 1976.

Ces rencontres feront découvrir, en créations mondiales et françaises, des œuvres de F. Bayle, R. Arsenault, A. Tisné, F. Vandenberghe, M. Tabachnick. Le studio de musique électronique de Radio-Coréa interprétera chaque jour *Strius*, de K. Stockhausen (qui donnera une conférence les 19 et 20 novembre). Les interprètes seront en particulier E. Chojnacki, l'Orchestre philharmonique de Lorraine, le quintette de cuivres Ars Nova et l'organiste X. Darasse.

\* Renseignements : hôtel de ville de Metz, Tél. : (07) 73-60-50.

### Toujours Paul Pary aux Concerts Lamoureux

Les Concerts Lamoureux ont rendu publics leurs programmes pour la saison. Pour le concert d'ouverture, Maria Joao Pires interprétera le Concerto pour piano n° 4, de Beethoven (le 17 octobre, à 17 h. 45). Le violoncelliste Jeanne Starker jouera ensuite le Concerto en ré majeur, de Haydn, et de R. Strauss : *Don Quichotte* et *Till Eulenspiegel* (le 21 novembre, à 17 h. 45). Le chœur de la Philharmonie de Bucarest exécutera des extraits de *Roméo et Juliette* et *Alexandre le Grand*, sous la direction de Philippe Entremont (le 12 décembre, à 17 h. 45). Enfin, Paul Pary, pour son quatre-vingt-dixième anniversaire, dirigera une de ses œuvres : *Messe du cinquième centenaire de la mort de Jeanne d'Arc* (le 20 mars, à 17 h. 45).

\* Bains Concerts Lamoureux, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris, 75008.

### Le court métrage en danger ?

Dans une lettre adressée au directeur général du Centre national de la cinématographie et au secrétariat d'Etat à la culture, les membres de la commission des prix de qualité au court métrage dénoncent l'insuffisance de la dotation accordée à la création dans ce domaine du cinéma. Selon eux, non seulement il n'a pas été tenu compte de l'érosion monétaire pour évaluer cette somme, mais son montant vient d'être ramené de 2 900 000 F à 2 000 000 F. Les membres de la commission réclament la mise en œuvre d'une véritable politique d'existence du court métrage, plutôt que des mesures d'assistance.

## LE CINÉMA DANS LA TÊTE...

# Du triangle oedipien à l'interrogation narcissique

DES bas-fonds de la psychiatrie aux beaux quartiers de la psychanalyse, la névrose et l'inconscient collent aujourd'hui à la réalité des pellicules. La radiographie de la société ne passe plus seulement par les films de guerre et autres comédies, violentes ou non violentes. On se rappelle, alors, que la raison occidentale s'est constituée à partir de la négation de la folie. Celle-ci retient l'attention de la caméra, si avide de comprendre : plus rien n'est innocent, préviennent les bobines, s'adressant au public disponible pour une autre écoute.

Selon Maud Mannoni, « les gens sentent que l'administration de la folie, comme celle de la médecine, ne laisse plus de place à la parole personnelle. Or le cinéma, avec la psychanalyse, peut être utilisé comme dépassement : il met en jeu les positions idéologiques que nous avons à notre sens ». Et parce que la civilisation montre les pommets et seules d'angoisse, le cinéma plonge sa caméra dans l'encore de la vie intérieure — et l'on se demande si folie, névrose, ne sont pas les vrais protagonistes de l'univers. En tout cas, le cinéma n'est plus seulement une anesthésie de l'angoisse.

Par le rôle de la psychiatrie, tout d'abord. Certains films démontrent les fonctionnements de la folie, et les conditions de l'internement. Elle, la folie, dépeinte de son aspect diabolique, s'inscrit au début de l'intégration sociale. On ne s'entend plus, en dit : bien plus, on explique. Vol au-dessus d'un nid de coucou, de Milos Forman, dénonce la domestication de toute anomalie sous sa forme la plus radicale : la psychiatrie, encore utilisée en Occident. Le vie à l'hôpital est déjà une thérapie — celle de la répression. Ce film souligne que la psychiatrie moderne se caractérise par deux pratiques courantes : électrochocs et médicaments psychotropes.

Une grimace sociale l'énigme. La psychanalyse d'alors n'échappait pas au « happy end » : le héros, le voici, guéri et serein. Le triangle oedipien fonctionnait de ses trois sommets : si l'on était fou, c'était à cause des parents. Et l'usage de l'œdipe se limitait au meurtre symbolique du père. Cette réduction a permis au cinéma américain de laisser libre cours à la représentation d'une mère abusive et inquiétante ; de reprendre l'apologie de la famille, et d'en évaluer, par la même occasion, désir et sexualité.

Cette perspective de morale semble s'être estompée. Place est faite à l'inconscient. Le public apprend à faire son deuil d'un certain nombre de stéréotypes. Non sans douleur. Le couple vice-versa n'a plus d'attrait. La famille et la religion ne suffisent plus à éponger l'angoisse : on ne sait plus à quelle morale se fier. Par-delà le bien et le mal, l'énigme consiste à déchiffrer sa propre image, épisode plus archaïque de l'œdipe.

La psychanalyse sert alors de paradigme dans lequel le spectateur peut identifier son visage fracturé. Car l'activité à besoin de projections pour prétendre à la maturité. « Les données psychanalytiques utilisées au cinéma », dit le psychanalyste Serge Leclaire, sont proches du travail de réécriture et de redécouverte de l'analyse. Une sensibilité s'y efface, sans que, d'embellie, il y ait une étiologie. Et la démarche cinématographique qui a le plus d'influence est celle qui utilise les concepts analytiques à son insu. Car l'on sent, malgré tout, que l'analyse continue à être le lieu où il doit y avoir un rapport avec le vrai, ce qui, du même coup, a des effets secondaires.

Ces effets secondaires se manifestent par un appel à l'attention flottante, appel non conceptualisé, qui concerne directement notre inconscient. On peut, comme Fellini, représenter ses fantasmes, mais on risque de provoquer une confusion dans l'esprit du public.

USC NORMANDIE VO - REX VF - CINÉMONDE OPÉRA VF - BRETAGNE VF  
UGC ODÉON VO - STUDIO MÉDICIS VO - CONVENTION GAUMONT VF  
UGC GODELINS VF - LIBERTÉ VF - 3 MURAT VF - CLICHY-PATHE VF

le nouveau film de DINO RISI

### la CARRIÈRE d'une FEMME de CHAMBRE

AGOSTINA BELLI  
VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI



COCCI PONZONI

VILLENEUVE Arlet - SARCELLES Flanendes - MONTREUIL Mèlles  
PANTIN Carrefour - AULNAY Paris - PARLY II - ORSAY Uls 2  
ST-GERMAIN C2 - PORT NOUET Arlet - ARGENTUEIL Alpha

C'est ce que fait Marco Ferreri dans *la Dernière Femme*. La dernière scène n'est pas une image de la castration, et ne peut l'être. Il s'agit d'une mutilation personnelle que seul peut commettre un schizophrène. Le fantasme n'est pas une image. Et le concept analytique, s'il articule les images, ne peut devenir l'une d'entre elles, immuable de par sa puissance même. Une autre confusion parcourt le film, entre le désir et le besoin : « Le sexe, dit Maud Mannoni, devient une machine qui fonctionne. Pas de désir non plus, car il est ramené au registre du besoin, brutal, primitif et immédiat. Et le champ de l'imaginaire s'en trouve appauvri. » Mais, si cet imaginaire se réduit à la platitude d'une photographie, c'est que l'homme a dû lui-même se faufiler entre le béton des grands ensembles. Une femme sous influence, de Cassavetes, lui fait meilleure part. A une première lecture, n'apparaît que le côté répétitif de la folie. Sur fond de scène l'affectivité intervient, et l'ambiguïté des rapports homme-femme. Sans recherche au-delà. Le mari reconnaît la folie de sa femme. Mais accoupe-t-il la sienne ? Elle ne pourra s'en délivrer que si lui accepte sa propre névrose. Et l'on n'est jamais fou que pour l'autre.

### L'analyse sans la folie

Ces concepts analytiques ne se limitent pas à la folie. Ils nous touchent alors de plus près : avec *Lumière*, Jeanne Moreau montre une femme en quête d'elle-même, sans le boulet de la folie sociale. C'est, après *India Song*, de Marguerite Duras, un film de femme, narcissique, détaché de l'image paternelle. Avec la difficulté suivante que laisse échoir toute recherche : « Certes, elle se détache de l'image paternelle, dit Minh Nguyen (3). Mais il n'est souvent question que de l'œdipe. Tant la fille au père, et l'on néglige l'attachement oedipien de la fille à la mère. Attachement rétrograde, d'autant plus qu'il n'est pas articulé par les figures typées de la séduction. » Et l'intrigue, comme dénouement de l'angoisse vis-à-vis de sa propre identité, n'a plus de rôle. De là, ce temps décentré qui n'est plus dominé par une histoire et devient une plage de durée analogue à ce qui se vit sur le divan. Sinon, l'intrigue se transforme. Le texte de Kleist,

dans la *Marquise d'O* d'Eric Rohmer, est d'une précision bien ciselée pour déchaîner la force des images. Les intentions de Lumière s'y retrouvent, avec l'amour de la mère, qui, après avoir rejeté sa fille, en reprend la possession exclusive. Sans cet amour, elle s'effondre. Et la marquise d'O, à la recherche de l'homme qui l'a violée dans son sommeil, ne peut imaginer que cet acte ait pu être commis par le comte, qu'elle respecte et même qu'elle admire. Un tel homme n'a pas de sexe. Ce film rappelle que certaines femmes ne peuvent avoir de rapports sexuels qu'avec des hommes qu'elles méprisent. Les hommes, aussi, à la quête de leur image, se heurtent à des embûches. Le comte n'avouera le viol qu'à la fin du film.

Fatima, l'éponyme n'a plus de cours. Dans le *Loups*, de Roman Polanski, l'angoisse suite des choses elles-mêmes. Le fantasme érotique enrobe le quotidien, signe de névrose qui, chez Po-

lanski, prend la dimension de l'horreur et de l'inquiétude. L'échec du dialogue avec soi-même n'est plus reculé, puisque tout objet est la vision fascinée de notre « moi ». Aujourd'hui, la représentation imaginaire gouverne, par le flux de ses images, par sa capacité d'envelopper le champ perceptif, dans un instantané insupportable. L'implicite (le non-dit) l'emporte sur le texte, par un vaste système d'échos qui fait appel à tous les sens.

« Nous vivons dans une société cantonnée dans un conformisme du dix-neuvième siècle, conclut Serge Leclaire, et, en même temps, le discours analytique crée. Cela touche d'autant plus que l'on arrive à faire entendre un point de vue d'où le mode de pensée théologique a disparu : plus de référent ultime. » Ce qui en prend la place, c'est un système de relativité généralisée. Seule cette dérive fait obstacle à une nouvelle religion. Certains mots, cependant, dès qu'on les prononce, deviennent intouchables : phallus, castration, transfert. « L'analyse a tendance à récupérer la place de Dieu ou de la chute. »

Et la psychanalyse est emportée par son propre succès. Sous l'œdipe surgit l'interrogation narcissique. L'œuvre de fantasme l'emporte sur le réalisme des scènes de famille. Le cinéma psychiatrique n'atteint donc que la grimace sociale. L'analyse, elle, ouvre une autre intelligence : celle de l'organisation onirique de l'affectivité.

CLAUDINE SERRE.

(1) Lire l'article « Examen de la folie » paru dans le Monde diplomatique d'avril 1976.

(2) Ex-éminence de psychanalyse à l'université, Paris-VIII.

## « ANATOMIE D'UN RAPPORT », de Luc Moulet

### Photogrammes autobiographiques

ILS sont un homme et une femme, deux êtres réels. Entre eux, ce ne va pas : peut-être font-ils mal l'amour, elle se sent en porte à faux. Sur leur quotidien et dans ses rêves. Une femme, quel, qu'elle soit, sur la place qu'elle tient, sur le rôle qu'elle joue ; elle a le sentiment d'être parée ; par autre chose qu'elle, par quelque chose d'autre. Les autres, bien sûr, mais le premier d'entre eux c'est lui, et lui, il comprend bien que quand ça va, c'est comme chez Godard, ça va, ça ne va pas, et il cherche à déplacer les mots et les choses afin que les obstacles... En fait entre eux ça va, au fond : ils ne peuvent plus mais ils cherchent ; alors ils restent ensemble, ils se parlent, ils se posent des questions avec l'acuité qu'ont les amants de Marivaux derrière leur langage. Ici cependant il s'agit de cinéma, un écran rectangulaire et des photogrammes en noir et blanc renvoient les apparences de la réalité : elle et lui, nus, habillés, dedans dehors, elle et lui ont vécu cela, ils sont les auteurs de leur vie, vie vécue, vie filmée, auteurs et interprètes et lui, en plus, réalisateur.

Depuis *Brigitte* et *Brigitte*, Luc Moulet, cinéaste et producteur, siège social dans les Alpes de Haute-Provence, poursuit un sillon solitaire. Une autre nouvelle vague à lui tout seul. « *Underground* » si on veut, si c'est ainsi que l'on tient à désigner l'absurde logique par laquelle l'humour d'un regard transforme en création ce qu'on croit prosaïquement être la vie. Et d'ailleurs là est la singularité d'une création qui ne se mesure pas aux seuls critères du commerce et de la critique, l'acte de séparation qui porte les choses et les gens dans l'espace du récit prend tournure de « c'est comme ça la vie ». La dimension fantastique de la représentation est rejetée dans la tête de ceux qui regardent. Normal, quand rien ne l'est vraiment : normal. Opposés, puisque rien ne l'est vraiment. Entre, malgré l'impression, ce n'est pas aussi improvisé qu'on pouvait le croire.

« Pour un film, c'était plutôt conçu à l'avance, dit Luc Moulet. Quand on est producteur, on est un peu ardu ; l'essai de calculer au maximum avant. Anatomie d'un rapport est donc d'abord un scénario de trente-cinq pages avec à peu près l'ensemble des situations et des mots. Nous avions seulement prévu que les scènes durant plus d'une minute seraient improvisées : c'est en fait une juste estimation de ma limite en tant qu'auteur réalisateur.

— Et pourquoi pas de simples interprètes ? — Il s'agissait de décrire des faits dans la réalité et de les restituer de façon à peu près honnête. Difficile de trouver quelqu'un qui puisse jouer mon propre rôle. J'aurais dû le brimer pour qu'il me ressemble. D'ailleurs, ça ne me gênait pas d'être moi-même, je ne crois pas avoir mis de masque.

— Alors, un film-journal... comme Jonas Mekas ?

— Film-journal, pourquoi pas ? Je sais qu'il existe sur le même thème un Mariage couple du Canadien King, mais je ne l'ai pas vu. En revanche, c'est courant en littérature. A commencer par les Joubert. Et, comme chez eux, il y a deux points de vue. Le film est l'œuvre commune d'un réalisateur et d'un réalisateur, et ce rôle qu'il existait un bon rapport de base entre le co-réalisateur et l'interprète féminin.

— Mais écrire un film c'est choisir le rythme, par quoi se détermine la perception de la vie.

— Il s'agit de moments choisis : on n'a pas fait un film qui dure six mois (comme l'action réelle), mais on a sélectionné une gamme de temps morts qui expriment l'équilibre de l'existence.

— N'empêche que c'est forcément un point de vue.

— Quand on vit aussi on a un point de vue sur la vie ; à moins de se trouver impliqué dans une action scabreuse, palpante. Ça qui se passait devant la caméra était drôle comme les moments qu'ils passent dans la réalité. Mais ceci évidemment n'est pas le fruit d'un accident. Ça dépend des intentions de ceux qui le vivent.

— Drôle quand même de pouvoir ainsi nommer ce qui ne va pas. Privilege d'intellectuels ?

— Il y a dans chaque personne, dans chaque personnage, des sommes de contradictions. Et le fait qu'il y ait tension exprimée, par la parole notamment, ne veut pas dire qu'il n'y ait pas un accord, plus souterrain, sur d'autres plans. Dans la vie il est plus facile de désigner ce qui ne va pas que ce qui va. Seulement il faut savoir distinguer les voix déformées que chacun emprunte pour dire à l'autre son fait.

— Le cinéma aussi est par fonction une voix déformée.

— On montre dans les scènes ce qu'il y a de plus significatif. De plus on modifie la réalité de manière à ce que le sens apparaisse encore plus clairement. Mais le propos général est plutôt restreint. Et c'est juste de dire cela sans de l'introduction du fantasme, les bobines de pellicule qui tombent à l'égoût, les barres de portillon dans la métro qui courent le sexe. Enfin tout ça c'est du travail et du plaisir mêlés, comme le désir et la peur de tourner, peur de se trahir, de donner des pensées et des sentiments une représentation qui les dévalue.

— Là se produit la fiction. Et aussi dans ce qu'on nomme documentaire.

— Documentaire et fiction, pour moi ce n'est qu'une différence de classement. Le travail du réalisateur est à peu près le même. Si j'ai l'occasion d'un prochain film ce sera un documentaire, et s'il y en a un suivant ce sera un fiction. Mais c'est toujours le même jeu de documentaire et de fiction qui permet d'aller plus loin dans la réalité puisqu'on met en question le film et ce qui se passe dedans.

— Oui, vous faites vous-même la critique du film (dans le film) : afin qu'on ne risque pas de se projeter où il ne faut pas ?

— C'est sans doute un peu frustrant pour les critiques, mais ils peuvent se faire leur propre critique en pensant à des choses qu'on n'a pas envisagées. Ça peut même représenter un progrès. De toute façon je crois que les gens parleront du film après la fin du film : la séquence sur les leçons à tirer dure sept minutes, elle ne dit pas tout et on n'est pas forcément d'accord.

Bien qu'il soit seul, et parce qu'il s'agit du couple, Luc Moulet évoque d'autres cinéastes. Analyses Bergman et Dreyer. Malgré la représentation du fantasme, il situe plutôt *Anatomie* du côté de Gertrud. On parle beaucoup. On ne bouge guère.

S'il tourne son « documentaire », il s'agit au contraire de décrire des trajectoires : poison d'Atréide, produit des tropiques, œuf de l'Ouest, pellicule cinématographique — une économie et l'investissement de l'homme.

MARTIN EVEN.

\* Noctambules (à partir du 6 octobre).



## Des banlieusards dans une cathédrale

## L'ACTION CULTURELLE



## Le dynamisme militant des animateurs de Nanterre

Les équipements doivent être légers, et les structures, élastiques : composante d'une politique réfléchie, choisie imposée par des difficultés financières, ou bien a priori, cette orientation se rencontre de plus en plus fréquemment en matière d'action culturelle. On l'oppose dans ce cas au centralisme jugé sclérosant qui représentait les maisons de la culture. D'Amiens à Grenoble, en passant par les récentes déclarations de la Maison des arts de Créteil, les Maisons de la culture vivent mal, ou sont mal vécues. Or, au moment où certains disent qu'ils ne vont dans ce genre d'endroit que pour des galas de soutien et des veillées funèbres, on inaugure, ce mercredi 29 septembre, la Maison de la culture de Nanterre.

C'est certes pas une création ex nihilo : c'était prévu dans le V<sup>e</sup> Plan ; il y a tout juste dix ans on en décidait la construction et, en 1968, le Théâtre des Amandiers obtenait le statut de Maison en préfiguration. Depuis onze ans, depuis qu'ils ont leur installation à Nanterre leur chapiteau, Pierre Debauche et son équipe d'animation approfondissent de saison en saison une implantation réelle, solide, dans la ville d'abord, et dans tout le département des Hauts-de-Seine. De même qu'ils s'entraînent au centre de création théâtrale — devenu centre dramatique national en 1971 — sous l'impulsion du même Pierre Debauche et de Xavier Pommeret.

Pour les Nanterriens, donc, et pour les habitants de la région parisienne intéressés par le travail qui s'est fait là jusqu'au mois de mai dernier, on va continuer longtemps à parler du Théâtre des Amandiers, et l'événement, s'il est saisi, n'est qu'un aboutissement, et une étape dans une action continue.

Mais un bâtiment, c'est important. Le petit théâtre qui abritait le centre dramatique et toute l'équipe (prenant la suite du chapiteau et d'un hangar) va être démolie, et ce n'est pas triste. En face, au numéro 7 de la nouvelle avenue Pablo-Picasso, il y a la nouvelle Maison. Les deux salles de spectacle sont superbes, chaque détail a été pensé, partout, avec une intelligence vigilante. Elle a coûté cher, cette maison. Mais elle est réussie. Elle est réussie, mais elle ne fonctionne qu'à 40 % de sa capacité. Ainsi, une des salles ne sera utilisée que pour le Festival d'Automne. Elle ouvre ses portes, c'est un pari dont ils prennent tous la responsabilité : la municipalité communiste, l'association et le conseil d'administration, le directeur et le personnel. « Cela va demander une gestion de père de famille », explique Pierre Debauche. La subvention de l'Etat pour 1976 n'a augmenté que de 11 %, ce qui est peu étant données l'inflation et l'augmentation des charges de tous ordres entraînée par

le nouvel équipement. Ils sont quarante-quatre au lieu des soixante-huit personnes préconisées ; ils ont chassé d'ouvrage, non par incompétence mais avec une espèce de foi communicative.

Dans la rue, ça dépend : avec de la chance, on tombe sur une lycéenne qui aura sa carte d'adhésion à 10 F. Celle-ci lui permet d'assister aux cinq spectacles de l'abonnement moyennant 5 F par soirée — en l'occurrence la Tartuffe, de Roger Planchon, la Dispute, montée par Patrice Chéreau, le Songe d'une nuit d'été, mis en scène par Pétrika Ionesco, la Cuarteto Cadron et Juliette Gréco, ou le mime Marceau, et, enfin, les Farceurs, de Pierre Debauche. Pour le reste (opéra, cinéma, cabaret, etc.), la lycéenne aura des tarifs préférentiels.

Mais la rue, cela ne veut pas dire grand-chose. La rue, c'est la personne qui s'inquiète de l'avenir de ce « bel outil », ce sont les Antillais rencontrés par les animateurs, qui demandent une soirée antillaise (ils l'auront). Tout de même, la présence de la Maison de la culture est sans cesse signalée par des affiches — que dans une logique militante on a collées partout — et signalées avec soin. Car une des particularités de Nanterre, c'est que le citoyen se sent dans une réalité continue : les informations passent parce que les institutions se transmettent. Il y a assez d'équipements socio-culturels spécialisés pour qu'ils soient complémentaires et non concurrents. Ils collaborent et, comme la bibliothèque, se font tout naturellement l'écho des activités théâtrales.

L'approbation d'une telle construction (on ne la remet guère en cause) apparemment est traduite par l'élection d'une municipalité qui l'avait à son programme. Mais très significatives sont les huit mille signatures recueillies pour la pétition « Maison de la culture en danger », et les cinq cents représentants de collectivités diverses réunis un soir à la rentrée ; au Théâtre des Amandiers on ne pouvait rassembler que deux cents délégués.

## Des ateliers d'invention

Les écoles primaires et les comités d'entreprise (à chaque secteur son animateur), sont les plus sollicités et répondent le mieux. Dans le secteur primaire, on ne peut plus satisfaire toutes les demandes. Le principe, c'est de travailler longtemps avec des groupes limités, en faisant venir un animateur spécialisé dans le thème choisi. Et ainsi un sculpteur a pris en charge une initiation à l'art moderne, ce sont des conteurs professionnels qui ont lancé les « ateliers d'invention d'histoire », avec le concours de plasticiens et de comédiens.

Cette collaboration, — qui tend à montrer que l'on pourrait faire beaucoup de choses à l'intérieur du système scolaire si on en avait la volonté et les moyens — va poursuivre dans une programmation régulière pour enfants. La Maison de la culture devra également accueillir les enfants en dehors de la classe. « L'école n'est pas un lieu d'expression totale », estime l'animateur de secteur. « L'approche de la culture ne doit pas toujours être filtrée par l'institution scolaire ».

affirme une institutrice qui a participé à plusieurs animations. Pour elle aussi, d'ailleurs, la maison de la culture est un lieu d'accueil : « Aux Amandiers, ce n'était pas comme ça qu'on discutait à l'école, on n'a ni le temps ni les locaux pour se réunir ».

A part quelques initiatives en montage audiovisuel effectuées pendant le week-end et des spectacles de tréteaux (sur Dom Juan quand Pierre Debauche a monté Monsieur Jean, de Roger Vailland, et sur la Résistance), l'animation dans le secteur secondaire est restée pratiquement impossible par la complexité des emplois du temps et le manque d'argent — la maison de la culture partant désormais du principe que ce n'est pas son rôle de pallier les carences financières. Restent alors, et ils sont fréquents, les rapports amicaux avec les enseignants, de bons contacts notamment en ce qui concerne la programmation.

« L'accès à la culture passe par une réorganisation de la journée de travail. Mais on ne va pas attendre que les revendications économiques

et sociales soient satisfaites pour entamer un dialogue avec les animateurs — dialogue que, pour une fois, on nous propose ». Elle est une déléguée syndicale dans une petite entreprise qui emploie surtout des cadres techniciens et des employés. Pour elle, « avoir un vrai théâtre se situe dans une perspective dynamique de refus de l'austérité ». Elle en attend des spectacles, des expositions, une contribution aux luttes syndicales et politiques avec les moyens artistiques qui sont les siens. Et elle cite la Béatrice, de Michel Ruffault.

Même dénonciation des conditions de vie comme barrage culturel chez une autre déléguée. Là, il s'agit d'une entreprise employant deux mille personnes, une majorité des ouvriers. « L'exposition sur les métiers du théâtre qui tourne dans les C.E., c'est intéressant, de même que la visite de la maison de la culture a représenté pour beaucoup un premier pas. Un électricien de chez nous s'est rendu compte qu'il pourrait travailler chez eux ». Les relations que le théâtre entretient désormais avec Travail et Culture ont été une bonne chose : cela lui a donné des possibilités de contacts avec les C.E. Il n'y a plus ainsi de problème de plates-bandes ».

Etre une « structure ouverte » cela veut dire être à l'écoute de toutes les générations, de toutes les catégories sociales et économiques, de toutes les collectivités, des associations comme Travail et Culture, des partis et des syndicats. Ce sont eux qui prendront en charge le prolongement politique de l'action culturelle, là précisément où elle trouve ses limites. Mais c'est aussi assumer sa vocation départementale. Très disparates, très éparpillées géographiquement, les communes des Hauts-de-Seine n'est pas facile à couvrir. Au mois d'avril dernier, une opération « Action chanson 82 » a cependant permis de rayonner sur tout le département. Une coordination est née, jetant les bases d'une collaboration durable entre les organismes, quelles que soient leur nature et leur importance.

Travailler dans une logique municipale — non en parallèle — en vue d'un projet politique donné, voilà ce que Pierre Debauche entend faire depuis onze ans à Nanterre. « La création théâtrale apporte son discours indirect, dit-il : l'animation ne prétend pas résoudre les problèmes de société, mais elle permet des expériences collectives de résurgence ». A la mairie, M. Yves Saudmont explique que construire une maison de la culture représente un effort indispensable : « Ce n'est pas une volonté de prestige, c'est un besoin ». La municipalité a confiance en l'équipe de Pierre Debauche, en l'association. Elle fait état d'une collaboration étroite : ce n'est pas un soutien, c'est beaucoup plus, une politique culturelle avec ce choix précis d'avoir un équipement sophistiqué. Les désaccords existent, car la municipalité estime que le théâtre ne tient pas encore assez compte des désirs de toute la population.

Mais l'opéra de Leipzig vient. Mais chaque partenaire reconnaît la compréhension de l'autre. Et, surtout, il y a ce mot homologue au « dynamisme militant » des animateurs de la maison de la culture.

CLAIRE DEVARRIEUX.



## DES VILAGEOIS DANS UNE ÉGLISE

## Troissy et son histoire

CETTE histoire commence le 24 juillet 1932. Le docteur a ordonné de saisir les biens de Vincent le paysan, qui n'a pas payé la totalité de ses lourds impôts. Il y a le désert de Vincent, le désespoir de Marie sa femme, et les enfants qui vont partir les rares pauvres meubles. Ces personnages jouent la catastrophe, là, sur la grande scène, devant ce qui reste du vieux château, ils jouent bien à l'injustice. Avec leur costume grossier et leurs mots de pitié, ils racontent le passé de Troissy, village champenois proche d'Épernay. Les acteurs sont tous de cette petite commune : vigneron, agriculteur, commerçant, artisans. Ils ont préparé depuis des mois la fête de l'histoire.

Ils n'ont joué qu'une fois Troissy et son histoire, un samedi soir de septembre, juste avant les vendanges. Il y avait plus de mille spectateurs, assis sur la place de la République. L'an dernier, au moment du quatrième centenaire de l'église, quelques personnes avaient fouillé dans les archives départementales. L'idée avait fait son chemin : « Si on faisait quelque chose... ». « Si on essayait de mixer des anecdotes... ».

Une association d'animation culturelle a été créée, association spontanée, à laquelle près de cent personnes ont adhéré, prêtes à travailler « pour le théâtre », à verser des fonds pour compléter l'aide du conseil général. On a choisi les épisodes qui seraient représentés, on a fabriqué des costumes et les répétitions ont commencé. « Chacun inventait, improvisait sur son rôle. La date approchant, on a eu un peu peur, et l'un de ceux qui avait lancé les choses a fait appel à l'animateur Jean-Pierre Dutour pour mettre au point ce spectacle. Celui-ci a donné des conseils. C'était bien, dit un agriculteur, on a travaillé notre voix, notre respiration. » « J'ai appris ce qu'était l'expression corporelle », ajoute une femme du village. Jean-Pierre Dutour

a fait préciser ce qui était fluide, il a apporté les dernières suggestions de décors, une expérience de l'éclairage. Mais le gros du travail était fait, il n'a rien rajouté — il n'en aurait pas eu le temps ; il fallait garder le principe de l'improvisation, faire confiance à l'imagination.

De tout cela, et du désir général de réussir l'expérience, est sorti un spectacle authentique. Les proportions historiques importaient peu. Des gens, pour la première fois sur une scène, trouvaient à chaque instant ce qu'il fallait dire et la façon vraie de le dire, et d'autres donnaient la réplique, une réplique qu'ils n'avaient pas forcément prévue. Il y avait les gestes appris, le théâtre, un peu sommaire, et le mouvement propre de chacun, naturel, libéré. Au total, une harmonie. On a raconté ainsi les guerres de religion : côté catholique, côté protestant (jumés d'indie derrière la scène). Et puis 1740, la révolte de Louis de Bouquigny, et 1789, les cahiers de doléances, la recherche de l'abbé Lecointre, prêtre réfractaire caché par ces paysans. En 1804, avec la conscription par tirage au sort, les riches achètent aux pauvres le privilège de ne pas se faire tuer. Là, l'histoire fait un bond, le coporteur faisant le lien entre Napoléon et la querelle de l'Eglise et de l'école. Après Jules Ferry, le spectacle au fond s'arrête. Un vieux traqueur d'époque, tousse et humant, mène de main morte pour un soir par un collectionneur, assure la transition. 1900 est un peu bredouillant : « Il était difficile de finir, nous ne savions comment faire, voilà pourquoi ce quadrille des lanciers », dit un électricien dans son habit noir et solennel. Une farandole se forme. Bientôt, tout le public dansera. Ce soir, il y a un bal improvisé à Troissy, et dans la grande église claire on défille devant les panneaux d'une exposition sur l'histoire locale.

MATHILDE LA BARDONNIE.

DANS LE CADRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

STAGE PRATIQUE SUR LES RAPPORTS SON/IMAGE  
S'ADRESSANT AUX CRÉATIFS, CONCEPTEURS ET  
RÉALISATEURS EN AUDIO-VISUEL ET PUBLICITÉ.

Le Service Commun de Formation Continue de l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud organise du 15 au 20 novembre 1976 à l'Institut National Audiovisuel de Bry-sur-Marne un stage destiné à mesurer pratiquement et expérimentalement les rôles et les fonctions de la musique et des sons dans l'élaboration des produits audio-visuels.

Inscriptions et renseignements : 602-93-22 ou 602-41-63, poste 281  
Prix forfaitaire : 2.000 F T.T.C.

## THÉÂTRE MONTPARNASSE

31, rue de la Gâtée - 326-66-00 - 633-41-77

du 5 au 22 octobre

relâche Dimanche et Lundi

18h 30

## MERCEDES SOSA

Chants de la terre et du peuple argentin

ROBERT HOSSEN A PLAQUE  
LA MARQUISE DES ANGES  
POUR LE THÉÂTRE POPULAIREIL A GAGNÉ SON PARL  
C'EST TOUT

une interview, cette semaine dans

## Télérama

Un hebdomadaire d'opinions  
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

## RELAIS GASTRONOMIQUE PARIS EST

dans un cadre splendide unique à Paris  
« une grande cuisine » pour votre déjeuner ou dîner  
Parking à volonté (Réception ou cocktail jusqu'à 200 personnes)  
COUR D'HONNEUR DE LA GARE DE L'EST - 607-81-63 ou 72-23

Le seigneur POSITIF

la révélation du jeune cinéma britannique  
sélectissime et UNANIMEMENT par la semaine  
de la CRITIQUE du Festival de CANNES

**BRONCO**

## BIOTHÉÂTRE OPÉRA

EX POTINIÈRE - 7, rue Louis le Grand Paris 2 - 261.44.16

Salle entièrement rénovée



## LA SERVANTE

une nouvelle pièce de Victor HAÏM

« Une pièce à voir et à méditer » FRANCE SOIR  
« A voir absolument » LE FIGARO  
« Beate KLARSFELD et les rescapes de l'hitlerisme »  
QUOTIDIEN DE PARIS

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE  
THÉÂTRE DES AMANDIERS  
DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE  
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

**LE TARTUFFE**  
de MOLIERE  
mise en scène :  
Roger PLANCHON T.N.P  
28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION : 204.18.81  
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

## Une sélection



de **GODARD**  
« Ici et ailleurs » de Jean-Luc Godard, vu par Bonafini.

## Cinéma

### LA VICTOIRE EN CHANTANT

de Jean-Jacques Annaud

En 1915, au fond de l'Afrique, petite guerre d'un quartier de Français moyens, plus bêtes que méchants, et d'un quartier d'Allemands, hier encore les meilleurs copains. Petite guerre naturellement par Notre Interposée : le Noir tricolore contre le Noir germanique, en attendant que le Noir de la perle d'Afrique ne sépare les combattants. Ce premier film de Jean-Jacques Annaud (d'après un scénario de Georges Conchon) est une bouffonnerie satirique, une « sortie » vengeresse, d'où sortent étripés le bellicisme, le racisme, le colonialisme et ce qu'on n'appellait pas encore le fascisme. On rit beaucoup, même si l'on regrette certaines facilités de mise scène et de dialogue.

### LES HOMMES DU PRÉSIDENT

(All the President's Men)

d'Alan J. Pakula  
Deux journalistes du Washington Post cherchent à mettre au jour les tenants et les aboutissants politiques d'un fait divers. Attitude des rédacteurs en chef, péripéties de l'enquête. Evolution psychologique des deux rédacteurs. Plus qu'un « dossier » sur les rapports du pouvoir et de l'information, une reconstitution minutieuse des conditions de travail dans un grand quotidien américain. Et l'occasion de performances d'acteurs pour Dustin Hoffman et Robert Redford.

### L'EMPIRE DES SENS

de Nagisa Oshima  
Inspiré d'un fait divers qui causa une vive émotion au Japon, en 1936, ce film est une sorte de corrélat de

l'amour-passion — l'amour sexuel — entre une servante d'adobe et son patron. Les images d'un cérémonial érotique et funèbre mises en scène avec une impressionnante rigueur picturale.

### ANATOMIE D'UN RAPPORT

de Luc Moullet

— Lire notre article page 18.

### DUELLE

de Jacques Rivette

Deux jeunes femmes venues d'ailleurs, de la Lune (?), une blonde (Bulle Ogier), une brune (Juliet Berto), ont droit à quarante jours de vie sur terre : un songe dont on ne sait trop s'il est cauchemar ou illumination. Le rêve inexplicable est mis en scène, en images, par Jacques Rivette, ici poète ésotérique, hermétique, surréaliste peut-être.

### ICI ET AILLEURS

de Jean-Luc Godard

La révolution palestinienne filmée par le groupe Daga-Vertoo en 1970, en Jordanie, au Liban, en Syrie, et présentée aujourd'hui par Godard selon un montage qui change la visée du projet original et qui, en alternant la France (ici) et la lutte palestinienne (ailleurs), nous invite à une remise en question radicale de l'information.

### UNE VIE DIFFICILE ET LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRE

de Dino Risi

De 1943 à 1960, Silvia Magnolia (magnifiquement interprétée par Alberto Sordi) cherche, sans y parvenir, à accorder son idéal de vie avec l'amour qu'elle porte à sa femme, celle-ci n'ayant en vue que la réussite bourgeoise. Étonnante comédie de mœurs en noir et blanc, Une vie difficile est demeurée inédite en France depuis 1961.

La Carrière d'une femme de chambre, film récent celui-là, raconte l'ascension sociale d'une jeune Vénétoise, dans les années 30 et 40, mœurs du fascisme et du cinéma des téléphones blancs. Chronique historique et itinéraire individuel d'une « star » fabriquée.

### BUFFALO BILL ET LES INDIENS

de Robert Altman

Faux idéal ou homme de cirque, le grand Buffalo n'est plus ici qu'un des « chromos » de la fête, grande foire de l'Ouest, vidée de la « vérité » que lui avait conférée, dans l'imagination, le western hollywoodien. Comme dans Nashville, mais par l'absurde, Altman s'en prend à l'Amérique et à ses entrepreneurs de spectacles.

### FACE A FACE

d'Ingmar Bergman

Sur un thème « moderne » : la tentative de suicide pour dépression nerveuse, Bergman reprend, magistralement, son interrogation essentielle sur la vie, l'amour et la mort.

### TOULON « DIFFÉRENT »

à la M.J.C. du VI<sup>e</sup>

La plupart des films présentés cette année à Toulon dans la section « cinéma différent » du Festival international du jeune cinéma seront projetés du 27 septembre au 3 octobre à la M.J.C. du VI<sup>e</sup> arrondissement, 9, place Saint-Michel, à Paris. Entre autres, La note et il giorno, de Gianni Castagnoli, grand prix à Toulon, et beaucoup de films du cinéaste toulonnais Maurice Lemaître.

— ET AUSSI : L'Innocent, de Luciano Visconti (le dernier film du réalisateur des Damnés) ; Novocento, de Bernardo Bertolucci (un quart de siècle d'histoire italienne et trois heures de projection) ; Barry Lyndon, de Stanley Kubrick (conte philosophique à grand spectacle).

## Théâtre

### TARTUFFE

à Nanterre

Tartuffe - Planchon inaugure la maison de la culture de Nanterre. Le Tartuffe de Planchon, la première des comédies bourgeoises sur l'adultère, tableau d'une bourgeoisie qui s'installe dans la soumission et commence à perdre sa morale simple, à connaître les souffrances de l'ambiguïté. L'un des chefs-d'œuvre de Planchon.

### LE GROUPE TSE

à Essai

Vierge : tendre hommage, analyse attentive et schizophrénique d'un théâtre anglophone et d'un monde ambivalent apollinien d'art sans-suspicion. Notes : vision amère et drôle du boulevard anglo-saxon à travers une superposition de clichés.

### LA COMÉDIE-FRANÇAISE

au Palais des Congrès

Panache, duels, jeunesse enthousiaste, honneur, loyauté, amitié, amour courtois, tirades entraînant comme une musique de fête. Cyrano de Bergerac souffle en tornade ventriloque sur la scène du Palais des Congrès en attendant la réouverture de la salle Richelieu rénovée avec Lorenzaccio, — pour le bonheur des comédiens français et d'un public différent.

### LE LIVRE DES SPLENDEURS

aux Bouffes du Nord

Premier spectacle théâtral du Festival d'automne, spectacle de l'intellectuel new-yorkais Richard Foreman, écrit avec des ficelles, des étonnantes canotiers, des poupées ficelées sur les jambes de comédiens aux yeux apeurés et qui courent après un temps désaccordé.

### LA CERISAIE

à l'Odéon

Dans un blanc immatériel, la Certitude au grand large peut chanter tout ce qu'elle veut. Giorgio Strehler et Damiani (son décorateur) tissent des liens profonds entre la lumière et les personnages. Ils délimitent l'espace théâtral, lui donnent pureté, fraîcheur.

— ET AUSSI : Pour cent briques au La Bruyère (Un après-midi de chien à la manière de Didier Ka-minka). Les Amoureux au Sorano de Vincennes (Patrick Chesnaux, Régis Bonan, Jacques Casselard, Ariette Vastide, Caroline Huppert et, plus loin, Goldoni) ; Histoire d'amour, d'Yves Navarre au Théâtre du Marais (et pourtant, ils s'aiment).

## Musique

### EINSTEIN ON THE BEACH

à la Salle Favart

L'événement théâtral et musical de la rentrée : un opéra de Bob Wilson et Phil Glass, créé à Avignon. Einstein on the beach confond la science et la poésie dans une mouvance de balancier qui frappe, enveloppe et sollicite ensemble le regard, l'entendement, toutes les facultés de perception et de sensibilité. Jamais Bob Wilson n'était à ce point sorti de lui-même pour regarder son temps. Et la musique de Phil Glass, bien qu'elle ne « dise » rien, est d'une exceptionnelle densité émotionnelle (du 4 au 13 octobre, à 19 heures).

### L'ORCHESTRE DE PARIS ET SON CHŒUR

Fausse rentrée pour l'Orchestre de Paris, qui va s'envoler pour fêter un bon anniversaire aux États-Unis, mais véritable entrée pour le chœur de l'Orchestre de Paris, formé l'an passé,

joignit par Arthur Oldham (le chef des chœurs du Festival d'Edimbourg), et qui affronte les feux de la rampe dans le Te Deum de Berlioz sous la direction de Daniel Barenboim. C'est un jour important. Barenboim jouera auparavant le long et souverain Concerto du couronnement de Mozart (Palais des Congrès, le 30 septembre).

— ET AUSSI : Concert inaugural de l'Orchestre philharmonique de Leningrad, dir. M. Tchaïkovski, avec C. Raloff (Schubert, Bartok, Beethoven, au Théâtre de Metz, le 30) ; la Femme silencieuse (ou la bavarde infernale), opéra de Richard Strauss, dir. L. Segerstam (maison de Radio-France, le 1<sup>er</sup> octobre) ; Musique en Armagnac, avec M. Constant (Lectoure, Condom, Castéra, etc., du 1<sup>er</sup> au 7) ; Quatuor Académica de Buenos Aires, avec M. T. Chalilley (Orangerie de Sceaux, les 2 et 3, à 17 h. 30) ; Nabucco de Verdi (Maison de Radio-France, le 4) ; Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (Radio-France, le 5) ; Berlioz et Ravel par l'Orchestre de Lille, dir. J. C. Césari, avec C. Oussé (Lille, le 5, et Mons, le 6).

## Disques

### L'INTÉGRALE BACH

de George Baker

À défaut de premier prix cette année à Chartres, on peut faire plus ample connaissance avec le lauréat d'il y a deux ans, l'Américain George Baker, qui entreprend une ambitieuse intégrale Bach pour la jeune marque FY. Peut-être souhaiterait-on ici ou là un peu plus de maturité, mais ce Bach, entraînant, rayonnant de jeunesse, brillant et ne tenant pas en place, donne une fameuse leçon d'opitisme. Ce premier coffret comprend les Sonates en trio, les Chorals Schubert et l'Orgelbüchlein enregistrés aux orgues Kern de Saint-Maximin de Thionville (4 d. FY 044/47 ; en souscription : 180 F.).

## Expositions

### PIRANESE ET LES FRANÇAIS

1740-1790

à l'Hôtel de Sully

Autour de douze dessins et quinze gravures de Piranesi, des œuvres d'une cinquantaine de peintres et d'architectes français, parmi lesquels Hubert Robert, Clerisseau, Challe, Le Gey, Boullée et Ledoux. Pour évoquer un demi-siècle de dessin architectural où l'on retrouve ruines, décors de fêtes, palais gigantesques, fantasmagoriques et visionnaires. L'exposition, organisée par l'Académie de France à Rome, a été présentée à la Villa Médicis au printemps, à Dijon cet été.

### L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE

au Grand Palais

Un grand rassemblement de tableaux, de gravures, de sculptures et d'objets, pour illustrer ce que l'Europe a retenu du Nouveau Monde depuis sa découverte, et comment au cours des siècles sa culture a assimilé l'apport des voyageurs, des ethnographes, des traquants. Une exposition intelligemment menée, riche d'images passionnées et contraires qui nous vient de Washington, via Cleveland, et à laquelle les musées français ont apporté leur concours.

### AZTLAN TERRE DES AZTÈQUES

à la Bibliothèque nationale

Les épisodes de l'histoire ancienne des Aztèques racontés dans les nombreux détails dans de grands et précieux manuscrits, dont certains totalement déployés, où l'on sonne les images et les couleurs.

## ARCHITECTURES

A PARIS 1848-1914

au magasin du Bon Marché

« Familierement inconnu » le Paris chamboulé par les débuts de l'ère industrielle. L'époque du fer, des gares, des expositions universelles, des grands magasins, des abattoirs, et des premières constructions en béton par une nouvelle génération d'architectes, celle de Sauvage et Perret.

— ET AUSSI : Ramets, la Biennale des antiquaires et Grands et Jeunes d'aujourd'hui, au Grand Palais ; Cérémonie, images pour le ciel, 11, rue Berper ; Pomodoro, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; l'Atelier, au musée du Louvre.

## Danse

### LE NEW YORK CITY BALLET

aux Champs-Élysées

Onze ballets, onze chefs-d'œuvre. Rigueur de la technique, liberté des corps, musicalité, naturel et raffinement ; la danse de Balanchine et de Robbins est inséparable de l'interprétation de la compagnie new-yorkaise.

### LE NIKOLAÏ DANCE THEATRE

à l'Agora d'Evry (5 octobre)

L'unique passage dans la région parisienne du chorégraphe américain qui entreprend une grande tournée à travers la France.

## Variétés

### MAXIME LE FORESTIER

au Cirque d'Hiver

Un chanteur qui ne chante pas à la commande ni au nom de qui que ce soit. Qui ne revendique aucune éti-quette. Un homme libre, à l'écoute du quotidien et des vibrations du cœur et de l'esprit.

### GUY BÉART

à la Comédie des Champs-Élysées

Une grande rentrée saluée comme un événement. Béart chante une dizaine de chansons nouvelles et d'autres, « anciennes », dont on ne sait plus si elles datent vraiment d'hier, si elles ont été écrites il y a dix ou vingt ans.

### CLAUDE NOUGARO

au Stadium

Claude Nougaro inaugure les 30 septembre, 1<sup>er</sup> et 2 octobre, une nouvelle salle de deux mille places, le Stadium (68, avenue d'Orly, 75013 Paris). Viendront ensuite, pour un soir, Eddy Mitchell (le 12), Alan Stivell (le 9 novembre).

### MERCEDES SOSA

au Théâtre Montparnasse

Mercedes Sosa (argentine) chante Yupaqui, Violetta Parra, Víctor Jara sur des mélodies issues du folklore (à partir du 5 octobre, à 18 h. 30).

## Rock

### DONOVAN

à l'Olympia

La facilité déconcertante de Donovan, un don presque insolent d'inventer, de faire naître des mélodies, une chanson. Le langage du naturel (le 2 octobre, à 16 h. 30).

### GENTLE GIANT

au Pavillon de Paris

Un groupe d'une grande cohésion, susceptible de créer une multitude de climats divers (le 5 octobre, à 20 h.).

## TOUT CONTRE UN PETIT BOIS

de JEAN-MICHEL RIBES

« Sa meilleure pièce ! »  
« L'Express »  
« A ne pas manquer ! »  
« France-Soir »  
« Idée magnifique ! »  
« Quotidien de Paris »  
« Quotidien général ! »  
« La Croix »  
« Comédiens bouillonnés, remarquables. »  
« Le Monde »  
« Admirable ! »  
« Pop-Cinéma »  
« Théâtre important ! »  
« France-Culture »

20 h. 30 tous les soirs sauf lundi  
Tél. 549-63-81

RÉCAMIER

AMBASSADE - BERLITZ - MONT-PARNASSE PATHÉ - CLICHY PATHÉ - CLUNY PALACE - GAUMONT SUD - CAMERONNE - GAUMONT GAMBETTA - GAMMA Argenteuil - PATHÉ Champigny - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - AVIATIC Le Bourget - PARLY 2 - ÉPICENTRE Épinay - VÉLIZY - ARIEL Rueil - CLUB Maisons-Alfort - GAUMONT Évry



## DRACULA PERE ET FILS

Humour et talent...  
Bernard Menez vampire timide vaut à lui seul le déplacement.  
Michel Mohrt - (Le Figaro) -

En fait de vampirisme, c'est le spectateur qui est obligé de se mordre les lèvres, pour maîtriser des éclats de rire qui, trop prolongés, l'empêcheraient de savourer la séquence suivante... une mine de pépites... de rire.  
Eric Legube - (Parisien Libéré) -

A frémir de rire...  
Edouard Molinaro n'a pas ménagé les gags qui déchangent le rire des spectateurs...  
Les scènes les plus drôles qu'il nous a été donné de voir depuis longtemps dans un film français.  
Claude Garson - (L'Aurora) -  
Rire à belles dents !  
Robert Chazal - (France-Soir) -

150 000 000



## Saint-Sébastien et le Pays basque

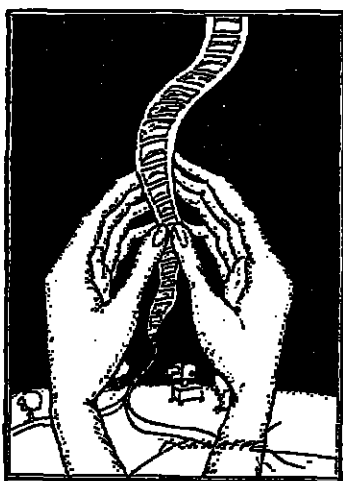
Pour Miguel de Bobarri, directeur du Festival de Saint-Sébastien depuis 1968, dont l'activité principale consiste le reste de l'année à mettre sur pied des coproductions avec l'Italie, Saint-Sébastien est d'abord une manifestation au service de l'industrie cinématographique. Cannes, qualifié selon l'expression de M. Bobarri dans un journal corporatif anglais, de *beloved enemy* (ennemi bien-aimé), reste le modèle inimitable copié jusqu'à la servilité.

La FIAPF (Fédération internationale des associations de producteurs de films) donne sans réserve sa bénédiction et ses instructions. Le jury doit comporter tant de jurés nationaux et tant de jurés étrangers, et parmi eux tant de vedettes, tant de producteurs, tant d'écrivains. Les films étrangers retenus en compétition doivent être théoriquement inédits hors de leur pays d'origine. Le palmarès, indispensable, si cher d'ailleurs aux jurés socialistes et aux nations nouvelles venues dans le cinéma — cette année l'Australie — comme à tous les organismes officiels du monde entier, ce palmarès, approuvé par la FIAPF, comportera comme à Cannes, outre un grand prix, baptisé à Saint-Sébastien *Cogolito d'or*, un prix spécial du jury, des prix d'interprétation masculine et féminine. L'organisation, dans les limites tracées par la FIAPF, donne pleine satisfaction. Comme à Cannes en août dernier, des fonctionnaires consciencieux garantissent la bonne marche de la mécanique. Parfois aussi la politique, ou la politique, fait retour, malgré les adjurations pathétiques d'un représentant d'Unipensia expliquant qu'il s'agit de voir où la politique a conduit Venise...

### Décor policier

Déjà l'an passé des problèmes avaient surgi. Cinq militants basques, jugés et condamnés, allaient être exécutés. Henri-Georges Clouzot, invité à présider le jury, s'était récusé. Cette année, quatre jours avant le début du Festival, le mercredi 8 septembre, au cours d'une manifestation, un jeune homme de vingt-quatre ans, Jesus-Maria Zabala, était abattu par la garde civile à Fontarabie, près de

### Un festival de cinéma "politique" malgré lui



la frontière française. Le Festival s'ouvrait au bruit des boîtes de la police, qui dirait avec des balles en caoutchouc, blessant six personnes. A midi, après la projection, dans un restaurant près du port où le jury tient sa première réunion, des carreaux sont cassés, au grand effroi de Dolores del Río. La manifestation la plus importante a lieu le lundi 13 septembre : les consignes de grève générale sont suivies dans tout le Pays basque, les magasins sont fermés, les journaux ne paraissent pas. A Saint-Sébastien, vingt mille personnes se rassemblent et défilent dans la plus grande dignité, à l'occasion d'un service religieux célébré à la mémoire de la victime de Fontarabie.

Le Festival ne s'est pas interrompu, mais, à la demande de la mairie, décide de suspendre les manifestations mondiales, cocktails, smoking, etc. Ce même lundi, dix-huit journalistes espagnols quittent le Festival en rédigeant un communiqué où ils protestent contre le fait que la direction du Festival reste indifférente face à ce qui se passe en ville. Mardi matin, tout semble redevenir normal, mais le jeudi 23 septembre, au lendemain de la clôture du Festival, la police, toujours abondamment présente en ville, procède à des arrestations. Seul de tous les producteurs espagnols, Xosha Quiroga, après de vaines négociations avec ses confrères hésitants, avait retiré de la compétition, dès le lundi 13, le film qu'il a produit, *El Desencanto*, le film d'après la plus célèbre dans sa conception de ceux annoncés à Saint-Sébastien. Outre Quiroga, le metteur en scène, Jaime Chavarrí, les interprètes et techniciens du film s'en expliquent au Festival dans une pétition où ils « protestent contre la brutale répression qui vient de s'abattre sur le peuple basque et qui s'est constituée de manière tragique et terrible, une fois de plus dans les tout derniers événements connus de tous ».

Ce qui dans un autre pays pourrait prendre des allures de manœuvre publicitaire se traduit pour Quiroga par des mesures de rétorsion financières assez sévères. *El Desencanto* perd la nationalité espagnole, ce qui, vu la législation en vigueur, constitue une sorte d'apoplexie économique : la ristourne de 15 % sur les recettes reversée à tout producteur de film espagnol lui est refusée. Basque

d'origine, Quiroga est surtout connu en Europe comme producteur des films de Carlos Saura, et aussi du remarquable *El Espíritu de la Sábana*, de David Erika, grand prix de Saint-Sébastien en 1973, présenté à Cannes, en 1974, à la Semaine de la critique, mais qui attend toujours sa sortie en France (il est resté six mois à l'affiche à Londres).

*El Desencanto* (la Désenchantement) est un film d'interviews en 16 mm gonflé : la veuve et les trois fils d'un poète franquiste-mort en 1963 parlent de l'Espagne, de la morale, de la famille, de la révolte. Un livre consigne ces témoignages, qu'a préfacé Jorge Semprun.

### Suprématie américaine

Retenus ailleurs par une importante assemblée générale, Cinema International Corporation et son principal fournisseur, Paramount Pictures, n'avaient pas renouvelé leur dumping de l'année écoulée, où, avec les *Dents de la mer*, l'un après-midi de chien et le *Paradis n° 2*, ils s'étaient réservés le meilleur du gâteau. Ce qui n'est pas sans intérêt : tout film sélectionné pour Saint-Sébastien n'a pas à payer de taxes de doublage, soit une taxe de base de 500 000 pesetas, plus une taxe progressive au-delà d'un certain pourcentage de millions de pesetas existantes. Sur quatre cents films diffusés à travers le marché ibérique, dont une centaine d'espagnols, qu'on doit imposer selon la loi des quotas (obligation de prendre un film espagnol pour pouvoir sortir trois films étrangers d'Amérique), les Américains mènent ment au box-office, suivis de loin par les Italiens puis les Français.

Cette année encore, malgré l'absence de C.I.C., le cinéma américain, affirmant sa suprématie technique et économique, présentait en fait cinq films si on inclut deux productions anglaises prises en charge par les Américains et déjà lancées aux États-Unis avec un énorme succès, notamment *The Omen*, de Richard Donner (15 millions de dollars au box-office, après quelques semaines d'exclusivité), habile pastiche à mi-chemin entre *Rosemary's Baby* et *L'Exorciste*, promis sur le Vieux Continent au même succès. Les exploitants espagnols ne s'y trompaient pas et lui donnaient leur « ticket d'or », cependant que, dans la grande salle de

quartier où étaient projetés simultanément les films du Festival, *Harry and Walter go to New York*, lui purement américain, et ses trois interprètes, James Caan, Michel Caine et Elliot Gould, tentaient le public sur les genoux à force de rira. Public sans complexe, qui siffle copieusement, à l'apport du mot fin, malgré ses bonnes intentions, le film australien *Caddy*.

Si les Soviétiques remportaient dans l'indifférence générale le grand prix, pour une superproduction moldave en 70 mm de Mosfilm, *Les Gitans vont au ciel*, si l'humanité se faisait, en revanche, autour de *Ansichten eines Cloowns* (Allemagne fédérale), du metteur en scène schizophrène autrichien Volker Jansz, si Coen, comme de J.-C. Trachella, était également primé — on apprend en cours de festival que cette production Gaumont, à laquelle la compagnie n'avait pas cru au départ, s'annonçait avec 3 millions de dollars de recettes U.S.A. en perspective, comme le plus grand succès de l'histoire du cinéma français aux États-Unis, dépassant nettement *Un homme et une femme* et 2, — bref si le jeu festivalier traditionnel battait son plein avec une parfaite inconscience, le cinéma espagnol s'affirmait en silence, loin de Saint-Sébastien, par le choix de certains thèmes et la possibilité de faire allusion à la guerre d'Espagne. Le gouvernement a autorisé récemment *Carreras después de la guerra* (1970), de Basilio Patino, *La Cruzada cremada*, de Ribas, film parlé en catalan, qui traite de l'anarchie dans les années 20.

Davies Erika (*El Espíritu de la Sábana*), incapable de tourner un autre grand film, suit l'actualité avec sa caméra 16 mm. Quatre films ont été tournés de la sorte sur le Pays basque et le peuple basque. A Barcelone, Portavella, producteur du premier Saura, *Los Gofos*, de *El Cochecito*, de Marco Ferreri, et de *Viridiana* (toujours interdit en Espagne, mais projeté dans les salles paroissiales par un clergé contestataire), a lui aussi travaillé en petit format, se partageant entre des expérimentations surréalistes et des documentaires politiques catalans, également montrés dans les paroisses. Mais pas à Saint-Sébastien.

LOUIS MARCORELLES.

## LA SAISON DANS LES THÉÂTRES SUBVENTIONNÉS

Le tableau des principales créations dans le secteur public communiqué par l'ATAC, Association technique pour l'action culturelle) permet de constater que leur nombre est en augmentation, ainsi que celui des organismes adhérents. Cependant, le nombre des spectacles est en légère baisse sur la saison dernière (216 contre 222). La différence porte sur le théâtre pour enfants (17 contre 28) et surtout sur l'accueil : 312 spectacles invités contre 358, ce qui signifie une difficulté accrue de rentabilisation, d'autant plus qu'une baisse générale du nombre de représentations par troupe se manifeste et s'accroît d'année en année. En 1968, la moyenne était de 40 par spectacle ; elle est tombée à 30 en 1973 et ne s'est pas relevée malgré des exceptions comme l'Age d'or par le Théâtre du Soleil, ou le *Tartuffe* de Planchon. D'autre part, depuis quelques années les informations sont données à titre de projets par des équipes qui prennent le risque de lancer une programmation susceptible d'être modifiée pour des raisons économiques ou par les mutations toujours possibles de leurs directeurs.

### Théâtres nationaux

COMEDIE - FRANÇAISE : après *Cyrano de Bergerac*, au Palais des congrès, la salle Richelieu, rénovée, est inaugurée avec Claude Rich, dans *Lorenzaccio*, mis en scène par Franco Zeffirelli. Ensuite, nouvelles mises en scène du *Cid*, par Terry Hands ; du *Marriage de Figaro*, par Jean-Paul Rousillon ; du *Misanthrope*, par Pierre Dux ; des *Fausse confidences*, par Michel Etcheverry. (742-73-02).

ODÉON : après les trois spectacles du Piccolo Teatro di Milan, *Le roi se meurt*, d'Ionesco, par Jorge Lavelli ; *Oncle Vanja*, par Jean-Pierre Miquel ; les *Bacchantes*, par Michel Cacoyannis. Au Petit-Odéon : la *Nuit*, les *Clowns*, d'Yves Heurdt, par François Duperon ; la *Parodie sur le comédien*, par Jacques Bailon ; *Paracholme*, de Robert Pinget, par Yves Gasc ; la *Guerre des phénix*, d'Yves Navarre ; *Guerre au troisième étage*, de Kohut, par Denis Lorcé.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN : Comme il nous plait, par Beno Besson ; *l'Otage*, de Claudel, par Guy Rétoré, qui reprend *Salomé* Jeanne des abattoirs et invite la Magie Circus, avec les *Grands Sentiments* ; et le Théâtre éclaté d'Annoy, avec *Chicago, crime et clash*, par J.-P. Dougnac. Au Petit TEP : *A la campagne*, de

Giuseppe Gambero, par James et Pierre Byland. (797-94-88). CHAILLOT : Elisabeth Un, de Foster, par Livia Giuliet ; *Antoine et Cléopâtre*, par Philippe Adrien ; le T.N.P. Villeurbanne vient avec A. A. Adamov, les *Folles Bourgeoises*, d'Ilse de Rele, de Planchon et Loin d'Hégondange, de Wenzel, par Patrice Chéreau. (753-74-27). THÉÂTRE NATIONAL DE STRASBOURG : Chatterton, par Jean Jourdeuil ; le *Misanthrope*, par Jean-Pierre Vincent ; *Poussin*, d'Essenine, par André Engel. Avec les élèves de l'École de Strasbourg : un spectacle *Karl Valentin*, par Jean-Louis Houdin ; la *Bonne vie*, de Michel Deutsch, par Jean-Pierre Vincent. (88-85-83-80).

### Maisons de la Culture

AMIENS : les *Bonnes*, de Genet, mise en scène de Dominique Quehec. (22) 91-83-98. BOBIGNY : spectacles pour enfants *Pourquoi, pourquoi ?* ; *Soleil blanc*, par Bruno Castan ; en coproduction avec la Maison de la culture du Havre, le *Troisième Chose extraordinaire ce jour-là*, d'Yves Pinguilly. (345-06-88).

CHALON-SUR-SAÔNE : Georges Dandin, en coproduction avec le Théâtre de Saône-et-Loire, et une reprise de *la Rumeur* (85) 49-49-02. FIRMINY : *Chien rouge*, de Bernard Clavel, en coproduction avec le Théâtre du Tournemire (77) 56-07-07. LA ROCHELLE : la *Planète du diable*, de Patrick Collet, en coproduction avec l'Année romane (48) 41-37-78. LE HAVRE : *Croquez le monde*, en coproduction avec le Strapontin Théâtre ; un spectacle de tréteaux et un classique en coproduction avec le Théâtre de la Havre : la *Troisième Chose extraordinaire ce jour-là*, en coproduction avec la Maison de la culture de Bobigny.

### Centres dramatiques

ANGERS : Théâtre des Pays de la Loire : le *Journal d'un fou* ; le *Léon* ; les *Chaises* (41) 88-54-80. AUBERVILLIERS : Théâtre de la Commune : *Quatre à quatre*, de Michel Garreau, et *Coriolan*, par Gabriel Garran ; *On ne badine pas avec l'amour*, par Régis Santon ; le *Bourgeois gentilhomme*, de Molière, par Jean-Claude Fall. (83-16-16). BEAUNE : Théâtre de Bourgogne : la *Bonne Ane de Seigne* ; le *Montage Brecht* ; un montage Rimbaud : les *Chai-*

ses ; la *Caroline* ; le *Pierre de la Tour*, d'Arrabal (80) 22-00-47. BESANCON : Centre théâtral de Franche-Comté : le *Ciel de lit*, de Jan de Hartog ; le *Gardien*, de Pinter ; *Oncle Vanja* ; l'*Amanie anglaise* ; la *Journée d'une infirmière* (81) 81-42-58. BEZIERS : Les Tréteaux du Midi : le *Brise-Jambe*, d'Armand Mérie ; *Mort et splendeur de Joaquin Murietta*, par Jacques Echanillon. (87) 76-31-84. CAEN : Comédie de Caen : *Lorenzaccio* et reprise des *Estivants* (31) 81-08-18. GRENOBLE : Comédie des Alpes : *Palazzo Mentale*, de Bourgeois, par Georges Lavaudun ; l'*Éternel Mari*, par Gabriel Monnet ; *Hamlet*, par Daniel Mesguich. (78) 25-54-14. LILLE : Théâtre populaire des Flandres : *L'Ennemi du peuple*, par Cyprien Robert (20) 55-41-28. LIMOGES : Centre théâtral du Limousin : *Du vent dans les branches de saules*, d'Obaldia ; la *Danse de mort*, de Strindberg ; l'*Empereur s'amuse*, de Hubay, par Jean-Pierre Larray. (55) 78-70-78. LYON : Théâtre de la Reprise : *Dialogues d'extrême*, de Brecht ; *Autour de Jean-Paul Sartre* (coproduction T.N.P. Villeurbanne) ; la *Reine Christine*, de Strindberg, par Robert Girones (78) 74-32-08. MARSEILLE : Nouveau Théâtre national : *Ton nom dans le feu des nuées* d'Elisabeth, de Vauthier, par Marcel Maréchal, qui reprend *Falstaff*, de Valère Novarina, *Fin de partie* et *Cyrano* (91) 47-02-00. NANTERRE : Théâtre des Américains : *Ulysse*, par Ariette Bonnard ; le *Songe d'une nuit d'été*, par Patricia Ionesco ; *Salamandre* ; *business*, de Xavier Fomoret, par Alain Bézu ; les *Farcoux*, par Pierre Debevoise. (24) 37-13.

NICE : Théâtre des Espaces : *Parade*, de Courcournet, par Jacques Bupal ; *Fantasio*, par Jean-Pierre Besson (83) 90-61-67. RENNES : Théâtre du bout du monde : *Jules César*, par Trevor Vibert ; *Tard dans la nuit*, par Guillaume Kerguelen ; le *Grand Voleur de Hellen*, par Roger Gaillo. (80) 30-70-80. SAINT-ETIENNE : Comédie de Saint-Etienne : le *Roi Lear*, par Daniel Benoit ; *On ne badine pas avec l'amour*, par Guy Lauzin. (77) 25-01-24. TOULOUSE : Le Grenier annonce une reprise de *l'Amour*, par Maurice Sarraute ; la *Fabrique* ; le *Dame de chez Maxim's* et une reprise de *Parcours sensible*, par Bruno Bayen. (81) 42-07-78. TOURCOING : Théâtre de la Salamandre : *Martin Eden*, de Jack London ; le *Station Champbaud*, de Labiche, par Gilles

Bourdet ; *Un cœur sous une soutane*, par Pierre Ascard. (20) 74-70-25. VILLEURBANNE : T.N.P. : Loin d'Hégondange, de Jean-Paul Wenzel, par Patrice Chéreau. Mises en scène nouvelles de la *Dispute* et des spectacles de Roger Planchon : A.A. Adamov, les *Folles bourgeoises*, d'Ilse de Rele. (78) 84-70-74.

### Compagnies indépendantes

ANNECY : Théâtre Eclaté : *Chicago, crime et cash*, d'après Weidell (coproduction Jean-Pierre Dougnac) (50) 51-42-62. ANTONY : Organisation théâtrale française : spectacle *Postoffice*, par Jean Rougerie. (287) 31-19. ARLES : La Carrière : la *Liberté ou la mort* (90) 96-84-71. AUCH : Théâtre populaire d'Occitanie : *Cone Alpa* ; la *Corrida* (62) 05-26-42. AVIGNON : Le Chêne noir : *Orphée* 2000 (93) 96-58-11. BORDEAUX : Compagnie dramatique d'Aquitaine : *Mario Madeleine*, de Kroeit ; par Raymond Paquet (58) 48-58-51. CHELLES : Théâtre en liberté : *Galiléa*, de Brecht ; la *Nuit des pleins pouvoirs*, de Jacques Tephany (52) 05-64. GENNEVILLIERS : Ensemble théâtral : deux mises en scène de Bernard Sobel, les *Payans*, d'après Balzac ; *Robespierre*, de Charleux et Jourdeuil ; reprise de *la Foi, l'Espérance, la charité*, d'Hornath par Yvon Davis (206-01-59).

GRENOBLE : Théâtre Action : la *Mémoire* ; les *Migrations éblouies* ; *Un juge à la une* (79) 44-50-82. IVRY : Théâtre des Quartiers : *Surplus en stock*, d'Axelrod, par Marie-France Duverger ; les *Coronniers*, de Witkiewicz, par Eva Lewinson ; *Iphigénie*, d'Alfred de Vigny, par Antoine Vitez (coproduction Jeune Théâtre national) (672-37-43).

LONS-LE-SAUNIER : Théâtre populaire jurassien : *Auguste et Peter*, de Benedetto ; *Who is who*, de Dorladis (82) 24-27-22. METZ : Théâtre populaire de Lorraine : les *Femmes savantes*, par Charles Tordjmann ; *Histoire de l'Oncle Jakob* (reprise), par Jacques Kraemer. (87) 75-38-29. NIMES : Théâtre populaire du Midi : spectacle *Vien*, spectacle *Gébé* ; *Ridicules des prévisions*, d'après Molière (87) 87-85-32.

LE GRAND-QUEVILLY : Théâtre des Deux-Rives : *Arlequin valet de deux maîtres* ; montage *Desnos* (35) 82-26-60. REIMS : Théâtre populaire de Reims : le *Procès de Jeanne d'Arc*, par Robert Hossain (26) 40-21-05. SAINT-DENIS : Théâtre Gérard-Philippe : *Mère Courage* ; *Hamlet* roi, par José Valverde (243-00-69). STRASBOURG : Les Drapeaux : le *Transit*, de Günther Rudimentaire, de Stramm ; le *Nid*, de Kroeit, par Gaston Jung (88) 35-68-18. VALENCE : Spectacles de la Vallée du Rhône : *Candide* ; *Au sud de la fente*, de Jack London (78) 43-78-82. VENISSIEUX : La Satire : *Paolo Paoli*, d'Adamov, par Bruno Carlucci (78) 72-00-60. VILLEURBANNE-ASCO : La Planchette : *Juliette et le Dragon* ; *Lux in tenebris*, par Pierre-Étienne Heymann (20) 91-38-35.

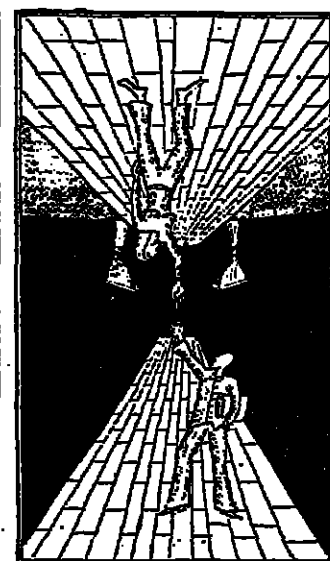
### Paris

THÉÂTRE DE LA VILLE : la *Vieille* de la *vielle dame*, par Jean Marcare ; les *Brigades*, de Schiller, par Anne Delbée, qui reprend l'*Echange* ; Jacques ou la *Soumission*, de Ionesco, par L. Pinville (887-54-43).

JEUNE THÉÂTRE NATIONAL : *Iphigénie* en coproduction avec le Théâtre des Quartiers d'Ivry ; reprise de la *Double Inconstance* (872-47-68).

THÉÂTRE OUVRIER : Spectacles de la mise en espace : Catherine, d'après Aragon, par Antoine Vitez ; *Chronique d'une solitude*, de Tahar Ben Jelloun, par Michel Raffalli ; la *Guerre des pieux*, d'Yves Navarre. « Mises en espace », après Avignon : l'*Oncle Jakob*, par Max Denes ; nouvelles pièces : la *Bonne Vie*, de Michel Deutsch, par les élèves de l'École de Strasbourg ; *Marianne attend le mariage*, par Claudine Flévet et Jean-Paul Wenzel, inaugureront le Centre Georges-Pompidou. La Cellule de création est confiée à Jean-Claude Grumbach (222-77-00).

FESTIVAL D'AUTOMNE : le *Livre des splendeurs*, par Richard Fournier ; *Robert Anton* ; les *Édwards* ; *Empédocle* d'après Hölderlin, par la Schaubühne de Berlin ; les *Mémoires d'un bonhomme*, par Olivier Périer ; la *Novia*, par Bruno Boeglin et la compagnie de la Mouchette ; *Gyverne solidité et un acrobate*, par Richard Danarany ; *Eisenstein on the beach*, par Bob



Wilson ; *Rorschach 2*, par François Achard et Tania (278-10-00). THÉÂTRE DU MANITOUL : Dominique Houdart : Louise Michel ; reprise d'*Un jour mémorable pour le savant Wu*, Don Juan et *Arlequin poli par l'amour* (325-03-13). THÉÂTRE CHRONIQUE, de Michel Raffalli ; Ivanov, de Tchekhov (345-08-76). TRÉTEAUX DE FRANCE, de Jean Danet : *Lorenzaccio*, par Pierre Vithéac ; les *Trois Mousquetaires*, par Francis Perrin (653-04-12).

### Pour la jeunesse

COMPAGNIE BAZILLIER : *Démeter couronné*. COMPAGNIE LE RENARD (Béziers), coproduction les Tréteaux du Midi : l'*Héritage de Bouffarel*. THÉÂTRE DU GROS-CAILLON (Caen) : *Comptines* ; *Passe-passe* ; *A travers le miroir* (81) 96-10-70. THÉÂTRE LA FONTAINE (Lille) : le *Petit Prince* ; *Dans ma maison* ; *Lugardère père et fils* (20) 57-32-59. THÉÂTRE DES JEUNES ANNEES (Lyon) : *Kikabidi* ; *Monseigneur Galazie* ; *Ghoros pour un oiseau gris* (78) 74-32-08. LES MARIONNETTES DE METZ : la *Médecine de la phénix* (28) 27-06-83. THÉÂTRE DE LA CLAIRIERE : *Eclaboussures* (887-61-85). COMEDIE DE LORRAINE (Nancy) : *Lapinette* et compagnie ; le *Gamin et les Truands* (28) 27-06-83. COMPAGNIE R O C H E (Reims) : *Pop 12 TV* (28) 40-03-50. LA POMME VERTE (Sartrouville) : l'*Escapade* ; *Un village de sable* (882-42-83).

**GALERIE TRANSPPOSITION**  
132, bd Raspail - DAN. 75-88  
**PROKHOROFF**  
23 septembre - 16 octobre 1976

**VILLAND & GALANIS**  
127, bd Haussmann - 225-59-91  
**VIMARD**  
Peintures et dessins  
1973 - 1976  
Jusqu'au 15 octobre 1976

**GALERIE ANDRÉ WEIL**  
25, av. Matignon (8<sup>e</sup>) - 265-50-33  
**E. MAZZILLI**  
« peinture chromatique »  
Du 28 sept. au 11 octobre

28 septembre-15 octobre  
**PAUL BRAUDEY**  
La maison pour tous de Courbevoie  
14, square de l'Hôtel-de-Ville,  
Place de l'Hôtel-de-Ville, 333-63-52  
Tous les jours de 14 h. à 19 h.  
excepté le dimanche.

**GALERIE DES GRANDS AUGUSTINS**  
16, rue des Grands-Augustins (8<sup>e</sup>) - 325-35-55  
« Fragile comme un mur »  
**JORDAN**  
JUSQU'AU 16 OCTOBRE

**GALERIE CAMBACERES**, 25, rue La Boétie, Paris (8<sup>e</sup>), 265-23-65  
Sous le patronage de M. H. TORRE, Député de l'Ardèche  
**JEAN-M. HERAUT**  
Peintures  
**DENISE HERAUT-LEGRAIN**  
Tapisseries brodées main des cartons de JEAN-M. HERAUT  
30 septembre - 14 octobre inclus

**GALERIE ARIEL**  
140, boulevard Haussmann, PARIS - 237-13-09  
**R. E. GILLET**  
« LES VILLES »  
23 septembre - 23 octobre

**ART MODERNE - JAUBERT S.A.**  
75, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (VIII<sup>e</sup>) - TELEPH. : 266-64-70  
**ABEL LAUVRAY**  
(1870-1950)  
PEINTURES - DESSINS  
23 septembre - 23 octobre

**LA MANDRAGORE**  
Galerie d'Art et d'Essai  
13, rue Mayet (8<sup>e</sup>) - 588-85-90  
**JOSEPH BUIS**  
Peintures récentes  
Cocktail-Vernissage 1<sup>er</sup> oct. 18 h.  
du 1<sup>er</sup> au 14 octobre

**Galerie COLETTE DUBOIS**  
352, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>re</sup>)  
260-54-83  
**PETER ORLANDO**  
Du 28 sept. au 16 oct.

**ZAVARO**  
DU 30 SEPTEMBRE  
AU 30 OCTOBRE 1976

**ARTCURIAL**  
Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris  
11, rue Payenne - 3<sup>e</sup>

**CENTRES CULTURELS**  
**ETRANGERS**

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
5 rue de Constantin - 7<sup>e</sup>  
mardi 5 octobre à 20 h. 45  
**RENCONTRE**  
**AVEC LE COMPOSITEUR**  
**CLERMONT PÉPIN**  
Louis Lebrun, soprano.  
Interprétera le « Cycle Richard ».  
Audition de disques et bandes.  
Animateur M. Jacques Chailley  
Tél. 551-33-72 - Métro Invalides

**CENTRE CULTUREL ALLEMAND**  
SEINE-SAINT-DENIS  
17 avenue d'Iéna - 16<sup>e</sup>  
jeudi 30 septembre à 18 h. 30  
**CONFÉRENCE-DÉBAT**  
**L'INVENTION SOCIALE**  
**UN INSTRUMENT**  
**DU CHANGEMENT SOCIAL**  
Robert JUNG.  
Hugues de JOUVENEL.  
Joseph ROYAN

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS**  
11 rue Payenne - 3<sup>e</sup>  
**ARARAT**  
une exposition  
Tous les jours de 14 h. à 18 h.  
jusqu'au 13 octobre

**INSTITUT NÉERLANDAIS**  
121 rue de Lille - 7<sup>e</sup>  
**OASIS SPONTANÉES**  
poèmes Sadi de Gortès  
gravures de Jan Meijer  
vernissage mercredi 29  
de 17 h. à 20 h.  
Jusqu'au 30 octobre  
Tous les jours 13 h. - 18 h., sauf lundi  
entrée libre

à partir du 8 octobre  
**MÈRE**  
**COURAGE**  
Bertolt Brecht  
mise en scène  
José Valverde  
THEATRE GERARD PHILIPPE  
DE SAINT-DENIS  
59 Bd Jules Guesde - 243.03.59  
Métro: Saint-Denis - 1945 0249  
métro saint-denis basilique

**Expositions**

**RAMESSE LE GRAND** - Grand Palais, entrée avenue de Selles (21<sup>e</sup>-21-21). Saut mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi jusqu'à 23 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 octobre.  
**L'AMÉRIQUE VUE PAR L'EUROPE** - Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 3 janvier 1977.  
**EXPOSITION INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES** - Grand Palais (voir ci-dessus). De 11 h. à 23 h. ; le dimanche, de 10 h. à 20 h. Entrée : 14 F. Jusqu'au 10 oct.  
**GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI** - Grand Palais (225-35-55, de 15 h. à 19 h.). Saut mardi, de 10 h. à 19 h. Jusqu'au 17 octobre.  
**AZTLAN, TERRE DES AZTÈQUES** - Images d'un nouveau monde. - Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (265-63-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 novembre.  
**EN ÉGYPTE AU TEMPS DE FLAUBERT** - Les premiers photographes, 1839-1859. - Grand Palais, Espace 404. Jusqu'au 17 octobre.  
**TECHNIQUE DE LA PEINTURE : L'ATELIER** - Musée du Louvre, entrée porte Juillard (230-30-30). Saut mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 8 novembre.  
**ART PORTUGAIS CONTEMPORAIN** - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (725-61-27). Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Saut lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Du 1<sup>er</sup> octobre au 14 novembre.  
**ANDRÉ MASSON** - Deux cents dessins - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 3 octobre.  
**ALDO POMODORO** - Sculptures 1960-1974. - Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à fin octobre.  
**CLAUDE LORAIN** - Retrospective 1563-1728. AGO 2 au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.  
**LUMINÉ** - Atelier de peinture de l'école d'Art de Marseille. AGO 2 au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.  
**ARCHITECTURES A PARIS, 1848-1974** - Familierement inconnues. Bon Marché, angle rue de Babylone, rue de la Harpe (267-24-10). Saut dimanche, de 9 h. 30 à 18 h. 45. Entrée libre. Jusqu'au 16 octobre.  
**PIRANESSE ET LES FRANÇAIS** - Hôtel de Sully, 52, rue Saint-Antoine (387-34-14). De 10 h. à 18 h. ; le mercredi jusqu'à 21 h. Du 2 octobre au 15 novembre.  
**CERFS-VOLANTS - IMAGES POUR LE CIEL** - 11, r. Serret (278-10-00). Saut mardi, jusqu'au 24 octobre.  
**LESLIE KAHN, DUANE MICHAELS, BUREAU** - Musée Galliera, 10, avenue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie (278-10-00). Saut lundi, de 12 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 24 octobre.  
**ÉNERGIES LIBRES** - Musée des Arts et Métiers (C.C.T.), 107, rue de Rivoli (350-23-14). Saut mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche de 11 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 4 octobre.  
**CERAMIQUE DE TCHANG-CHA** - Quelques pièces des FAY au T'ANG de la collection MU-FEI. - Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (522-25-73). Saut lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 3 F. Jusqu'au 15 décembre.  
**RODIN ET LES ÉCRIVAINS DE SON TEMPS** - Sculptures, dessins, lettres et livres du Fonds Rodin. - Musée Rodin, 17, rue de Varenne (231-01-50). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 18 octobre.  
**L'ANIMAL DE L'ARTISTE A PI-CASSO** - Muséum national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Saut mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.  
**DESSINS PARISIENS DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES** - Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-18). De 10 h. à 17 h. 40. Prolongée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier.  
**HOMMAGE A GALANIS** - Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). Jusqu'à fin septembre.  
**IMAGES DE LUMIÈRE** - Vitraux, tapisseries, manuscrits. - Chapelle de

la Sorbonne, place de la Sorbonne. Tous les jours, de 10 h. à 20 h. Prolongée jusqu'au 30 octobre.  
**RICARDO STEIN** - Haines, aquelles, dessins. - Centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna (725-61-21). Saut samedi et dim., de 10 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 octobre.  
**LES OASIS SPONTANÉES** - Poèmes de Sadi de Gortès et gravures de Jan Meijer. - Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-55-99). Saut lundi, de 13 h. à 19 h. Jusqu'au 24 octobre.  
**ARARAT** - Exposition d'une exposition. - Centre culturel suédois (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 octobre.  
**COTE DE L'ATLANTIQUE UN JOURNAL ILLUSTRÉ** - 32 artistes de Terre-Neuve, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse. - Centre culturel canadien, 3, rue de Constantin (331-35-73). Jusqu'au 24 octobre.  
**LES TECHNIQUES DE FABRICATION DE LIVRE** - Maisons des métiers d'art français, 28, rue du Bar (231-38-54). Saut dim. et lundi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 octobre.

**CHILLI, TROIS ANS DEJA** - Dessins politiques, photographies, artisanat. - Clichés La Cliché, 21, rue de la Cliché. Jusqu'au 30 octobre.  
**FRAN ADAMO** - Sculptures récentes. - Galerie J.-Bucher, 55, rue de Selles (325-32-32). Jusqu'au 30 octobre.  
**GEORGES GROZ (1893-1965)** - Dessins et aquarelles. - Galerie Octave Magni, 21, rue de Selles (325-70-15). Jusqu'au 8 octobre.  
**BOEL D'HAESSE** - Sculptures. - Galerie Claude-Bernard, 5-7, rue des Beaux-Arts (230-33-31). Jusqu'au 30 octobre.  
**ANTHONY PALLIER** - Peintures et dessins. - 14, rue Madame (2<sup>e</sup> étage) (548-53-49). Jusqu'au 3 octobre.  
**BOUVERMONT** - Cinq réalisations monumentales. - 22, rue Emeriau (377-34-55). Jusqu'au 8 octobre.  
**REUPHÖR** - Dessins et collages. - Galerie Carman-Mathias, 12, rue du Roi-de-Sicile (279-30-11). Jusqu'au 8 octobre.  
**ALBERT ZAVARO** - Artcurial, 9, avenue Matignon (265-70-70). Jusqu'au 30 octobre.

**Concerts**

**JUDE 30**  
Expédition de la Défense, 21 h. : Quatuor de l'orchestre de chambre de Thomas (Percell, Handel, Boyce, Schubert, Mozart).  
Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre de Paris avec D. Barenboim (Mozart, Beethoven).  
Musée Guimet, 20 h. 30 : Raphaël Allard (Bach, Chopin).  
Musée Badajou (Chopin, Bartolomeo, Zavadjanian).  
**VENDREDI 1<sup>er</sup>**  
Maison de la Radio (grand auditorium), 20 h. 30 : Orchestre national de France, direction : L. Seretian (Strauss).  
Cathédrale azerbaïdjanaise, 21 h. : Concert-spectacle (musique française du dix-septième au dix-neuvième siècle).  
**DIMANCHE 3**  
Eglise luthérienne de la Trinité, 17 h. 30 : Ensemble vocal D. Millard (œuvres allemandes anciennes et contemporaines, madrigaux, chansons espagnoles).  
Eglise réformée d'Antony, 17 h. 45 : N. et C. Roger (Bach, Ruckstuhl, Couperin).  
Eglise des Invalides, 16 h. : Musiques des gardiens de la paix (Haendel, Dondyne, Lancelotti).  
**LUNDI 4**  
Maison de la Radio (grand auditorium), 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, direction : F. Lozano (Verdi).  
**MARDI 5**  
Radio-France, 20 h. 30 : E. Krivine (Mozart, Schubert).  
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre d'ensemble, direction : A. Lowenguth, Meyer, Blum, Fabien (Meyer, Guignard, Schubert, Beethoven, Vivaldi, de Schomberg).

**MARGHAN PATHE - FRANCE ELYSEES - GAUMONT MADELEINE**  
**REX - MONTMARTRE 33 - GAUMONT SUD - PANTHEON**  
THÉÂTRE BELLE ÉPINE PATHE - ASNIÈRES - CHAMPIGNY - MONTMARTRE  
EVRY - GAUMONT - PARIS 2 - STUDIO

Écoutez les images...  
Regardez la musique!

**WALT DISNEY**  
**FANTASIA**  
TECHNICOLOR

**VIII<sup>e</sup> Biennale internationale des Antiquaires**

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h, et le dimanche de 10 h à 20 h  
Métro : Champs-Élysées-Clémenceau

**Au Grand Palais à Paris**

du 23 septembre au 10 octobre 1976

**AL PACINO A PARIS**  
**AVEC SYDNEY POLLACK.**

Les trois prochains mois de cinéma :  
les 20 films que vous aurez envie de voir  
cette semaine dans

**Télérama**

Un hebdomadaire d'opinions  
sur la TV, la radio, le cinéma, les disques.

Télérama était sur le plateau

501 100 000 000



MONDE

Jeudi 150

# ET DES SPECTACLES

... LE MONDE — 30 septembre 1976 — Page 23

## Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses)

### Les salles subventionnées

**OPERA**, salle Favart (973-93-26), le 30, à 20 h. 30 : Ballets (Konservatorium, la Vierge, Napoli, Papillon). Relâche jusqu'au 15 octobre.  
**COMEDIE-FRANÇAISE**, au Palais des congrès (743-27-31) (D. soir et le 30), le 30, à 20 h. 30 : *Cyrano de Bergerac*.  
**ODEON** (235-70-32) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**PETIT ODEON**, à partir du 5 octobre, à 18 h. 30 : *Le Cid*.  
**CHAILLOT** (727-81-15) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**TEJ** (936-79-06) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

### Les salles municipales

**NOUVEAU CARRE** (777-88-40) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ANTOINE** (208-77-71) (D. soir), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ATELIER** (906-49-24) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

### Les théâtres de Paris

**ANTOINE** (208-77-71) (D. soir), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ATELIER** (906-49-24) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

## Festivals

**PARIS**  
**CINQUIEME FESTIVAL D'AUTOMNE** (944-70-50). Bouffes du Nord (280-20-04) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**THEATRE DE LA VILLE** (205-40-00). Bouffes du Nord (280-20-04) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**THEATRE DE LA VILLE** (205-40-00). Bouffes du Nord (280-20-04) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

**ATHENES** (073-82-82) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**BIOTHEATRE** (246-44-16) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**COMEDIE-CAUMARTIN** (073-43-41) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**EDOUARD-VII** (073-67-90) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ESSAION** (278-46-43) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**FONTAINE** (974-74-40) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**GAITE-MONTMARTRE** (333-16-16) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**GYMNASIE-MARIE BELLE** (770-16-15) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**HUCHETTE** (336-38-99) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**LA BRUYERE** (974-74-40) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**LA MICODIERE** (742-93-22) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**MADAME** (263-07-09) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**MAISON DE L'ALLEMAGNE** (336-38-99) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**MATRUINS** (263-07-09) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

**MICHEL** (263-07-09) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**MODERNE** (974-74-40) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**MONTMARTRE** (333-16-16) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**NOUVEAU CARRE** (777-88-40) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ORFÈVRE** (336-38-99) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**PALACE** (770-16-15) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**RECHAMBER** (336-38-99) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**THEATRE D'ART** (336-38-99) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**THEATRE DE LA VILLE** (205-40-00) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**THEATRE DE LA VILLE** (205-40-00) (D. soir, L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

**CERISE-PONTAISE**, C.A.C. (030-46-01), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ELANCOURT**, Maison pour tous (032-23-01), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**EVERY**, Agence (077-82-50), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**FONTAINE**, Centre des arts et de la culture (074-74-40), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**IVRY**, Th. des Quartiers (075-37-43), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**LE VESINET**, Centre des arts et de la culture (078-32-73), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**MALAKOFF**, Th. 71 (835-43-45), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**NAUTISSE**, Th. des Amandiers (034-18-01), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**VERMOREL**, Th. des Amandiers (034-18-01), le 2 à 20 h. 30 : *Le Cid*.

## THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Lundi 11 octobre 20 h 30

### Concert exceptionnel

## « SOIRÉE WAGNER »

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS DE LA LOIRE O.P.P.L.

Direction : Pierre DERVAUX avec le concours de Régine CRESPIN et Karl Walter BOEHM

Location : Théâtre, Agences et par téléphone : 225-44-36

## THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

Du 22 septembre au 10 octobre

4 programmes différents

## NEW YORK CITY BALLET

VENDEMI : PREMIERE du nouveau spectacle

## MARIANNE NE VOIS-TU RIEN VENIR ?

de Pierre-Jean VAILLARD et Christian VEBEL

Location 096-10-26 et agences

## VOTRE TABLE CE SOIR

**ASSIETTE AU Bœuf-Poissard** (22-15-85) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**BOFFINGER** (272-87-82) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**GUY** (033-87-61) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ASSIETTE AU Bœuf-Poissard** (22-15-85) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**ASSIETTE AU Bœuf-Poissard** (22-15-85) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**LA GRILLERIE** (525-08-32) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.  
**LES VIKING METIERS** (336-38-99) (D. L.), le 30, à 20 h. 30 : *Le Cid*.

## DINERS-SPECTACLES

LA MAIN AU PANIER 633-33-83 PASCAL OLIVIER présente tout un programme d'humour et de gaieté et JACK GAUTHIER menu 65 F (Service et vin en +). Fermé dim.

## RESTAURANTS OUVERTS APRES MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS 171, bd du Montparnasse, 226-70-50, 033-21-68. Au piano Yan Meyer.

LE PICHET 63, r. Pierre-Charon, 359-39-34. Spécialités campagnardes. GRILLADES - PATISSERIES.

GUY 4, rue Maillon, 033-87-61. Saint-Germain-des-Près SOUPERS BRESILIENS FELICIA CHURRASCO CARAIBES.

**SAINT-SEVERIN**  
"quand tu disais VALÉRY..."  
de RENE VAUTIER en collaboration avec NICOLE LE GARREC  
STUDIO-THÉÂTRE de la COMMUNE

**ODEON**  
THÉÂTRE NATIONAL  
dernière  
mardi 12 octobre  
LE PICCOLO TEATRO  
présente  
dans la mise en scène de  
**Giorgio STREHLER**  
**LA CERISAIE**  
(Il giardino dei ciliegi)  
d'Anton TCHÉKHOV  
(spectacle en langue italienne)  
Tous les soirs à 20 h. 30 sauf dimanche et lundi. Matinée dimanche à 16 h.  
ATTENTION : soirée exceptionnelle  
lundi 11 octobre à 20 h. 30  
Renseignements et locations :  
7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

**CHAILLOT**  
INFORMATION  
« ELISABETH UN »  
DU CIRQUE A L'OPERA  
Vendredi à 20 h. 30, Chaillet effectue sa réouverture avec la première création théâtrale de la nouvelle saison. C'est « Elisabeth Un » de Paul FOSTER, adapté par Eric KAHANE et mis en scène par Livio CHIELI, qui ouvre le feu. « Elisabeth Un », ou le droit de se moquer de l'histoire pour mieux juger. Un spectacle qui passe du cirque à l'Opéra. Douze comédiens, cinq musiciens sur un plateau « élisabéthain ».  
Location ouverte (727-51-15).

QUINTETTE - CALYPSO - OLYMPIC ENTREPOIT SAINT-LAZARE PASQUIER  
Bernard Lantier présente  
**Un type comme moi ne devrait jamais mourir...**  
un film de Michel VINEY  
"Si vous aimez le cinéma drôle et intelligent, allez voir ce film."  
**Rémo Forlani/RTL**  
Avec Jean-Michel Folon, Francine Racette, Bernard Fresson, Marc Shuman.  
Diffusé par RTL.

**THEATRE 71**  
Inauguration de la Saison 1976-1977  
1<sup>er</sup> Octobre de 18 à 21 h  
**JAZZ ET PEINTURE**  
A 21 h PANORAMA JAZZ  
avec ORIGINAL JAZZ BAND, OSTRIND J. TOUPANCE, TRIO HUMAIR JEANNERU, H. TEXIER  
Prix des places 10 - 12 et 25 F.

**TREMBLEMENT DE TERRE**  
Ch. HESTON - Ava GARDNER  
70 mm - V.o. - Stéréo

**LA GLEF**  
11, rue de la Glef - 337-40-40  
L'AMOUR BLESSÉ  
ou les confidences de la nuit  
Un film de Jean-Pierre LÉVY

**LA RENCONTRE**  
DEJEUNERS  
DINERS-SOUPERS  
AMBIANCE 1930  
19, R. BUFFAULT - 75008 PARIS - 280.27.27

Le 58<sup>e</sup> étage de la Tour Montparnasse est ouvert au public tous les jours de 9 h 30 à 23 h 30.  
58<sup>e</sup> TEL. 538.52.56.

CADRE ANCIEN DE REPUTATION MONDIALE  
DEJEUNERS 60 F *Lapérusse* 90 F  
service compris  
Grande Carte - Salons Particuliers  
51, quai des Grands-Augustins (9<sup>e</sup>)  
Réserv. 326-68-04 - F. GIL.

## CABARETS

Une Nouveauté...  
**IN BOULIENGE**  
129, rue St-Bonnet (1<sup>er</sup>)  
258-48-57  
ERIC VINCENT DANIELE BORANO  
Auteurs-Compositeurs  
CLAUDE AYRES Illustratrice  
Le Quatuor Jazz Raphaël FAYS

**TOUR EIFFEL**  
Déjeuners d'Affaires  
Dîners Spectacle  
705-19-59 - 44-67

**La BELLE EPOQUE**  
24, rue de la Harpe, 033-87-61  
DINER SPECTACLE DANSANT 90 F  
Séjour animé par CARLO NELL  
HENRI GENES  
CORINNE MARCHAND  
CHRISTIAN MERY  
JACKIE ROLLIN SARDOU  
ALBERT RAINIER  
LOS NINOS

**TSAREVITCH**  
1, rue des Capucins-Réard, 754-72-88.  
DINERS ET SOUPERS - SPECTACLE à partir de 20 h. 30  
V. POLIAKOFF • DJAN TATLAN  
KOSTIA KOTLAROW • KATIA D'ALBIEZE • CRISTINA  
et ses troupes avec le virtuose lyrique P. SANDOR

**Capricorne**







# MEL

**RESPONSABLE COMMERCIAL A L'EXPORTATION**  
130/150.000 F. PARIS

**RESPONSABLE RESEAU DE VENTE FRANCE**  
130/150.000 F. PARIS

**INGENIEURS CONSEILS**  
PARIS

Un groupe français aux activités diversifiées et à vocation internationale recherche pour l'une de ses sociétés un responsable des ventes à l'exportation. Dépendant du directeur commercial et assisté d'une vingtaine de personnes, il sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de la politique commerciale dans les pays du monde entier, de l'animation des différents responsables de zone et de la prise en compte de certains gros contrats. Agé d'au moins 35 ans, ingénieur grande école de préférence, parlant anglais il aura, durant plusieurs années, assuré à un poste de responsabilité la vente de biens d'équipements dans le monde entier. Des déplacements de durée moyenne sont à prévoir. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.224.

Une société française appartenant à un groupe multinational recherche le responsable de sa filiale de distribution pour la France. Dépendant de la direction générale, il animera une équipe d'une cinquantaine de personnes réparties dans les grandes villes et chargées des activités de vente et d'après-vente. Il sera responsable de la définition et de l'application de la politique commerciale, du budget et de la gestion du personnel. Agé d'au moins 40 ans, de formation supérieure, il aura durant plusieurs années acquis une expérience de réseau de distribution de matériels destinés à une large clientèle professionnelle. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.225.

**INTERMACO** (International Management Consultants) principalement axée sur la solution des problèmes d'efficacité opérationnelle des entreprises, de développement économique et humain et d'assistance aux directions générales recherche, pour faire face à son expansion rapide et rejoindre son groupe de dix consultants déjà constitué, plusieurs ingénieurs conseils. Ceux-ci auront pour tâches individuellement ou au sein d'équipes pluridisciplinaires, de procéder à l'analyse détaillée des problèmes des clients, de proposer des améliorations, de présenter les solutions envisagées, de mettre en place après justification la nouvelle organisation. Ils seront responsables de la formation des personnels nécessaires pour une exploitation efficace des systèmes et structures mis en place. Ils devront accepter la responsabilité éventuelle de la maintenance des services prestés au client. Agés d'au moins 30 ans, ingénieurs diplômés, parlant impérativement l'une des langues suivantes (anglais, allemand, russe, arabe), ils auront quatre à cinq ans d'expérience industrielle à des postes de responsabilité dans des services méthodes, ordonnancement, fabrication, entretien, achats, études, services administratifs et accepteront des déplacements quasi permanents (France et étranger). Une connaissance pratique des systèmes informatiques et mini-informatiques serait appréciée. 30% du profit de la Société (avant impôts) est distribué aux consultants sous forme d'intéressement et s'ajoute à la rémunération. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.226.

**HARRIS** COMMUNICATIONS AND INFORMATION HANDLING

**CHEF DU SERVICE GESTION DE PRODUCTION**  
Mécânica lourde  
REGION PARISIENNE

Un fabricant français de rotatives Offset destinée à l'imprimerie, filiale du groupe Harris, emploie 550 personnes et fait un chiffre d'affaires annuel de 120 millions de francs dont 70% à l'exportation. Cette société recherche le Chef de son service gestion de production. Sous l'autorité du Directeur des fabrications, le titulaire dirigera un service comprenant une quarantaine de personnes chargées du lancement, de la gestion des stocks, du planning, de la sous-traitance ainsi que de la réception et des expéditions. Il aura personnellement la responsabilité de l'établissement du plan de production de l'usine et son suivi. Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé de 30 ans au moins, et connaissant bien l'anglais (écrit et parlé). Le candidat retenu aura acquis pendant quelques années, de préférence dans le domaine des biens d'équipements mécaniques, une expérience approfondie de la gestion de production avec l'aide de l'informatique. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3.795.

**ELECTRONIQUE**  
Armées de l'Air  
100/110.000 F. PARIS

L'un des premiers groupes industriels français recherche un ingénieur technico-commercial. La fonction consiste à promouvoir auprès d'une clientèle militaire étrangère des équipements de haute technicité. Le titulaire assistera sur les plans technique et opérationnel les ingénieurs de vente négociant les contrats et effectuera des tournées de présentation des matériels. Il rédigera la documentation et participera à l'étude de nouveaux matériels en apportant aux laboratoires le point de vue opérationnel. Le poste conviendrait à un officier ayant une formation scientifique et connaissant bien l'anglais. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3.790.

**ATTACHES DE DIRECTION COMMERCIALE**  
Afrique francophone

Un groupe spécialisé dans la distribution de véhicules (voitures de tourisme et camion) d'une grande marque internationale et dans la vente de biens d'équipement par l'intermédiaire de plusieurs filiales installées en Afrique francophone, recherche plusieurs attachés commerciaux. Dépendant chacun d'une direction de filiale, ils seront progressivement associés à l'administration des ventes et à l'animation commerciale. Ils auront également à connaître les problèmes de gestion technique (ateliers et magasins) et administrative. Ils pourront à court terme (un ou deux ans) se voir confier la responsabilité d'une agence et à moyen terme celle d'une filiale. Ces postes conviendront à des diplômés de l'enseignement supérieur (E.S.C. par exemple) actifs par la vie outre mer et ayant de préférence une première expérience professionnelle dans la vente. Ecrire à Y. Blanchon, Réf. B.9.218.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats données au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00  
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78)62-08-33

## CARNET

### Réceptions

— En l'honneur de l'Ecole espagnole d'équitation de Vienne, l'ambassadeur d'Autriche à Paris, M. Otto Eiseberg, a donné une réception mardi 28 septembre.

— En l'honneur du Ballet de New-York, l'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Rush ont donné une réception mardi 28 septembre.

— Avant le départ de M. Mirko Zarich, conseiller de presse, l'ambassadeur de Yougoslavie et Mme Radovitch ont offert un cocktail le mardi 28 septembre.

— Une réception a été offerte mardi 28 septembre à Paris par l'ambassadeur, représentant permanent de Chypre auprès de l'UNESCO et Mme A. G. Leventis, à l'occasion du régal du mariage Cyprien Evarista, qui aura lieu le lundi 28 novembre, à 17 heures, au Théâtre des Champs-Élysées.

### Naissances

— M. Alain Joseph et Mme, née Marie-France Tournier, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Alexandra, le 20 septembre 1976, 196, rue de Grenelle, 75007 Paris.

— M. Pierre Chatelet de Vialar et Mme, née Isabelle Aubourg, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils Augustin, le 24 septembre 1976, 28, rue Spontini, 75116 Paris.

— Francis et Dominique Girault-Husson, Sybille, Gregory (†), sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, le 24 septembre 1976, Paris, le 24 septembre 1976.

### Décès

**Docteur Léon BONDoux**

Nous apprenons le décès du docteur Léon BONDoux, ancien député de la Nièvre, survenu le mardi 28 septembre à Nevers.

(Né le 6 novembre 1902 à Châteaumeuble, Nièvre), Léon BONDoux, qui avait suivi des études de médecine à Paris, était devenu interne des Hôpitaux de Nevers avant d'installer son cabinet médical dans sa ville natale. Elu en 1928 conseiller municipal de Châteaumeuble, puis maire jusqu'en 1945, Léon BONDoux était devenu député socialiste en 1936. Il avait successivement participé aux travaux de la commission des douanes et des conventions commerciales, de l'hygiène, de la marine militaire et de la santé publique. Le 10 juillet 1946, à Vichy, il avait pris

part au vote du projet de loi constitutionnelle. Après la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle il avait été l'un des animateurs du réseau de résistance Libération-Nord, Léon BONDoux, membre du comité départemental de la Libération, était entré en 1945 au conseil municipal de Châteaumeuble, dont il resta le maire jusqu'en 1947. Membre du conseil général de la Nièvre comme représentant du canton de Châteaumeuble depuis 1957, Léon BONDoux n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat lors des élections cantonales de mars 1976. Défenseur de la forêt neversaise, Léon BONDoux avait récemment pris position contre l'usage des défoliants, après le décès d'une habitante de Blennes, dans la Nièvre (« Le Monde » du 17 septembre).

— Nous apprenons le décès de M. Robert BOUCCARD, homme de lettres.

(Né le 12 septembre 1884 à Melun, Seine-et-Marne), M. Robert BOUCCARD, après une carrière de journaliste de la presse nationale de 1917 à 1927, avait fondé en 1932 l'Association internationale de la presse de langue française, dont il fut le président à partir de 1938. Il était également secrétaire de l'Association des journalistes parisiens depuis 1928 et de la Société des gens de lettres depuis 1931. Il a écrit nombre de livres consacrés pour la plupart aux dessous de l'espionnage international et des services secrets dont plusieurs (sans vouloir être précis)...

— Le bureau et les membres de la section française de la Société européenne de culture ont la tristesse de faire part du décès du professeur Umberto CAMPANOLO, fondateur et secrétaire général de la Société européenne de culture.

(La biographie de M. Campanolo a paru dans le Monde du 29 septembre.)

— Louise André Perrin, Jean et Marie-Françoise Perrin et leurs enfants, Max Perrin, Françoise Perrin (†), Luc et Catherine Perrin et leurs enfants, Jacques et Jean Perrin, Raymond et André Joseph, son épouse, ses enfants, ses petites-enfants, ses beaux-frères, belle-sœur, ont la très grande douleur de faire part du retour à Dieu dans sa soixante-dixième année de M. André PERRIN, ancien directeur du MIN d'Angers, ancien directeur adjoint du MIN de Paris-Rungis, colonel honoraire de réserve, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier dans l'ordre national du Mérite.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 30 septembre 1976 en l'église Sainte-Colombe de Chevilly-Larue (Val-de-Marne), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Conflans-Sainte-Thérèse (Seine-et-Marne), à 11 h 45.

On se réunira à l'église, rue du Père-Maurice, à 9 h 30 précises, 8, allée Roland-Garros, Résidence la Croix-du-Sud, 94150 Chevilly-Larue.

— Biola, Mme Gabriel Rosanvallon, M. et Mme Pierre Rosanvallon, M. et Mme Bernard Rosanvallon, M. et Mme Jean Rosanvallon, toute leur famille et leurs amis, ont la grande douleur de faire part du décès de Gabriel ROSANVALLON, marquis de Dieu dans sa soixante et unième année, à Biola. Les obsèques auront lieu le jeudi 30 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Thomas de Biola, au paroisso. Priés pour lui ! 18, rue Augustin-Thierry, 41000 Biola.

### Remerciements

— Toulouse (31), Saint-Giron (69), Mme Jacques Gros, Pierre - Henri, Anne - Catherine, Pascal Gros, profondément touchés de toutes les marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors de la disparition de M. Jacques GROS, prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Une messe de souvenir sera célébrée le samedi 2 octobre 1976, à 9 h 30, en l'église de Saint-Giron (69), et le samedi 9 octobre 1976, à 8 heures, en l'église Sainte-Thérèse - de l'Enfant - Jésus (rue Belle-Paule, à Toulouse (31)). 7, rue Sollet-Levant, 31-Toulouse.

### Avis de messe

— L'Association amicale du commissariat de la marine fera célébrer une messe à la mémoire de ses défunts, le jeudi 4 novembre 1976, à 12 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire.

### Communications diverses

— Le samedi 8 octobre, à 18 heures, l'Office de tourisme de Grande-Bretagne organisera une réception en l'honneur de M. René Calverat pour son livre paru récemment aux éditions Laffont, « Mésaventures en Angleterre ». A cette réception assisteront MM. Maurice Schumann et Nicolas Anderson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon : regarder descendre sa pulpe.

### VENTE A VERSAILLES

A VERSAILLES, 5, rue Rameau DIMANCHE 3 OCTOBRE, A 14 h. OBJETS D'ART - CURIOSITES TABLEAUX ANCIENS TIMBRES POSTES - ARGENTERIE SERRURERIE - MEUBLES - etc. M. G. BLACHE, Commissaire-Priseur Tél. : 930-33-04 et 931-23-85 Expo. vend. et sam. 9-12/14-18 h.

## CULTURE

### CORRESPONDANCE

Emmanuel Berl

M. Walter Eytan, ancien ambassadeur d'Israël à Paris, nous écrit :

C'est parce que j'ai été très sensible au bel article que M. Roger Grenier a consacré à Emmanuel Berl dans le Monde du 23 septembre que je me permets d'y apporter une petite rectification.

M. Grenier note que Berl était né « dans une » de ces familles françaises qui, la fois, restent juives et ne le sont plus ». Je n'en sais rien, n'ayant pas connu sa famille, mais, en revanche, j'ai bien connu Emmanuel Berl, et je puis vous assurer qu'il se sentait viscéralement juif, comme en témoignent son petit livre paru dans la série « Idées », de la N.R.F., et qui a sans doute échappé à M. Grenier.

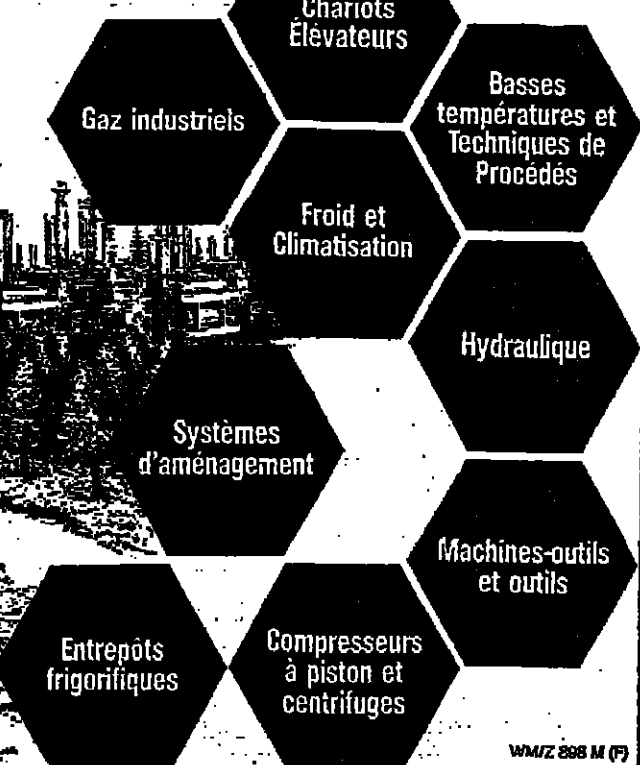
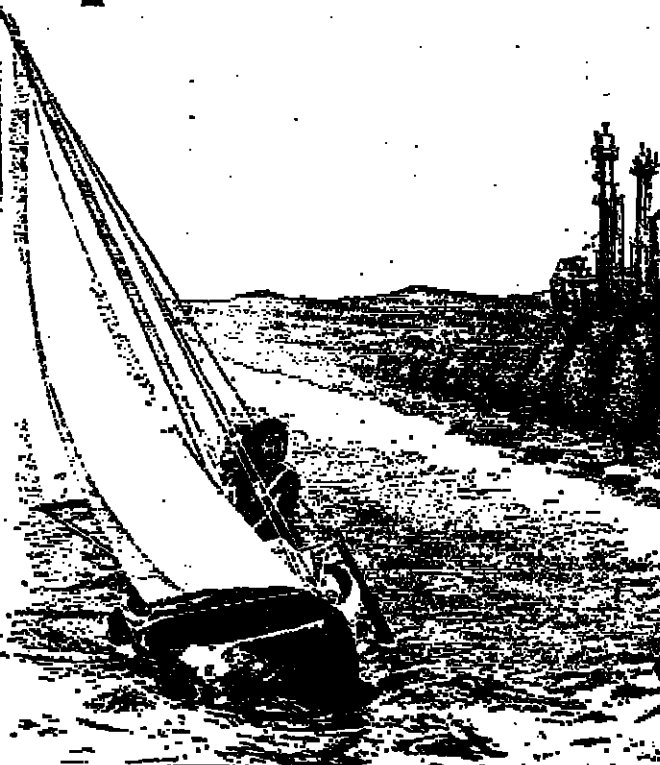
Dans Nasser tel qu'on le loue, Berl dit tout son émoi devant certains propos d'Emmanuel d'Astier de la Vigierie et s'attache à démontrer qu'on ne peut pas être antisémite sans être antisémite.

## Afin d'améliorer la qualité de la vie

LINDE construit des installations pour la production des grands intermédiaires de l'industrie des matières plastiques. Ces dernières facilitent notre vie : moins de précautions à prendre, moins d'entretien. En résultat, plus de temps aussi pendant les loisirs, tels que : navigation de plaisance, camping, vol à voile, etc. Les grands intermédiaires des matières plastiques sont l'éthylène et le propylène. LINDE construit des installations pétrochimiques qui comptent parmi les plus importantes et les plus modernes du monde. LINDE est une des plus grandes sociétés d'Engineering et de Construction, dans la production d'oxygène, la pétrochimie, la chimie et dans le domaine nucléaire. Le « savoir-faire » de LINDE repose sur plus de 1200 brevets internationaux dans le domaine des techniques de procédés. LINDE ne travaille pas seulement dans le domaine des basses températures et des techniques de procédés. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.



SAT LINDE  
71, Avenue des Champs Élysées - 75008 PARIS  
Tél. 225.56.40



WMZ 888 M (9)





OFFRES D'EMPLOI  
"Placards encadrés" 2 col. et +  
(la ligne colonne)  
DEMANDES D'EMPLOI  
CAPITAUX OU  
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne  
40,00  
42,00  
9,00  
70,00

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER  
"Placards encadrés"  
Double insertion  
"Placards encadrés"  
L'AGENDA DU MONDE

La ligne  
28,00  
34,00  
40,00  
28,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**GCT**  
ANALYSTES-PROGRAMMEURS  
Connaissances COBOL et/ou GAP II.  
Deux années d'expérience de programmation exigées.  
Ecrire avec C.V. et prêt. sous réf. No 20, Service du Personnel, Compagnie GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - 251, rue de Valenciennes 75040 Paris Cedex 15.

**HERVE ET FILS-SA**  
Imprimeurs à Paris  
cherche son  
**SECRETAIRE GENERAL**  
rattaché au Président  
il sera donc intégré à l'équipe de Direction, au sein de laquelle sa personnalité aura à jouer un rôle propre, outre la mission qui lui sera confiée.  
Sa fonction consistera à animer et coordonner la gestion comptable et financière de la Société, son service juridique et son administration, à l'exclusion du Service du Personnel.  
Ce sera un homme ayant la cinquantaine, Sa longue pratique de l'imprimerie (si possible dans l'imprimerie) lui permettra des décisions rapides assises sur la solidité de son expérience.  
Adresser lettre de cand. manuscrite, C.V., photo et sous réf. 122 M 082, 30, rue de Mogador 75009 PARIS. Discretion assurée.

**ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.**  
— Equipements Automobile  
— Appareils ménagers  
— Autoradio Hi-Fi  
— Caméras et projecteurs Baxer  
recherche pour son activité  
**EQUIPEMENT AUTOMOBILE**  
**UN INGENIEUR DE VENTE**  
pour mission de négociation à haut niveau. Le candidat recherché sera un ingénieur diplômé ou autodidacte possédant des connaissances précises en mécanique automobile, électrotechnique et électronique générale. Expérience du milieu automobile souhaitée. Langue allemande très appréciée.  
**CHEF DE PRODUIT**  
Formation E.S.C. ou équivalent. Expérience d'au moins 2 ans au poste d'Assistant Chef de Produit dans un service marketing d'une société commercialisant des produits de grande consommation. Age minimum 25 ans. Langue allemande très appréciée.  
Adresser C.V. manuscrit, prêt. et photo au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michelet, 93404 SAINT-DENIS.

**IMPORTANTE SOCIETE 70 KM NORD DE PARIS**  
recherche pour son Laboratoire de Recherches  
**UN TECHNICIEN SUPERIEUR MESURES PHYSIQUES**  
• Titulaire d'un D.U.T. Mesures Physiques ou niveau de formation scientifique équivalent  
• Expérience dans le domaine de l'acoustique et de la métrologie  
• Anglais indispensable - Allemand souhaité  
Adresser C.V. manuscrit, présentations, photo à no 359 SPERAR, 12, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra.

Dans le cadre du démarrage d'un centre de calcul et d'importants projets informatiques  
**alta**  
(Filiale SONATRACH)  
spécialisée dans  
les travaux pétroliers de surface  
recherche pour ALGER :  
**INGENIEURS INFORMATIENS**  
Les candidats devront :  
— être diplômés de l'Enseignement Supérieur Scientifique ;  
— posséder une expérience minimum de 5 ans dans les domaines de l'analyse et du démarrage de projets informatiques ;  
— avoir de solides connaissances du matériel de 3<sup>e</sup> génération et du système d'exploitation.  
Nous offrons :  
— un travail intéressant au sein d'une société en pleine expansion ;  
— un salaire selon compétence et expérience ;  
— de nombreux avantages sociaux.  
Les dossiers de candidature (curriculum vitae et pièces justificatives) devront parvenir à :  
**ALTRA - Direction Administration Générale et Finances, 114, rue de Tripoli - HUSSEIN DEY - ALGER (Algérie).**

**GROUPE D'ENTREPRISES DU MOYEN-ORIENT (ELECTRICITE)**  
recherche pour son siège à PARIS (métro MONCEAU)  
**CHEF COMPTABLE**  
MISSION : Contrôler les comptabilités des filiales, les consolider, suivre leurs comptes et assurer la responsabilité administrative du bureau de Paris. Nous demandons : une formation DEC, Sup de Co, Gestion ; une expérience de 5 ans dans un cabinet comptable ou dans une société importante ayant des filiales indépendantes financièrement ; un esprit sérieux ne se satisfaisant pas d'une routine comptable ; de bonnes notions d'anglais.  
Si vous souhaitez un travail varié, sortant des sentiers battus et justifiant quelques voyages par an au Moyen-Orient, un poste stable et bien rémunéré.  
adresses C.V., lettre man., photo et présentations, à J. P. DOURY, Service du Personnel, 3 et 5, rue de Monceau - 75008 PARIS

Important groupe de services  
**LEADER DANS SA BRANCHE**  
recherche  
**CONTROLEUR INTERNE**  
D.E.C.S., expérience comptable de 1 ou 2 ans. Anglaise ou allemande souhaitée. Déplacements nombreux Province et Etranger.  
Adresser C.V. détaillé et prêt. à réf. 6187, à P. LICHARD S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIETE DANS LES PRODUITS ALIMENTAIRES DE LUXE (C.A. : 70 000 000 F)**  
**SECRETAIRE GENERAL**  
Il devra être capable de :  
— Contrôler et coordonner en permanence l'ensemble des activités de l'entreprise.  
— 25 ans minimum ;  
— Une autorité naturelle fondée sur de larges compétences ainsi qu'un sens aigu des responsabilités.  
**RÉSID. SUD-OUEST**  
Env. C.V. et prêt. à G.F.M. développement, 37, r. Lafayette, 75009 PARIS.  
Jeune homme diplômé universitaire ou géo. école de préf. SPECIALISATION COMMERCIALE, parl. anglais, russe, cl. POSTE A RESPONSABILITE AVANCEE. Ecrire : MICHEL, 11, boul. NEY, 75018 PARIS.  
**LABORATOIRE LANGUE** rech J. P., licence maîtrise, excel. notes prononciation anglaise. Joindre photo et C.V. à : 51, M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2

Recherchons  
pour **CONSEILS ET INTERVENTIONS** dans entreprises industrielles moyennes (P. M. L.)  
**CADRE**  
Formation supérieure ayant expérience concrète d'entreprise (3 ans). Expérience formateur. Spécialiste : Commercialisation des produits — Marketing  
Ecrire sous no 78.199 B, à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

**NICOLAY ET ASSOCIES S.A.**  
Etudes de marketing  
ENGAGE  
**CHARGE(E) D'ETUDES CONFIRME(E)**  
2 ans d'expérience environ.  
Formation psychologue, sociologue.  
Le candidat s'intégrera dans une société jeune, dynamique, au sein d'une équipe solide, pluridisciplinaire, utilisant des techniques de pointe. Le candidat doit avoir une bonne expérience des études qualitatives, mais il doit s'intéresser également aux études quantitatives pour lesquelles il recevra une formation. Le choix s'effectuera en fonction de l'expérience mais aussi du potentiel de développement technique et commercial de l'intéressé.  
Ecrire avec C.V. et photo à C. Nicolay, 22, rue Henri-Barbousse, 92110 CLICHY.

**IMPORTANT GROUPE DE SOCIETES**  
recherche pour PARIS  
**CHEF COMPTABLE**  
ayant une forte personnalité et possédant une solide expérience professionnelle si possible dans les transports.  
**IL SERA CHARGE DE :**  
— La réorganisation et l'animation du service comptabilité,  
— Comptabilité d'exploitation et comptabilité financière,  
— Budgets,  
— Etablissement des bilans,  
— Gestion informatique,  
— Relations avec les banques.  
Poste évolutif. Position Directeur pour candidat valable. Il sera offert un niveau de rémunération élevé en rapport avec le haut degré de responsabilités du poste.  
Envoyer Photo, C.V. manuscrit très détaillé et présentations sous no 78.472 B à : 17, rue de Valenciennes, 94300 Vincennes qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE**  
Banlieue Sud-Ouest Paris  
recherche  
**INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**  
Il sera particulièrement chargé au sein d'une Division en expansion de la vente et de la promotion d'un produit nouveau, à usage industriel et d'une grande technicité.  
Priorité sera donnée à un ingénieur :  
— pouvant faire état d'une expérience confirmée de la vente technique,  
— et diplômé d'une grande école (chimie ou option chimie-général chimique).  
Connaissance de l'anglais nécessaire  
Env. lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée ne 71.553 Contesse Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**USINE BANLIEUE NORD-EST PARIS**, effectif 450, dépendant d'un Groupe industriel en forte expansion sur un marché porteur, recherche  
**JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT**  
Form. GDE ECOLE A.M., ECP, MINES, ISO. — ayant obligatoirement 2 ou 3 années d'expérience E.E. de préférence engineering industrie du bois, des agglomérés, verres, etc.  
Il sera chargé d'étudier toutes améliorations techniques concernant principalement l'engineering des installations nouvelles, les méthodes d'entretien.  
Poste à créer, très formateur, comportant nombreux contacts avec tous les services de l'usine. Direction et encadrement très jeunes. Politique de large délégation de responsabilités. Très bonne ambiance de travail.  
Evolution de carrière rapide (implantation de nouvelles unités de production)  
Adr. C.V. détaillé, photo, prêt. sous le no 2.243 à : 65, avenue Kléber, PARIS (16<sup>e</sup>). Discretion assurée.

**LE DÉPARTEMENT FINANCIER**  
d'une grande Banque de Paris  
recherche  
**ANALYSTE-FINANCIER**  
— Formation supérieure : licence ;  
— Anglaise souhaitable ;  
— 30 ans minimum ;  
La préférence sera donnée à un candidat membre de la SFAP ; justifiant une expérience de quelques années dans fonction similaire.  
Le poste proposé demande à la fois un esprit de synthèse et le goût des contacts humains.  
L'analyste travaillera au sein d'une équipe qui étudie les sociétés cotées en Bourse pour conseils écrits et oraux et évalue des entreprises en vue de fusion ou prises de participations.  
Adresser lettre manuscrite, currie, visa, photo et présentations sous référence 30.512 PUBLICITE ROGEE BLEY 101, rue Beaumur, 75002 PARIS, q. transmet.

**PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE STRATIFIE THERMOURCISABLE**  
recherche  
**INGENIEUR - CHIMISTE CONFIRME**  
Ayant quelques années de pratique industrielle. La connaissance des résines phénoliques et époxy sera un atout appréciable.  
Pratique courante de l'Anglais parlé et écrit indispensable. Connaissance élémentaire en Allemand utile.  
Placé sous l'autorité du Directeur Technique du groupe, sera chargé de l'exécution du programme : recherches et développement.  
Situation d'avant pour forte personnalité ayant tempérament actif et aimant le travail en équipe.  
Lieu de travail : LA PLAINE-SAINT-DENIS (93). Déplacements plus ou moins longs inévitables.  
Envoyer C.V. et présentations sous pli confidentiel à SM DROUET DIAMOND, Direction du Personnel, 78-37, rue Léon-Geffroy - 94400 VITRY.

**Groupe industrie mécanique**  
siège PARIS  
recherche  
**UN CONTROLEUR DE GESTION**  
Formation supérieure. Expérience comptabilité analytique et budgets anglo-saxons. Anglais indispensable.  
Les candidats intéressés peuvent adresser leur C.V., photo et dossier sous référence 78-94, EUROCLAD, 68, rue de Rennes - Paris (6<sup>e</sup>). DISCRETION ASSURÉE.

150



offres d'emploi

**RICHARD LE DROFF**  
EVRY  
**DIRECTEUR DES VENTES**  
PARIS - R.P. 100.000/120.000 F  
Notre Société, membre du club des entreprises performantes, est la première en Europe dans sa spécialité.  
Rattaché au P.-D.G., ce Directeur sera responsable des ventes, de l'administration des ventes et de l'animation d'une équipe d'environ 25 personnes (commerciaux, concessionnaires et administratifs).  
SI VOUS AVEZ :  
- environ 30 ans ;  
- une formation commerciale ;  
- une solide expérience de la vente et de l'animation des ventes ;  
- l'animation d'une équipe ;  
et SI VOUS DESIREZ travailler au sein d'une équipe jeune et efficace avec de réelles possibilités de développement de carrière,  
NOUS SOUHAITERONS VOUS RENCONTRER.  
Merci d'envoyer votre C.V. en réf. 3482 à : S.E.I.F.O., 38 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

**SGIP**  
Société de gestion et d'information PUBLICIS  
RECHERCHE POUR SON DEVELOPPEMENT  
PROGRAMMEURS CONFIRMES  
DUT souhaité  
PROGRAMMEURS DEBUTANTS  
niveau bac minimum.  
Nous offrons : formation continue, réelle variété de travaux, possibilité de carrière.  
Nous réalisons : applications de gestion évoluées sur 3 x 70, télé-terminaux.  
Envoyer curriculum vitae et photo à S.G.I.P., 35, rue du Pont, NEUILLY.

Vous avez  
— UNE FORMATION SUPERIEURE (ingénieur ou commerce)  
— 3 A 5 ANS DE VIE EN ENTREPRISE (si possible industrielle).  
Vous souhaitez  
Imprimer votre personnalité sur le travail que vous faites.  
Nous sommes  
**insep**  
Nous aidons les entreprises à promouvoir leurs hommes et leurs structures vers un avenir humain et efficace.  
LA MISSION :  
Diagnostic, élaboration, négociation, coordination de projets complexes en entreprises.  
Ecrivez-nous  
INSEP : 4, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

LE SECRETARIAT GENERAL  
DU GROUPE FRANCAIS  
dont le siège est à PARIS, recherche  
**un assistant pour le directeur financier**  
FORMATION ESSEC, HEC, ESC ou équivalent  
Expérience professionnelle confirmée de plusieurs années dans les domaines : budgétaire, comptable, financier, rédaction de tous documents relatifs à la gestion administrative (comptes-rendus, procès-verbaux, etc.).  
Rémunération en rapport avec les aptitudes professionnelles constatées.  
Ecrire C.V. manuscrit, photo, références et prétentions à : M. J. CONTESSÉ, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE recrute pour REGION PARISIENNE  
**cadre responsable de la RECHERCHE FONCIERE**  
Expérience indispensable 3 à 5 ans minimum. Indiquer résultats obtenus dans ce domaine.  
Envoyer C.V. photo et prétentions sous référence 7483 à  
**organisation et publicité**  
2 rue d'Alsace 75001 PARIS/CLUTAN/SMITH

offres d'emploi

**ROUSSELOT S.A.**  
Groupement français leader mondial dans sa spécialité : recherche pour son siège social à Paris  
**cadre marketing**  
HEC-ESSEC-ESCP ANGLAIS COURANT  
Jeune mais ayant de préférence quelques années de pratique du marketing actif dans le domaine des produits industriels.  
Il aura pour mission de planifier les systèmes d'information de l'ensemble des informations relatives à l'activité d'une division et d'assurer les fonctions de chef de produit d'une gamme de produits techniques.  
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi : 11h30-12h30-13h30-14h30-15h30-16h30-17h30-18h30-19h30-20h30-21h30-22h30-23h30-24h30-25h30-26h30-27h30-28h30-29h30-30h30-31h30-32h30-33h30-34h30-35h30-36h30-37h30-38h30-39h30-40h30-41h30-42h30-43h30-44h30-45h30-46h30-47h30-48h30-49h30-50h30-51h30-52h30-53h30-54h30-55h30-56h30-57h30-58h30-59h30-60h30-61h30-62h30-63h30-64h30-65h30-66h30-67h30-68h30-69h30-70h30-71h30-72h30-73h30-74h30-75h30-76h30-77h30-78h30-79h30-80h30-81h30-82h30-83h30-84h30-85h30-86h30-87h30-88h30-89h30-90h30-91h30-92h30-93h30-94h30-95h30-96h30-97h30-98h30-99h30-100h30-101h30-102h30-103h30-104h30-105h30-106h30-107h30-108h30-109h30-110h30-111h30-112h30-113h30-114h30-115h30-116h30-117h30-118h30-119h30-120h30-121h30-122h30-123h30-124h30-125h30-126h30-127h30-128h30-129h30-130h30-131h30-132h30-133h30-134h30-135h30-136h30-137h30-138h30-139h30-140h30-141h30-142h30-143h30-144h30-145h30-146h30-147h30-148h30-149h30-150h30-151h30-152h30-153h30-154h30-155h30-156h30-157h30-158h30-159h30-160h30-161h30-162h30-163h30-164h30-165h30-166h30-167h30-168h30-169h30-170h30-171h30-172h30-173h30-174h30-175h30-176h30-177h30-178h30-179h30-180h30-181h30-182h30-183h30-184h30-185h30-186h30-187h30-188h30-189h30-190h30-191h30-192h30-193h30-194h30-195h30-196h30-197h30-198h30-199h30-200h30-201h30-202h30-203h30-204h30-205h30-206h30-207h30-208h30-209h30-210h30-211h30-212h30-213h30-214h30-215h30-216h30-217h30-218h30-219h30-220h30-221h30-222h30-223h30-224h30-225h30-226h30-227h30-228h30-229h30-230h30-231h30-232h30-233h30-234h30-235h30-236h30-237h30-238h30-239h30-240h30-241h30-242h30-243h30-244h30-245h30-246h30-247h30-248h30-249h30-250h30-251h30-252h30-253h30-254h30-255h30-256h30-257h30-258h30-259h30-260h30-261h30-262h30-263h30-264h30-265h30-266h30-267h30-268h30-269h30-270h30-271h30-272h30-273h30-274h30-275h30-276h30-277h30-278h30-279h30-280h30-281h30-282h30-283h30-284h30-285h30-286h30-287h30-288h30-289h30-290h30-291h30-292h30-293h30-294h30-295h30-296h30-297h30-298h30-299h30-300h30-301h30-302h30-303h30-304h30-305h30-306h30-307h30-308h30-309h30-310h30-311h30-312h30-313h30-314h30-315h30-316h30-317h30-318h30-319h30-320h30-321h30-322h30-323h30-324h30-325h30-326h30-327h30-328h30-329h30-330h30-331h30-332h30-333h30-334h30-335h30-336h30-337h30-338h30-339h30-340h30-341h30-342h30-343h30-344h30-345h30-346h30-347h30-348h30-349h30-350h30-351h30-352h30-353h30-354h30-355h30-356h30-357h30-358h30-359h30-360h30-361h30-362h30-363h30-364h30-365h30-366h30-367h30-368h30-369h30-370h30-371h30-372h30-373h30-374h30-375h30-376h30-377h30-378h30-379h30-380h30-381h30-382h30-383h30-384h30-385h30-386h30-387h30-388h30-389h30-390h30-391h30-392h30-393h30-394h30-395h30-396h30-397h30-398h30-399h30-400h30-401h30-402h30-403h30-404h30-405h30-406h30-407h30-408h30-409h30-410h30-411h30-412h30-413h30-414h30-415h30-416h30-417h30-418h30-419h30-420h30-421h30-422h30-423h30-424h30-425h30-426h30-427h30-428h30-429h30-430h30-431h30-432h30-433h30-434h30-435h30-436h30-437h30-438h30-439h30-440h30-441h30-442h30-443h30-444h30-445h30-446h30-447h30-448h30-449h30-450h30-451h30-452h30-453h30-454h30-455h30-456h30-457h30-458h30-459h30-460h30-461h30-462h30-463h30-464h30-465h30-466h30-467h30-468h30-469h30-470h30-471h30-472h30-473h30-474h30-475h30-476h30-477h30-478h30-479h30-480h30-481h30-482h30-483h30-484h30-485h30-486h30-487h30-488h30-489h30-490h30-491h30-492h30-493h30-494h30-495h30-496h30-497h30-498h30-499h30-500h30-501h30-502h30-503h30-504h30-505h30-506h30-507h30-508h30-509h30-510h30-511h30-512h30-513h30-514h30-515h30-516h30-517h30-518h30-519h30-520h30-521h30-522h30-523h30-524h30-525h30-526h30-527h30-528h30-529h30-530h30-531h30-532h30-533h30-534h30-535h30-536h30-537h30-538h30-539h30-540h30-541h30-542h30-543h30-544h30-545h30-546h30-547h30-548h30-549h30-550h30-551h30-552h30-553h30-554h30-555h30-556h30-557h30-558h30-559h30-560h30-561h30-562h30-563h30-564h30-565h30-566h30-567h30-568h30-569h30-570h30-571h30-572h30-573h30-574h30-575h30-576h30-577h30-578h30-579h30-580h30-581h30-582h30-583h30-584h30-585h30-586h30-587h30-588h30-589h30-590h30-591h30-592h30-593h30-594h30-595h30-596h30-597h30-598h30-599h30-600h30-601h30-602h30-603h30-604h30-605h30-606h30-607h30-608h30-609h30-610h30-611h30-612h30-613h30-614h30-615h30-616h30-617h30-618h30-619h30-620h30-621h30-622h30-623h30-624h30-625h30-626h30-627h30-628h30-629h30-630h30-631h30-632h30-633h30-634h30-635h30-636h30-637h30-638h30-639h30-640h30-641h30-642h30-643h30-644h30-645h30-646h30-647h30-648h30-649h30-650h30-651h30-652h30-653h30-654h30-655h30-656h30-657h30-658h30-659h30-660h30-661h30-662h30-663h30-664h30-665h30-666h30-667h30-668h30-669h30-670h30-671h30-672h30-673h30-674h30-675h30-676h30-677h30-678h30-679h30-680h30-681h30-682h30-683h30-684h30-685h30-686h30-687h30-688h30-689h30-690h30-691h30-692h30-693h30-694h30-695h30-696h30-697h30-698h30-699h30-700h30-701h30-702h30-703h30-704h30-705h30-706h30-707h30-708h30-709h30-710h30-711h30-712h30-713h30-714h30-715h30-716h30-717h30-718h30-719h30-720h30-721h30-722h30-723h30-724h30-725h30-726h30-727h30-728h30-729h30-730h30-731h30-732h30-733h30-734h30-735h30-736h30-737h30-738h30-739h30-740h30-741h30-742h30-743h30-744h30-745h30-746h30-747h30-748h30-749h30-750h30-751h30-752h30-753h30-754h30-755h30-756h30-757h30-758h30-759h30-760h30-761h30-762h30-763h30-764h30-765h30-766h30-767h30-768h30-769h30-770h30-771h30-772h30-773h30-774h30-775h30-776h30-777h30-778h30-779h30-780h30-781h30-782h30-783h30-784h30-785h30-786h30-787h30-788h30-789h30-790h30-791h30-792h30-793h30-794h30-795h30-796h30-797h30-798h30-799h30-800h30-801h30-802h30-803h30-804h30-805h30-806h30-807h30-808h30-809h30-810h30-811h30-812h30-813h30-814h30-815h30-816h30-817h30-818h30-819h30-820h30-821h30-822h30-823h30-824h30-825h30-826h30-827h30-828h30-829h30-830h30-831h30-832h30-833h30-834h30-835h30-836h30-837h30-838h30-839h30-840h30-841h30-842h30-843h30-844h30-845h30-846h30-847h30-848h30-849h30-850h30-851h30-852h30-853h30-854h30-855h30-856h30-857h30-858h30-859h30-860h30-861h30-862h30-863h30-864h30-865h30-866h30-867h30-868h30-869h30-870h30-871h30-872h30-873h30-874h30-875h30-876h30-877h30-878h30-879h30-880h30-881h30-882h30-883h30-884h30-885h30-886h30-887h30-888h30-889h30-890h30-891h30-892h30-893h30-894h30-895h30-896h30-897h30-898h30-899h30-900h30-901h30-902h30-903h30-904h30-905h30-906h30-907h30-908h30-909h30-910h30-911h30-912h30-913h30-914h30-915h30-916h30-917h30-918h30-919h30-920h30-921h30-922h30-923h30-924h30-925h30-926h30-927h30-928h30-929h30-930h30-931h30-932h30-933h30-934h30-935h30-936h30-937h30-938h30-939h30-940h30-941h30-942h30-943h30-944h30-945h30-946h30-947h30-948h30-949h30-950h30-951h30-952h30-953h30-954h30-955h30-956h30-957h30-958h30-959h30-960h30-961h30-962h30-963h30-964h30-965h30-966h30-967h30-968h30-969h30-970h30-971h30-972h30-973h30-974h30-975h30-976h30-977h30-978h30-979h30-980h30-981h30-982h30-983h30-984h30-985h30-986h30-987h30-988h30-989h30-990h30-991h30-992h30-993h30-994h30-995h30-996h30-997h30-998h30-999h30-1000h30-1001h30-1002h30-1003h30-1004h30-1005h30-1006h30-1007h30-1008h30-1009h30-1010h30-1011h30-1012h30-1013h30-1014h30-1015h30-1016h30-1017h30-1018h30-1019h30-1020h30-1021h30-1022h30-1023h30-1024h30-1025h30-1026h30-1027h30-1028h30-1029h30-1030h30-1031h30-1032h30-1033h30-1034h30-1035h30-1036h30-1037h30-1038h30-1039h30-1040h30-1041h30-1042h30-1043h30-1044h30-1045h30-1046h30-1047h30-1048h30-1049h30-1050h30-1051h30-1052h30-1053h30-1054h30-1055h30-1056h30-1057h30-1058h30-1059h30-1060h30-1061h30-1062h30-1063h30-1064h30-1065h30-1066h30-1067h30-1068h30-1069h30-1070h30-1071h30-1072h30-1073h30-1074h30-1075h30-1076h30-1077h30-1078h30-1079h30-1080h30-1081h30-1082h30-1083h30-1084h30-1085h30-1086h30-1087h30-1088h30-1089h30-1090h30-1091h30-1092h30-1093h30-1094h30-1095h30-1096h30-1097h30-1098h30-1099h30-1100h30-1101h30-1102h30-1103h30-1104h30-1105h30-1106h30-1107h30-1108h30-1109h30-1110h30-1111h30-1112h30-1113h30-1114h30-1115h30-1116h30-1117h30-1118h30-1119h30-1120h30-1121h30-1122h30-1123h30-1124h30-1125h30-1126h30-1127h30-1128h30-1129h30-1130h30-1131h30-1132h30-1133h30-1134h30-1135h30-1136h30-1137h30-1138h30-1139h30-1140h30-1141h30-1142h30-1143h30-1144h30-1145h30-1146h30-1147h30-1148h30-1149h30-1150h30-1151h30-1152h30-1153h30-1154h30-1155h30-1156h30-1157h30-1158h30-1159h30-1160h30-1161h30-1162h30-1163h30-1164h30-1165h30-1166h30-1167h30-1168h30-1169h30-1170h30-1171h30-1172h30-1173h30-1174h30-1175h30-1176h30-1177h30-1178h30-1179h30-1180h30-1181h30-1182h30-1183h30-1184h30-1185h30-1186h30-1187h30-1188h30-1189h30-1190h30-1191h30-1192h30-1193h30-1194h30-1195h30-1196h30-1197h30-1198h30-1199h30-1200h30-1201h30-1202h30-1203h30-1204h30-1205h30-1206h30-1207h30-1208h30-1209h30-1210h30-1211h30-1212h30-1213h30-1214h30-1215h30-1216h30-1217h30-1218h30-1219h30-1220h30-1221h30-1222h30-1223h30-1224h30-1225h30-1226h30-1227h30-1228h30-1229h30-1230h30-1231h30-1232h30-1233h30-1234h30-1235h30-1236h30-1237h30-1238h30-1239h30-1240h30-1241h30-1242h30-1243h30-1244h30-1245h30-1246h30-1247h30-1248h30-1249h30-1250h30-1251h30-1252h30-1253h30-1254h30-1255h30-1256h30-1257h30-1258h30-1259h30-1260h30-1261h30-1262h30-1263h30-1264h30-1265h30-1266h30-1267h30-1268h30-1269h30-1270h30-1271h30-1272h30-1273h30-1274h30-1275h30-1276h30-1277h30-1278h30-1279h30-1280h30-1281h30-1282h30-1283h30-1284h30-1285h30-1286h30-1287h30-1288h30-1289h30-1290h30-1291h30-1292h30-1293h30-1294h30-1295h30-1296h30-1297h30-1298h30-1299h30-1300h30-1301h30-1302h30-1303h30-1304h30-1305h30-1306h30-1307h30-1308h30-1309h30-1310h30-1311h30-1312h30-1313h30-1314h30-1315h30-1316h30-1317h30-1318h30-1319h30-1320h30-1321h30-1322h30-1323h30-1324h30-1325h30-1326h30-1327h30-1328h30-1329h30-1330h30-1331h30-1332h30-1333h30-1334h30-1335h30-1336h30-1337h30-1338h30-1339h30-1340h30-1341h30-1342h30-1343h30-1344h30-1345h30-1346h30-1347h30-1348h30-1349h30-1350h30-1351h30-1352h30-1353h30-1354h30-1355h30-1356h30-1357h30-1358h30-1359h30-1360h30-1361h30-1362h30-1363h30-1364h30-1365h30-1366h30-1367h30-1368h30-1369h30-1370h30-1371h30-1372h30-1373h30-1374h30-1375h30-1376h30-1377h30-1378h30-1379h30-1380h30-1381h30-1382h30-1383h30-1384h30-1385h30-1386h30-1387h30-1388h30-1389h30-1390h30-1391h30-1392h30-1393h30-1394h30-1395h30-1396h30-1397h30-1398h30-1399h30-1400h30-1401h30-1402h30-1403h30-1404h30-1405h30-1406h30-1407h30-1408h30-1409h30-1410h30-1411h30-1412h30-1413h30-1414h30-1415h30-1416h30-1417h30-1418h30-1419h30-1420h30-1421h30-1422h30-1423h30-1424h30-1425h30-1426h30-1427h30-1428h30-1429h30-1430h30-1431h30-1432h30-1433h30-1434h30-1435h30-1436h30-1437h30-1438h30-1439h30-1440h30-1441h30-1442h30-1443h30-1444h30-1445h30-1446h30-1447h30-1448h30-1449h30-1450h30-1451h30-1452h30-1453h30-1454h30-1455h30-1456h30-1457h30-1458h30-1459h30-1460h30-1461h30-1462h30-1463h30-1464h30-1465h30-1466h30-1467h30-1468h30-1469h30-1470h30-1471h30-1472h30-1473h30-1474h30-1475h30-1476h30-1477h30-1478h30-1479h30-1480h30-1481h30-1482h30-1483h30-1484h30-1485h30-1486h30-1487h30-1488h30-1489h30-1490h30-1491h30-1492h30-1493h30-1494h30-1495h30-1496h30-1497h30-1498h30-1499h30-1500h30-1501h30-1502h30-1503h30-1504h30-1505h30-1506h30-1507h30-1508h30-1509h30-1510h30-1511h30-1512h30-1513h30-1514h30-1515h30-1516h30-1517h30-1518h30-1519h30-1520h30-1521h30-1522h30-1523h30-1524h30-1525h30-1526h30-1527h30-1528h30-



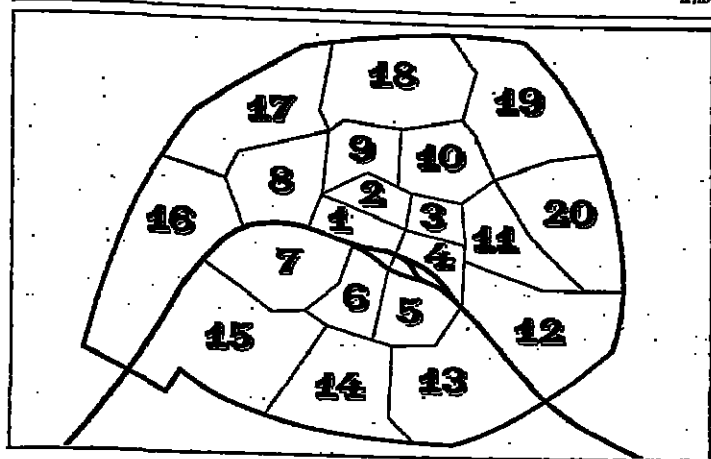


سكراية المجلد

# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

**12** **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **24** **12** **M** **REER** **1**

N° An. Prix moyen du m². Prix moyen du m² terme et définitif. Incitant des prêts cumulés et durée. Prêt du Crédit Foncier. Année de livraison et trimestre. Nombre d'app. Parkings en surface. Garages en sous-sol ou box. Métro. Autobus. R.E.R. Station. Autoroute et périphérique.



**5** **7000** **80%** **20** **1976** **12** **M** **1**

**LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES** - 36, rue Mouffette et 7-11 rue Tournesart. - Rénovation de l'ancienne caserne des Gardes Françaises, petits imm. du 18<sup>e</sup>, façades classées, air cours intérieures, du studio au 4 pièces.

**ZANNETTACCI** 15, av. Matignon - 75008 Paris. Tél. 359-98-32.

**7** **8.200** **80%** **PERSONALISE** **1977** **49** **M** **1**

**131, RUE DE L'UNIVERSITÉ** - Belle demeure parisienne. Tr. ht niv. de prestat. De la chambre au 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, gdes terrasses sur toit, vastes balcons. Bur. vite sur pl., lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

**COMEGI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

**LA HENIN**

crédits immobiliers  
16, rue de la Ville l'Evêque  
75008 Paris - tél. : 260-35-15

**COGEFIMO**

**12** **5.800** **80%** **20** **1977** **33** **M** **1**

**RÉSIDENTIE PIERRE BOURDAN** - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestat. raffin. S. pl. ts l. jrs sf mar. et mer, 13 à 19 h., 346-51-74.

**LA MAISON DU G. SCIC** 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **5.250** **80%** **20** **1977** **175** **M** **1**

**GALAXIE** - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec gds balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec grands magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, sauf mer., et le ven. matin 580-32-92 ou S.P.E.L. 14, av. Roosevelt-8<sup>e</sup> - 256-55-11. Réalisation S.E.I.L.

**13** **4.900** **80%** **20** **1976** **15** **M** **1**

**69, RUE BARRAULT** - Quelques studios et 2 pièces prêts à vivre ou à investir encore disponibles. Un programme soumis au test Qualitel, seul profil officiel de qualité. Visite sur place tous les jours de 14 heures à 18 h. 30.

**CINE 538-52-52** Tour Maine-Montparnasse.

**13** **4.950** **80%** **20** **1978** **143** **M** **1**

**« CAP SUD »** - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio ou 4 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.

**LA MAISON DU G. SCIC** 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **4.800** **80%** **20** **1977** **380** **M** **1**

**OLYMPIADES** - 70, avenue d'Ivry - Deux immeubles : CORTINA, chamb., stud., 2 p. - HELSINKI, stud. à 5 p. Environnem. exception. : Centre Comm. « Stadium » avec patinoire et piscine. Sur pl. ts les jrs de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h., sf vend. mat. et merc. T. 584-81-20 ou S.P.E.L. 14, av. Roosevelt-8<sup>e</sup> - 256-55-11. Réalisation S.E.I.L.

**15** **6.500** **80%** **PERSONALISE** **1976** **76** **M** **1**

**IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN »** - 54, av. de la Motte-Picquet - Imm. de 8 ét. sit. ds Village suisse, pr. Champ-de-Mars. App. lux. équip. av. magnif. loggias. Studios. Bxas. A 10 mn Etoile, Quart. Lat., Opéra. Bur. vente s. pl. ouv. ts les jours, sf sam., dim., 14 h 30 à 18 h 30.

**ZANNETTACCI** 734-75-60 - 15, av. Matignon, 75008 Paris - 359-98-32.

**15** **6.200** **80%** **PERSONALISE** **1978** **195** **M** **1**

**RÉSIDENTIE BUFFON** - 18-24, rue Lecourbe. - Du studio au 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands espaces verts. Balcons et terrasses. Bureau de vente sur place : mardi et vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Renseignements et vente : 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS. Tél. 280-34-40.

**16** **7.950** **80%** **PERSONALISE** **1976** **55** **M** **1**

**LES JARDINS DE POLYMNIE** - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand, autour d'un jardin de 3.000 m². Du stud. 34 m², au 6 p. 180 m². S. pl. t.l.j. sf dim., lun. et le vend. mat., 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à 19 h., tél. 224-66-26 ou S.P.E.L. 14, av. Roosevelt-8<sup>e</sup> - 256-55-11. Réalisation : HAZET & VALLETTE

**17** **7.700** **80%** **PERSONALISE** **1976** **37** **M** **1**

**141, AVENUE DE WAGRAM** - Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bur. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.

**COMEGI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS. Tél. 280-34-40.

**18** **5.000** **80%** **PERSONALISE** **1976** **25** **M** **1**

**LE MONCEY** - 13, rue Gémare, à 5 mn du parc Monceau, de l'Opéra et du Sacré-Cœur, petite résidence de standing, le super confort des immeubles tout électrique. Le calme et la lumière au centre de la vie parisienne. Visite tous les jours, sauf le dimanche, au 293-43-93.

**18** **4.600** **80%** **20** **1976** **196** **M** **1**

**IMMEUBLE « LE MONTMARTRE »** - 22, av. de Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi, sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00.

**ZANNETTACCI** 15, avenue Matignon, 75008 PARIS. 359-98-32.

**19** **4.400** **80%** **20** **LIVRAISON IMMEDIATE** **1976** **150** **M** **1**

**LOIRE-DEHAYNIN** - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élargis aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire, 4 et 5 pièces. Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures (sauf mardi et mercredi).

**SERCO** 14, rue Mogellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

**« Le Monde Immobilier »**

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

**...et un prêt CDE financera votre achat :**

**cde**

Comptoir des Entrepreneurs  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.  
Tous les financements immobiliers depuis 1848.

## LA SITUATION EN CORSE

### Après les obsèques des bergers de Bustanico

- Deux gendarmes blessés près de Bastia par des tireurs inconnus
- Des habitants organisent des commandos de protection dans la région de Corte

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous

l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

## Dignité à Bustanico, fureur à Corte

De notre envoyé spécial

Corte. — « C'est fini pour aujourd'hui », disait un Cortenais, alors que, devant la sous-préfecture, mardi, vers 8 heures du soir, se dispersaient les manifestants venus réclamer le départ de Corse des képis blancs. Date a été prise pour un nouveau rendez-vous. M. Michel Pierucci, maire de la ville (R.I.), a promis de réunir son conseil afin de délibérer sur les mesures à prendre pour assurer, face aux exactions des déserteurs, la sécurité de la population.

« Si ce problème n'est pas résolu dans les meilleurs délais, à-t-il précisé, il faudra bien que la légion étrangère quitte notre île ». Pour être cette déclaration imprévisible « sentait-elle les élections », comme certains l'ont dit. Mais elle a permis de clore sans incidents majeurs une manifestation dont on craignait qu'elle ne dégénère.

Le moment était probablement mal choisi pour tirer profit des événements, alors qu'on conduisait en terre les frères Ruggieri. L'émotion de dignité. « Un jour d'enterrement, il faut laisser les gens à leur douleur », affirme un autochtone. « Les villages de Bustanico n'auraient pas apprécié que certains se souviennent de double meurtre à des fins partiales ».

Cette triste affaire se réglera en son temps. Surtout, pas de tapage ! La famille se retire dans son silence ; les amis aussi. « Nous n'avons pas besoin de l'ordre chez nous », dit un habitant. « Un jour, on apprendra qu'un légionnaire, égaré dans la montagne s'est tué accidentellement. Tout le monde comprendra de quoi il s'agit ».

La nuit, à Bustanico, au milieu des chalets, dans ce village du Bozio d'où partit, en 1739, la révolte contre l'occupant génois, quelque trois mille Corse suivent

### UN CHOIX

A-t-on jamais assez répété que l'information n'était pas neutre, que l'objectivité n'était qu'un mythe, que rien n'échappait au choix. C'est encore plus vrai que l'absence d'information.

On sait l'insalubre campagne que mène le Parisien libéré contre, c'est son langage ordinaire, les « loubards » de la « société permissive », les « bandes » qui se livrent à la « débauche », « contre la France ». On se rappelle aussi les vociférations de ce quotidien lorsque Patrick Henry fut convaincu d'avoir tué le petit Philippe Bertrand à Troyes.

La vie des personnes âgées aurait-elles moins de prix que d'autres aux yeux d'un quotidien qui se veut gardien des valeurs morales ? Pas un mot n'y figure sur le double meurtre de bergers eunuques par un légionnaire.

On s'interroge uniquement de ce que des éléments troubles voudraient dresser la ville de Bastia contre la légion. — Ph. B.

L'enterrement de Xavier et Pascal Ruggieri. Sur les murs des maisons aux toits de lauze, des slogans contre la légion, peints par des mains « étrangères », car « ici on se pousse ; on n'étale pas au grand jour son ressentiment ».

Un chœur d'hommes du village voisin de Sermano chante la messe en paghella, c'est-à-dire selon des mélodies corse. C'est l'archiprêtre de Corte, Louis Vincenzi, qui préside le cérémonial. Pas d'effets oratoires. Les gens simples du Bozio n'aiment pas ça.

A l'issue de l'église, beaucoup d'autonistes venus à l'appel de l'Association des patriotes corse « marquer à la fois leur affliction et leur détermination ». Il y a le Rector, le député, le maire d'Edmond et de M. A. et les « têtes » du mouvement. Pas une fausse note. N'était la foule, un enterrement pas à la carte, comme le souhaitent les « éléments » de Bustanico. Ce qui va se passer à Corte, ce n'est pas vraiment leur affaire.

Cours Pas du fin d'après-midi, environ un millier de manifestants se forment en cortège et se dirigent vers la sous-préfecture. Il est 19 h. 15 lorsque M. Jean-Baptiste Susini, le sous-préfet, reçoit une délégation de socio-professionnels. « J'ai transmis à l'administration centrale le désir que vous m'avez exprimé ».

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale va demander la dissolution de la Légion étrangère, a indiqué mardi 28 septembre M. Louis Ballot, vice-président du groupe.

Le mouvement autonomiste alsacien E.-L. (Alsace-Lorraine) a publié, mardi 28 septembre, une déclaration dans laquelle il estime : « En Corse, tout en maintenant l'importance du mouvement autonomiste, la police jacobine doit multiplier les arrestations. L'Etat jacobin refuse d'entendre les légitimes revendications d'un peuple en lutte pour sa survie. Fermé au dialogue et partisan de la manière forte, il accule les Corse aux réactions de légitime défense. Faute d'avoir accepté le dialogue avec les autonomistes apaisés, dans la légion, il doit faire face maintenant à des forces clandestines. La Corse va-t-elle devenir une autre Algérie ou une nouvelle Irlande ? ».

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous

l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous

l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous

l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

### Paris

#### LE BUDGET DU CENTRE BEAUBOURG

### La Ville n'acceptera pas de participer aux dépenses sans compensation

nous déclare M. de la Malène

Les récentes déclarations de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, sur le coût de fonctionnement du Centre national d'art contemporain Georges-Pompidou (le Monde, daté 28-29 septembre), dont la construction s'achève sur le plateau Beaubourg, dans le quartier des Halles, continuant de provoquer des réactions.

M. Robert Borda, président du centre Pompidou, a réuni une conférence de presse après avoir rencontré Mme Giroud. On lira ses déclarations ci-dessous. Au-delà de réelles préoccupations financières qui pourraient annoncer certaines restrictions ou des compressions du personnel prévu, on ne peut manquer de voir dans la « petite phrase » du nouveau secrétaire d'Etat à la culture une pierre dans le jardin de M. Jacques Chirac.

L'ancien premier ministre était en effet très attaché au centre Beaubourg qu'il considérait comme essentiel pour notre pays, et à la personne de son fondateur. Bien sûr, Beaubourg coûte et coûtera cher. Mais c'est le seul projet depuis dix ans, fait-on remarquer dans l'entourage de M. Chirac, dont le coût n'ait dépassé les prévisions initiales. La dénonciation aujourd'hui d'un projet, qui a toujours été soutenu jusqu'à présent, bon gré mal gré, par les gouvernements successifs, ne manquera pas d'apparaître comme une sorte de « torpille » dirigée contre l'ancien premier ministre.

Manœuvre politique ou pas, il est peu surprenant toutefois que Mme Giroud s'inquiète des charges que fera peser le centre Beaubourg sur le modeste budget de la culture : les 130 millions de francs prévus pour son fonctionnement représentent en effet 7 % des crédits affectés à ce ministère (0,51 % des dépenses totales de l'Etat).

Il est normal aussi de chercher d'autres sources de financement. La Ville de Paris, qui a lancé une bouée de sauvetage à l'Opéra, est-elle prête à faire le même geste pour Beaubourg naissant ? M. Christian de la Malène, rapporteur général du budget de la Ville et député U.D.R. de Paris, nous a déclaré qu'un tel transfert ne pourrait se faire sans compensation.

« La Ville de Paris ne veut pas que l'Etat lui transfère purement et simplement une partie des charges qui lui incombent pour le fonctionnement du centre Beaubourg », nous a déclaré M. Christian de la Malène.

Le rapporteur du budget précise : « Si une telle solution était retenue, la Ville devrait obtenir des compensations soit dans le domaine culturel, soit dans le domaine de ses responsabilités financières, au niveau notamment de la police et de la R.A.T.P. ». Pour 1977, par exemple, la Ville participerait pour 260 millions (contre 229 millions en 1976) aux dépenses étatisées des services de police. « Ce chiffre représente pour chaque habitant de la capitale une charge trente fois supérieure à celle d'un habitant de Neuilly ».

« On aime ou on n'aime pas l'architecte du Centre Pompidou », estime M. de la Malène, mais une telle création est une excellente idée. Il est bon que l'Etat ait décidé de soutenir une création de son temps. On s'en rend compte dans la décision de 1963 d'édifier un geste de confiance et d'espoir : après les déshérences de cathédrales, les bâtisseurs du dix-neuvième siècle, doivent venir aussi les bâtisseurs de l'époque moderne ».

Mais pourquoi avoir choisi le cœur de Paris pour construire ce bâtiment ultra-moderne ? « Paris n'est pas une simple collectivité locale, répond le député. C'est la ville de tous les Français. Georges Pompidou voulait inscrire l'art moderne dans la vie quotidienne ; où mieux qu'au cœur d'une ville pouvait-il le faire ? C'est la raison de son choix ».

M. Robert Borda, président du Centre Pompidou, a d'autre part déclaré, au cours d'une conférence de presse, le mardi 28 septembre : « Le gouvernement de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, que je viens de rencontrer, souhaitent le succès du centre. En ce qui concerne le fonctionnement, nous avons tous les ans des discussions budgétaires, et aujourd'hui encore

la situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous

l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.

Les obsèques des frères Ruggieri, assassinés dimanche dernier, à Bustanico, par un jeune déserteur de la Légion étrangère, Ludwig Werner, dix-neuf ans, arrêté et inculpé depuis, ont été suivies, dans l'après-midi du mardi 28 septembre, par deux mille personnes environ dans le village des victimes. La cérémonie, à laquelle assistait M. Jean Zuccarelli, maire de Bastia et député (radical de gauche), s'est déroulée dans le calme. En revanche, plusieurs centaines de personnes ont vivement manifesté, au cours de ce même après-midi, à Corte, devant la sous-préfecture, et notamment pris à partie le sous-préfet et le maire qui assistaient à la levée des corps.

On a appris, mardi soir, de source non confirmée, que des commandos d'intervention commencent à être organisés par les habitants, dans le Bozio, région montagneuse près de Corte, afin de protéger les personnes isolées.

La présence de la Légion étrangère dans l'île continue, après les incidents des derniers jours, à être vivement critiquée sur place et sur le continent. M. Michel Pierucci, maire républicain indépendant de Corte, doit réunir, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, en séance extraordinaire, le conseil municipal de la ville pour tirer la leçon des derniers événements. Il nous a déclaré : « Le Cortenais est une région trop pauvre pour se passer de la présence de la Légion sans avoir d'autre contrepartie. Si le départ de ce corps devait être envisagé, il faudrait alors le remplacer par une autre unité ».

De son côté, M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche de la Corse du Sud, posera, le 6 octobre, une question d'actualité devant l'Assemblée nationale sur ce problème.

M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui doit se rendre dans l'île le jeudi 30 septembre, a déclaré, comme nous

l'avons annoncé dans nos dernières éditions de mardi : « Le problème n'est pas de déplacer la Légion étrangère de Corse, mais de supprimer cette arme qui n'a aucune raison d'être ».

M. Yvon Bourges, interrogé sur TF 1, a précisé de son côté : « Quant à la Légion et à son stationnement en Corse, je crois qu'il ne faut pas apprécier un tel problème dans un climat de passion. Je suis persuadé que les sentiments des Corse sont à cet égard très différents de ceux que certains voudraient aujourd'hui exploiter. Il se trouve qu'un meurtre a été commis. Les auteurs de ce meurtre doivent être arrêtés et poursuivis, et nous devons faire confiance à la justice pour que les rigueurs de la loi viennent sanctionner leur forfait ».

On retiendra aussi cette déclaration du lieutenant-colonel Mougin, commandant la Légion à Corte : « Je contrôle mes hommes, mais je ne sais pas à partir de quel point ils seront désobéissants. Si l'on veut plus de la Légion, eh bien ! nous partirons ».

Rappelons enfin que c'est ce mercredi que s'ouvre devant la cour d'assises de Bastia le procès de deux légionnaires accusés d'avoir, en juillet 1974, assassiné une vieille femme.

La situation reste tendue en Corse. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, vers 1 h 40 du matin, une camionnette radio appartenant à une unité de la gendarmerie mobile, qui rentrait d'une mission de maintien de l'ordre à Corte, a essuyé des tirs d'armes automatiques, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Deux gendarmes, MM. François Caliccion, cinquante-trois ans, et Pierre Grand, trente-huit ans, ont été légèrement blessés par des éclats du blindage du véhicule. Les auteurs des coups de feu n'ont pas été retrouvés.



17 REGION  
Paris

150 millions

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## Le renouveau difficile des coopératives de production

### II. — Les maladies de l'âge adulte

par VÉRONIQUE MAURUS

Autrefois les coopératives ouvrières de production, ou SCOP, étaient pour la plupart créées par un petit groupe d'ouvriers hautement qualifiés et très formés politiquement. Depuis quelques années, du fait de l'évolution des techniques et de la concurrence, les investissements de départ sont devenus quasiment impossibles dans l'industrie. La plupart des créations de coopératives sont désormais le fait d'un petit groupe de travailleurs intellectuels ou survenant à la suite de la liquidation d'une entreprise, afin d'y sauver les emplois. Dans le second cas, les échecs, très nombreux, s'expliquent par la faiblesse des capitaux initiaux ou l'absence de leaders à la fois acceptés comme tels par l'ensemble du personnel et excellents gestionnaires (« le Monde » du 29 septembre).

« L'ancien directeur voulait que je lui succède. Il avait tellement pris d'assurance que, ce qu'il disait, on l'acceptait sans discuter. Les camarades ont été d'accord, et je me suis retrouvé brusquement à la tête de la maison. » Manifestement, « E... » ne s'en est pas encore remis. Il parle bas, d'une voix hésitante, comme en s'excusant d'être là. Le chiffre d'affaires « la maison » ? Il sursaute presque, hébété et fouille dans ses papiers pour donner le « chiffre exact ». Grand, les cheveux en brosse, la joue grise, et la mine passée, il a, dans sa blouse blanche, une allure de vieux chef de chèque abandonné par le professeur.

Tout dans la pièce, de l'antique téléphone au coffre-fort de fonte noire, en passant par les « dossiers de commandes » jaunes, soigneusement empilés sur les bureaux de bois usés, exprime l'âme désempée d'une vieille coopérative, enfermée sur elle-même.

#### Bien loin de l'idéal primitif...

« L'imprimerie nouvelle » a été créée en 1969 par une dizaine d'ouvriers typographes à la suite d'une grève. Aujourd'hui, elle emploie quarante-trois travailleurs, dont vingt-trois sociétaires (participant au capital) et vingt et un auxiliaires (salariés). « C'est potentiellement qu'on ne peut pas dépasser le nombre de cinquante », explique M. E... après, on perd le contrôle. Déjà on a suffisamment de problèmes avec un délégué syndical ; alors, s'il y avait un comité d'entreprise... » Le faible nombre des sociétaires est également un choix délibéré. Le travail d'une imprimerie est irrégulier : « Quand on est amené à prendre des décisions dommageables pour certains, c'est moralement difficile pour une direction, les premiers touchés sont les auxiliaires ».

Les sociétaires de l'entreprise bénéficient, outre la garantie de l'emploi, d'une « petite différence de salaire » par rapport aux simples « salariés » de la SCOP. Quant à l'information, elle se limite au conseil d'administration.

« En principe, il faudrait faire des réunions, mais les gens, sauf exception, ne sont pas très participatifs », et puis « si l'on constituait l'ensemble des salariés, on ferait des bêtises ». Conséquence : « Je prends mes décisions avec le conseil d'administration ». Au sein de celui-ci les « anciens » conservent tous pouvoirs : « L'ancien directeur avait vu le côté négatif du principe « un homme = une voix ». Il a voulu sauvegarder une certaine « continuité » dans le conseil. » Résultat : les actionnaires bénéficient tous les cinq ans d'une voix supplémentaire. « Des cabales, il y en a partout ».

Est-il utile de préciser que de management, ici, il n'est pas question ? On n'a « jamais un affaire » aux banques, et l'on s'en flatte : bien qu'on reconnaisse « avoir toujours des problèmes de trésorerie en dépit de résultats exceptionnels ». Les investissements ? Ils se bornent au « strict minimum », et lorsqu'il a fallu pour ne pas perdre la clientèle, acheter des machines offset coûteuses, on a pioché dans la caisse de retraite. Bref, on se débrouille et on « vit », surtout grâce aux commandes du premier client : la S.N.C.F. « Vous savez, la coopérative ouvrière, ce n'est pas le paradis. Ça devrait être mieux. En fait, les problèmes sont les mêmes... »

por VÉRONIQUE MAURUS

tion des excédents au prorata des opérations (du travail et non du capital détenu), intérêt limité versé au capital, impossibilité de disposer des réserves ? Lorsque les coopératives de production, passées les crises et les dangers de l'adolescence, atteignent l'âge adulte, un double danger les guette : ou bien, atteintes de sénescence précoce, elles se renferment sur elles-mêmes et s'accrochant à des règles rigides, vivent en circuit fermé, pour le seul profit d'un petit groupe de sociétaires ; ou bien elles oublient l'idéal coopératif et deviennent des entreprises « comme les autres ». Sans même parler des « fausses » coopératives, créées à seule fin de bénéficier des avantages fiscaux et commerciaux accordés à toute SCOP : exonération de la patente, et « quart coopératif » (droit de préférence accordé aux SCOP dans la passation des marchés publics) ou encore en vue de préserver et d'organiser un monopole du travail (porteurs de gars, dockers, etc.). Les possibilités de « déviation » sont, à l'« enfance », fort variées.

#### Un phénomène d'usure

Dans un certain nombre de coopératives, la participation des travailleurs est faible, parfois même réduite à sa plus simple expression : les assemblées générales ne sont alors que simulacres, les structures de représentation du personnel (le comité d'entreprise notamment) modestes, le pouvoir restreint aux membres du conseil d'administration, voire au dirigeant. Il arrive, en effet, qu'un très petit groupe d'hommes — et souvent un homme seul — monopolisent le pouvoir, limitent le nombre des sociétaires et se conduisent, à l'égard des autres travailleurs de l'entreprise, comme n'importe quel « patron » capitaliste. On cite à ce propos dans les milieux coopératifs l'« anecdote » de ces figurants qui au cours du tournage d'un film en Italie, étaient vêtus de costumes d'officiers à cause de leur taille ; deux jours après, ils réclamaient un mess.

Les causes de cette « déviation » sont, de fait, rarement liées à une volonté délibérée de pouvoir, mais plutôt à un phénomène d'usure. Le dirigeant s'assimile totalement à « son » entreprise, en assure toutes les « responsabilités » ; absorbé par les tâches de gestion, subissant de surcroît la contagion du milieu patronal où il évolue, il néglige souvent ses devoirs d'information et de participation. Il est plus facile d'ordonner que d'expliquer. Sur-tout lorsqu'on ne rencontre aucune résistance.

C'est ce type de déviation est d'autant plus courant qu'aucun « garde-fou » n'existe dans une coopérative pour s'opposer à la prise de pouvoir absolu d'un homme ou d'un petit groupe. « Nul ne m'oblige à résister et à informer correctement les travailleurs », or, même à présenter des comptes complets », précise tel directeur de coopérative. Rien, hormis la volonté des salariés. Or le désir de participation de la « base » s'émousse vite, passé l'enthousiasme des débuts. Il faut un singulier courage et une grande honnêteté d'esprit au dirigeant d'une SCOP pour réveiller sans cesse chez ses mandataires un « esprit coopératif » vite oublié, alors qu'il risque, s'il réussit, de s'exposer à des critiques voire à une renouveau en cause de ses fonctions. Dans tous les cas de compliquer sa tâche.

#### Les conditions du renouveau

« Même les hommes pleins de bonne volonté au départ finissent en despotisme éclairé », assure M. E... qui dirige la plus importante coopérative du secteur des travaux publics. Il parle d'expérience. Voici trois ans qu'il essaie à grand-peine de faire renaitre la « flamme » coopérative dans une entreprise qui, après vingt ans de gestion autocratique, n'avait plus que le nom. « L'ancien patron était le seul maître à bord. Son dictionnaire était : tout à moi, levé, si n'y avait aucune information, et sur cent personnes, dix-huit à vingt sociétaires seulement », explique M. E... L'idéal coopératif ? Personne n'y croyait plus. Les sociétaires, moins que quiconque. La situation économique de la firme était, en outre, per brillante. Le matériel était vétuste et la structure de direction quasiment limitée au seul « patron ». « Il y avait très peu de cadres, car il n'entendait pas partager le pouvoir... »

En trois ans, l'entreprise a presque retrouvé un visage neuf. Le ravalement fut énarque : une équipe de direction solide (des directeurs financiers, du marketing, du personnel, du matériel et un ingénieur des méthodes) a été constituée, bouleversant la gestion désempée. Des investissements importants ont permis de renouveler le matériel. Le chiffre d'affaires a fortement progressé et le personnel compte désormais cinq cent cinquante-trois personnes. Sur tout, des efforts continus d'information des travailleurs (réunions fréquentes à tous les niveaux, consultations

de la « base » pour les choix importants, réanimation d'un comité d'entreprise moribond) ont porté leurs fruits : le nombre de sociétaires atteint cent huit personnes, soit environ un cinquième du personnel.

« C'est presque une proportion extrême », explique M. E... La loi française, le nombre des sociétaires étrangers, or, dans le secteur, les « bons » part des travailleurs sont des migrants. » Certes, la participation est encore loin d'être parfaite : « Ce n'est pas facile, vingt ans de gestion non coopérative laissent des traces, mais il y a des points satisfaisants. »

Quelle que soit la bonne volonté de M. E... un autre facteur compliqué désormais sa tâche : la taille de l'entreprise, qui tend à dépasser le seuil au-delà duquel les relations directes avec la « base » deviennent impossibles. Sa « solution » pour préserver la « dimension humaine » de la société est un développement par centres relativement autonomes, ne dépassant pas une centaine de personnes. C'est relativement aisé dans le secteur des travaux publics, où le travail est divisé entre différents chantiers ; mais il n'en va pas de même dans d'autres branches. Face à ce problème, un certain nombre de coopératives choisissent de limiter délibérément leur croissance plutôt que de perdre la qualité des contacts humains et même la véritable camaraderie qui sont souvent leur meilleur — parfois leur seul — acquis. Elles optent pour le développement sans dangers et ses « filiales ».

L'A.O.I.P. (Association ouvrière « Instruments de production ») de loin la plus grande des SCOP avec ses 4 500 salariés et un chiffre d'affaires de 500 millions de francs a pris le parti de la croissance en 1968, en décidant de se décentraliser en provinces. Succès industriel complet dans un secteur de pointe (les télécommunications), où elle fait figure de « petite » entreprise père par rapport aux « géants » : I.T.T., Thomson ou C.G.E. En dix ans, son personnel a presque triplé, mais le nombre des sociétaires n'a, hélas, pas suivi au même rythme. Ils sont actuellement 1 500, soit 35 % du total.

#### Des conflits sociaux comme tout le monde

C'est faible. « Notre croissance a été trop rapide depuis 1966 et il y a toujours un décalage pour le nombre des sociétaires », explique M. Plagnas, président de l'A.O.I.P. En outre, il y a très peu d'avantages pécuniaires à devenir sociétaire : pour notre personnel à 55 % féminin, l'engagement est moins attirant. L'A.O.I.P. n'est-elle pas devenue finalement une entreprise comme les autres ? Pas tout à fait.

Certes, les salariés sont alignés sur ceux du secteur : « Jusqu'en 1968, nous pratiquions le salaire unique, mais ce n'était plus viable. La participation des travailleurs et des sociétaires est pratiquement limitée à l'élection, au cours d'une assemblée générale annuelle, des membres du conseil d'administration, lesquels sont informés tous les mois par la direction de la marche de l'entreprise. Similaire dans un secteur concurrentiel, l'A.O.I.P. doit recruter à l'extérieur (au sein des grandes écoles) la plupart de ses cadres, qui assurent pour l'essentiel les responsabilités de la gestion courante. Resté que le président élu par les sociétaires est un salarié employé — « à la limite des cadres », dit-il, — que la moitié des cadres sont répartis entre l'ensemble des travailleurs et que la retraite, les primes de vacance, ou le fin d'année sont identiques pour tous les salariés. L'entreprise, quel que soit son salaire. Enfin, si la participation des travailleurs aux décisions est limitée, l'information est en revanche accrue. Les cadres ont un journal très complet et de fréquentes réunions) que dans la plupart des entreprises.

Pour préserver, autant que faire se peut, ce minimum de pratique coopérative, M. Plagnas assure passer 70 % de son temps à « faire l'ombudsman », faisant périodiquement une tournée des établissements, assurant les contacts directs avec la « base ». « Je suis accessible à tout le monde », — et surtout la liaison entre la « structure technique » de direction (les cadres, les ingénieurs) et la structure syndicale (50 % des salariés sont syndiqués). « Nous avons des conflits sociaux comme tout le monde », explique M. Plagnas, mais cela ne se fait pas aussi loin que dans une entreprise normale... » Au-delà d'une certaine taille, la vie coopérative n'est-elle toujours possible ? « C'est très difficile, reconnaît-il. Nous subissons le poids de l'environnement et nous devons souvent déborder les bras pour survivre ; mais dans la coopérative il y a quand même une structure d'accueil de la démocratie qui existe. »

#### Prochain article :

AU-DELA DE LA BONNE CONSCIENCE

سونا تراش



SONATRACH

SONATRACH

SOCIÉTÉ NATIONALE POUR LA RECHERCHE, LA PRODUCTION, LE TRANSPORT, LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION DES HYDROCARBURES

U.S. \$21,000,000

MEDIUM TERM LOAN

FOR THE IMPORTATION OF EQUIPMENT FROM



HUGHES TOOL COMPANY LIMITED

A WHOLLY OWNED SUBSIDIARY OF HUGHES TOOL COMPANY, HOUSTON, TEXAS

MANAGED BY

CHASE MANHATTAN LIMITED

PROVIDED BY

THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A.  
THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON  
ORION BANK LIMITED  
CHASE AND BANK OF IRELAND INTERNATIONAL LIMITED  
SECURITY PACIFIC NATIONAL BANK  
WESTERN AMERICAN BANK (EUROPE) LIMITED

AGENT

THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A.

15 JULY 1976

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL

(Subsidiária de ELETROBRAS)

AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSELECTION

AUX FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT DE CONTRÔLE ET COMMANDE

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la préparation du schéma de contrôle et commande de six (6) groupes turbine-alternateurs et pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision du montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement référencé ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Paraná, Brésil :

Tableaux de contrôle avec indicateurs, compteurs, enregistreurs, commutateurs, relais de protection, synchroniseur automatique, appareils de mesures hydrauliques et de signalisation, enregistreurs d'informations, imprimantes, horloges électriques et appareils auxiliaires nécessaires au contrôle local-manuel, local-automatique et distance-automatique centralisé pour l'exploitation des six (6) groupes turbine-alternateurs et de leurs auxiliaires.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

Pour le paiement de ces équipements, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque inter-américaine de développement - BID.

A la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays en voie de développement membres du Fonds monétaire international et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles pour cet effet par la BID.

Les « Instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 27 octobre 1976 inclus, à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELETRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

Diretoria Administrativa

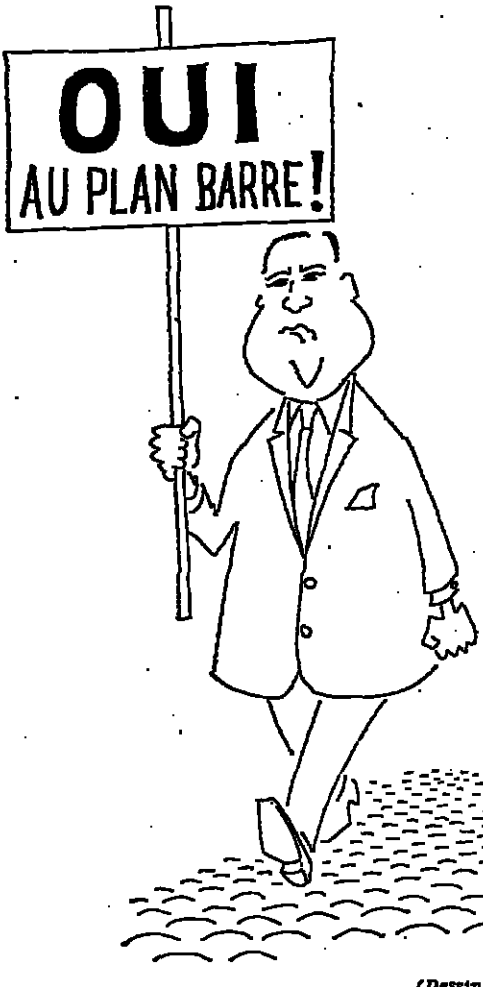
Edifício Trajano

Rua Trajano, 41 - 3º andar - Telex 051-1048

88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - BRASIL

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE



La journée C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N. du 7 octobre

### Appel à une grève de vingt-quatre heures des postiers et des métallurgistes

Les appels à la grève pour la journée du 7 octobre, organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. en signe de protestation contre le plan Barre continu. Dans le secteur public, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des P.T.T. ont lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail de vingt-quatre heures.

Dans le secteur privé, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont convoqué, le 28 septembre, « un accord unitaire d'action » sur l'ensemble de leurs revendications (convention collective nationale, grille de classification, extension des droits syndicaux, etc.). Elles appellent les métallurgistes à une grève de vingt-quatre heures le 7 octobre et ont arrêté le principe d'une journée nationale d'action pour la première quinzaine de novembre.

Par ailleurs, la Fédération des mutilés du travail a « condamné » les mesures gouvernementales concernant la Sécurité sociale contenues dans le « Plan Barre » et, « sans se départir de ses principes de neutralité politique », a décidé de s'associer à la journée du 7 octobre.

La Confédération syndicale des familles (C.S.F.) et la Confédération syndicale du cadre de vie (ex-Confédération nationale des associations populaires familiales) ont également appelé leurs adhérents à participer aux actions décidées par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N.

Deux organisations d'étudiants, le Mouvement d'action syndicale (MAS) proche de la C.F.D.T. et l'UNEF (ex-Renouveau) participeront aussi à la journée du 7 octobre.

Le MAS mettra l'accent sur les problèmes des institute universitaires de technologie et appelle les étudiants de ce secteur à faire grève ce jour-là.

L'UNEF souligne la dégradation de la situation économique des étudiants (hausse des tarifs des œuvres universitaires) et l'aggravation du chômage à la sortie de l'université. Selon l'UNEF, cent mille étudiants diplômés en juin n'ont pas trouvé de travail en septembre.

L'UNEF organise, d'autre part, le 16 octobre une journée d'action pour la défense des L.U.T. le 9 novembre un rassemblement des étudiants à Paris, et le 21 novembre un rassemblement des étudiants en médecine.

Le MAS mettra l'accent sur les problèmes des institute universitaires de technologie et appelle les étudiants de ce secteur à faire grève ce jour-là.

L'UNEF souligne la dégradation de la situation économique des étudiants (hausse des tarifs des œuvres universitaires) et l'aggravation du chômage à la sortie de l'université. Selon l'UNEF, cent mille étudiants diplômés en juin n'ont pas trouvé de travail en septembre.

L'UNEF organise, d'autre part, le 16 octobre une journée d'action pour la défense des L.U.T. le 9 novembre un rassemblement des étudiants à Paris, et le 21 novembre un rassemblement des étudiants en médecine.

Le MAS mettra l'accent sur les problèmes des institute universitaires de technologie et appelle les étudiants de ce secteur à faire grève ce jour-là.

L'UNEF souligne la dégradation de la situation économique des étudiants (hausse des tarifs des œuvres universitaires) et l'aggravation du chômage à la sortie de l'université. Selon l'UNEF, cent mille étudiants diplômés en juin n'ont pas trouvé de travail en septembre.

L'UNEF organise, d'autre part, le 16 octobre une journée d'action pour la défense des L.U.T. le 9 novembre un rassemblement des étudiants à Paris, et le 21 novembre un rassemblement des étudiants en médecine.

Le MAS mettra l'accent sur les problèmes des institute universitaires de technologie et appelle les étudiants de ce secteur à faire grève ce jour-là.

L'UNEF souligne la dégradation de la situation économique des étudiants (hausse des tarifs des œuvres universitaires) et l'aggravation du chômage à la sortie de l'université. Selon l'UNEF, cent mille étudiants diplômés en juin n'ont pas trouvé de travail en septembre.

L'UNEF organise, d'autre part, le 16 octobre une journée d'action pour la défense des L.U.T. le 9 novembre un rassemblement des étudiants à Paris, et le 21 novembre un rassemblement des étudiants en médecine.

Le MAS mettra l'accent sur les problèmes des institute universitaires de technologie et appelle les étudiants de ce secteur à faire grève ce jour-là.

L'UNEF souligne la dégradation de la situation économique des étudiants (hausse des tarifs des œuvres universitaires) et l'aggravation du chômage à la sortie de l'université. Selon l'UNEF, cent mille étudiants diplômés en juin n'ont pas trouvé de travail en septembre.

L'UNEF organise, d'autre part, le 16 octobre une journée d'action pour la défense des L.U.T. le 9 novembre un rassemblement des étudiants à Paris, et le 21 novembre un rassemblement des étudiants en médecine.

Le MAS mettra l'accent sur les problèmes des institute universitaires de technologie et appelle les étudiants de ce secteur à faire grève ce jour-là.

L'UNEF souligne la dégradation de la situation économique des étudiants (hausse des tarifs des œuvres universitaires) et l'aggravation du chômage à la sortie de l'université. Selon l'UNEF, cent mille étudiants diplômés en juin n'ont pas trouvé de travail en septembre.

### Le ministre du travail lance un appel à l'effort

Le ministre du travail, M. Christian Beullac, a procédé, mardi 28 septembre, à un tour d'horizon des problèmes économiques et sociaux devant les journalistes de l'information sociale. Fortement imprégné par sa longue expérience de dirigeant d'entreprise à la régie Renault, le ministre du travail s'est lancé dans une vaste analyse des contraintes économiques et monétaires, qui nécessitent à la fois un effort et une adhésion de tous les Français. Humaniste, certes, le nouveau ministre du travail affiche des idées assez conservatrices, semblant-il, mais le ministre de chômage et la place de la femme au foyer plutôt qu'à l'usine. — J.-P. D.

### « Des règles s'imposent à tous »

LES REVENUS. — « Nous avons pénétré dans un nouveau monde international où nous devons accepter qu'une partie de notre production profite aux pays en voie de développement. Depuis 1973, les ménages ont vu leurs revenus progresser à une vitesse qui n'est pas justifiée par rapport à celle de la production, et la marge financière des entreprises a fortement diminué. » Cette réduction des dépenses d'investissement, génératrice d'emplois, me fait peur. C'est une obsession pour moi, ancien dirigeant. » Appelant en premier lieu les employeurs à un effort et les instaurant en garde contre un certain laxisme, le ministre a affirmé qu'il fallait « rompre le cercle vicieux des salaires et des prix par un appel à l'effort ».

LES NOMBREUSES REACTIONS AU PLAN BARRE « sont plutôt pour nous rassurer. Si nous n'avions pas eu autant de réactions (sous-entendu défavorables), nous aurions craint de ne pas avoir veillé suffisamment à une répartition équitable de l'effort ».

SECURITE SOCIALE. — « L'inflation a camouflé (son) déséquilibre. Avec le tassement économique et le ralentissement de l'inflation, les problèmes apparaissent dans toute leur ampleur. » Tableaux à l'appui, soulignant la croissance « exponentielle » de l'endettement public, le ministre se déclare « fermement inquiet ». Les solutions ? « Des règles s'imposent à tous tous. Rien ne sera possible si l'on n'accepte pas les responsabilités de la situation et n'adhère pas aux solutions qui leur seront proposées. » Après avoir indiqué que le gouvernement défendait la position de principe et que la fiscalisation ne renforçait pas le sens des responsabilités, le ministre a confirmé la préparation d'une réforme, en précisant que les mesures en faveur des entreprises de main-d'œuvre — un projet de loi devait être déposé en 1976 — seraient intégrées dans cette réforme en 1977.

LES FEMMES. — « L'importance du nombre de femmes à la recherche d'un emploi est quand même un problème très particulier. Il me semble que si la femme, mère de famille, peut rester à la maison, c'est une bonne chose. Autant l'homme a pour vocation fondamentale de travailler dans les usines et les bureaux, autant une partie de la vie de la femme peut se passer ailleurs. »

Avant ce tour d'horizon, le ministre avait annoncé l'envoi d'une lettre aux syndicats et au patronat, les invitant à préparer l'ouverture de négociations au cours de 1977 avant la fin de la réévaluation des salaires manuels. Et le délégué à l'emploi, M. Ocheux, a présenté une vaste campagne d'information pour rétablir les contacts emploi-formation de jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans : treize mille contrats ont été conclus depuis octobre 1975. M. Ocheux espère que treize mille autres seront signés d'ici à l'été 1977.

Les premiers sondages ne vont pas dans ce sens, mais l'opinion a tellement évolué au cours des derniers mois du laisser-aller économique que les signes de fermeté, les appels à la discipline et la préparation des réformes de structures dont M. Barre vient de

Les organisations syndicales et professionnelles sont des machines tellement bien « programmées » aujourd'hui qu'elles ont leur plan de réponses tout prêt face à telle ou telle initiative des pouvoirs publics. C'est peut-être, précisément de ces faux crises que le gouvernement pourra tirer parti. Tout l'effort repose sur les salaires, disent les uns, sur les chefs d'entreprise, disent les autres. « Vous voyez bien, aura tendance à dire le premier ministre ou M. Giscard d'Estaing, s'adressant aux organisations, que les services sont répartis, chacun ne regardant que ce qui le touche. »

Le gouvernement fera-t-il de l'impopularité un brevet de réussite ? Le président de la République n'a pas caché qu'il s'attendait à voir son blason terni par les mesures de lutte contre l'inflation. Jusqu'où acceptera-t-il sans sourciller les grognements d'un public qui comprend aussi bien les organisations de cadres que les syndicats ouvriers, la Bourgeoisie que les partis de gauche ? On savait déjà qu'il a fait retirer des brouillons du plan Barre des dispositions trop fermes.

C'est en tout cas la manière

### PRIX

#### Le coût de la vie a augmenté de 0,7 % en août

Les prix de détail ont — c'est maintenant officiel — augmenté de 0,7 % en France durant le mois d'août par rapport à juillet (le « Monde » a daté 26-27 septembre). L'indice du coût de la vie calculé par l'INSEE est passé de 167,2 en juillet à 168,4 en août (base 100 de 1970). En un an (coût 1975 comparé août 1975), l'augmentation est de 3,5 %. Au rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus, le taux d'inflation est de 3,6 %.

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

LES PRIX DE PRODUITS MANUFACTURÉS n'ont augmenté que de 0,3 %.

LES PRIX DES SERVICES ont augmenté de 0,7 %, ce qui est beaucoup après l'augmentation de 2 % enregistrée en juillet. Cette nouvelle poussée provient des postes « soins personnels, soins de l'habillement » (coiffeur, blanchisserie), qui augmentent de 1,2 % en un mois ; « services d'habitation de véhicules privés » (+ 1,3 %) ; « autres services » (+ 3,2 %, à cause surtout de la hausse des prix des tarifs postaux).

LES PRIX DE L'ALIMENTATION ont augmenté de 1,6 % en un mois. Principaux postes responsables de cette flambée : les produits à base de céréales (+ 4,3 % en un mois), lait et fromage (+ 2 %), œufs (+ 3,4 %), boissons non alcoolisées (+ 3,2 %, à cause surtout du café).

### CRÉDIT

#### L'encadrement devient plus sévère

(Suite de la première page.)

Sur le plan du principe, ces nouvelles normes sont parfaitement cohérentes avec les objectifs de croissance de la production intérieure brute (PIB) et de la masse monétaire définies par M. Raymond Barre, respectivement 13,2 % et 12,5 %.

L'exportation privilégiée

Pour les grandes banques elles signifient que, en 1977 comme en 1976, la progression des crédits encadrés (80 % du total) ne devra pratiquement pas dépasser celle de la production intérieure en volume (4,8 %), sans prendre en compte l'augmentation des prix (0,7 %). Pour les autres, un petit « effet-prix » est admis, mais de façon plus restrictive qu'auparavant.

L'encadrement est donc maintenant dans toute sa rigueur, et risque même d'être plus sévère qu'en 1976, année pendant laquelle la dépression de 1975 avait conduit à se faire sentir, ralentissant le rythme de la demande de concours bancaires.

Les entreprises devront vivre davantage sur leur trésorerie et renforcer de préférence leurs fonds propres. Seuls l'exportation continuera à être privilégiée, tout au moins pour les matériels lourds, ainsi que certains crédits au logement, l'objectif final étant de ramener la progression des

crédits distribués à 14 % ou même moins en 1977 contre 16 % à l'heure actuelle.

FRANÇOIS RENARD.

### LE CONSEIL NATIONAL DU COMMERCE : nous approuvons le plan de lutte contre l'inflation.

Psychologiquement il faut pour obtenir une déflation des salaires que les salariés et les consommateurs aient constaté au préalable une déflation de la hausse des prix. Donc, de façon générale, nous approuvons, la partie du plan Barre consacrée à la lutte contre l'inflation », a déclaré M. Francis Perceux, président du Conseil national du commerce, lors d'une conférence de presse le 28 septembre. Assurant que les commerçants appliqueraient le blocage des prix et respecteraient les diminutions de T.V.A. prévues à compter du 1<sup>er</sup> janvier, ainsi qu'ils l'avaient fait en 1972 (à 95 % selon la direction des prix), M. Perceux a néanmoins souligné les problèmes que pose le blocage des prix à certains commerçants.

Un grand nombre de commerçants ont passé des commandes à leurs fournisseurs à des prix en hausse. Or s'ils n'ont pas encore mis en vente ces produits, ils ne pourront pas appliquer ces augmentations », a-t-il expliqué.

M. BOULIN : l'intérêt national et l'intérêt électoral se rejoignent.

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, estime, dans une interview publiée mercredi 28 septembre par le *Quotidien de Paris*, que « les députés de la majorité accablent assez favorablement le plan présenté par le premier ministre ». Il précise : « Si les députés U.D.R. se mobilisent pour la réussite du plan, alors ils créent les meilleures conditions possibles pour être réélus. (...) Autrement dit, l'intérêt national et l'intérêt électoral se rejoignent ».

Interrogé sur l'existence de deux lignes politiques dans la majorité, « une ligne Giscard d'Estaing et une ligne Chirac », M. Boulin répond : « Il y a eu effectivement différence de vue entre M. Chirac et le président de la République, sur les échéances électorales. Mais maintenant que le président a tranché, le débat est clos. Le problème n'est plus d'actualité. »

PIERRE DROUIN.

## Au-delà des réflexes

(Suite de la première page.)

Devant cette offensive de la gauche et notamment du P.C. contre le « plan Barre », le patronat a tendance à moins regarder les « verrous » dont le projet est, de son point de vue, affecté. Le C.N.P.F., hostile au blocage des prix, a été déçu, en outre, de voir qu'on ne soumettait pas à l'avantage l'investissement, mais M. Ceyras, après avoir rencontré vendredi dernier M. Giscard d'Estaing, a indiqué clairement : « Nous ne refusons pas l'effort national. » M. Giscard a été plus critique, estimant qu'il ne fallait pas se laisser entraîner par le « coin de régle » des patrons à durcir les positions.

Les premiers sondages ne vont pas dans ce sens, mais l'opinion a tellement évolué au cours des derniers mois du laisser-aller économique que les signes de fermeté, les appels à la discipline et la préparation des réformes de structures dont M. Barre vient de

Les organisations syndicales et professionnelles sont des machines tellement bien « programmées » aujourd'hui qu'elles ont leur plan de réponses tout prêt face à telle ou telle initiative des pouvoirs publics. C'est peut-être, précisément de ces faux crises que le gouvernement pourra tirer parti. Tout l'effort repose sur les salaires, disent les uns, sur les chefs d'entreprise, disent les autres. « Vous voyez bien, aura tendance à dire le premier ministre ou M. Giscard d'Estaing, s'adressant aux organisations, que les services sont répartis, chacun ne regardant que ce qui le touche. »

Le gouvernement fera-t-il de l'impopularité un brevet de réussite ? Le président de la République n'a pas caché qu'il s'attendait à voir son blason terni par les mesures de lutte contre l'inflation. Jusqu'où acceptera-t-il sans sourciller les grognements d'un public qui comprend aussi bien les organisations de cadres que les syndicats ouvriers, la Bourgeoisie que les partis de gauche ? On savait déjà qu'il a fait retirer des brouillons du plan Barre des dispositions trop fermes.

C'est en tout cas la manière

dont les pouvoirs publics marquent leur volonté tranquille de mener à bien leur affaire, malgré les obstacles politiques semés sur sa route, que l'on mesurera les chances de ce nouveau combat contre l'inflation. M. Mitterrand a raison : M. Barre n'obtiendra pas un consentement national. Il n'en a pas besoin, en fait, pour réussir. Ce qui lui est indispensable, en revanche, c'est de convaincre la majorité des citoyens que l'ensemble des décisions arrêtées est de nature à faire descendre le niveau de la vie, à faire baisser la courbe des prix vers cet objectif des 6,5 % assigné pour l'année 1977.

Les premiers sondages ne vont pas dans ce sens, mais l'opinion a tellement évolué au cours des derniers mois du laisser-aller économique que les signes de fermeté, les appels à la discipline et la préparation des réformes de structures dont M. Barre vient de

La livre sterling s'est quelque peu redressée peu après que la Banque d'Angleterre fut intervenue, mardi après-midi, et que le gouvernement eut annoncé, mercredi matin, qu'il fallait solliciter un prêt du Fonds monétaire. Mais les marchés des changes restèrent mercredi matin très nerveux et inquiets après le nouvel assaut que venait de subir la devise britannique, touchée la veille à son point le plus bas.

La journée de mardi aura été la plus mauvaise qu'ait connue la livre sterling depuis qu'elle est devenue flottante, le 23 juin 1972. En une seule séance du marché le cours avait fléchi plus brutalement qu'on ne l'avait encore jamais constaté : de 4,2 cents à vis-à-vis du dollar. Il était tombé jusqu'à 1,63125 dollar lorsque la Banque d'Angleterre, qui n'était pas intervenue depuis le 9 septembre, jugea nécessaire de se porter acheteur, ce qui détermina un léger redressement des cours. Celui-ci se confirma mercredi matin. A la fin de la matinée de ce jour, on cotait à Londres la livre environ 1,66 dollar, ce qui correspondait à Paris à un prix

rappeler la nécessité dans une interview à *Sud-Ouest*, pécuniaire d'un grand poids. A ce moment, les réflexes — toujours eux — de spéculation, de protection à toutes fins utiles, d'anticipation dans les revendications de salaires, etc., pourraient jouer de moins en moins, et l'économie française, malgré les erreurs de gestion, n'est pas fondamentalement atteinte, connaît un cours plus favorable.

C'est la vue réconfortante des choses. L'autre est que, sur un fond de décor électoral de plus en plus soutenu, les passions des Français s'exacerbent au point qu'ils ne voient plus autre chose pour les uns que le risque de leur défaite, pour les autres que leur chance de l'emporter. Mais un succès politique bâti sur les maillots de l'économie française pourrait-il être autre chose qu'une victoire à la Pyrrhus ?

PIERRE DROUIN.

## La Grande-Bretagne sollicite un prêt du Fonds monétaire

### La livre s'est quelque peu redressée

de 8,16 F (contre une cotation extrême de 8,02 F la veille).

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement britannique a annoncé qu'il allait demander au Fonds monétaire un crédit de confirmation (stand by) pouvant s'élever jusqu'à 3,9 milliards de dollars. Cet emprunt, qui devrait être d'une durée de trois à cinq ans, serait d'abord destiné à permettre à la Banque d'Angleterre de rembourser les dix banques centrales (dont la Banque de France) les plus importantes du monde, ainsi que la Banque des règlements internationaux, qui le 3 juin dernier, ont mis à sa disposition pour une période de six mois un total de 5,3 milliards de dollars.

La Banque d'Angleterre aurait déjà utilisé 1,8 milliard de dollars de ce crédit, et s'apprêterait à tirer à nouveau 1,5 milliard de dollars. Mais ces chiffres sont loin de représenter les seules « munitions » dont la Grande-Bretagne ait besoin pour surmonter la chute devenue catastrophique de la monnaie nationale : le 4 mars dernier, la livre sterling valait encore un peu plus de 2 dollars. La chute depuis cette époque, avoisine donc presque 18 % ! La Banque d'An-

gleterre a encore prélevé sur ses réserves et surtout elle a pu disposer des sommes importantes en devises que les entreprises nationales empruntent sur le marché de l'euro-dollar.

Au rythme actuel, ces emprunts se font au rythme de 10 milliards de dollars par an ! Une nouvelle opération de ce genre, une des plus importantes que aient jamais été lancées, a été annoncée mardi. Il s'agit d'un emprunt à cinq ans de 500 millions de dollars émis par l'Electricity Council (l'équivalent de l'É.D.F.). Dans le discours qu'il a fait à Blackpool, le premier



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONTRE L'INFLATION

Les conséquences de la sécheresse

### Les organisations paysannes sont choquées par les réactions de l'opinion publique

Le conseil national de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) et le comité permanent général des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) se sont réunis, le 28 septembre, pour examiner le plan de lutte contre l'inflation et les mesures de soutien du revenu des exploitants. Après des séances assez tendues, les communiqués publiés par ces deux instances ont abordé pour l'essentiel les mêmes thèmes :

● **LE MONTANT DE L'AIDE AUX EXPLOITANTS.** La F.N.S.E.A. et l'A.P.C.A. estiment que les 6 milliards de francs — dont seulement 5,5 milliards de francs seront effectivement versés en 1976 — sont insuffisants. La Fédération des exploitants « se réserve le droit de réexaminer le problème du revenu lorsque les comptes de la nation seront définitivement arrêtés au début de 1977 ». Pour l'A.P.C.A., « les compensations accordées, constituant des politiques conjoncturelles, n'ajoutent pas les conséquences de la sécheresse en 1977 sur les exploitations agricoles ».

● **LES RÉACTIONS DE L'OPINION PUBLIQUE.** — La F.N.S.E.A. se déclare « très choquée par le mouvement d'opinion que l'on a créé contre les agriculteurs qui comprennent mal le processus national qu'on leur fait à l'occasion de la campagne qu'ils viennent de subir ». Les chambres d'agriculture soulignent « combien il était injustifié et blessant de dresser les catégories socio-professionnelles les unes contre les autres ».

● **LES TAXES SUR LES CHIFFRES D'AFFAIRES SUPPLÉMENTAIRES.** A 800 000 F. — La méthode est « anti-économique et contraire aux principes du droit fiscal français », selon l'A.P.C.A. Le conseil national de la F.N.S.E.A. « ne peut admettre qu'il soit dérogé aux principes de l'égalité devant les charges publiques en taxant les chiffres d'affaires qui (...) sont sans rapport avec le bénéfice ».

● **LA PARTICIPATION A LA RÉPARTITION DES AIDES.** La F.N.S.E.A. et l'A.P.C.A. se sont prononcées pour cette participation.

## SERMON...

Déjà, l'opinion publique, les citoyens, n'ont rien compris à l'annonce de la sécheresse, dans les correspondances publiées par certains journaux (!). Autrement dit, les journalistes n'ont pas bien fait leur travail. Cette est en substance l'opinion formulée par le conseil national de la Fédération des exploitants agricoles qui s'est réuni mardi 28 septembre pour la seconde fois en moins de quinze jours. Et c'est plus un sermon qu'une conférence de presse qu'a donné ensuite M. Michel Debatisse. Entouré par les membres de l'État-major de la F.N.S.E.A., qui se sont occupés des visages souriants, le président de la centrale, basé sur lui-même, a trouvé les accents du prébère pour stigmatiser « le racisme anti-paysan », la « méprisance du monde paysan », la « sécheresse du cœur humain ». Quelle catégorie sociale aurait accepté comme les agriculteurs « de voir son revenu se dégrader pour la troisième année consécutive » ? a demandé M. Debatisse, tout en soulignant que « en dix ans le revenu moyen des agriculteurs a progressé de 133 %, alors que le salaire moyen a augmenté de 192 % dans le même

temps ». Quant aux 6 milliards que le gouvernement a promis aux agriculteurs, cela représente la valeur d'une journée de travail : « Si les actions revendicatives se développent, cela coûtera plus cher à l'économie que la sécheresse », a noté le président de la F.N.S.E.A. « C'est un constat, pas une critique ».

A bout de cette profession de foi, il s'agit d'obtenir des pouvoirs publics un soutien plus substantiel à l'agriculture. La cause paraît juste. Pourtant M. Debatisse avait plus convulsivement « écrié » pour régler le coût de la sécheresse tout en négligeant le fait que les cours mondiaux des principales denrées sont haussés actuellement au prix exorbitant. Il ne devrait pas, d'autre part, chercher à obtenir que les exploitants dont le chiffre d'affaires dépasse 800 000 francs ne soient pas taxés, alors que cette mesure ne concerne qu'environ vingt mille d'entre eux. — La F.N.S.E.A. annonce six cent mille adhérents, — dont une bonne partie pratique des productions horticoles peu affectées par la sécheresse !

(1) « Le Monde » du 28 septembre.

## ÉNERGIE

### E.D.F. DEMANDE L'AUTORISATION D'IMPORTER DIRECTEMENT DU FUEL LOURD

Electricité de France vient de déposer au ministère de l'Industrie et de la recherche un dossier visant à obtenir une autorisation d'importation de fuel lourd (A3). Il ne fait aucun doute que l'entreprise nationale obtiendra d'importer une partie (10 %) de sa consommation annuelle, qui dépasse 10 millions de tonnes. Cela lui permettra de peser sur les tarifs de ses fournisseurs habituels en faisant du prix qu'elle obtiendra sur le marché pour ses 10 % un prix de compétition pour les compagnies pétrolières. Le prix du fuel a été le sujet d'un conflit entre E.D.F. et celui de ses fournisseurs depuis 1975. Le litige qui oppose E.D.F. à la Shell et à Antar est encore pendante devant la justice.

● **LES IMPORTATIONS DE PÉTROLE DES ÉTATS-UNIS** représentent 37 milliards de dollars, soit une moyenne de 125 dollars par habitant, a indiqué M. William Coleman, ministre américain des transports. En 1970, les importations ne représentaient que 3 milliards de dollars.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche Marks	Francs suisses
6 heures	5 1/2	5 1/2	4 1/8
1 mois	5 1/2	5 1/2	4 1/4
3 mois	5 3/8	5 1/8	4 1/2
6 mois	5 3/4	5 1/4	4 3/8

## ACCIDENTS DU TRAVAIL

### M. GUICHARD SOULIGNE LA « RESPONSABILITÉ DU CHEF D'ENTREPRISE »

M. Olivier Guichard, ministre de la justice, a déclaré, mercredi 28 septembre, dans une interview à la Nouvelle République du Centre-Ouest, à propos des accidents du travail : « Il faut respecter la loi et les règlements. S'ils ont des lacunes, il faut les compléter. S'ils sont confus, il faut les clarifier. Surtout, il faut les appliquer. Ensuite, il faut faire respecter la loi et les règlements. (...) Il faut examiner chaque situation au cas par cas. »

(2) Guichard avait affirmé, le 17 septembre dernier, à la Bourse, qu'il s'efforcerait d'arrêter la persécution pour expliquer aux juges que « les entrepreneurs français étaient la chance de ce pays » et que, si « on ne les laissait pas travailler, on connaîtrait des jours bien difficiles » (a le Monde a daté 19-20 septembre).

## AFFAIRES

EN ABSORBANT LE DÉPARTEMENT APPROPRIÉ DE LA C.E.M.

### Alsthom-Atlantique prend le monopole des turbo-alternateurs pour les centrales nucléaires

La Compagnie Electro-Mécanique (CEM) va céder au groupe Alsthom-Atlantique son département de turbo-alternateurs, composé pour l'essentiel d'une importante usine au Bourget (Seine), où sont employées deux mille personnes. En contrepartie, la CEM détendra 5 % du capital du nouvel ensemble ainsi constitué.

L'administration est donc parvenue à ses fins. C'est au ministère de l'Industrie et de la recherche, en effet, qu'est née l'idée d'un rapprochement entre les deux constructeurs de turbo-alternateurs — ces gros machines tournantes qui équipent les centrales nucléaires — opérant en France : Alsthom et la Compagnie Electro-Mécanique (CEM), avec une licence du groupe suisse Brown-Boveri qui est son actionnaire principal (avec 40 % environ de son capital). L'analyse des fonctionnaires a le mérite de la simplicité : le rapprochement prévu du programme de

construction de centrales nucléaires en France ne permet pas de « nourrir » dans de bonnes conditions de rentabilité deux constructeurs. En toute hypothèse, ajoutent-ils, et compte tenu de la montée en puissance des centrales, les deux techniques en présence devront converger. De surcroît, dans ce secteur de pointe, il importe de regrouper toutes les forces disponibles pour accéder à la taille permettant de tenir une place significative sur le marché mondial. Pourquoi donc différer un rapprochement inévitable ?

A ces considérations de stratégie internationale est venu s'ajouter un élément, qui sans être totalement déterminant, n'en a pas moins pesé d'un poids certain : la montée en puissance de Creusot-Loire. Animé par le baron Empain, ce groupe s'est vu en août 1976 concéder le monopole de la construction des réacteurs nucléaires en France. Or, Creusot-Loire a passé voici cinq ans un accord avec la CEM, accord qui l'associe à la fabrication des turbo-alternateurs. La coopération entre les deux groupes était parfaitement satisfaisante au point que les deux parties ont envisagé, semble-t-il, de resserrer les liens, encore très lâches, qui les unissaient. Une telle opération était placée Alsthom dans une situation difficile et permettait à Creusot-Loire d'acquiescer, plus encore qu'actuellement, une situation enviable sur le marché français. Le rapprochement entre Alsthom-Atlantique et CEM

Dans cette affaire, l'administration a trouvé un allié déterminé : M. Pierre Loygue, qui préside les destinées du groupe Alsthom-Atlantique, qui n'aura officiellement ces prochains jours. En annonçant en mars dernier la fusion des Chantiers de l'Atlantique, qui présidait, avec Alsthom, M. Loygue a fait un pari. Cette fusion, logique par certains côtés, apparaissait par d'autres risquée, en raison notamment des difficultés financières d'Alsthom. M. Loygue était parfaitement conscient des problèmes posés par l'opération qui vient de se réaliser, aide à les résoudre d'une part ; elle écarte un concurrent dangereux et permet de consolider l'ensemble Alsthom-Atlantique.

La position de M. Roland Koch, P.-D.G. de la CEM, était bien différente. Ce n'est un secret pour personne : les dirigeants de la CEM, sans écarter l'hypothèse d'un rapprochement — à terme avec Alsthom, étaient hostiles à ce projet dans l'immédiat. La détermination manifestée par les pouvoirs publics — qui, rappelons-le, passent les commandes de turbo-alternateurs par l'intermédiaire de l'E.D.F. — et entendait privilégier la technique française — les a contraints à céder. M. Koch a donc mené un combat d'arrière-garde, en s'efforçant de protéger les intérêts de ses salariés (pas de licenciements), de ses actionnaires (conditions de pression intéressantes) et de ses ingénieurs (maintien de la filière CEM). Tout semble indiquer qu'il y est parvenu. Pour la CEM, une

page est tournée. Elle abandonne les turbo-alternateurs mais exerce suffisamment d'activités autres pour assurer son développement. Cet accord, qui marque une nouvelle étape de la restructuration du secteur électro-mécanique après l'entrée, en août 1975, du C.E.A. dans le capital de Framatome, amène à poser bien des questions.

La première concerne le groupe Alsthom-Atlantique. M. Loygue devra tout à la fois harmoniser les structures du groupe qu'il va diriger et faire cohabiter et coopérer des équipes jusqu'alors concurrentes : rude tâche.

La seconde concerne l'action des pouvoirs publics. En contraignant la CEM à céder son secteur turbo-alternateurs à Alsthom-Atlantique, l'administration assure à ce groupe une situation de monopole. E.D.F. se trouve aujourd'hui en présence d'un fournisseur

unique, aussi bien pour les réacteurs (FRAMATOME) que pour les turbo-alternateurs. Quelle sera la conséquence de cette situation pour l'établissement public ? Au demeurant, s'il était vraiment nécessaire de constituer un monopole dans ce secteur, ce que beaucoup contestent, n'aurait-il pas été préférable de s'y prendre avant, ce qui aurait, tout le moins, permis d'éviter de lourds investissements en parallèle ? Quelles conséquences aura ce rapprochement à l'exportation ? N'aurait-il pas été préférable de conserver deux fers au feu ? Pourrait-on aisément compenser la perte probable de l'appoint du réseau de Brown-Boveri ? L'avenir permettra de trancher et de savoir si ce regroupement apportera à la communauté nationale les bienfaits qu'on lui promet.

PHILIPPE LABARDE.

### Quand un polytechnicien...

Le respect mutuel que se portent MM. Pierre Loygue et Roland Koch, a sans nul doute, facilité une négociation difficile. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps, s'estiment et se respectent. Leur carrière offre, il est vrai, à quelques mois près, un parallélisme assez saisissant.

Né le 5 février 1915 à Paris, fils d'un médecin, M. Pierre Loygue, qui fait ses études secondaires au lycée Saint-Louis, entre ensuite à Polytechnique, ingénieur du génie civil, il devient, en 1932, secrétaire général des Chantiers de l'Atlantique où il gravira un à un tous les échelons : directeur général adjoint en 1931, administrateur-directeur général en 1934, vice-P.-D.G. en 1937, P.-D.G. en 1946, P.-D.G. en 1974.

En avril 1975, M. Pierre Loygue, qui a été nommé le 1<sup>er</sup> août 1973 président du Centre français du commerce extérieur, prend une décision capitale. Convoqué que l'avant de son entreprise passe par une alliance avec un groupe exerçant ses activités dans des secteurs proches mais différents, il annonce la fusion des Chantiers de l'Atlantique avec Alsthom. Dans le monde industriel, c'est l'étonnement, parfois le scepticisme : la situation financière d'Alsthom est mauvaise. M. Pierre Loygue n'en a cure, pensant déjà à sa prochaine opération : le rapprochement avec CEM, qui vient de se concrétiser à sa plus grande satisfaction. Reste maintenant le plus important : presque : faire de cet ensemble un groupe cohérent. Cela n'est pas fait pour attirer cet homme, qui, malgré aussi bien le silence

que l'humour, est estimé par ses adversaires qui lui reconnaissent de grandes qualités de caractère.

M. Roland Koch est né vingt et un mois après son « ancien ». Fils d'un ingénieur, il poursuit ses études dans le Midi et monte à Paris, où il suivra la même filière : Saint-Louis puis Polytechnique. Entré en 1941 à la Compagnie Electro-Mécanique, il devient en 1950 directeur de l'établissement du Bourget — celui qui vient d'être cédé — et fera, lui aussi, toute sa carrière au sein de la même entreprise : directeur général en 1953, administrateur-directeur général en 1957, vice-P.-D.G. en 1970, P.-D.G. en 1971. Sa tâche essentielle, outre le développement de la CEM, aura été de donner à une entreprise dont l'actionnaire principal est le groupe suisse Brown-Boveri une personnalité, une image de marque qui lui soit propre.

Cet homme de dialogue, affable, réfléchi, a consacré une partie de son temps à l'animation de syndicats professionnels. Il préside depuis 1973, et pour quelque temps encore, le Syndicat général de la construction mécanique. Vice-président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, il est très respecté dans les milieux patronaux. Une phrase le dépeint bien. Alors qu'il y a quelques jours nous évoquions l'arrachement que pourrait provoquer la cession de l'usine du Bourget, il répondit : « C'est vrai. Mais c'est là un sentiment personnel qui ne doit pas entrer en ligne de compte dans la négociation. — Ph. L.

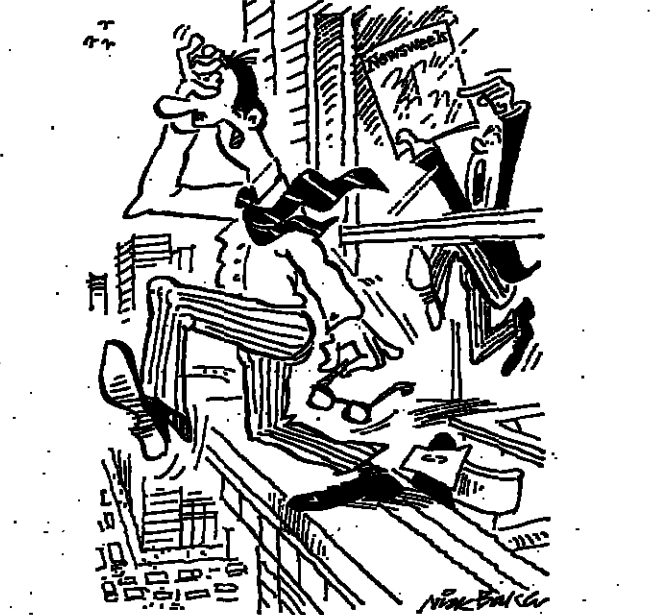
Pour vous et votre équipe de vente



**HEINZ GOLDMANN** sera le 14 Octobre 1976 à Paris pour une journée

COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1976-1977

Renseignements et inscriptions : HEINZ GOLDMANN, Centre international de ventes, 147, avenue Paul-Descombes, 92500 RUELLY-MAISON, Téléphone : 977.92.54.



Ne manquez pas les toutes dernières 'Prévisions Sur l'Economie Mondiale' de Newsweek!

Après le succès des 'Prévisions sur l'économie mondiale' de l'an dernier, Newsweek renouvelle son enquête annuelle sur les tendances économiques globales. Avec l'analyse de l'économie de quatorze nations industrielles et leurs perspectives pour 1977, Newsweek consacre aussi une section au monde en voie de développement, y compris l'Amérique Latine, l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Inde.

Les 2èmes Prévisions sur l'économie mondiale de Newsweek. Chez votre marchand de journaux, maintenant.

L'Histoire en action.

BRITISH LEYLAND EST A NOUVEAU CONTRAINT DE FERMER L'UNE DE SES USINES. — A la suite de la grave dégradation de quatre-vingt livraisons de voitures appartenant à la société Slick and Colling, le constructeur automobile britannique a dû fermer mardi 28 septembre son usine de Coventry (dans laquelle sont fabriquées les voitures Triumph), et mettre en chômage technique deux mille trois cents salariés. La production des modèles Jaguar pourrait être également affectée par la poursuite de la grève.

PROLONGEZ L'AMBIANCE AMICALE D'UN SALON D'UNE FOIRE EXPOSITION PAR UNE SOIRÉE ENTRE AMIS à la CANNE A SUCRE Diner Spectacle Antillais

FORAÏT Pour vos Dîners de groupe ou de fin d'année RENSEIGNEZ-VOUS BAB-23-25 1 rue Ste Beuve 6 Forme Dim. Lun

(PUBLICITE)

# EMIRATS DE ABU DHABI COUR PRÉSIDENTIELLE

## APPEL D'OFFRE

Son Excellence le Sheikh Suroor Al Nahyan, Président de la Cour Présidentielle, par ordre de SA HAUTESSE LE SHEIK ZAYED BIN SULTAN AL NAHYAN, Président des Emirats Unis, par la présente invite à présenter des offres pour la construction de la route BURAO-BERBERA, de 130 km de longueur, dans la partie nord de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE.

Les travaux de construction seront financés par le Gouvernement de Abu Dhabi.

Les travaux comprennent environ 600.000 m3 de déblais et 2.100.000 m3 de remblais, 320.000 m3 de fondation en matériaux concassés, 140.000 m3 de base en matériaux concassés, 900.000 m2 de traitement superficiel en bi-couche, 3.500 m2 de ponts en béton armé, 190.000 kg de buse métallique galvanisée, 1.600 m3 de dalots. La durée de construction de la route est de 30 mois.

Les documents contractuels seront disponibles, pour examen, auprès de la SAUTI « Consulting Engineers » aux adresses suivantes :

Via P. Mascagni, 160 - 00199 Rome - Italie  
Casella Postale 625

ou

Public Works Department Compound, Desmal Street  
Abu Dhabi, U.A.E.  
P.O. Box 1280 - Mogadishu  
Somali Democratic Republic.

Les documents contractuels pourront ensuite être obtenus auprès de l'une des adresses sus-mentionnées, contre paiement U.A.E. dirhams 4.000 (ou une somme équivalente dans une autre monnaie convertible). Cette somme ne sera pas remboursée.

Les documents de l'offre devront être fermés dans une enveloppe cachetée, qui, si livrée personnellement, sera remise au secrétaire de Son Excellence le Sheikh Suroor auprès des bureaux du Water and Electricity Department de Abu Dhabi, ou bien, si envoyée par lettre recommandée, l'enveloppe devra être adressée à :

Son Excellence le Sheikh Suroor Bin Mohammed al Nahyan, Chairman of the Presidential court  
P.O. Box 219 - ABU DHABI - U.A.E.

Les offres devront parvenir aux susdites adresses au plus tard à 11 heures du matin du 10 janvier 1977.

(PUBLICITE)

# CENTRAIS ELÉTRICAS DE MINAS GERAIS S.A. - CEMIG (BRAZIL)

## EMBORAÇAO HYDROELECTRIC PROJECT FIRST INVITATION TO PREQUALIFICATION FOR THE SUPPLY OF PERMANENT EQUIPMENT

Centrais Elétricas de Minas Gerais S.A. - Cemig, will accept applications for Prequalification of Bidders for the supply of permanent equipment for the Emborcação Hydroelectric Project, on the Paranaíba River, State of Minas Gerais, Brazil, consisting of Power Station, Stepup Substation, 500 kV Transmission Lines and Telecommunication Systems.

The nominal capacity to be installed at Emborcação will be 1.000 MW, consisting of four (4) units rated 250 MW each. The commercial operation of the first unit is required by March 30, 1981 and the subsequent units at approximately four months intervals.

This prequalification refers to the supply of equipment, which includes the design, manufacture, test and supervision of installation, in the following groups of equipment:

Group A: TURBINES AND GOVERNORS  
Four (4) vertical shaft Francis turbines operating under 128.5 meters rated head, at best gate opening, at 138.5 RPM capable of delivering 250 MW with electronic governor controlled servomotors, complete with all auxiliary equipment.

Group B: GENERATORS AND EXCITATION SYSTEMS  
Four (4) three phase, vertical shaft type hydraulic turbine driven alternating current generators 270 MVA at 18.75 kV, 14.5 to 20 KV rated voltage, 60Hz, rated speed 138.5 RPM complete with all appurtenances, including terminal equipment, which shall include the neutral cubicle.

Four (4) unit excitation systems to be used in conjunction with the above generators, each complete with manual voltage control and automatic voltage regulator, joint voltage control equipment, field breaker complete with all appurtenances.

Applications for prequalification will be received until 18:00 hours local time on October 30, 1976, by  
Centrais Elétricas de Minas Gerais S.A.  
At: Superintendência de Suprimento de Materiais e Equipamentos  
RUA Tupia, 140 - 5 Andar  
30000 - Belo Horizonte - Minas Gerais (Brazil).

Cable: CEMIG - Telex: 311-134, 311-288.  
One (1) copy of all documents either in Portuguese or English language must be sent in closed envelopes labeled « Documentos de Prequalificação », containing the following points:

- 1) A statement of the group or groups of equipment, as stated above for which the application is intended.
- 2) A summary of the applicant's experience in the supply of similar equipment.
- 3) Information on the applicant's and if applicable, the participating manufacturer's experience with single common turbine and generator shafts including size. State experience with fabricated/welded plate shafts.
- 4) Description of research, design, manufacturing and testing facilities.
- 5) Information on available shop space and manufacturing facilities, including size and weight limitations of main machine tools and cranes.
- 6) Names, position and experience of the main personnel in charge of research, design, test and manufacture of the equipment.
- 7) Major orders on hand for similar equipment under Groups A and/or B and schedule of deliveries for the 1977-1980 period.
- 8) State number of units and total MW delivered.
- 9) Last two published balance sheets.
- 10) Estimated time required for delivery FOB of first and subsequent units after receipt of letter of intent.
- 11) Any intention to share the supply among associated firms shall be indicated, in which case the information required above shall be sent by each of the associated firms in the same application. One of these firms, at least, shall have, integrally the required experience and must be indicated as the principal firm responsible, technically and commercially, for the supply and performance of the equipment, including warranties, and each one of them shall be individually legally responsible for the supply. The participation of each associated firm must be estimated as to the cost proportion and the manufacturing process. No firm is allowed to participate in more than one consortium and/or to take part simultaneously as in individual and in a consortium.
- 12) Negotiations with Cemig will be held directly by the principal firm's head office or through branch offices or subsidiaries. Cemig will not negotiate with intermediaries or agents.
- 13) The selection of the applicants for prequalification will be at Cemig's sole discretion and judgment.
- 14) The bidders will be held among the qualified firms only. No previous qualifications or previously sent information will be considered.
- 15) The invitations for Tenders are scheduled to be issued during 1976 and 1977.
- 16) Cemig reserves itself the right to call for further explanation or information which shall become part of the prequalification documents.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Des ouvriers « postés » des Houillères de Lorraine réduisent volontairement la production

De notre correspondant

Metz. — Les Houillères du bassin de Lorraine (H.B.L.) sont touchées par une grève depuis le mercredi 22 septembre. Le mouvement a débuté à la cokerie de Carling et s'est étendu mardi 28 à une seconde cokerie, Marienau et aux deux centrales électriques d'Emilès Huchet, à Carling, et de Grosbédarivault. Au total, ce sont donc plus de deux mille personnes (mille deux cent cinquante dans les cokeries et huit cent quatre-vingts dans les centrales) qui sont concernées par cette grève. Celle-ci ne se traduit pourtant pas par des débrayages, mais par un ralentissement du rythme de la production.

Ainsi, à la cokerie de Carling, la production a été ramenée à 55 % de la normale. A Marienau, elle était ce mercredi matin de 90 %, mais les grévistes ont annoncé qu'ils procéderaient à des baisses successives. Dans les centrales électriques, la production a été réduite de moitié.

Les revendications portent essentiellement sur les salaires et les

classifications. Les ouvriers, qui travaillent en service continu, c'est-à-dire en travail posté, demandent notamment des réductions d'horaires sans perte de salaire. Le mouvement, fait assez exceptionnellement, s'est déclenché de façon spontanée, sans aucune intervention syndicale.

La C.G.T., qui accuse la direction « de ne pas vouloir négocier véritablement les revendications qui lui ont été soumises », serait déjà intervenue au plan national auprès des Charbonnages. Celle-ci semble satisfaire la direction des H.B.L., qui reconnaît qu'un certain nombre de décisions concernant les salaires ne peuvent être prises qu'au niveau national. Ce type de conflit, peu courant dans les mines, où l'on est beaucoup plus habitué à des arrêts de travail parfois massifs, pourrait se prolonger. Les grévistes ne perdent pas la totalité de leur salaire : seules ne leur seront pas versées les primes de rendement. Mais la direction laisse entendre que des abattements pourraient être opérés sur les salaires de base.

En fait, les H.B.L., malgré une perte de 7.800 tonnes de coques depuis le début du conflit, pensent ne pas être en difficultés avant environ un mois, grâce à un stock relativement important (514.000 tonnes). A partir de là, la situation pourrait devenir critique. Carling et Marienau, pour les huit premiers mois de l'année, ont produit respectivement 790.000 et 674.000 tonnes, les deux centrales électriques, toujours pour les huit premiers mois de l'année, ont produit environ 3 milliards de kilowatts, dont 2,1 ont été vendus à l'E.D.F.

J.-C. B.

## FAITS ET CHIFFRES

### Commerce

● A QUIMPERLE (Finistère), trois cents personnes répondant à l'appel du Comité de défense des commerçants et artisans de Bretagne ont manifesté, mardi 28 septembre, pour soutenir un possesseur de l'usine de Trébeven. Ce dernier, M. André Le Toul, comparait devant le tribunal d'instance, lequel avait confirmé les mesures de saisie prononcées à son encontre et en faveur de la Caisse interprofessionnelle d'allocation-vieillesse au titre de cotisations impayées. A l'issue du procès, l'étude d'un huissier, M. Rehel, a été mise à sac. Une employée a été légèrement blessée au visage par un projectile. — (Corresp.)

### Energie

● L'U.R.S.S. AURAIT AUGMENTÉ DE 10 % LE PRIX DE SON PÉTROLE LIVRÉ AU COMECON. — Une augmentation de 10 % du prix du pétrole livré par l'Union soviétique aux pays du Comecon serait intervenue en 1976, indique le 29 septembre l'agence albanaise ATA dans un communiqué consacré à l'économie hongroise. ATA rappelle que depuis 1975 l'U.R.S.S. révisé le prix de ses livraisons tous les ans et non plus comme auparavant, tous les cinq ans. Si cette augmentation était confirmée, elle porterait le prix du baril à 7,57 dollars contre 11,51 pour le pétrole de référence de l'OPEP. Selon ATA, les difficultés économiques de la Hongrie s'expliquent principalement par la hausse continue des prix des fournitures soviétiques. — (A.F.P.)

### Etranger

● EN ITALIE, les prix de gros ont augmenté de 0,9 % en août, ce qui constitue la hausse la plus faible des neuf derniers mois. — (A.F.P.)

● AUX ETATS-UNIS, l'indice global des principaux indicateurs économiques a baissé en août (de 1,5 %), pour la première fois depuis février 1975. Il s'agit toutefois d'un chiffre provisoire, alors que les révisions sont fréquentes. L'indice, qui est censé préfigurer l'évolution de l'activité, s'est établi à 109 (base 100 : moyenne 1967). Le niveau maximum avait été atteint en juin 1973 (129,5), le point bas en février 1975 (91,1). — (A.F.P.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### EUROBAIL

Au cours de sa dernière réunion le conseil d'administration a examiné les comptes de la société pour le premier semestre de l'exercice en cours.

Les recettes (I.T.V.) atteignant 2.843.550 F contre 1.720.464 F pour les six premiers mois de 1975, marquant ainsi une progression de 31,37 %.

Pour cette même période, le bénéfice d'exploitation atteint 5 millions 225.000 F contre 4 millions 865.000 F en 1975 (+ 15,64 %) tandis que les amortissements et provisions s'élevaient à 1.470.764 F contre 1.075.000 F (+ 36,61 %).

Compte tenu des éléments déjà connus et des prévisions établies pour le second semestre, les résultats devraient, sans doute, actuellement imprévisibles, marquer une nouvelle progression. Les amortissements en propriété pure couvrent 80 % environ du capital social et confèrent à la société une solide assise immobilière.

Pour louer une voiture en Belgique, réservez chez

**europcar** 645.21.25

La totalité de ces obligations ayant été vendue, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

## NOUVELLE EMISSION

\$100.000.000

## Electricité de France

Obligations 8.90% venant à échéance le 15 septembre 1986

Intérêt payable semestriellement le 15 mars et le 15 septembre

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal sont garantis inconditionnellement par

## L'Etat Français

Lazard Frères & Co.

Goldman, Sachs & Co.

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith

Incorporated

Morgan Stanley & Co.

Incorporated

The First Boston Corporation

Incorporated

Kuhn, Loeb & Co.

Salomon Brothers

Smith Barney, Harris Upham & Co.

Incorporated

Bache Halsey Stuart Inc.

Banque Nationale de Paris

Blyth Eastman Dillon & Co.

Incorporated

Dillon, Read & Co. Inc.

Drexel Burnham & Co.

EuroPartners Securities Corporation

Incorporated

Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes

E. F. Hutton & Company Inc.

Kidder, Peabody & Co.

Incorporated

Lazard Frères et Cie

Lehman Brothers

Loeb, Rhoades & Co.

Paine, Webber, Jackson & Curtis

Incorporated

Reynolds Securities Inc.

SoGen-Swiss International Corporation

Suez American Corporation

UBS-DB Corporation

Warburg Paribas Becker Inc.

Wertheim & Co., Inc.

White, Weld & Co.

Bear, Stearns & Co.

Dean Witter & Co.

Incorporated

Arnold and S. Bleichroeder, Inc.

Shields Model Roland Securities

Weeden & Co.

Incorporated

Shearson Hayden Stone Inc.

Basle Securities Corporation

Daiwa Securities America Inc.

ABD Securities Corporation

Robert Fleming Kleinwort, Benson

Moseley, Hallgarten & Estabrook Inc.

F. Eberstadt & Co., Inc.

The Nikko Securities Co.

Nomura Securities International, Inc.

New Court Securities Corporation

Stuart Brothers

Thomson & McKinnon Anchinloss Kohlmeier Inc.

Oppenheimer & Co., Inc.

Spencer Trask & Co.

Tucker, Anthony & R. L. Day, Inc.

Wood, Struthers & Winthrop Inc.

Yamaichi International (America), Inc.

septembre, 1976



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
28 SEPTEMBRE

Plus résistant

Le marché s'est montré plus résistant ce mardi à la hausse de Paris, où les cotations étaient généralement plus discutées.

Certes, quelques-unes des vedettes traditionnelles de la cote se sont légèrement effritées (Rhône-Poulenc et Aquitaine à son plus bas niveau de l'année), mais la majorité d'entre elles se sont réveillées plutôt résistantes.

Ces titres n'ont cependant pas bénéficié des plus fortes hausses qui ont été enregistrées par l'Institut Minéral, U.T.A., Auxilière d'Entreprises, Pochon, G.T.M. et Printemps.

Parmi les baisses, en nombre toujours plus élevées, les plus significatives ont été relevées par le Saurier-Duval (- 5 %), Pénicilline Union européenne (- 5 %), Duval, Simeco, Marine-Wendel, Compagnie française de raffinage d'Aluminium (- 5 %), Schneider et Uclaf (- 5 %), Pénicilline B.P. a perdu 1 % et a démenti d'office l'OPA qui le concernait.

L'amélioration qui se dessinait la veille semble s'être poursuivie ce mardi. La publication par le Figaro d'un sondage relativement favorable à M. Raymond Barre n'a pu être prise en compte.

En tout cas, et quelques ventes d'origine allemande, notamment, ont encore été relevées, on a également remarqué l'intervention plus ou moins discrète de plusieurs organismes de placement collectifs. En effet, la persistance du manque d'affaires, sans être massive, ces interventions n'ont pas pu être prises en compte.

Aux valeurs étrangères, les pétroles internationaux sont toujours fermes, Norsk Hydro et Petrofina en tête. En revanche, les mines d'or ont continué leur mouvement de repli.

Sur le marché de l'or, dont le volume d'échanges a augmenté pour atteindre 3,2 millions de francs contre 3,1 millions de la veille, la cote a été de 315 francs, tandis que, de son côté, le nickel, pendant 2 francs à 222,80 francs.

LONDRES

La reprise enregistrée en liaison avec celle de la livre, ne se maintient pas.

Tassements des mines d'or.

OR (livraison) 110,50 contre 110,25

VALEURS

CLÔTURE

COURS

28/9

28/9

War Lanes 3 1/2 %

British Petroleum

Imperial Chemical

Carroll

De Beers

Rio Tinto Zinc Corp.

Anglo American

West African

En l'air

NEW-YORK

Très forte baisse

Une très forte baisse a été enregistrée mardi à Wall Street, où, dans un marché actif, 20,46 millions de titres ont été échangés contre 17,42 millions.

Cette baisse est due, pour l'essentiel, à l'annonce d'un recul de 1,5 % de l'indice des principaux indicateurs économiques au 30/9. Ce réajustement, le plus fort de l'année, a constitué une surprise — forte déconvenue — pour la majorité des opérateurs.

Par la suite, le département du Trésor a annoncé que pendant le mois d'octobre, les ministres à pied armé, avec 1,5 % de personnel des entreprises, leur niveau record depuis novembre dernier.

Enfin, les rumeurs concernant l'usage illégal de la force de la police, par le président Ford, ont également pesé sur le marché.

Motus 400 titres ont été échangés, contre 1,100 la veille.

Au moment où la presse spécialisée annonçait un certain retour de la clientèle privée dans les aléas de Wall Street, ce service a été déçu par le nombre d'investisseurs.

Indice Dow Jones des transports, 29,28 (- 2,20) ; des services publics, 29,18 (- 0,77).

VALEURS

COURS

COURS

27/9

28/9

Alcoa

Amstar

Boeing

Chrysler

Eastman Kodak

Exxon

General Electric

General Motors

IBM

International Paper

J.P. Morgan

Johnson & Johnson

Kellogg

Kimberly-Clark

McDonald's

Merck & Co.

MetLife

Miller

Philips

Rockwell

Schlumberger

Union Carbide

Westinghouse

Xerox

Yale

Zenith

Amstar

Boeing

Chrysler

Eastman Kodak

Exxon

General Electric

General Motors

IBM

International Paper

J.P. Morgan

Johnson & Johnson

Kellogg

Kimberly-Clark

McDonald's

Merck & Co.

MetLife

Miller

Philips

Rockwell

Schlumberger

Union Carbide

Westinghouse

Xerox

Yale

Zenith

Amstar

Boeing

Chrysler

Eastman Kodak

Exxon

VALEURS

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

VALEURS

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

VALEURS

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

précéd.

Cours

SICOB - Niveau 2 - Zone D - Stand N° 2405